

# L'Histoire

www.lhistoire.fr

**Poutine  
professeur  
d'histoire**

*par Nicolas Werth*

**1974**

**PORTUGAL**

**La révolution  
des œillets**

*Soldats célébrant  
le 1<sup>er</sup> Mai à Lisbonne*

ALL 8,70 € - BEL 7,90 € - ESP 7,90 € - GR 7,90 € - ITA 7,90 € - POR 7,90 € - CH 12,50 € - LUX 7,90 € - TOM/S 1030 XPF - DOM/S 7,90 € - CAN 11,99 \$ CAN

L 13413 - 517 S - F: 6,90 € - RD







**VENDÉE**  
LE DÉPARTEMENT

EXPOSITION

Jusqu'au 9 juin 2024

**HISTORIAL  
DE LA VENDÉE**

**Soljenitsyne**

**Un géant de la liberté**

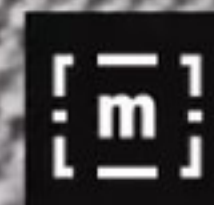
RCS 62044501 - Crédits photos : Getty/Image

**Historia**

**LiRE**  
magazine



CRÉDIT AGRICOLE  
ATLANTIQUE VENDÉE



[nossites.vendee.fr](https://nossites.vendee.fr)



Revue mensuelle créée en 1978,  
éditée par les Éditions Croque Futur  
41 bis, avenue Bosquet, 75007 Paris

**Président et directeur de la publication :**  
Claude Perdriel

**Directeur général :** Philippe Menat

**Directeur éditorial :** Maurice Szafran

**Directeur éditorial adjoint :** Guillaume Malaurie

**Directeur délégué :** Jean-Claude Rossignol

**Conception graphique :** Dominique Pasquet

**Pour toute question concernant  
votre abonnement**

**Tél. : 01 55 56 71 19**

**Courriel : abo.histoire@groupe-gli.com**

L'Histoire, service abonnements

45, avenue du Général-Leclerc, 60643 Chantilly Cedex

Belgique : Edigroupe Belgique, tél. : 070 233 304

Suisse : Edigroupe SA, tél. : 022 860 84 01

Tarif France : 1 an, 12 n° : 67 €

1 an, 12 n° + 4 n° Hors-série. Collections : 89 €

Tarif autres pays : nous consulter

**Achat de revues et d'écrits**

L'Histoire, 45, avenue du Général-Leclerc,

60643 Chantilly Cedex

**Tél. : 01 55 56 71 19**

**RÉDACTION, DOCUMENTATION, RÉALISATION**

**Tél. : 01 70 98 suivi des 4 chiffres**

**Courriel rédaction :** courrier@histoire.presse.fr

**Directrice de la rédaction :** Valérie Hannin (19 49)

**Assistante de rédaction :** Lise Renimel (19 51)

**Conseillers de la direction :**

Michel Winock, Jean-Noël Jeanneney

**Rédactrice en chef :** Héroïse Kalebka (19 50)

**Rédactrice en chef adjointe :**

Géraldine Soudri (19 52)

**Rédacteur en chef adjoint :**

Olivier Thomas (19 54)

**Secrétaire général de rédaction :**

Raymond Lévêque (19 55)

**Chef de rubrique :** Ariane Mathieu (19 53)

**Rédaction :** Julia Bellot (19 60), Lucas Chaballier,

Domitille de Gavriloff, François Mathou,

Huguette Meunier, Nina Tapie

**Rédaction-révision-correction :** Hélène Valay

**Directrice artistique :** Marie Toulouze (19 57)

**Service photo :** Jérémy Suarez-Lalouni (19 58)

**COMITÉ SCIENTIFIQUE**

Pierre Assouline, Jacques Berlioz, Patrick Boucheron,

Catherine Brice, Bruno Cabanes, Johann Chapoutot,

Joël Cornette, Clément Fabre, Anaïs Fléchet,

Jean-Noël Jeanneney, Philippe Joutard,

Emmanuel Laurentin, Julien Loiseau, Pap Ndiaye,

Fabien Paquet, Olivier Postel-Vinay, Yann Potin,

Yves Saint-Geours, Maurice Sartre, Claire Sotinel,

Pierre-François Souyri, Laurent Theis,

Annette Wiewiorka, Olivier Wiewiorka, Michel Winock

**CORRESPONDANTS**

Dominique Alibert, Claude Aziza, Vincent Azoulay,

Antoine de Baecque, Esther Benbassa,

Jean-Louis Biget, Françoise Briquel-Chatonnet,

Guillaume Calafat, Jacques Chiffolleau,

Alain Dieckhoff, Jean-Luc Domenach,

Hervé Duchêne, Olivier Faron, Marie Favereau,

Christopher Goscha, Christian Grataloup,

Isabelle Heullant-Donat, Gilles Kepel,

Matthieu Lahaye, Marc Lazar, Olivier Loubes,

Gabriel Martinez-Gros, Marie-Anne Matard-Bonucci,

Guillaume Mazeau, Nicolas Offenstadt, Pascal Ory,

Michel Porret, Yann Rivière, Isabelle Surun,

Boris Valentin, Sylvain Venayre, Catherine Virlouvet,

Nicolas Werth

**Ont collaboré à ce numéro :**

Garance Agosto, Sophie Le Gallo (secrétariat de

rédaction), Jules Plassart

**FABRICATION**

**Responsable de fabrication :**

Sarah Rabbah (19 21)

**ACTIVITÉS NUMÉRIQUES**

Erwan Treyz (19 08)

**SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS**

**Directrice administrative et financière :**

Jaye Reig

**MARKETING DIRECT ET ABONNEMENTS**

**Directeur :** Luc Bonardi

**Responsable du marketing direct :**

Magali Viette (19 12)

**VENTES ET PROMOTION**

**Directeur :** Valéry-Sébastien Sourieau (19 11)

**Ventes messageries :** Mercuri Presse Conseil,

Frédéric Vinot (01 42 36 80 52)

**Diffusion librairies Pollen/Dif'pop'**

Tél. : 01 43 62 08 07, fax : 01 72 71 84 51

**RÉGIE PUBLICITAIRE**

**Mediaobs**

44, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris

Tél. : 01 44 88 suivi des 4 chiffres

Courriel : pnom@mediaobs.com

**Directeur général :** Corinne Rougé (93 70)

**Directeur de publicité :** Romain Provost (89 27)

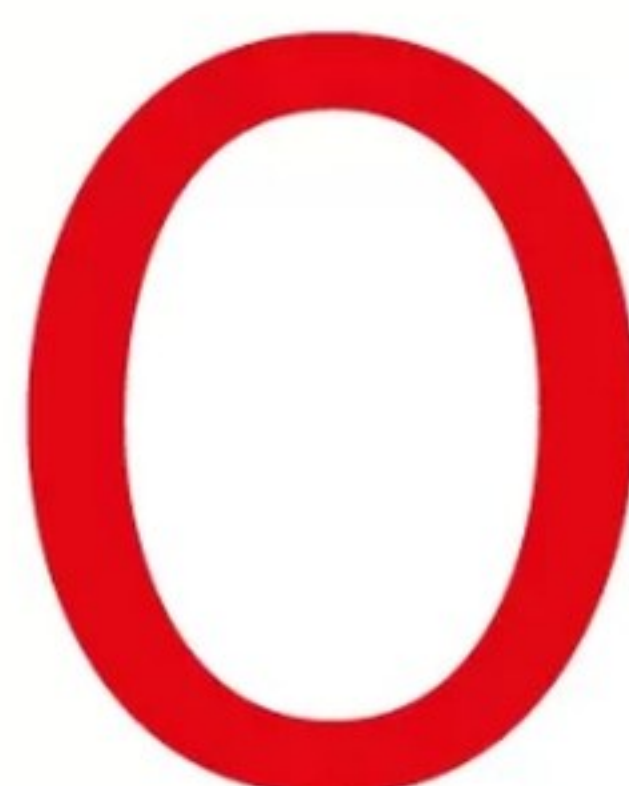
**Directeur de clientèle :** Antoine Kodio (97 79)

**Studio :** Louis Fourquet (89 26)

**Gestion :** Catherine Fernandes (89 20)

[mediaobs.com](http://mediaobs.com)

# Coup d'État démocratique



ne ne l'avait pas vu venir. Contrairement à une idée reçue, « l'État nouveau » installé par Salazar entre 1928 et 1933 avait de beaux restes, une police politique aux ordres, la protection de l'Alliance atlantique, et le dernier empire colonial en Afrique. Mais c'est là que tout craqua. Le petit pays y engloutit sa jeunesse et ses dernières forces. La mobilisation contre le régime fut d'abord celle des recrues et des officiers lassés de cette guerre incertaine.

Le premier miracle a lieu le 25 avril 1974. Un coup d'État militaire, ce pouvait être le Chili où, six mois auparavant, un autre général venait d'instaurer une dictature sanglante. Mais, à Lisbonne, c'est la dictature qui tombait. Yves Léonard, qui la connaît comme personne, nous fait revivre heure par heure cette journée révolutionnaire hors du commun et ses héros de légende. Les soldats anonymes qui, au cœur de la nuit, au signal d'une chanson interdite, sautent sur les jeeps. Otelo de Carvalho, « Oscar », qui se perdra dans la politique, mais qui, ce jour-là, dirige de main de maître les opérations. Maia, l'homme d'un jour, le magnifique « Capitaine d'Avril » du film de Maria de Medeiros, qui, à la tête de sa colonne de blindés, prend position à 5 h 30 place du Commerce pour occuper les points stratégiques. Les soldats de l'armée loyaliste qui refusent de tirer et rallient les insurgés. Celeste Caeiro, la marchande de fleurs, qui, en fin de matinée, offre ses œillets à brassées aux soldats de Maia en marche vers la place du Carmo et, sans le savoir, baptise la révolution. Vers midi, rien n'est encore joué. Réfugié dans la caserne place du Carme, le chef du gouvernement pouvait déclencher un bain de sang. Maia le sait,

porte-voix à la main, qui exige la reddition mais supplie la foule de se disperser. A 18 heures, le gouvernement démissionne. Maia peut rentrer chez lui. La révolution est finie.

Au soir du 25 Avril, cependant, nul ne sait ce qu'il adviendra du régime. Les militaires n'ont pas de chef, et un bien vague programme progressiste. Les leaders politiques sont en exil. Après la liesse du 1<sup>er</sup> Mai, le gouvernement provisoire mis en place est sous le contrôle de la Junte où, de fait, le très conservateur général Spínola assure la présidence de la République.

Le deuxième miracle, c'est le processus démocratique qui, dans les mois suivants, émerge du chaos politique. Chez les militaires, les dissensions ne tardent pas à se faire jour. Après l'échec de Spínola, l'été chaud de 1975 est celui d'une dérive maximaliste, qui

**Avant l'Espagne et la Grèce, le Portugal a donné le branle au grand mouvement de transition de l'Europe du Sud**

culmine en novembre avec un nouveau coup de force, à gauche cette fois. Plus personne n'a la main, les États-Unis jouent un jeu trouble. Rien n'empêche pourtant le processus constitutionnel. En avril 1976, les élections législatives mènent au pouvoir Mário Soares, le « socialiste du possible ». Les militaires rentrent à la caserne. Avant l'Espagne et la Grèce, le Portugal a donné le branle au grand mouvement de transition démocratique de l'Europe du Sud. Cinquante ans plus tard, l'œillet à la boutonnière de jeunes militaires reste un espoir. En politique, on peut quelquefois croire au miracle. ■

**L'Histoire**



## La Pologne, 1 000 questions sur une nation



Vous avez été très nombreux à réagir à notre dernière *Collection* consacrée à l'histoire de la Pologne (Coll. n° 102, janvier-mars 2024). Lubor Jilek nous écrit : « C'est un véritable tour de force : faire état, avec un maximum de clarté, de tant d'épisodes des mythiques mille ans mais, du même coup, s'en prendre avec tant de force aux mythes les plus éculés de ce millénaire. » David Ebersolt fait quant à lui remarquer : « J'ai beaucoup apprécié le numéro sur la Pologne. Toutefois, je trouve que le terme "libération" de la Pologne, en 1944, procède d'une vision communiste ou poutinienne de l'histoire, qui fait commencer la guerre en juin 1941 et la terminer en mai 1945. La rupture du pacte germano-soviétique en juin 1941 n'implique pas la cessation de ses effets.



Grâce à cette alliance économique avec la fourniture de pétrole soviétique, l'Allemagne nazie a pu mener les campagnes de Pologne, de Norvège, de France, les batailles d'Angleterre et de l'Atlantique, l'invasion de la Grèce et de la Yougoslavie, l'occupation du Danemark. » Enfin, André Rotenberg s'interroge : « Dans l'article intitulé "Avril 1943 - Le ghetto se soulève" (p. 76), Annette Wiewiorka omet qu'il y avait, à côté de l'Organisation juive de combat, une deuxième organisation de résistance juive majeure, l'Union militaire juive. Les détails sur l'histoire de cette organisation peuvent être trouvés dans deux ouvrages : Retour sur le ghetto de Varsovie de Marian Apfelbaum et Muranowska 7 de Chaim Lazar. »

### La réponse de l'auteur

**Cette deuxième organisation, dirigée par Pawel Frenkel et Moryc Apfelbaum, était principalement composée de militants sionistes révisionnistes et d'anciens combattants juifs de l'armée polonaise. Elle avait des contacts avec d'autres organisations de résistance polonaises : l'Armée de l'intérieur et le Corps de sécurité.**

### Rectificatifs

- Lwow (Lviv) est libérée par les Soviétiques en 1944, et non en 1945, comme mentionné sur la carte p. 16.
- La Pologne n'a pas adopté l'euro, comme cela est malencontreusement mentionné p. 17.
- En 1956, le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS n'ouvre pas la voie au

multipartisme en Pologne (chronologie p. 19).

- La chronologie aurait pu mentionner l'état de siège instauré en décembre 1981, en vigueur jusqu'en juillet 1983.

■ L'infographie p. 73 mentionne 2,9 millions de Juifs exterminés par les nazis dans les centres de mise à mort du territoire annexé par le Reich. Cependant,

comme le montre l'infographie p. 91, le chiffre de 2,9 millions comprend aussi les Juifs tués dans les ghettos et ceux qui sont exécutés ou morts sans assistance.

- Ce n'est pas « plus » de 90 % de la population juive qui a disparu pendant la guerre (p. 87), mais « un peu moins » de 90 %.

### La Volonté du peuple

A propos du dossier sur Lénine et les révolutionnaires (n° 515, janvier 2024), un épisode de l'histoire du populisme fait écho à la situation politique actuelle : la proclamation de la Volonté du peuple en 1881, visant à exploiter l'antisémitisme qui avait déjà suscité des pogroms. Le mot d'ordre était « Levez-vous, ouvriers ! Vengez-vous des seigneurs, pilliez les Juifs, massacrez les fonctionnaires ! » Les deux initiateurs terminèrent leur carrière comme antisémites patentés au service du pouvoir.

**Jean-Louis Panné**

### Lénine avant 1901 ?

La couverture du n° 515, janvier 2024 est légendée « Lénine. Samara, 1891 ». Or, ce n'est qu'en 1901 que Vladimir Oulianov adopta le nom de Lénine.

**Louis-Napoléon Panel**

Sauf mention contraire de son auteur, toute lettre parvenue à la rédaction de *L'Histoire* est susceptible d'être publiée dans le magazine. Par souci de brièveté et de clarté, la rédaction se réserve le droit de ne publier que des extraits des lettres sélectionnées.

## L'Histoire

La rédaction de *L'Histoire* est responsable des titres, intertitres, textes de présentation, encadrés, notes, illustrations et légendes. La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite (article L.122-4 du Code de propriété intellectuelle). Toute copie doit avoir l'accord du Centre français de droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70. Fax : 01 46 34 67 19). L'éditeur s'autorise à refuser toute insertion qui semblerait contraire aux intérêts moraux ou matériels de la publication. Les nom, prénom(s) et adresse de nos abonnés sont communiqués à notre service interne et aux organismes liés contractuellement avec *L'Histoire*, sauf opposition motivée. Dans ce cas, la communication sera limitée au service de l'abonnement. Les informations pourront faire l'objet d'un droit d'accès ou de rectification dans le cadre légal. Commission paritaire n° 0428 K 83242. ISSN 0182-2411. *L'Histoire* est publiée par les Éditions Croque Futur. Président et directeur de la publication : Claude Perdriel. Dépôt légal février 2024. © 2024 Éditions Croque Futur.



Origine du papier : Autriche. Eutrophisation (Ptot) : 0,008 kg/tonne. Taux de fibres recyclées : 33 %. Ce magazine est imprimé par BLG, Toul (54), France, certifié PEFC.



En vous inscrivant à l'adresse [privilege-abonnes@histoire.presse.fr](mailto:privilege-abonnes@histoire.presse.fr) vous pourrez recevoir la newsletter et les informations de *L'Histoire*.



ARCHIVES  
NATIONALES

# Les Remarquables

ENTRÉE  
GRATUITE

## La loi sur l'IVG 1974 | LE DISCOURS DE SIMONE VEIL

9 MARS | 2 SEPTEMBRE 2024

ARCHIVES NATIONALES  
60 rue des Francs-Bourgeois  
75003 Paris

Du lundi au vendredi de 10 h à 17 h 30  
Samedi et dimanche de 14 h à 19 h  
Fermeture le mardi et le 1<sup>er</sup> mai

[www.archives-nationales.culture.gouv.fr](http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr)





## NOCTURNES DE L'HISTOIRE 2024

## Clio noctambule



**Organisées dans toute la France depuis 2021, les Nocturnes de l'histoire ont lieu cette année le mercredi 27 mars.**

Visites, promenades, escape game, conférences, projections, tables rondes, ateliers... Même la nuit on fait de l'histoire ! L'objectif ? Rendre accessibles les résultats de la recherche au grand public à travers des manifestations variées. Les événements ont donc lieu en fin d'après-midi, le soir ou la nuit. Le label « **Nocturnes de l'histoire** » a été créé par :

- Société des professeurs d'histoire ancienne de l'université (SoPHAU),
- Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public (SHMESP),
- Association des historiens modernistes des universités françaises (AHMUF),
- Historiennes et historiens du contemporain (H2C-ex-AHCESR).

Chaque année, elles sélectionnent les initiatives locales qui feront partie des Nocturnes. En 2023, une quarantaine de manifestations organisées par des musées, des librairies, des universités, des sociétés savantes ou des collectifs de passionnés se sont tenues dans 28 villes différentes !

#### Au programme :

- A l'université d'Évry-Val-d'Essonne, **Patrick Boucheron** anime un atelier sur les images.
- A Paris, **Jean-Pierre Guilhembet** et **Stéphanie Wyler** organisent une visite de Lutèce des Arènes à la Seine.
- Aux Archives de la Gironde à Bordeaux, **Roxane Chilà** et **Nicolas Patin** commentent l'exposition « *Villes en Gironde au Moyen Âge* » à partir du jeu vidéo *A Plague Tale. Innocence*. ■

Renseignements : [nocturnesdelhistoire.com](http://nocturnesdelhistoire.com)

#### Prix de master

##### ITHAQUE-MARQUET

Le prix Ithaque-Marquet finance la publication d'un master 2 en sciences sociales, « *sur un objet d'histoire original et une période qui débute au XVIII<sup>e</sup> siècle et se poursuit jusqu'à aujourd'hui* ». Le prochain devra avoir été soutenu entre le 1<sup>er</sup> octobre 2022 et le 30 septembre 2024 et parvenir avant le 15 octobre 2024. Rens. : [www.ithaque-marquet.org/projets-a-venir](http://www.ithaque-marquet.org/projets-a-venir)

#### Jeunes chercheurs

##### BOURSES DU LOUVRE

Grâce au mécénat de Majid Boustany, le Louvre crée une nouvelle bourse de recherche en histoire de l'art, archéologie ou études muséales, toutes aires et périodes confondues, dotée de 10 000 €, et un prix Denon (12 000 €) destiné aux jeunes docteur(e)s pour les aider à publier leur thèse. Le Louvre fut, en 2009, le premier musée français à créer un fonds de dotation sur le modèle des *endowment funds* anglo-saxons.

#### Prix de master

##### FRANÇOIS MITTERRAND

Afin d'encourager la recherche sur François Mitterrand (1916-1996) et sur les « années Mitterrand » (1981-1995), l'Institut François-Mitterrand décerne chaque année un prix de master. Les candidatures sont à envoyer avant le 30 avril 2024 à [ifm@mitterrand.org](mailto:ifm@mitterrand.org)

#### Cinéma

##### JUIFS D'EUROPE CENTRALE



Du 5 au 12 mars 2024, le musée d'Art et d'Histoire du judaïsme présente « Une mémoire inquiète. Présences du passé juif dans le cinéma d'Europe centrale ». Ce cycle rassemble 20 courts- et longs-métrages, dont certains inédits, réalisés en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie, de 1945 à 1967.

#### Square Boucicaut

##### ANIMAUX HÉROÏQUES

Un cheval et un âne, un chien et un soldat tenant un pigeon, tous en bleu horizon : les animaux qui ont participé à la Grande Guerre ont désormais droit à un monument mémoriel. Hommage aux 11 millions d'équidés, 100 000 chiens et 250 000 pigeons morts en mission. L'association PAZ (Paris animaux zoopolis) avait demandé ce monument en 2018, lors de la célébration du centenaire de l'armistice.

#### Rolande Treppe

##### MONDE DU TRAVAIL

La troisième édition du prix de thèse Rolande-Treppe, pionnière de l'histoire ouvrière, est ouverte pour les chercheurs en histoire des mondes du travail, tous territoires, périodes et approches confondus. Les dossiers de candidature



Retrouvez plus d'informations sur : [www.lhistoire.fr](http://www.lhistoire.fr)



doivent parvenir avant le 1<sup>er</sup> mai 2024 à minuit à [prixdethese@afhmt.org](mailto:prixdethese@afhmt.org)

### Carpentras

#### INGUIMBERTINE



L'Inguimbertaine, la seule bibliothèque-musée de France, rouvre en avril 2024 après quinze ans de travaux sur 10 000 m<sup>2</sup> dans l'ancien hôtel-Dieu de Carpentras. Bibliothèque publique, elle conserve aussi un fonds bibliographique initié par l'évêque dom Malachie d'Inguibert (1683-1757) et une collection muséale portant notamment sur le patrimoine culturel du Comtat Venaissin, État indépendant appartenant au pape jusqu'en 1791.

### Dédicace

#### JUSTINIEN AU KOSOVO



La mission archéologique franco-kosovare, dirigée côté français par Christophe J. Goddard, a découvert sur le site d'Ulpiana la dédicace, par l'empereur Justinien (527-565) et sa femme Théodora, d'une « urbs Dardaniae », une nouvelle ville de la province de Dardanie. Une pièce qui confirme l'attachement de Justinien pour sa province d'origine.

### Rouen

#### MADAME GUILLAUMIN

Le musée des Beaux-Arts de Rouen est le premier en France à avoir lancé une étude globale de ses collections en 2022, un an avant l'adoption de la loi sur la restitution des biens culturels spoliés dans le contexte nazi (loi n° 2023-650 du 22 juillet 2023). Sur les 3 141 peintures étudiées, 38 ont fait l'objet d'une recherche approfondie à l'issue de laquelle une présente tous les signes d'une spoliation : *Madame Guillaumin couchant*, œuvre d'Armand Guillaumin.

### Lille

#### HISTOIRE PUBLIQUE

La FLSH (faculté des lettres et sciences humaines) de l'Université catholique de Lille propose un nouveau master en histoire publique et numérique des sociétés septentrionales, du Moyen Âge à nos jours, en partenariat avec l'Université polytechnique Hauts-de-France.

### Julie à Fontevraud

#### DES CLOCHES POUR PÂQUES

Après Aliénor, Richard, Pétronille et Gabrielle, l'abbaye royale de Fontevraud accueille sa cinquième cloche, Julie, au décor pensé par Vincent Olinet. Le prénom est un hommage à la dernière abbesse de Fontevraud, Julie Sophie Gillette de Pardaillan de Gondrin d'Antin. En 2025, une dernière les rejoindra. L'objectif est de recréer la sonnerie complète de six cloches pour le beffroi de l'abbatiale.

### FONDATION NAPOLEON

## Portail pédagogique



Pour sensibiliser les jeunes de 10 à 30 ans aux événements de la période napoléonienne et à leur résonance actuelle, la Fondation lance le projet « **Napoléon 2026** »

avec notamment un portail destiné aux

élèves, étudiants et enseignants offrant contenus, sources et ressources sur les deux empires.

Ce portail devrait être accessible dès 2025 et sera adossé au site [napoleon.org](http://napoleon.org) qui présente déjà une section « Enseignants » ainsi que les 40 500 lettres composant la *Correspondance générale de Napoléon*. Ce projet vise également à proposer des activités à destination des jeunes et à soutenir des productions d'ouvrages et des initiatives locales. Du côté de la recherche, cinq bourses de master en histoire ont déjà été décernées dans ce cadre.

### FESTIVAL

Toulouse



## Au nom de la loi !

DU 22 AU 26 MAI

« **L'HISTOIRE À VENIR** »  
FESTIVAL

Du Code babylonien d'Hammurabi à la parole donnée, de l'Abolition de l'esclavage aux lois d'exception, ce festival toulousain met en dialogue l'histoire, l'économie, le droit, les arts et les sciences, afin de comprendre de quoi la loi est le nom.

Avec David Dufresne, Bruno Dumézil, Arnaud-Dominique Houte, Paulin Ismard, Aïcha Limbada, Bénédicte Savoy, Anne Simonin...



Découvrez le programme début avril 2024 sur : [lhistoireavenir.eu](http://lhistoireavenir.eu)



## LES GENS

## Marco Storni

**Primé par l'Institut**

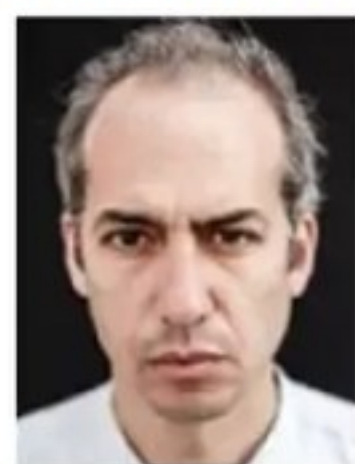
Le prix de la Fondation Del Duca-Institut de France a été attribué à Marco Storni (historien des sciences et des techniques) pour *Maupertuis. Le philosophe, l'académicien, le polémiste* (Honoré Champion, 2022).

## Patrick Boucheron

**Le théâtre de la Concorde**

Anne Hidalgo a annoncé, le 10 janvier 2024, la création, à l'emplacement de l'actuel Espace Cardin, du Théâtre de la Concorde, dédié à la démocratie. « *Lieu de débat, de réflexion, de contradictions et de création artistique* », il doit être « *un rempart contre l'obscurantisme* » (la désinformation, les fake news) et devenir « *une grande université populaire ouverte à tous* ». Le comité d'orientation est présidé par Patrick Boucheron, « *entouré d'artistes, de syndicalistes, de juristes, de journalistes, de scientifiques, de citoyens* ».

## Paulin Ismard

**« L'Univers historique »**

Hugues Jallon et les éditions du Seuil ont annoncé la nomination de Paulin Ismard à la codirection de la collection « L'Univers historique ». A ce titre, il siègera au comité sciences humaines de la maison. Cette collection a pour spécificité de donner voix à de grands chantiers collectifs, tels que : *Histoire de la vie privée, Histoire du corps, Histoire des émotions* ou, plus récemment, *Nouvelle Histoire du Moyen Age, Colonisations, notre histoire*.

## Jean Malaurie

**Le dernier roi de Thulé est mort**

Mort le 5 février 2024 à 101 ans, le géographe-ethnologue Jean Malaurie restera avant tout le créateur de l'exceptionnelle collection « Terre humaine » chez Plon. Il y avait, en 2022, publié *De la pierre à l'âme. Mémoires*.



Plus d'infos sur : [www.lhistoire.fr](http://www.lhistoire.fr)

## AGENDA

4, 11, 18 et 25 mars

**PARIS, SORBONNE**

L'Association des historiens propose, dans son cycle « Anatomie de l'Europe moderne » : « La Cour à Versailles » (Lucien Bély, le 4), « Amsterdam, l'entrepôt du monde » (Anne Wegener Sleeswijk, le 11), « Le Siècle d'or espagnol » (Jean-Frédéric Schaub, le 18) et « Les Provinces-Unies : entre mystère et miracle » (Thierry Allain, le 25).

5 mars

**PARIS, INSTITUT DU MONDE ARABE**

Les Rendez-vous de la philosophie arabe invitent Gabriel Martinez-Gros à parler d'« Ibn Khaldûn : une pensée pour notre temps ».

6 mars

**PARIS, MAIRIE DU XVIII<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT**

La Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle accueille Azadeh Kian et Armin Arefi pour évoquer les « Iraniennes en révolution ».

7 mars

**PARIS, FORUM 104**

Rencontre à partir de 19 heures entre Michelle Perrot et Brigitte Joseph-Jeanneney autour du livre *Marie Octave Monod, une femme libre*.

9 mars

**PARIS, PHILHARMONIE**

Tables rondes animées par Emmanuel Laurentin sur le thème « Matrimoines : (pour) faire genre ? ». Ouverture par Michelle Perrot. Lectures par Mélanie Traversier.

11 mars

**EN DISTANCIEL**

« Histoire ancienne et manga ».

Inscriptions :

[matthieu\\_blin@yahoo.fr](mailto:matthieu_blin@yahoo.fr)

11 mars

**PARIS, CAMPUS SAINT-THOMAS-D'AQUIN**

Vincent Bollenot sur « Maintenir l'ordre impérial en métropole : le service de contrôle et d'assistance en France des indigènes des colonies, 1915-1945 ».

14 et 15 mars

**AUBERVILLIERS, CAMPUS CONDORCET**

Colloque international sur les « Diaspora(s) arménienne(s) en mouvement : espaces, pratiques et acteurs au XXI<sup>e</sup> siècle ».

20 au 22 mars

**TOULOUSE, CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET UNIVERSITÉ**

Cinquante ans après sa chute, « Anatomie du franquisme », un colloque qui réunit les meilleurs spécialistes sous la houlette de François Godicheau.

21 et 22 mars

**ARRAS, UNIVERSITÉ**

« Sacrés paysages ! Marquer le religieux en ville », congrès de la Société française d'histoire urbaine.

22 mars

**PARIS, UNIVERSITÉ PARIS CITÉ**

« Approches environnementales des révolutions, entre longue durée et actualité » avec François Jarrige (Dijon) et Anna Trespeuch-Berthelot (Caen).

28 et 29 mars

**AMIENS, UNIVERSITÉ DE PICARDIE**

« Les "sciences" électorales. Expertises, dispositifs et circulations des savoirs sur les élections ».



# AMOURS DANS LE MONDE ARABE

الحب في العالم العربي

10<sup>e</sup> ÉDITION

LES JOURNÉES DE L'HISTOIRE  
DE L'INSTITUT DU MONDE ARABE

SAMEDI 23 & DIMANCHE 24 MARS 2024

- › Accès libre dans la limite des places disponibles
- › Informations et réservations sur [imarabe.org](http://imarabe.org)



Les Inrockuptibles

L'Histoire

INSTITUT  
DU MONDE  
ARABE







Le mook  
des passionnés  
d'histoire

Trimestriel  
132 pages

Dès le 11 janvier,  
chez votre marchand  
de journaux,  
en librairie et sur  
[www.lhistoire.fr](http://www.lhistoire.fr)

Avec la guerre en Ukraine, la Pologne se retrouve aux avant-postes de la défense européenne. Révélée au monde par son rôle majeur dans l'effondrement du bloc soviétique, elle figure pourtant parmi les plus anciennes et puissantes nations européennes. Entrée dans l'Union européenne en 2004, elle partage avec les autres États-membres des liens culturels forts.

**L'Histoire**  
COLLECTION





- 3 L'édito
- 4 Forum
- 6 On va en parler

## Événement

- 12 **Russie**  
**POUTINE PROFESSEUR D'HISTOIRE**  
par Nicolas Werth

## Actualité

- 20 « Ce n'est pas à l'État de choisir qui commémorer »  
entretien avec Pascal Ory
- 23 « Boris Godounov » : mensonge et pouvoir en Russie  
par Maxime Rovère
- 24 Antiquité Gaza  
par Maurice Sartre
- 26 1924 : le dernier calife  
par Julien Loiseau



**FRANCE CULTURE**  
Le jeudi 29 février à 9h05, retrouvez *L'Histoire* dans l'émission de Xavier Mauduit « Le Cours de l'histoire »

## Dossier

# 28 LA RÉVOLUTION DES ŒILLETS

## 30 Lisbonne, 1974. Le printemps des capitaines

par Yves Léonard

- La nature controversée du salazarisme
- Le 25 avril 1974, en direct
- Plan : 24 heures pour prendre Lisbonne
- Carte : une opération minutieusement préparée
- Infographie : deux ans pour réussir la transition démocratique
- Les hommes du Processus révolutionnaire
- Mário Soares, « socialiste du possible »

## 42 En finir avec le cauchemar colonial

par Guillaume Blanc

- Carte : Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, une indépendance tardive

## 48 La révolution vue de France

par Victor Pereira

- Les Œillets divisent la gauche française  
par Michel Winock

## 54 « La transition a été réussie »

entretien avec Leonor Beleza

- Pour en savoir plus

**COUVERTURE** : Soldats portugais, œillet au fusil, lors des manifestations du 1<sup>er</sup> Mai 1974, à Lisbonne (Hervé Gloaguen/Gamma-Rapho).

Ce numéro comporte un encart Sophia Boutique Montre ainsi qu'un message *Challenges* sur une partie de la diffusion abonnés.

## L'atelier des chercheurs

## 56 AMOUR ET GUERRE AU TEMPS D'AL-ANDALUS

par Gabriel Martinez-Gros

## 64 1874. LES ENFANTS, AU TRAVAIL !

par Didier Terrier

## 70 LA CIRCONCISION, UNE VIEILLE ÉNIGME

par Roland Tomb

## 76 Décryptage d'image THÉÂTRE À LA FOIRE SAINT-GERMAIN

par Martial Poirson

## Guide

## 78 LIVRES

Livres, revues, bande dessinée, classique

## 90 SORTIES

Cinéma  
par Antoine de Baecque  
Expositions, médias

## 98 CARTE BLANCHE

de Pierre Assouline



# Poutine professeur d'histoire

*Depuis la rentrée 2023, les élèves russes de première et de terminale ont de nouveaux manuels d'histoire. Ceux-ci reprennent le récit officiel façonné par le Kremlin : glorification de la Grande Guerre patriotique et de la période soviétique. Ils présentent la perestroïka comme une catastrophe qui a entraîné la chute de l'URSS. Deux chapitres sur « l'opération spéciale » en Ukraine parachèvent un récit qui fait de la Russie une victime d'un complot orchestré par « l'Occident collectif » (les États-Unis et l'Otan).*

Par Nicolas Werth

**P**renant la parole le 25 avril 2013 devant les représentants de la Société d'histoire de la Russie, une institution créée l'année précédente afin d'« unir le pays autour des valeurs du patriotisme, de la conscience civique et du service loyal envers l'État », le président Vladimir Poutine affirma : « Il n'est pas normal

qu'il existe aujourd'hui 65 manuels d'histoire. » Ceux-ci « doivent exprimer une perspective unique et un point de vue officiel ». Deux années durant, les membres de cette société, dirigée par le très influent Sergueï Narychkine, chef des services du renseignement extérieur, et composée de hauts fonctionnaires, de représentants des plus prestigieux établissements d'enseignement supérieur et du principal groupe de presse détenu par l'État, ont planché sur les « points les plus controversés de l'histoire de la Russie ». Ils ont abouti à une « norme commune en matière de culture et d'histoire en phase avec les intérêts géopolitiques » du pays qui fut



**HISTOIRE DE LA RUSSIE, 1914-1945**  
L'Armée rouge à Moscou, couverture du nouveau livre d'histoire de première.

introduite, à partir de 2014-2015, dans les manuels scolaires, dont le choix fut alors drastiquement réduit<sup>1</sup>.

Après le début de « l'opération militaire spéciale », expression désignant en Russie la guerre déclenchée contre l'Ukraine le 24 février 2022, il fut décidé de parachever le « processus d'unification » des manuels. Le choix est encore plus réduit puisqu'il existe désormais deux séries uniques de manuels de première

et terminale : une portant sur l'Histoire universelle rédigée par Vladimir Medinski, ministre de la Culture de 2012 à 2020, connu pour ses diatribes contre l'art contemporain et son

## L'AUTEUR Spécialiste de



**l'Union soviétique et directeur de recherche honoraire au CNRS,**  
Nicolas Werth a récemment publié Poutine historien

en chef (Gallimard, « Tracts », 2022) et Le Communisme au village. La vie quotidienne des paysans russes, de la Révolution à la Collectivisation ([1984], Les Belles Lettres, 2023). Il est le président de Memorial France.





**Nouvelles frontières** Vladimir Poutine avec Vladimir Medinski au Kremlin. Ministre de la Culture de 2012 à 2020, c'est notamment lui qui, à la tête de la Société d'histoire militaire de la Russie, a rédigé les deux nouvelles séries de manuels d'histoire. Ci-dessous : sur la carte administrative qui clôt le volume de terminale (p. 416), les frontières russes ont été redessinées pour inclure les régions de la Crimée, de Kherson, de Zaporijjia, de Louhansk et de Donetsk.





► révisionnisme ; l'autre sur l'*Histoire de la Russie*, dont la rédaction a été confiée au même Vladimir Medinski, assisté d'Anatolii Torkounov, ambassadeur et recteur de l'Institut d'État de Moscou des relations internationales, qui compte parmi les grandes écoles russes les plus renommées. En matière d'histoire nationale, ce sont donc deux gros volumes de 480 pages chacun que les élèves russes reçurent à la rentrée scolaire de 2023.

Prenons d'abord le déroulé du manuel de première. Près d'un tiers du livre est consacré aux années 1914-1922. Comme dans tout l'ouvrage, ce qu'il se passe dans le reste du monde n'est mentionné que dans la mesure où cela a un impact direct sur la politique intérieure russe. Le chapitre sur la Grande Guerre se conclut par les mots suivants : « *La Russie a joué un rôle déterminant dans la victoire sur le militarisme hégémonique allemand.* » Le front occidental n'a été mentionné qu'en quelques lignes sur la « *bataille sanglante de Verdun* ».

### 1917 : une révolution qui affaiblit la Russie

Une centaine de pages racontent ensuite, dans le détail, les révolutions russes et la guerre civile qui s'ensuivit. On explique d'emblée que l'expression, canonique jusqu'à la chute de l'URSS, de « grande révolution socialiste d'Octobre » n'a plus lieu d'être. La révolution n'est ni « grande » (« *en effet, les conséquences des événements*

*révolutionnaires de 1917-1922 furent tragiques : le démembrement de notre pays et une guerre civile fratricide* ») ni « socialiste » (« *le parti bolchevique profita habilement de la situation de chaos dans le pays et de faillite des institutions pour s'emparer du pouvoir* »). Le manuel évoque ensuite « *les deux Terreurs, rouge et blanche* » de ce « *terrible temps des troubles, où les vainqueurs ne furent ni les Blancs ni les Rouges, mais les interventionnistes étrangers dont le seul but était d'affaiblir la Russie* ». La formule « temps des troubles » n'est, là encore, pas neutre : elle reprend une terminologie utilisée pour désigner la période 1598-1612,

marquée par une crise dynastique et l'occupation de Moscou par les troupes polono-lituanienues.

Les « interventionnistes étrangers », est-il précisé, traitaient la Russie de 1918 « *comme une colonie* ». D'ailleurs, les seuls « camps de concentration » cités par le manuel pour cette période sont ceux ouverts par les Anglais près d'Arkhangelsk pour les soldats prisonniers de l'Armée rouge et des fonctionnaires soviétiques. Pas un mot des centaines de camps ouverts par la Tcheka, la police politique soviétique, à partir de l'été 1918, pour y enfermer tous les opposants et les « gens du passé » (nobles, bourgeois, fonctionnaires de l'Ancien Régime, membres du clergé).

Les 150 pages suivantes couvrent les années 1920 et 1930. Les années de la NEP, la « Nouvelle Économie politique », ouverture libérale décidée par Lénine pour relever le pays en ruine, sont rapidement traitées comme une « *période de lent rétablissement* ». Le manuel critique vertement l'action antireligieuse de Lénine ainsi que sa politique des nationalités. Le droit, inscrit dans la Constitution de l'URSS de 1924, des républiques nationales à sortir de l'URSS, droit sur lequel Lénine – contre l'avis de Staline – avait insisté, est qualifié de « *véritable bombe à retardement* », reprenant mot pour mot les termes d'un discours de



« Ici, c'est la Russie ! » Les nouveaux manuels d'histoire ont été distribués le 1<sup>er</sup> septembre 2023 dans toutes les classes de première et de terminale de Russie. Ci-dessus : à Louhansk, dans le Donbass ukrainien annexé par la Russie.

#### FOCUS

### Vladimir Medinski, révisionniste

En 2018, Vladimir Medinski, l'un des rédacteurs des manuels, avait lancé une campagne révisionniste visant à « prouver » que les milliers de corps de fusillés retrouvés dans le charnier de Sandormokh, en Carélie, par Iouri Dmitriev et Irina Flige, de l'ONG Memorial, n'étaient pas ceux de victimes de la Grande Terreur

de 1937-1938, exécutés par le NKVD, mais ceux de prisonniers de guerre soviétiques exécutés par les Finlandais en 1941-1942. Iouri Dmitriev a été condamné fin 2021, à l'issue d'une parodie de procès, à quinze ans de réclusion criminelle dans une colonie pénitentiaire à « régime sévère ».



Vladimir Poutine prononcé le 21 février 2022, juste avant l'invasion de l'Ukraine, qui a, *in fine*, « fait du peuple russe le peuple le plus fragmenté et le plus dispersé du monde ».

Les années 1930 sont, à l'inverse (et dans le droit fil de ce qui était raconté dans les manuels de l'époque soviétique), célébrées comme « une décennie de développement accéléré de l'industrie, de croissance inégalée jusqu'alors du niveau de vie et du niveau culturel de l'homme soviétique, un homme nouveau ». Le Goulag, bien présent dans les manuels de l'époque Boris Eltsine (1990-1999), n'est mentionné qu'en quelques lignes pour décrire une institution « qui assura la mise en valeur des richesses des régions éloignées du pays – or, nickel, métaux rares » et « contribua aussi à la construction des canaux Baltique-mer Blanche et Moskova-Volga ». Le coût humain de ces constructions est passé sous silence. Il ne sera plus fait mention du Goulag, système qui a perduré jusqu'à la seconde moitié des années 1950, ni dans ce manuel, ni dans celui de terminale.

La déportation de plus de 2 millions de « koulaks » (paysans riches) et les famines du début des années 1930 (environ 7 millions de morts) consécutives à la collectivisation forcée des campagnes sont traitées de la même façon, sur fond d'un bilan positif : la collectivisation « permet de régler les problèmes du transfert indispensable des ressources du secteur agricole au secteur industriel, du ravitaillement de l'armée et des grands centres industriels et assura une augmentation significative des exportations de céréales et de matières premières ».

Trois pages à peine sont consacrées aux « répressions politiques » sous Staline. La Grande Terreur de 1937-1938 (l'expression n'apparaît pas) est réduite aux purges des hauts responsables du Parti, des cadres de l'économie et de l'Armée rouge, à contre-courant de l'historiographie tant russe qu'occidentale des années 1990-2010, qui a montré que l'immense majorité des 800 000 fusillés de 1937-1938 étaient de simples citoyens catalogués comme « éléments socialement nuisibles », « gens du passé », « ex-koulaks » ▶



**Pas d'« invasion » de la Pologne** Le général soviétique Krivoshein (à droite) avec des officiers allemands en Pologne, septembre 1939. Dans le manuel, l'invasion par l'URSS de la partie orientale du pays est présentée comme une « campagne de libération des peuples frères ukrainien et biélorusse ».

## GUERRES CONTRE L'HISTOIRE

### 1991

Après la chute de l'URSS, des dizaines de manuels scolaires présentant des visions contrastées de l'histoire sont agréés par le ministère de l'Éducation.

### 2009

Création de la Commission présidentielle pour l'histoire.

### 2012

Création de la Société d'histoire de la Russie, chargée d'élaborer les nouveaux manuels.

### 2014

Après l'annexion de la Crimée, l'article 354-1 du Code pénal criminalise « la négation ou la réhabilitation du nazisme » et « toute diffusion d'informations sciemment fausses sur [...] la Seconde Guerre mondiale ». Les manuels sont réécrits « pour exprimer une perspective unique » et leur nombre réduit.

### 2015

Inauguration de l'exposition permanente « Russie, mon histoire », au VDNKh, présentant l'histoire officielle.

### 2020

L'article 67-1 de la Constitution de la Fédération de Russie stipule que l'État « protège la vérité historique ».

### 2021

**Avril** Un amendement du Code pénal prévoit jusqu'à cinq ans de prison pour qui dénigrerait les « anciens combattants de la Grande Guerre patriotique ».

**Décembre** Dissolution de l'ONG Memorial, créée en 1989 pour préserver la mémoire des répressions staliniennes.

### 2022, 24 février

Début de l'offensive russe en Ukraine.

### 2023, septembre

De nouveaux manuels uniques d'histoire pour les élèves de première et terminale sont diffusés dans les écoles.



► ou appartenant à une minorité nationale « suspecte » (citoyens soviétiques d'origine polonaise, allemande, balte, finlandaise, etc.).

C'est dans ces pages qu'est mentionné le seul chiffre des manuels concernant les « victimes des répressions politiques », soit 4 millions entre 1921 et 1953, « dont 800 000 condamnées à la peine suprême ». Le premier chiffre est exact si l'on s'en tient aux seuls condamnés en vertu de l'article 58 du Code pénal réprimant les « crimes contre-révolutionnaires », mais laisse de côté les autres condamnés (cf. ci-dessous).

Dans le long chapitre consacré à la politique extérieure de l'URSS dans les années 1930, on retiendra la condamnation du « pacte de Munich », signé en septembre 1938 entre l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni, caractérisé ici comme « l'événement-clé qui ouvrit la porte à la Seconde Guerre mondiale ». « Seule de toutes les grandes puissances européennes, l'URSS refusa,

jusqu'à la fin du mois d'août 1939, le moindre accord avec l'Allemagne nazie. » Le « traité de non-agression germano-soviétique » du 23 août 1939 est entièrement justifié parce qu'il « permit à l'Armée rouge de gagner deux précieuses années ».

Suivant la doxa des manuels soviétiques, l'invasion par l'Armée rouge,

### Les 7 millions d'Ukrainiens qui ont combattu avec l'Armée rouge ne sont pas mentionnés

le 17 septembre 1939, de la partie orientale de la Pologne est présentée comme une « campagne de libération des peuples frères ukrainien et biélorusse et des territoires arrachés à la Russie et annexés par la Pologne en 1921 ». Toujours dans la même tonalité, l'annexion, en 1940, des pays Baltes est décrite comme une

« demande de rattachement, à l'issue d'élections libres, des Lituanais, des Lettons et des Estoniens à l'URSS ».

Près de 200 pages sont ensuite dévolues à la Grande Guerre patriotique (juin 1941-mai 1945). L'histoire militaire, des défaites de l'été 1941 à la prise de Berlin en mai 1945, s'y taille la part du lion. L'accent est mis sur « l'héroïsme des combattants de l'Armée rouge, prêts à tous les sacrifices ». Rien n'est dit de la responsabilité écrasante de Staline dans les défaites du début de la guerre : purges des hauts responsables militaires, refus de prendre au sérieux les avertissements sur l'imminence de l'attaque allemande, erreurs stratégiques et tactiques majeures. Les autres fronts de la Seconde Guerre mondiale, tenus pour négligeables, n'apparaissent pas dans le manuel.

Un long chapitre décrit le régime allemand d'occupation en URSS, fondé « sur la terreur et le génocide de la population civile soviétique ». Quelques lignes évoquent les « campagnes de nettoyage ethnique visant les Juifs et les Tsiganes » menées par les Einsatzgruppen. « Babii Iar, à Kiev, est ainsi devenu le symbole du meurtre planifié des Juifs ("Holocauste", du grec "élimination par le feu") et Khatyn [village biélorusse brûlé par les Allemands en 1943], le symbole du génocide des civils russes. » Le chiffre des victimes juives en URSS, 2 millions, sur les 15 à 18 millions de victimes civiles soviétiques, n'est jamais précisé.

A propos de la collaboration de la population des zones occupées avec les nazis, il n'est indiqué que celle des nationalistes ukrainiens de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), accusés notamment d'avoir perpétré un « génocide » de la population civile polonaise en Volhynie, aucune allusion n'étant faite de leur participation à la Shoah. La spécificité du génocide des Juifs est totalement gommée, conformément à la propagande soviétique. Enfin, le fait que 7 millions d'Ukrainiens ont combattu dans les rangs de l'Armée rouge n'est nulle part mentionné.

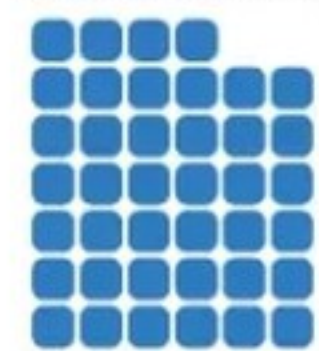
L'année de première s'achève sur l'apothéose libératrice de l'Armée

#### CHIFFRES

## Répressions staliniennes, 1921-1953

### Les chiffres du Goulag

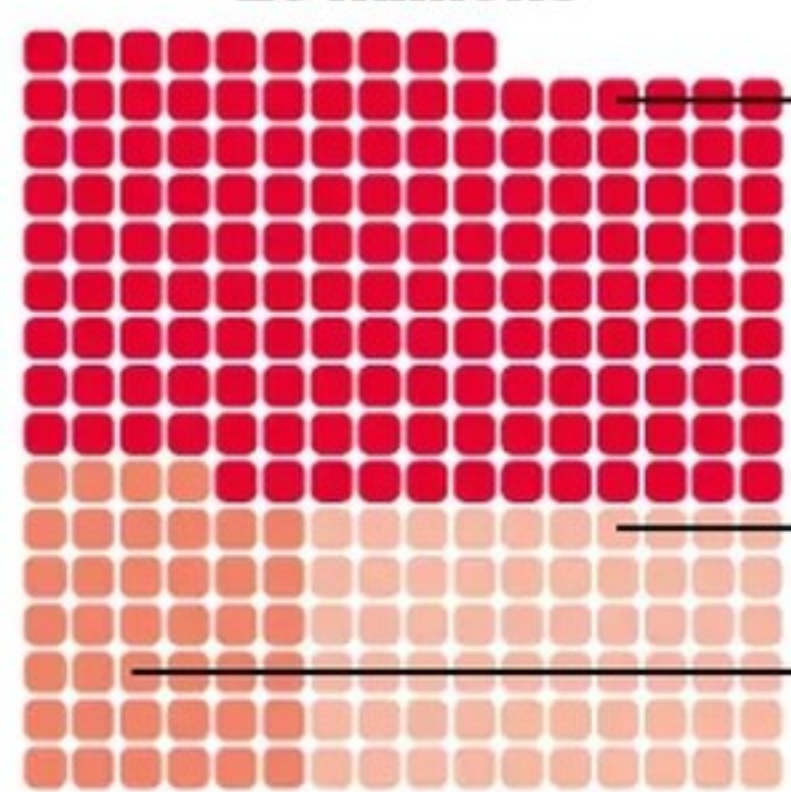
4 millions



dans le manuel

□ = 100 000 personnes

25 millions



dans la réalité

### Les chiffres des fusillés

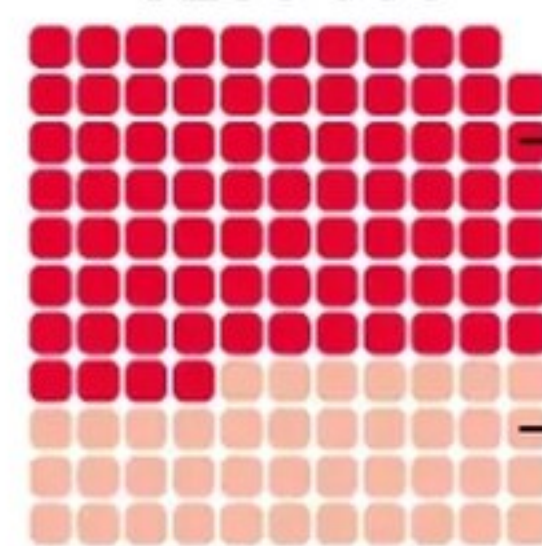
800 000



dans le manuel

□ = 10 000 personnes

1 200 000



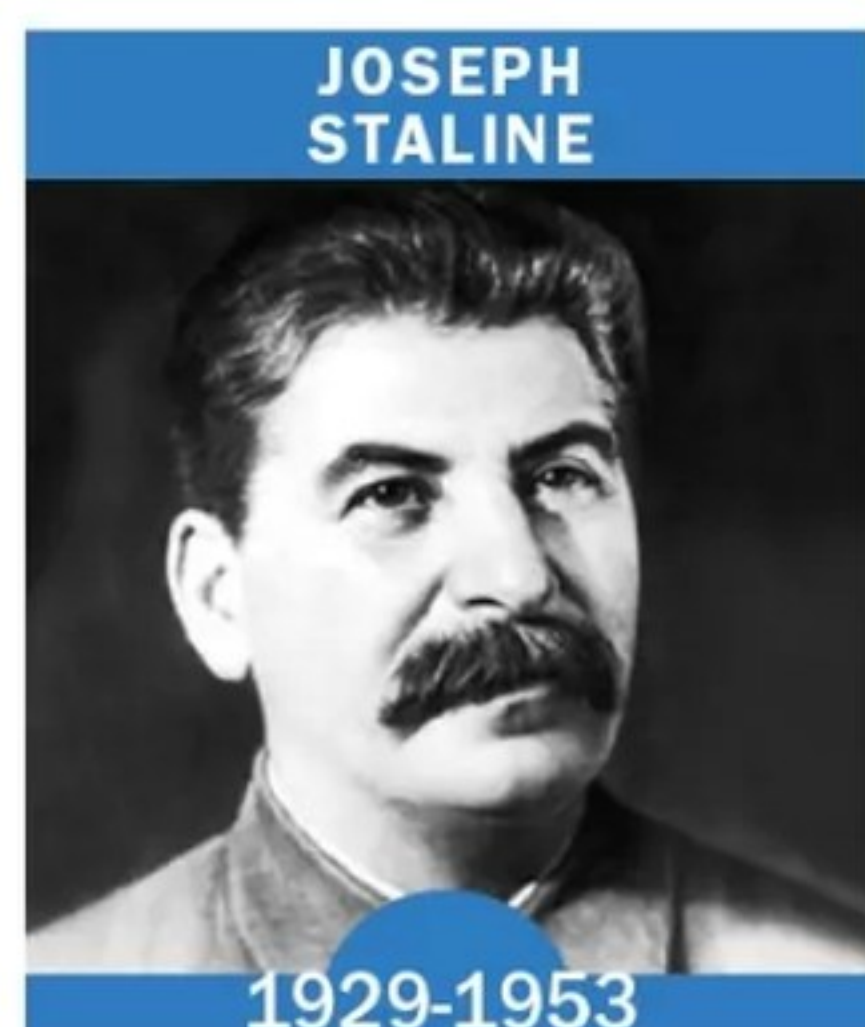
dans la réalité

Les nouveaux manuels citent le chiffre de 4 millions de personnes condamnées pour crimes contre-révolutionnaires sous Staline et 800 000 à la peine capitale pendant la Terreur. C'est oublier 21 autres millions de déportés du Goulag et 400 000 exécutés.

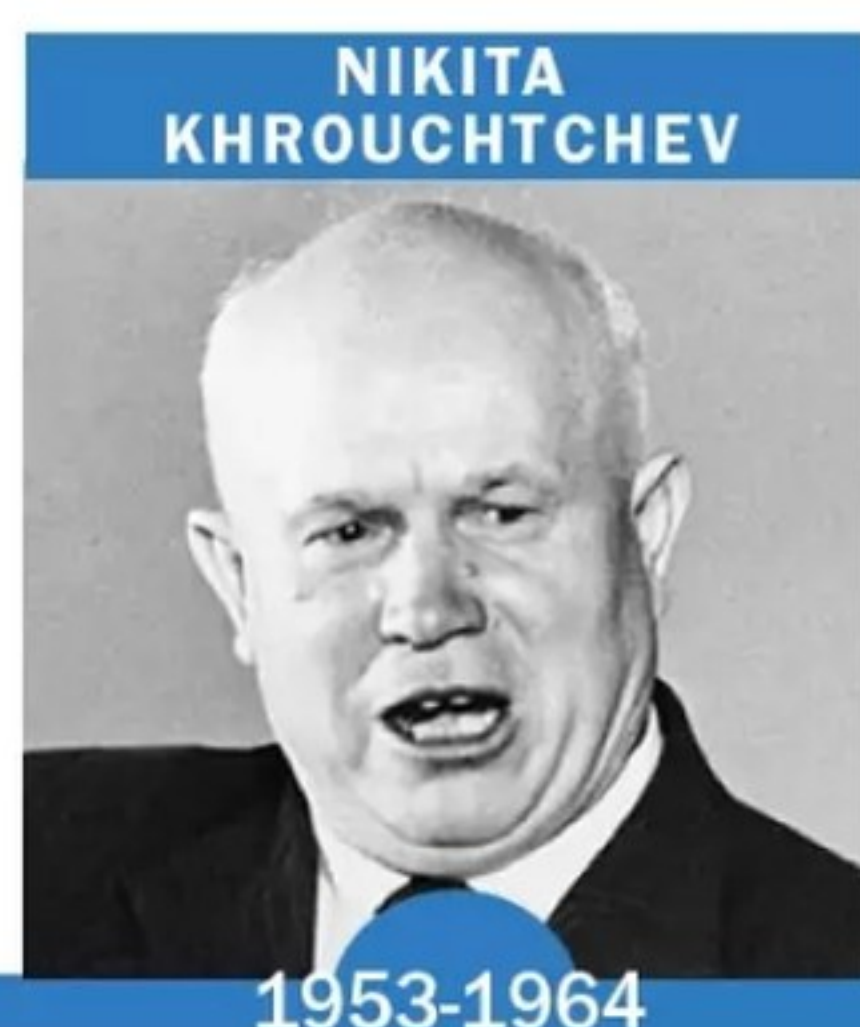


# PORTRAITS

## La fin de l'ère soviétique revisitée



La période stalinienne est présentée sous un jour positif : le manuel vante surtout sa victoire en 1945 et sa modernisation de l'URSS.



Dirigeant de l'URSS après Staline, il est vivement critiqué dans le nouveau manuel d'histoire pour avoir cédé la Crimée à la RSS d'Ukraine en 1954.



Selon le Kremlin, la période la plus heureuse du xx<sup>e</sup> siècle fut l'ère brejnévienne, le peuple soviétique étant alors « uni » et le pays, florissant.



Par sa politique d'ouverture à l'Occident, il est rendu responsable de la chute de l'URSS, « la plus grande catastrophe géopolitique du xx<sup>e</sup> siècle ».

rouge : « 147 millions de personnes, de treize pays d'Europe centrale et orientale, sont libérées du joug nazi. »

« L'URSS a vaincu » : ainsi débute le premier chapitre du manuel de terminale consacré à l'après-guerre. Pas un mot de la contribution des Alliés à la victoire, transformés, en un tournemain, en ennemis : « Aux États-Unis, dès la fin de 1945, les militaires élaboraient des plans qui prévoyaient de lancer sur l'URSS 20, 50, 100 bombes atomiques. » La guerre froide est longuement développée, sur plusieurs chapitres qui insistent sur la victoire des communistes dans les « pays frères d'Europe centrale et orientale ». Une victoire expliquée par « l'immense aide matérielle apportée par l'URSS à ces pays et à l'autorité morale de l'URSS qui les a libérés du joug nazi ».

La mort de Staline, le 5 mars 1953, « suscite la compassion et le chagrin des gens simples du monde entier ». Il est précisé que, trois semaines plus tard, « une large amnistie libère 1,2 million de détenus », mais le mot « Goulag » n'est pas cité.

La victoire de Nikita Khrouchtchev sur ses principaux rivaux, en 1954-1955, n'est guère célébrée. C'est qu'elle ouvre la voie à « une politique chaotique marquée par des actions intempestives et irréfléchies, comme

la cession de la Crimée à la RSS d'Ukraine, en 1954, sans même que sa population, majoritairement russe, ait été consultée ». « Heureusement, s'empresse d'ajouter le manuel, la justice historique a été enfin rétablie en 2014 » – sous-entendu avec l'annexion de la péninsule par la Russie. Les « graves fautes politiques de Khrouchtchev » contrastent avec « l'optimisme social d'un pays conscient d'être à l'avant-garde de l'humanité et du progrès ». Un chapitre entier est d'ailleurs dédié à la « révolution du bien-être » dans les années 1950-1960 ; un autre au « Dégel culturel ».

### A bas Gorbatchev !

Les pages sur la politique extérieure de l'URSS sous Khrouchtchev évoquent succinctement la crise hongroise. La révolution de 1956 (environ 3 000 morts) est présentée comme « instiguée par les services secrets occidentaux et les forces antisoviétiques qui avaient mis à profit la critique du culte de la personnalité pour amplifier leur travail de sape dans les pays du bloc socialiste ». Quant à l'installation de bases soviétiques à Cuba par les Soviétiques en 1962, elle était « tout à fait justifiée à cause de la menace que représentaient les bases américaines en Turquie ».

Finalement, la période de l'histoire de l'URSS « la plus heureuse » fut, selon le manuel, celle où Leonid Brejnev occupa le pouvoir (1964-1982). Le manuel ne tarit pas d'éloges sur cet « authentique patriote qui défendait les intérêts de sa Patrie [...], un pacifiste, un homme épris de paix ». Il est ajouté que : « Grâce à une politique planifiée fondée sur la coopération fraternelle de toutes les républiques de l'URSS, dans laquelle la Russie jouait un rôle moteur, les périphéries attardées comme les républiques baltes ont connu un développement industriel et culturel exceptionnel. » Sur ce point, on peut lire que « la production industrielle des républiques baltes a été multipliée par 30 depuis la guerre ». Peut-être, si le point de départ de ce calcul est l'année 1945, lorsque la quasi-totalité du potentiel industriel de ces régions a été détruit...

Si l'on reconnaît les « difficultés économiques » auxquelles dut faire face l'URSS dans les années 1970, celles-ci sont imputées « à la pression coordonnée de l'Occident collectif [expression nouvelle pour désigner les États-Unis et leurs alliés] qui introduit toute une série de sanctions et d'interdictions injustifiées proscrivant l'exportation vers l'URSS de technologies de pointe ».

Les années Gorbatchev (1985-1991) sont sévèrement traitées. ►



► « Aucune des réformes entreprises par Gorbatchev ne donna de résultat positif. [...] La politique de glasnost [transparence] eut pour résultat une perte de contrôle sur l'information. Une avalanche d'informations tendancieuses, destructrices et hostiles venues de l'Occident déferla, au nom d'une prétendue "liberté d'expression", sur la société soviétique, suscitant un profond désarroi, une crise morale. » La critique est tout aussi radicale de la politique extérieure de Gorbatchev : « Sa "nouvelle pensée" [cesser de voir le monde à travers la confrontation Est-Ouest] aboutit à un formidable affaiblissement de l'influence de notre pays sur la scène internationale et à la perte des positions acquises par l'URSS après 1945. » La conclusion est laissée à Vladimir Poutine : « La chute de l'URSS fut la plus grande catastrophe géopolitique du xx<sup>e</sup> siècle. »

La partie consacrée, en terminale, à l'histoire de la Fédération de Russie de 1992 à 2023 est entièrement fondée sur l'opposition entre les années 1990, catastrophiques pour le pays, et les années 2000-2020, marquées par la



DANS LE TEXTE

## Identité nationale et orthodoxie

La reconstruction de la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou est devenue le symbole de la renaissance spirituelle de la Russie. [...] Durant les dix-huit années du patriarcat d'Alexis II [1990-2008], le nombre de monastères est passé de 35 à 769, le nombre d'églises ouvertes au culte de 7 500 à 30 000. Aucun pays du monde, durant toute l'histoire de la Chrétienté, n'a connu une telle fièvre de construction d'églises."

Extrait du *Manuel d'histoire de la Russie de classe de terminale*, trad. du russe par N. Werth, pp. 336-337.



**Retour du religieux** Détruite sous Staline en 1931, la cathédrale du Christ-Sauveur de Moscou fut reconstruite presque à l'identique entre 1995 et 2000 (ici en mai 1996).

renaissance de la Russie tant sur le plan intérieur qu'international.

Les années 1990 sont celles de la « thérapie de choc » pratiquée, en matière économique, par « des politiciens libéraux à la solde de l'Occident » (Boris Eltsine est visé), qui conduisit au dépérissement économique de la Russie : « taux de croissance négatifs, désindustrialisation, hyperinflation, formation d'un capitalisme oligarchique, montée de la criminalité et de la corruption ». « Sous l'effet de la propagande occidentale, les valeurs traditionnelles russes – la bonté, la justice, le sens du collectif, la générosité, le sens du sacrifice – furent bafouées. [...] On instillait l'idée que le but ultime de l'individu était la réussite individuelle et le bien-être matériel, le mépris des valeurs collectives, l'indifférence aux souffrances d'autrui. » La conclusion s'impose : contre la menace de l'Occident, « la Russie dut prendre des mesures pour défendre ses intérêts nationaux et élaborer une nouvelle politique étrangère ».

L'arrivée du « jeune président Vladimir Poutine » aux affaires en 2000 va entièrement changer la donne. Ses priorités : « lutter contre le terrorisme,

renouer le fil de la grande histoire de la Russie et restaurer nos valeurs, renforcer la verticale du pouvoir, renverser le rapport de force avec l'Occident collectif ». En lançant la seconde guerre de Tchétchénie en 1999, il a éliminé les « bandes terroristes du Caucase du Nord, généreusement financées par l'étranger et composées de ressortissants des pays arabes et de nationalistes ukrainiens, les mêmes qui prendront part au coup d'État de 2014 à Kiev ». Rien, bien sûr, des exactions contre les civils ou de la destruction de 80 % des infrastructures du pays.

## Le manuel de terminale s'achève par un long chapitre sur « l'opération militaire spéciale » en Ukraine

La Russie connaît une véritable « renaissance spirituelle », dont la reconstruction de la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou est devenue le symbole. Parallèlement, Vladimir Poutine, est-il écrit, inaugure une « ère nouvelle de la Russie sur la scène internationale ». Son discours de



Munich en février 2007 « est un signal lumineux envoyé au monde : le temps où la Russie était considérée comme quantité négligeable est terminé ».

## Comment on raconte la guerre en Ukraine

Le manuel de terminale s'achève par un long chapitre sur « l'opération militaire spéciale » en Ukraine, vers lequel tout le manuel semble tendre. Cette opération est présentée comme une réponse aux menaces de « l'Occident collectif » et de « la junte ukrainienne » qu'il a installée à Kiev.

La « première torpille antirusse » envoyée par l'Occident fut, en 2008, « l'attaque, par le régime géorgien proaméricain de Saakachvili de l'Ossétie du Sud. En trois jours de combats, les troupes russes mirent l'agresseur en déroute et parvinrent jusqu'aux faubourgs de Tbilissi. Seul l'exceptionnel amour de la paix de la Russie permit à la Géorgie de sortir de cette guerre en conservant sa souveraineté ». Deuxième « torpille » : « le coup d'État sanglant de février 2014 contre le président légitime Ianoukovitch, chassé du pouvoir à Kiev par une junte militaire soutenue activement par l'Occident, dont le but est de faire de l'Ukraine un véritable bélier contre la Russie ». La résistance prorusse est écrasée par « les unités néonazies Azov et Aïdar ». Seules deux régions, parce qu'elles reçoivent une « aide fraternelle » de la Russie, parviennent à résister à la junte : le Donbass et la Crimée, qui, en 2014, « retourne dans le giron de la Russie à l'issue d'un référendum au cours duquel 97 % des votants se sont prononcés en faveur d'une réincorporation [...] dans la Fédération de Russie ».

Un long développement explique aux élèves ce qu'est le « néonazisme ukrainien », qui « n'est pas un avatar du national-socialisme allemand des années 1920-1940. C'est un phénomène nouveau : une violence déchaînée, linguistique, culturelle, nationale, d'une minorité contre la majorité. [...] En effet, jusqu'en 2014, 80 % des Ukrainiens étaient russophones. [...] A partir du coup d'État de 2014, la culture russe a

qui essaie d'étrangler la Russie par des sanctions illégales. Les sanctions – c'est d'abord le vol de 300 milliards de dollars déposés dans les banques occidentales par des citoyens et des institutions russes – le plus grand hold-up de l'histoire ! ». Cette opération, peut-on lire dans les dernières pages du manuel, a « renforcé les rangs de la société russe autour de son gouvernement ». Sans doute parce qu'elle est menée « avec le plus strict respect des us et coutumes de la guerre » alors que les troupes ukrainiennes et l'Otan n'hésitent pas à utiliser « les civils comme des "boucliers humains" ». Et d'ajouter : « Vous êtes maintenant des adultes, respectés élèves de terminale ! Tirez vous-mêmes la leçon de la "nouvelle tactique militaire" mise en œuvre par les Ukrainiens ! Et encore un conseil : sur Internet, circulent toutes sortes d'informations sur ce qu'il se passe en Ukraine aujourd'hui. N'oubliez pas que les médias et les réseaux sociaux occidentaux dominent l'espace médiatique mondial. »

C'est sur les portraits d'une quinzaine de « héros de l'opération militaire spéciale », tombés au combat, que se clôt le manuel. Citons-en les ultimes phrases : « Leurs noms et leurs exploits s'inscrivent dans la longue lignée des héros et des épisodes héroïques de notre grande histoire nationale russe ! Il en a toujours été ainsi. Et il en sera ainsi. Pour toujours. »

Tel est le « paquetage idéologique » qui est donné aujourd'hui aux jeunes filles et aux jeunes garçons de 16 à 18 ans. Combien d'entre eux seront mobilisés et envoyés combattre les Ukrfascisty, les « fascistes ukrainiens » ? ■



## Des modèles pour les élèves Les élèves russes finissent l'année avec la biographie de jeunes héroïnes et héros morts en Ukraine depuis février 2022.

non seulement été interdite, mais elle est devenue « ennemie », culture des « colonisateurs », des « occupants ».

Dans ce contexte, « l'opération militaire spéciale » n'est pas offensive, mais défensive. C'est une action de résistance dont les buts sont de « ramener la paix en chassant la junte au pouvoir à Kiev [...] et résister à la pression de l'Occident

## LANGUE DE BOIS

### « Occident collectif »

C'est ainsi que le Kremlin nomme désormais les États-Unis et leurs alliés (Otan), qui seraient responsables de l'idéologie « anti-Russie » animant la vie politique ukrainienne depuis la « révolution orange » de 2004-2005.

### « Temps des troubles »

Cette formule désigne les quatre ans de guerre civile qui suivirent la révolution de 1917, aussi appelés « les deux Terreurs,

rouge et blanche ». Elle était auparavant utilisée pour désigner la période 1598-1612, qui vit une crise dynastique et l'occupation du Kremlin par les troupes polono-lituanienues.

### « Opération militaire spéciale »

C'est l'euphémisme utilisé par Vladimir Poutine, depuis le 24 février 2022, pour désigner l'offensive russe contre l'Ukraine. « Son but, selon le président, est de protéger les personnes qui ont été soumises à des abus, à un génocide, par le régime de Kiev depuis huit ans. »

## POUR EN SAVOIR PLUS

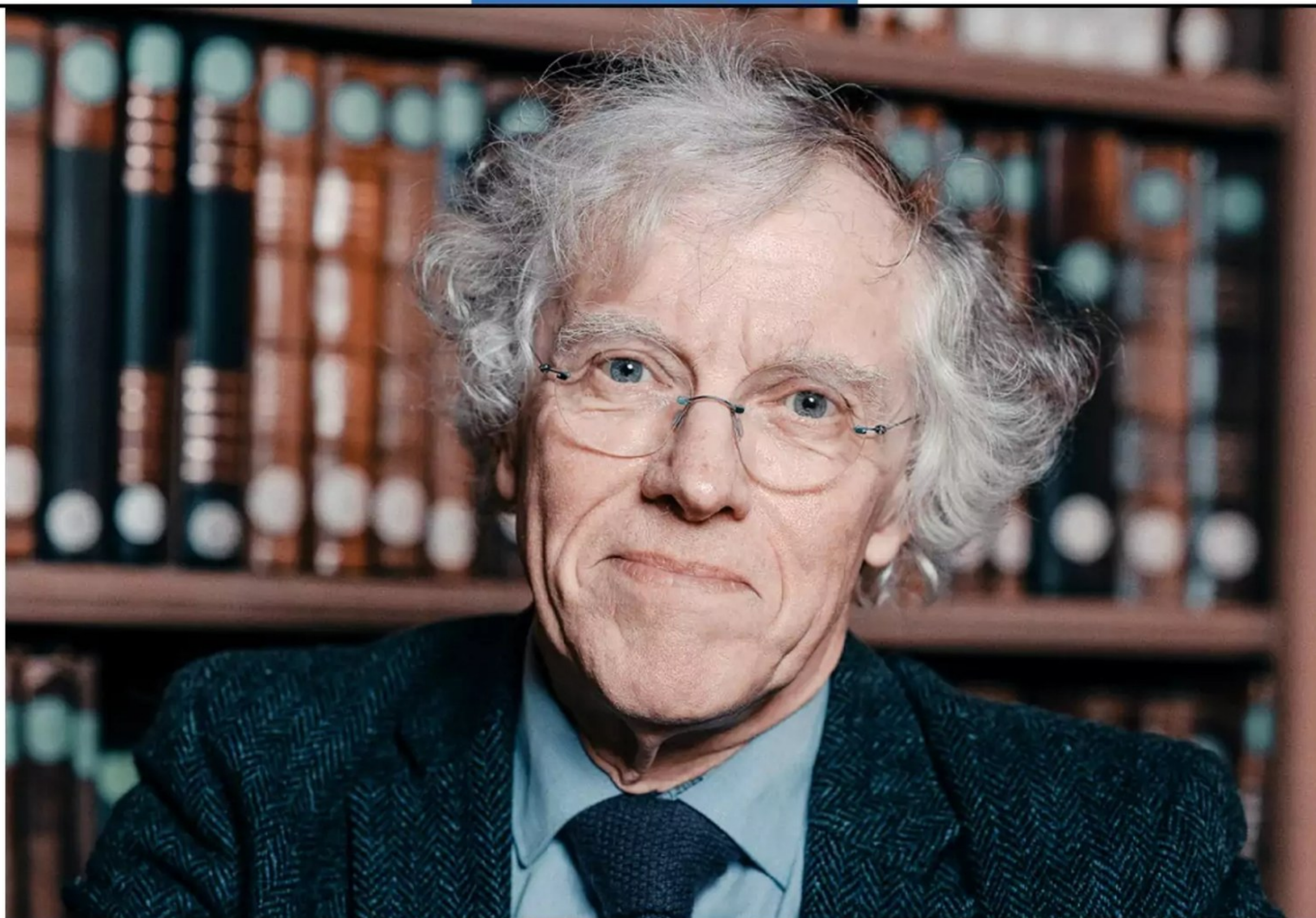
N. Werth, « Le vrai et le faux : l'histoire comme arme », *L'Histoire* n° 504, février 2023, pp. 28-35.



## NOTE

1. Cf. K. Amacher, « Ce qu'on raconte aux enfants », *L'Histoire* n° 485-486, juillet-août 2021, pp. 108-109.





**Directeur** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 l'historien Pascal Ory, membre de l'Académie, assure la direction de France Mémoire.

# « Ce n'est pas à l'État de choisir qui commémorer »

*Depuis 2021 la liste des commémorations n'est plus dressée par l'État, mais par un service indépendant issu de l'Institut de France. Son nouveau directeur nous explique pourquoi.*

## Entretien avec Pascal Ory

### L'Histoire : Qu'est-ce que France Mémoire ?

**Pascal Ory :** Il s'agit du service chargé depuis 2021 de définir la liste des commémorations nationales. Cette mission était auparavant confiée à une structure de l'État rattachée au ministère de la Culture. Dès les années 1970, le ministère aux Affaires culturelles avait en effet créé une délégation aux célébrations nationales,

aux réflexions de laquelle j'avais été associé au début des années 1980. Aussi ai-je fait partie des premiers membres du Haut Comité des célébrations nationales à sa création, en 1998. D'emblée, Jean-Noël Jeanneney et moi avons exprimé nos réticences envers l'usage du terme célébrations, obéré par un jugement de valeur positif et auquel nous préférons celui de « commémorations ». Pour

nous, les commémorations n'avaient de sens qu'à condition de ne pas distribuer les bonnes et les mauvaises notes. D'autant que les années 1990 étaient celles de l'essor du « devoir de mémoire » : le président François Mitterrand avait par exemple décidé en 1993 de commémorer la rafle du Vél'd'Hiv – en faisant du 16 juillet la Journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et



antisémites de l'État français. Il paraissait donc évident que les commémorations n'avaient pas uniquement pour but de célébrer les pages glorieuses de l'histoire, mais de permettre une réflexion collective sur des séquences déterminantes de cette histoire.

En 2011, la présence du nom de Céline dans la liste des « célébrations nationales » provoqua une polémique qui nous permit, à Jean-Noël Jeanneney et à moi, d'obtenir du ministre que le comité changeât de nom, devenant alors le Haut Comité des commémorations nationales. Cela n'a pas empêché de nouvelles difficultés de surgir lorsque nous avons inscrit, en 2018, pour le cent-cinquantième

### « Commémorer hors de la tutelle d'État est une concession inédite faite à la société »

de sa naissance, Charles Maurras à la liste des dites commémorations. Il est devenu clair pour nous que la tutelle ministérielle constituait le fond du problème : l'affaire prit en effet aussitôt un tour politique, la ministre de la Culture Françoise Nyssen intervenant pour retirer Maurras de la liste. À l'initiative de Jean-Noël Jeanneney (nous nous en sommes expliqués dans *Le Monde*), le comité décida alors, à une très large majorité, de démissionner, trouvant inadmissible de se voir taxé de complaisance envers Maurras.

La solution pour éviter cette tutelle étatique fut de confier la mission des commémorations nationales à l'Institut de France. Je suis toujours surpris de découvrir que la plupart des Français ignorent que l'Institut, qui fonctionne sur fonds propres, est, en droit et de fait, indépendant de l'État.

### Est-ce là une rupture importante ?

C'est inédit dans l'histoire des commémorations nationales en France. Il faut se souvenir que c'est « *ce cher et vieux pays* » (de Gaulle) qui, dès les débuts de la Révolution et de l'autoproclamation d'une « Assemblée nationale », a

inventé la commémoration nationale. Le lien qui existe en France entre histoire et nation est exceptionnellement fort, ce qui tient largement à une continuité et à une centralité étatiques hors du commun. La culture politique française, centraliste et verticale, a contribué depuis longtemps à concentrer les enjeux de mémoire. Ce n'est pas un hasard si le premier geste du président Mitterrand, après son élection, a été de se rendre au Panthéon : en France, même les moments de rupture – depuis la Révolution de 1789 jusqu'à la victoire de la gauche en 1981 – sont profondément historicistes. Et l'ampleur des polémiques de 2011 puis de 2018 montre à quel point on y prend les commémorations au sérieux. Libérer les commémorations nationales de la tutelle de l'État représente donc une concession inédite faite à la société civile – sans aller toutefois jusqu'au libéralisme intégral, qui laisserait le choix des commémorations à la main invisible du marché.

Quant au choix de l'Institut de France, il s'explique aisément. Issu du système académique de l'Ancien Régime mais inventé par la

Révolution – c'est là l'ultime décision de la Convention, en 1795 –, l'Institut incarne à sa manière la continuité historique française, et la culture de la commémoration y occupe depuis l'origine une place importante. C'est ainsi dès le xvii<sup>e</sup> siècle qu'émerge la tradition, pour les nouveaux académiciens, de prononcer un éloge de leur prédécesseur.

### Comment fonctionne France Mémoire ?

Son conseil scientifique représente les cinq Académies : il réunit les secrétaires perpétuels et des délégués choisis par chaque Académie. Sa tâche essentielle est de discuter de la labellisation des anniversaires, et mon rôle de directeur scientifique est d'orchestrer cette discussion : c'est là appliquer à la mission de commémorations nationales le fonctionnement classique de l'Institut. Mais le service France Mémoire emploie également des agents, plus nombreux que ceux de l'ancien Haut Comité, chargés, pendant toute l'année, de fournir de la documentation aux publics – aussi bien les médias que les collectivités publiques. ►

#### FOCUS

### La polémique Maurras

Nationaliste, antisémite, antidreyfusard, antirépublicain, le rédacteur en chef de *L'Action française* avait été retenu dans le *Livre des commémorations nationales* en 2018 pour les 150 ans de sa naissance. Face à la polémique, la ministre de la Culture Françoise Nyssen avait décidé de retirer cette référence. En 2011, à propos de Céline, les historiens du Haut Comité des commémorations nationales avaient pourtant convaincu le ministère et l'opinion qu'on pouvait « commémorer » sans « célébrer ». Mais le mot, appliqué à une personne, semblait encore trop chargé de louanges.



A son bureau du journal royaliste *L'Action française*.



## À SAVOIR

2024 : QUELQUES  
COMMÉMORATIONS

1124

Naissance d'Aliénor d'Aquitaine

1274, 19 janvier

Fondation du Comtat Venaissin

1524, 11 septembre

Naissance de Pierre de Ronsard

1674, 4 décembre

La Guadeloupe et la Martinique  
sont intégrées au domaine royal

1824, 26 janvier

Mort de Théodore Géricault

1874, 9 février

Mort de Jules Michelet

1874, 18 mai

Loi Joubert sur le travail des enfants

1924

Organisation des Jeux olympiques  
d'hiver à Chamonix et d'été à Paris

1924, 25 mars

Adoption de programmes identiques  
dans l'enseignement secondaire  
pour les filles et les garçons

1924, 7 avril

Manifeste du surréalisme  
d'André Breton

1974, 25 mars

Invention de la carte à puce  
par Roland Moreno

1974, 2 avril

Mort de Georges Pompidou

1974, 18 avril

Mort de Marcel Pagnol

1974, 24 novembre

Découverte du squelette de « Lucy »

► Le site de France Mémoire publie ainsi, pour chaque commémoration, un dossier plus ou moins étoffé d'articles de synthèse et d'autres ressources – documents numérisés sur Gallica, articles disponibles en ligne, podcasts de Radio France, etc. Le Haut Comité des commémorations nationales publiait déjà un recueil annuel dont les médias et les collectivités étaient friands. Mais là où un unique auteur était chargé dans le recueil de traiter chacune des commémorations, France Mémoire peut faire appel, pour chaque date, à des auteurs différents, de façon à multiplier les entrées et les points de vue. C'est là, j'en suis convaincu, le moyen le plus efficace de désamorcer les controverses éventuelles : plus les personnages et les événements commémorés seront sensibles, plus nous prendrons soin de multiplier les entrées pour prendre la pleine mesure de cette complexité. Cette multiplicité de points de vue est d'ailleurs précieuse également pour des personnages bien moins polémiques que Céline ou Maurras. Nous commémorerons ainsi cette année la mort de François Guizot, le 12 septembre 1874, et faire appel à plusieurs spécialistes nous permettra d'évoquer à la fois l'homme politique, l'historien, le fondateur de l'administration des monuments historiques et le législateur, méconnu, de l'enseignement élémentaire.

Une autre différence par rapport au fonctionnement du Haut Comité tient à la limitation volontaire du nombre des commémorations, qui avait fini par atteindre sous l'ancien système des proportions démesurées. Nous avons choisi pour règle arbitraire de nous limiter à une cinquantaine de commémorations par an. L'objectif est de tendre vers une série équilibrée entre domaines (culturel, économique, politique, scientifique, social). Et, bien entendu, de faire preuve de volontarisme en matière de genre.

Quels événements sont prévus  
cette année ?

Pour la plupart d'entre eux, notre rôle s'arrête à la labellisation et à la constitution des dossiers documentaires. Les événements commémoratifs découlent ensuite d'initiatives locales ou associatives autonomes. Notre rôle est seulement de susciter l'intérêt collectif. Ce qui implique d'ailleurs d'annoncer suffisamment à l'avance la liste des commémorations à venir : c'est pourquoi le conseil scientifique tâchera d'établir cette liste pour les deux années à venir – le calendrier des commémorations pour 2025 et 2026 pourrait ainsi paraître dès l'année 2024. Parmi cette cinquantaine de dates, nous choisissons d'en mettre quelques-unes en avant, qui font l'objet d'un dossier documentaire plus lesté sur le site de France Mémoire et, pour plusieurs, d'événements organisés au sein même de l'Institut.

Certaines des dates retenues ont un caractère d'évidence, et l'on aurait bien sûr commémoré en France la naissance de Ronsard (1524) et les Jeux olympiques de 1924 même si France Mémoire n'avait pas inscrit ces dates à son calendrier. Mais certaines, comme le 25 mars 1924, qui marque l'adoption de programmes identiques dans l'enseignement secondaire pour les filles et les garçons, sont des anniversaires-manifestes, qui auraient pu passer inaperçus et que nous choisissons à dessein de sortir de l'oubli. ■

(Propos recueillis par Clément Fabre.)

\* Académicien, directeur scientifique de France Mémoire



**Anniversaire** On commémore cette année la naissance d'Aliénor d'Aquitaine. Ici, à gauche, sur une fresque du XIII<sup>e</sup> siècle.



# Mensonge et pouvoir en Russie

*L'opéra Boris Godounov de Moussorgski, mis en scène par Olivier Py, offre un dialogue saisissant entre la Russie de Poutine et celle du xvi<sup>e</sup> siècle.*

Par Maxime Rovère\*

**E**n France, on ne connaît souvent Boris Godounov que par l'opéra de Moussorgski, créé en 1869, où le compositeur a mêlé certains éléments de l'Histoire de l'État russe de Nikolaï Karamzine à ceux d'une tragédie de Pouchkine. Derrière une trame d'apparence simple – un homme commet un meurtre pour se hisser sur le trône puis est assassiné par un autre qui prend sa place –, c'est toute la tragédie du pouvoir qui se donne à percevoir.

Issu d'une famille de boyards, Boris Godounov (1551-1605) fait partie des premiers cercles du pouvoir : il est chambellan d'Ivan le Terrible puis commandant de la garde du palais. En 1580, il fait en sorte que l'un des fils du tsar, Fedor Ivanovitch, épouse sa sœur. Lorsque Ivan meurt en 1584, Fedor monte sur le trône. Boris Godounov se retrouve ainsi beau-frère d'un tsar souffrant de déficience mentale. Il s'emploie dès lors à accaparer le pouvoir. Lorsque le tsarévitch Dimitri meurt, de manière suspecte, à 9 ans, beaucoup sont convaincus que Godounov l'a fait assassiner. Mais rien ne peut plus arrêter son ascension : à la mort de Fedor en 1598, il est élu tsar de Russie. La dynastie des Riourikides, qui avait régné sur la Rus' de Kiev puis sur la Moscovie de 862 à 1598, a vécu.

C'est ce moment qu'ont choisi Pouchkine et Moussorgski pour scène inaugurale. Car, loin d'instaurer une nouvelle dynastie, son règne se heurte à des résistances, qu'incarne notamment un homme du peuple répondant au nom de Grigori Otrepiev. Celui-ci a servi la famille Romanov, durement réprimée par le nouveau



**Pouvoir** Olivier Py souligne les excès des gouvernants et leur soif de puissance.

tsar. Après quelques errances d'un monastère à l'autre, il jette son froc de moine en 1603 et décide de se faire passer pour le défunt Dimitri. Quelle entreprise paradoxale ! Il s'agit d'employer le mensonge pour triompher d'une usurpation. Cette idée a germé lors d'un voyage en Pologne, au cours duquel Otrepiev rencontre le prince Adam Wisniowiecki, le jésuite Claudio Rangoni, nonce du pape, et le roi de Pologne Sigismond III. Réunis dans

## La scène s'ouvre sur l'usurpation de Godounov, devenu tsar de Russie en 1598

le château du noble Jerzy Mniszech à Sambor, ces importants personnages décident de soutenir celui qu'ils nomment désormais « Dimitri ». S'il réussit, ils ont tout à gagner. Cela vaut en particulier pour Jerzy Mniszech : le faux Dimitri, amoureux de sa fille Marina,

accepte de signer un accord de fiançailles. S'il devient tsar, Marina recevra 1 million de zlotys. Sigismond III accepte d'aider le faux Dimitri à lever une armée, tandis que le nonce lui fait promettre de convertir la Russie au catholicisme.

## Un silence assourdissant

Alors que la famine ravage la Russie depuis 1601, les paysans finissent par se rallier au faux Dimitri. Le 13 avril 1605, Boris Godounov meurt. A-t-il été empoisonné ? On l'ignore. Son fils et sa femme sont assassinés, et Dimitri II est couronné tsar en juin. Au théâtre, lors de la scène finale, Pouchkine fait alors entendre un silence assourdissant : comme on réclame des hurrahs pour le nouveau souverain, le peuple se tait, médusé par la violence, épuisé par la famine, écœuré des combats. Mais l'histoire, elle, ne se termine pas là.

Lorsque Marina entre à Moscou, elle épouse le nouveau tsar le 8 mai 1606, mais d'autres conjurés le déposent dix jours plus tard. Le faux Dimitri est brûlé vif. Il faudra encore huit ans de troubles – et même un autre faux Dimitri, « reconnu » par Marina comme son mari en 1608 – avant que l'avènement de Michel I<sup>er</sup> Romanov et l'intelligence de son père, Fedor Romanov, apportent un répit à la Russie, en donnant plus de pouvoir à l'assemblée des boyards. ■

\* Philosophe et romancier

## À VOIR

**Boris Godounov** du 28 février au 7 mars au théâtre des Champs-Élysées, Paris.



# Antique Gaza

*Aujourd'hui associée à la tragédie palestinienne, la ville est riche de plus de trois mille ans d'histoire. Florissante, Gaza était au cœur des échanges commerciaux méditerranéens, concentrait les religions, accueillait les artistes et les intellectuels.*

**Par Maurice Sartre\***



**Pays sacré** La porte dite « de Samson » rappelle les aventures du héros biblique (photographie de Francis Frith, vers 1860).

**A** l'automne 332 avant notre ère, après s'être emparé de Tyr, Alexandre le Grand assiège Gaza. Il ne souhaite pas, avant d'entrer en Égypte, laisser derrière lui une place forte tenue par une garnison perse décidée à résister. Employant les grands moyens, il fait creuser des tunnels au-dessous des remparts, qui s'effondrent. Après deux mois de siège (septembre-novembre 332 av. n. è.), il entre dans la ville, massacre la population, vend les survivants comme esclaves et pille les stocks de myrrhe et d'encens.

Si Gaza (en arabe *Ghazzah*) a connu, en trois mille ans d'histoire, nombre de guerres et de sièges, c'est d'abord sa richesse qui attire l'attention. Thoutmosis III en a pris le contrôle au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle av. n. è. et, un siècle plus tard, la ville abrite l'agent royal égyptien chargé de surveiller le pays de Canaan, suscitant la jalousie du chef de Jérusalem. Même si l'on écarte la part de légende des livres bibliques, Gaza, carrefour commercial et religieux, s'impose comme une ville majeure de la côte levantine dès le début du <sup>I</sup><sup>er</sup> millénaire av.

n. è. Après l'effondrement des États en place autour de 1200 av. n. è. devant les Peuples de la Mer, fuyards venus de toute la Méditerranée orientale, elle fait partie des cinq villes que ces Philistins (re)fondent sur cette portion de côte. Gaza, la plus méridionale, s'étend jusqu'à la frontière de l'Égypte, explique Josué, XV, 47 : « *Gaza, ses filiales et ses villages jusqu'au torrent d'Égypte [le wadi Al-Arish].* » La Bible garde le souvenir de ces nouveaux venus comme d'adversaires déterminés des Hébreux, les dominant et les empêchant de s'étendre



en direction de la mer. Gaza est ainsi au centre de l'aventure de Samson, qui y fréquente une prostituée (Juges, XVI, 1) ; il vengera ses yeux crevés en faisant s'effondrer le temple de Dagon sur les fidèles (Juges, XVI, 21). Dès 734 av. n. è., peu avant la disparition du royaume d'Israël (722 av. n. è.), Gaza est conquise par les Assyriens, puis par les Babyloniens (604 av. n. è.) et les Perses (539 av. n. è.) : son emplacement stratégique explique que le roi achéménide y entretienne une puissante garnison. Bien antérieurement à l'arrivée d'Alexandre, elle reçoit et redistribue les produits grecs au Proche-Orient et frappe des monnaies imitées de celles d'Athènes. Après la mort d'Alexandre (323 av. n. è.), elle se trouve sous la coupe des rois grecs d'Alexandrie, les Lagides, avant qu'en 198 av. n. è. la ville passe, comme toute la Palestine, sous l'autorité des rois grecs d'Antioche, les Séleucides.

Le détail de son histoire entre 332 av. n. è. et l'arrivée des Romains en Syrie (64 av. n. è.) n'est connu que de façon très discontinue. La ville adopta l'organisation politique d'une cité grecque et profita pleinement de sa situation de carrefour : entre 1995 et 2005, une mission archéologique franco-palestinienne à Blakhiyah/Anthédon a mis au jour de belles maisons, peintes dans le style grec du I<sup>er</sup> siècle av. n. è., telles qu'on en connaît à Délos ou à Éphèse. Gaza est à la fois la porte (et le verrou) de l'Égypte, le principal port méditerranéen du Levant Sud et le terminus des pistes par lesquelles transitent les richesses de la péninsule Arabique.

### Son école de rhétorique contribua au rayonnement culturel de la ville dans l'Antiquité tardive

À l'avènement des Romains, la ville était sous le contrôle (depuis 98-97 av. n. è.) des Hasmonéens, les rois juifs issus de la révolte des Maccabées, qui l'avaient privée de son statut civique. Créant la province romaine de Syrie, Pompée y rattacha les cités grecques



**Mosaïque Gaza sur la carte de Madaba, la plus ancienne représentation de la Terre sainte (VI<sup>e</sup> siècle).**

dispersées en Syrie du Sud, dont Gaza, qui retrouva son statut de *polis* en 61 av. n. è. Comme d'autres cités de la région, elle manifeste son soutien à Rome contre les Judéens révoltés en 66 puis de nouveau en 132. Cela lui valut d'être pillée en 67 par les révoltés, mais aussi d'être choisie comme marché des esclaves juifs en 135, à la fin de la révolte de Bar-Kokhba.

### Épices et aromates

Son économie florissante reposait alors sur les productions locales, notamment le vin, et sur le trafic des épices et des aromates : la route de l'encens, qui s'était déplacée vers l'ouest à Al-Arish/Rhinocolura après la conquête de Gaza par les Hasmonéens, y aboutit de nouveau au milieu du I<sup>er</sup> siècle, selon Pline (*Histoire naturelle*, XII, 64). La ville se couvrit de bâtiments somptueux, notamment de temples connus par les textes plus que par l'archéologie, car peu de fouilles ont pu être menées sur ce lieu densément peuplé. Le sanctuaire oraculaire de Zeus Marnas (le Marnéion) était considéré comme l'un des plus beaux et des plus vastes de la région, à l'égal du temple de Baalbek ou du Sérapéum d'Alexandrie. Les concours isolymphiques en l'honneur

d'Hadrien, qui visita la ville en 127, attiraient athlètes, artistes et spectateurs du Proche-Orient hellénisé.

Son port Anthédon, détruit en 67 et avec lequel elle était en relation étroite, fut supplanté par celui de Maïouma juste au sud : Gaza, riche et peuplée, commerce avec toute la Méditerranée, comme le prouvent les amphores dispersées partout et la présence de Gaziotes à Ostie au III<sup>e</sup> siècle. Centre intellectuel et artistique, la ville s'affirma surtout après la victoire du christianisme. Tirant profit des voyageurs, elle a longtemps résisté et le célèbre sanctuaire s'est maintenu au-delà de la fermeture des temples païens édictée par Théodose en 392.

Malgré les pressions des marchands chrétiens du port de Maïouma, il fallut l'intervention de l'impératrice Eudoxie au côté de l'évêque Porphyre pour que soit enfin fermé le Marnéion en 402, remplacé par une gigantesque église. D'autres s'y élevèrent, comme celle dédiée à saint Porphyre, consacrée en 425 (reconstruite en 1150), toujours en service, ou Saint-Serge vers 536. On y connaît aussi une synagogue (508-509) décorée d'une mosaïque qui représente le roi David jouant de la lyre au milieu des animaux, tel Orphée, témoignage parmi d'autres du maintien des traditions culturelles de l'hellénisme.

Nombre de fêtes et de spectacles réunissaient la population et étaient l'occasion de banquets et de brillants discours. Gaza abritait en effet une célèbre école de rhétorique qui cultivait le plus pur atticisme au V<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup> siècle, avec Procope de Gaza, son élève Chorikios, Jean, Dorotheos et quelques autres qui contribuèrent au rayonnement culturel de la ville dans l'Antiquité tardive. Cependant, deux malheurs s'abattirent sur elle et laissèrent des traces. D'abord la peste bubonique dès 541, ensuite une occupation perse de 618 à 629, qui la coupa de ses clients méditerranéens. La prise de la ville en 637 par les armées venues d'Arabie serait-elle aussi éphémère ? Nul n'aurait alors parié le contraire. ■

\* Professeur des universités en histoire ancienne



# 1924 : le dernier calife

*Le titre de « successeur du Prophète » semblait une relique du passé. Pourtant, son abolition par Mustafa Kemal, il y a cent ans, eut un retentissement mondial. C'est que le califat est un phénix dans l'histoire de l'Islam.*

Par Julien Loiseau\*



**Avatars** Déposition du dernier calife ottoman en 1924 (*Le Petit Journal*). En 2014 le chef de l'État islamique en Irak et au Levant (Daech) s'autoproclame calife sous le nom d'Al-Baghdadi.

**L**e 3 mars 1924, quatre mois après la proclamation de la République de Turquie, la grande Assemblée nationale présidée par Mustafa Kemal (le futur Atatürk) abolissait le califat. Le dernier calife, Abdülmecid II, était exilé à Paris. Deux jours seulement après cette décision, le roi du Hedjaz, Hussein ibn Ali, maître de La Mecque et de Médine (les villes saintes de l'Islam), revendiquait le titre, aussitôt contesté par le roi d'Égypte Fouad, qui entendait convoquer au Caire un « congrès du califat ».

C'est dire que, près de mille trois cents ans après la mort de Muhammad, le prophète de l'islam (en 632) et la désignation, selon la

tradition musulmane, de son premier « successeur » (*khalifa*), ce titre avait à nouveau un immense prestige.

Le califat est un phénix dans l'histoire de l'Islam. Les plus anciens documents officiels montrent que le titre de *khalifa* n'a été porté pour la première fois que sous le règne d'Abd al-Malik (685-705), sous la forme de *khalifat Allah*, « lieutenant de Dieu ». Il fait de lui l'équivalent du basileus byzantin, empereur universel, souverain à la fois temporel et spirituel, n'est pas repris par ses successeurs. Il faut attendre les années 770 pour que les Abbassides, maîtres de l'empire islamique depuis 750, l'intègrent à leur titulature.

Dans la mémoire de l'Islam, le califat est resté associé à la dynastie des

Abbassides de Bagdad, qui entendait représenter l'autorité suprême, à la fois politique, légale et religieuse, héritée du Prophète, sur les musulmans du monde entier. Très tôt, pourtant, cette prétention universelle fut battue en brèche : par les chiites, partisans d'une version alternative du califat, fondée sur la transmission héréditaire d'une autorité charismatique aux seuls descendants de l'imam Ali, cousin et gendre de Muhammad ; par les dynasties rivales, qui privèrent les Abbassides de leur souveraineté sur des provinces entières de l'empire ; et, à l'intérieur même de l'empire, par les savants en sciences religieuses, qui s'opposèrent, au IX<sup>e</sup> siècle, à la volonté du calife de définir le



dogme. Paradoxalement, le sunnisme (de *sunna*, la tradition instituée par Muhammad), dont les Abbassides se sont faits les gardiens, est né du renoncement du calife à intervenir en matière de doctrine religieuse.

### La fiction du sultan-calife

La restriction de l'autorité du califat ne fut pas seulement d'ordre territorial et doctrinal. À partir du milieu du x<sup>e</sup> siècle, le calife abbasside perdit toute liberté d'action et ne quitta plus son palais : la réalité du pouvoir appartenait désormais au chef de guerre qui parvenait à imposer sa tutelle à Bagdad. À partir du milieu du xi<sup>e</sup> siècle s'imposa la fiction légale d'une délégation du pouvoir du calife au « sultan », détenteur réel de la puissance guerrière et de l'autorité politique. Commença ainsi la plus longue phase de l'histoire du califat, celle où l'institution suprême de l'Islam se limita à représenter l'unité (perdue) de l'empire islamique, en protégeant de loin les cérémonies du hadj, le pèlerinage des musulmans à La Mecque.

La prise de Bagdad par les Mongols en 1258 mit un terme brutal à une histoire commencée cinq siècles plus tôt lors de la fondation de la ville en 762. La restauration du califat au Caire, en 1262, sous la protection des sultans mamelouks, qui avaient résisté aux Mongols, offrait au califat abbasside une troisième vie. Mais le rôle du calife, astreint à résidence, se bornait à investir le sultan d'une autorité impeccablement islamique et à l'accompagner en bataille. La dernière fut fatale aux Mamelouks comme aux Abbassides : en 1517 le sultan ottoman Selim entra au Caire, faisait pendre le dernier sultan mamelouk et déporter à Istanbul les derniers représentants de la famille abbasside, dont la trace se perd au xvi<sup>e</sup> siècle.

Contrairement à une légende tenace, le califat ne fut pas transmis en 1517 au sultan ottoman. Les courtisans de Soliman le Magnifique (1520-1566) qualifiaient certes le sultan de « calife de son temps ». Mais alors que s'éteignait la dynastie des Abbassides, il aurait encore paru incongru qu'un souverain turc, aussi puissant fût-il,

revêtît une dignité réservée en droit islamique à un Arabe de Quraysh, la tribu du Prophète.

En 1640, en revanche, le souvenir de ce partage ethnique des fonctions politiques s'était suffisamment estompé pour que le sultan Ibrahim, lors de son investiture, revêtît la relique du manteau de Muhammad. En 1774, le traité qui mit un terme à la guerre opposant les empires ottoman et russe pour le contrôle de la Crimée attribuait au tsar la souveraineté sur ce territoire, et au sultan l'autorité religieuse et légale sur ses habitants musulmans : pour la première fois, le sultan ottoman recevait officiellement le titre de calife.

Dès novembre 1922, la grande Assemblée nationale de Turquie abolit le sultanat des Ottomans. Mais elle attendit mars 1924 pour mettre fin

### En 1876 la politique panislamique d'Abdülhamid II redonna vie au califat au-delà du sultanat ottoman

au califat. Malgré sa volonté de fonder un État laïque, Mustafa Kemal fit preuve de prudence, tant le titre de calife avait retrouvé du prestige. En effet, en 1876, la première Constitution ottomane avait donné un fondement légal à la prétention du sultan-calife Abdülhamid II à s'ériger en protecteur universel de la religion musulmane. Sa politique panislamique redonna vie au califat bien au-delà des frontières du sultanat ottoman, jusqu'en Inde, où le calife avait des partisans. C'est ce réinvestissement tardif du califat, à l'heure où triomphaient les empires coloniaux européens, qui explique le retentissement mondial de son abolition en mars 1924. Mais en octobre 1924, la conquête de La Mecque par Ibn Saoud et l'intégration des lieux saints de l'Islam au royaume wahhabite offraient une solution alternative à son rétablissement. Il faut attendre Daech en 2014 pour que le califat fasse un retour fracassant dans l'histoire du Proche-Orient. ■

\* Professeur à Aix-Marseille Université

## EN MARS

sur [www.lhistoire.fr](http://www.lhistoire.fr)

### DES ARTICLES INÉDITS

#### JAPON

« La terreur de la submersion »  
par **Christian Kessler**

#### LGBTQ+

« Enfin des archives ! »  
par **Camille Le Brettevillois**

#### INSTITUT CURIE

« Peut-on détruire le pavillon des Sources ? »  
par **Cécile Francfort**



### « L'HISTOIRE JUNIORS »

Des dossiers de *L'Histoire* adaptés par **Laurence De Cock** pour les 10-14 ans  
Nouveau numéro : **Rome**

### PRÉPARER LES CONCOURS

#### CAPES, AGRÉGATION, ENS

Préparez les concours grâce à une sélection d'articles issus de nos archives et présentés par les meilleurs spécialistes

### TOUTES LES ARCHIVES DEPUIS LE N° 1

En libre accès pour nos abonnés

Abonnez-vous gratuitement à la « Lettre H », la newsletter de L'Histoire







# DOSSIER

Lisbonne, 1974. Le printemps des capitaines p. 30

Le 25 avril 1974, en direct p. 34

Plan : prendre Lisbonne p. 35

Carte : une opération minutieusement préparée p. 35

En finir avec le cauchemar colonial p. 42

La révolution vue de France p. 48

Les Œillets divisent la gauche française p. 52

« La transition a été réussie » p. 54

## Portugal

# La révolution des Œillets

*En moins de vingt-quatre heures, le 25 avril 1974, de jeunes officiers renversent une dictature en place depuis quatre décennies. La pauvreté et les guerres coloniales lui ont été fatales. Mais, au lendemain de la pacifique*

**Révolution pacifique** Le coup de force militaire du 25 avril 1974 emporte l'adhésion populaire. Le 1<sup>er</sup> mai la foule descend dans la rue en arborant des œillets, devenus symbole d'un mouvement qui met fin à la dictature.

*révolution des Œillets qui a fait naître d'immenses espoirs, le processus de transition démocratique s'avère long et chaotique. Pendant deux années, marquées par des avancées sociales et des tentatives d'insurrections, le Portugal se cherche un destin. Jusqu'à la Constitution et aux élections d'avril 1976, qui consacrent la démocratie.*



# Lisbonne, 1974

## Le printemps des capitaines

*Pour renverser une dictature vieille d'un demi-siècle, en finir avec les guerres coloniales et instaurer la démocratie, de jeunes officiers ont pris les armes. En une journée, le 25 avril 1974, le régime est tombé. Suscitant d'immenses espoirs, bien au-delà des frontières du pays.*

par Yves Léonard

Ce jeudi 25 avril 1974, par leur courage et leur détermination, les jeunes officiers portugais ont réussi leur « *unique matinée de printemps* »<sup>1</sup> et incarné le *kairos* grec, ce temps du moment opportun. Au soir du 25 Avril, la dictature vieille de plus de quarante-huit ans a vécu, renversée par l'énergie vitale des capitaines. Avec le 25 Avril s'ouvre une nouvelle ère pour une démocratie bientôt

source d'inspiration en Grèce, en Espagne et en Amérique latine. Au « *jour initial, entier et pur* », selon les mots de la poétesse Sophia de Mello Breyner Andresen, succède le processus révolutionnaire, avec son cortège d'espoirs et d'ombres. D'aucuns évoquent une « révolution imparfaite », sinon manquée. Comme souvent, le philosophe Eduardo Lourenço a vu juste : « *Une révolution, c'est peut-être cela. On ne sait pas où on va, mais on y va, poussé par des rêves plus puissants que nous* »<sup>2</sup>.

intermédiaires se sont promis de rester toujours unis, quoi qu'il arrive, pour « *faire avancer les aiguilles de l'histoire* ». Le major Otelo Saraiva de Carvalho, « Oscar », est la voix et le concepteur du 25 Avril ; le capitaine Salgueiro Maia (1944-1992), une figure-clé à Lisbonne ; tant d'autres encore, à défaut d'une solide culture politique, ont fait montre d'héroïsme. Le courage, le sang-froid et la détermination le disputent en permanence à l'insouciance, l'humour et à la jeunesse. Sans cette bravoure, sans cet esprit d'improvisation lancé comme un défi, pas de 25 Avril ni de transition « par rupture ». Pas d'espoir non plus peut-être.

Personne n'a vraiment voulu voir venir le 25 Avril. Pas même les services de police et de renseignements du régime salazariste, convaincus d'avoir affaire à des amateurs, et en tout cas d'avoir gagné un répit après l'échec du soulèvement d'un régiment à Caldas da Rainha le 16 mars. Ni les chancelleries

### L'AUTEUR



Yves Léonard enseigne l'histoire contemporaine à Sciences Po. Il est membre du CHSP. Il est l'auteur de *Sous les œillets*

la révolution, Chandeigne, 2023 et publie une biographie de Salazar chez Perrin en avril 2024.

### Le déclencheur colonial

Une poignée de militaires – guère plus de 5 000 au total – a réussi l'impensable : renverser pacifiquement une dictature vieillissante, aux abois sur le front africain (cf. p. 42), mais encore solide, malgré plusieurs craquements depuis le début des guerres coloniales et la perte traumatique de Goa en 1961. Ces jeunes officiers



# República

Fundado por  
ANTÓNIO JOSÉ DE ALMEIDA

Director  
RAUL RÊGO

PROPRIEDADE DE EDITORIAL REPÚBLICA  
REDACÇÃO ADMINISTRAÇÃO E OFFINAS: RUA DA MISERICÓRDIA, 116 - LISBOA 2  
TELEFONES: 32 65 32 - 32 51 36 - 32 53 84

ANO 62 (2.ª SÉRIE)

N.º 15 421

QUINTA-FEIRA

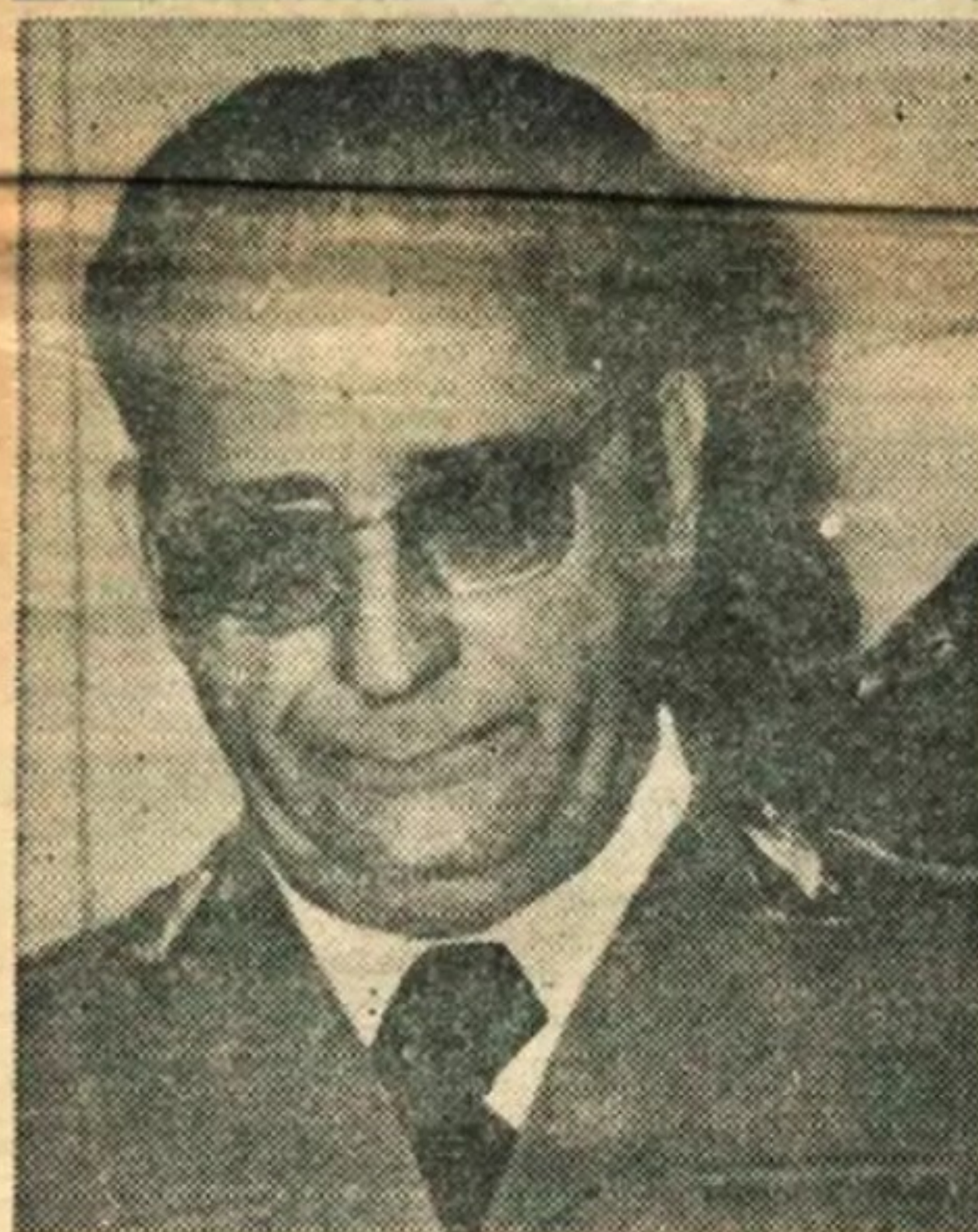
25 DE ABRIL

1974

Preço 2\$50

# As Forças Armadas tomaram o poder

3.ª EDIÇÃO



General Costa Gomes



General António de Spínola

## PELO POVO E PELAS SUAS LIBERDADES

**O GOVERNO RENDEU-SE  
ÀS CINCO DA TARDE  
E AS TROPAS DO MOVIMENTO  
ENTRARAM NO CARMO**

Treze horas e vinte e dois minutos após ter sido difundido o primeiro comunicado do Movimento das Forças Armadas, terminou o cerco ao quartel do Comando-Geral da G. N. R., no Largo do Carmo, montado desde as 13 horas por forças do Regimento da

(Continua na última pág.)

**OS GENERAIS SPÍNOLA  
E COSTA GOMES  
DEVEM VIR A FORMAR  
UMA JUNTA MILITAR**

Eram exactamente 4 horas e 32 minutos de hoje quando o Rádio Clube Português interrompeu a sua emissão normal para transmitir o seguinte:

«Daqui Posto de Co-

mando do Movimento das Forças Armadas:

As Forças Armadas Portuguesas apelam para todos os habitantes da cidade de Lisboa no sentido de recolherem a

(Continua na pág. seguinte)

**LIDA NA TV**

**A la une** « Les forces armées ont pris le pouvoir », titre le quotidien d'opposition *República* le 25 avril 1974 en précisant « pour le peuple et ses libertés ». Il ajoute : « Ce journal n'a pas été visé par une quelconque commission de censure. »

étrangères, prises de court. Tout juste, au sein des milieux d'affaires, certains commencent-ils à trouver le temps long et souhaitent-ils en finir avec « la brigade des rhumatisants ». Pour se tourner vers l'Europe communautaire et réduire des investissements

outre-mer devenus à haut risque dans le contexte de guerres coloniales. Et alléger le fardeau financier d'un colonialisme tardif impulsé par Salazar à la fin des années 1950, avec placements et peuplement blanc en Angola et au Mozambique.

L'opposition au régime s'est mobilisée à plusieurs reprises dans les années 1960, depuis qu'au printemps 1958 Humberto Delgado, « le général sans peur », a courageusement posé sa candidature à la présidence de la République, en promettant



► de renvoyer Salazar, inamovible président du Conseil depuis 1932. Évidemment, le général Delgado, très vite exilé au Brésil et démis de ses fonctions, va payer de sa vie ce défi lancé au vieux dictateur. Il est assassiné par la Pide, la police politique, à la frontière espagnole, près de Badajoz, en février 1965, victime d'un règlement de comptes, alors qu'il tente de rejoindre le Portugal.

Ni les étudiants qui manifestent depuis 1962 sur les campus de Lisbonne et de Coimbra pour dénoncer l'absence de libertés et la guerre coloniale ni les opposants politiques, contraints à la clandestinité et à l'exil, sinon à la prison et à la torture, ni les mouvements de lutte armée – Ligue d'union et d'action révolutionnaire fondée en 1967, Brigades révolutionnaires en

1971 – n'ont eu raison de l'Estado Novo et d'une société aliénante rongée par la guerre coloniale, l'émigration et la violence. Pas plus que les « Trois Maria », auteures en 1972 des *Nouvelles Lettres portugaises*, un réquisitoire en règle contre le régime et la société portugaise patriarcale, ou la pauvreté endémique. Le régime, à bout de souffle en apparence, est sévèrement cadenassé de l'intérieur et protégé par son appartenance à l'Alliance atlantique, sur fond de guerre froide et d'anticommunisme. Les timides espoirs de libéralisation entrevus en 1969 avec le « printemps marceliste » se sont rapidement envolés. Successeur de Salazar à la présidence

du Conseil fin septembre 1968 après l'accident vasculaire cérébral de celui-ci, Marcelo Caetano a imaginé une « *renovation dans la continuité* ». Nourrie par la croissance de l'économie, les investissements étrangers et

la mainmise d'une technocratie, cette « *évolution sans révolution* » a tourné court, plombée par les ultras du régime – ces généraux et dignitaires regroupés autour du chef de l'État, l'amiral Américo Tomás – et la poursuite de guerres de plus en plus im-

populaires. Véritable nœud gordien conditionnant la survie même du régime, sinon celle du Portugal, comme le prétend l'Estado Novo salazariste, les guerres coloniales absorbent, en 1973, près de la moitié des dépenses de l'État. Avec 140 000 soldats portugais mobilisés, les jeunes sont de plus en plus nombreux à tenter de se soustraire au service militaire obligatoire, dont la durée passe à quatre ans en 1968. Des dizaines de milliers y parviennent, comme déserteurs, réfractaires ou insoumis, mais au prix d'un exil clandestin (*o salto*) qui se greffe sur une émigration massive engendrée par la pauvreté. La défense jusqu'à la mort de la « nation une et indivisible » – « du Minho au Timor » – est de moins en moins mobilisatrice. « *Le dernier qui quitte le pays éteint la lumière* », murmure-t-on loin des oreilles des indics de la police politique. « *Même la voix de la mer devient exil* », écrit Sophia de Mello Breyner Andresen. Au cœur du régime, la question coloniale reste taboue, indiscutable, comme ces « vérités intangibles » érigées en principe d'action par Salazar au mitan des années 1930.

La hiérarchie militaire, l'un des piliers du régime avec l'épiscopat et le patronat, se fige dans une défense jusqu'au-boutiste des « provinces d'outre-mer », à l'unisson du président, l'amiral Américo Tomás, élu en 1958 contre le général Delgado. Rares en son sein sont les voix discordantes depuis la tentative de coup d'État en avril 1961 du général Moniz, alors ministre de la Défense

## CHIFFRE

# 140 000

soldats portugais sont mobilisés en avril 1974 dans les guerres coloniales en Afrique (soit 800 000 de 1961 à 1974)

## FOCUS

### La vraie nature du salazarisme

La question n'a cessé de provoquer débats et controverses. Dès les années 1930, Miguel de Unamuno avait qualifié le salazarisme de « *fascisme cathédral* ». L'analyse du salazarisme-fasciste s'est largement diffusée, nourrie par les luttes antifascistes, au point de s'imposer dans le langage courant pour désigner ce régime tendanciellement totalitaire, un « *fascisme idéal-typique* » selon l'historien Fernando Rosas. Un autre courant d'interprétation, impulsé par le sociologue Juan J. Linz, définit ce régime comme autoritaire. Si le salazarisme emprunte des traits au fascisme italien et à Mussolini dans sa construction institutionnelle et sa chorégraphie à la fin des années 1930, il s'en écarte par la nature non charismatique du chef – Salazar n'étant en rien un Duce – et par le fonctionnement de son système politique, le parti unique n'ayant jamais



été un agent déterminant de formation des élites, ni de mobilisation des masses. Quant à la longue durée du régime, elle souligne la centralité du « vivre habituellement » salazariste, véritable mantra d'un régime dont l'historien António Costa Pinto a récemment montré l'importance au cœur de cette « troisième voie autoritaire à l'ère du fascisme », à la fois comme modèle international et alternative à la démocratie libérale parlementaire.



et favorable à une solution fédérale, sorte de Commonwealth portugais. Mais la capitulation de Goa en décembre 1961 et la condamnation du général commandant la dernière garnison de « l'État portugais de l'Inde » ont laissé des traces. L'armée n'entend pas porter le chapeau, ni apparaître comme la garde prétorienne du régime, ainsi que l'a précisé António de Spínola, « le général au monocle ». Cet officier qui a commandé l'armée portugaise en Guinée-Bissau, avant d'être nommé chef d'état-major adjoint, publie en février 1974 un livre au succès retentissant, *Portugal e o Futuro* (*Le Portugal et son avenir*). Il y préconise la formation d'une fédération d'États autonomes, inspirée du Commonwealth. Selon lui, « une victoire exclusivement militaire n'est pas viable ».

Le salazarisme sans Salazar, ça ne fonctionne pas, malgré le jusqu'au-boutisme des ultras du régime. En Afrique, la violence du conflit, l'éloignement de la métropole et le discrédit qui les guette convainquent les jeunes recrues et officiers subalternes qu'il n'y a plus rien à espérer, ni « splendeur du Portugal » à préserver. On parle même d'un « Vietnam portugais » en Guinée-Bissau où « les Trois G » – ces trois casernes de Guidage, Guileje et Gadamael assiégées par la guérilla du PAIGC indépendantiste – sont devenues en mai 1973 synonymes de corridor de la mort pour les troupes portugaises. Et de commencement de la

**En Afrique, il n'y a plus rien à espérer, ni splendeur à préserver. On parle d'un « Vietnam portugais »**

fin, d'autant que les massacres perpétrés par l'armée portugaise ici et là – notamment celui de Wiriyamu au Mozambique en décembre 1972 – contribuent à isoler le régime dictatorial sur la scène internationale. Pour la majorité de ces jeunes officiers, l'heure est venue de rompre avec le passé colonial. Quitte à se rebeller contre un Estado Novo que, depuis 1933, les militaires avaient si fermement soutenu.



**Coimbra** L'agitation étudiante s'intensifie depuis 1962 à Lisbonne et à Coimbra (ici en 1969). Nourrie par l'opposition à la guerre et l'absence de liberté d'expression, elle se politise et se radicalise au tournant des années 1970.

De son côté, Caetano refuse de céder à la pression des « vents contraires ». Dans sa dernière émission télévisée « Conversation en famille », le 28 mars 1974, il persiste : « Pensez-vous que je puisse abandonner ces gens qui ont montré avec tant d'éloquence être portugais et vouloir continuer à l'être ? Non. Tant que j'occuperai cette place, je ne cesserai de garder présents à l'esprit et au cœur les Portugais de l'outre-mer. »

L'inflation des prix consécutive au premier choc pétrolier de septembre 1973 pèse lourdement sur les ménages portugais déjà appauvris, alors que la crise budgétaire et la dégradation de la balance des paiements limitent les marges de manœuvre des autorités. Le matériel militaire vieillit et n'est pas entretenu, à défaut de pouvoir être renouvelé auprès des fournisseurs occidentaux, France et Allemagne fédérale en tête. Les

jeunes officiers voient leur pouvoir d'achat s'éroder, sans être compensé, comme certains haut gradés, par de fructueuses opérations immobilières en Angola ou au Mozambique. À l'été 1973, des décrets gouvernementaux favorisant la carrière d'officiers non professionnels – des étudiants formés à la hâte – au détriment des officiers d'active ont jeté de l'huile sur le feu. S'ensuit une réaction corporatiste de ces derniers, qui se fédèrent en un mouvement des capitaines en septembre, avant de se transformer en Mouvement des forces armées (MFA). Corporatiste au départ, le Mouvement se fait au cœur de l'hiver plus politique, avec l'idée de renverser le régime, d'en finir avec les guerres coloniales et d'instaurer la démocratie.

Vient alors le 25 Avril avec sa triple unité de temps, de lieu et d'action. Une première alerte est lancée en ►



# Le 25 avril 1974, en direct

## 24 avril, 22 h 55

La radio Emissoras Associados diffuse à Lisbonne la chanson *E depois do Adeus*, premier signal du soulèvement du MFA.

## 25 avril, 0 h 20

Rádio Renascença diffuse la chanson de José Afonso *Grândola, Vila Morena*, qui donne le feu vert au déclenchement de l'opération « Virage historique ».

## 1 h 30-3 heures

Plusieurs compagnies insurgées se mettent en mouvement pour prendre le contrôle de Rádio Clube Português et d'Emissora Nacional, du quartier général de la région militaire de Lisbonne (*idem* à Porto) et de points stratégiques.

## 4 h 20

Occupation de l'aéroport de Lisbonne.

## 4 h 26

Rádio Clube Português diffuse le premier communiqué du commandement du MFA appelant les habitants de Lisbonne à rester chez eux.

## 5 heures

Silva Pais, directeur de la Pide/DGS (police politique), informe le président du Conseil Marcelo Caetano des événements en cours.

## 5 h 30

Partie de Santarém, la colonne de blindés commandée par le capitaine Salgueiro Maia prend position place du Commerce pour occuper les ministères, la Banque du Portugal et Rádio Marconi (jusqu'à 10 heures).

## 6 h 30

Marcelo Caetano se réfugie à la caserne du Carmo, sous protection de la Garde nationale républicaine (GNR).

## 7 h 30

Rádio Clube Português diffuse un communiqué informant que le MFA mène « une série d'actions visant à libérer le pays du régime ».

## 9 heures

La frégate *Almirante Gago Coutinho*, positionnée sur le Tage, refuse de tirer sur les troupes du capitaine Maia.

## 10 heures

Le général de brigade Junqueira dos Reis, fidèle au régime, demande à ses soldats de tirer sur le capitaine Maia. Ceux-ci refusent et rallient les insurgés. « C'est ici que s'est gagné le 25 avril », déclarera Maia.

## 11 h 30

Le capitaine Maia reçoit l'ordre de rejoindre la caserne du Carmo, où s'est réfugié Caetano. Sur le chemin, la vendeuse de fleurs Celeste Caeiro offre des œillets aux soldats.

## 12 h 30

Début du siège de la caserne de la GNR, place du Carmo, où se masse une foule soutenant les soldats du MFA.

## 15 h 10

Avec son porte-voix, le capitaine Maia lance un ultimatum à Caetano pour obtenir sa reddition, suivi de tirs sur la façade de la caserne.

## 16 heures

Des émissaires dépêchés par le général Spínola entrent dans la caserne pour négocier.



**Sommation** Jeudi 25 avril 1974, vers 15 heures, Place du Carmo. Avec son porte-voix, le capitaine Maia demande à la foule de se mettre à l'abri avant de faire les sommations et de tirer sur la façade de la caserne de la Garde nationale républicaine où s'est retranché le président du Conseil Marcelo Caetano. Après de brèves négociations, ce dernier démissionne à 18 heures.





**24 heures pour prendre Lisbonne** Au soir du 24 avril 1974, les militaires prennent position au poste de commandement de Pontinha. L'opération est lancée peu après. En 24 heures, les différents points stratégiques sont occupés et le régime, renversé. Seule la police politique (Pide/DGS) résistera en ouvrant le feu, faisant 4 morts.

## 18 heures

Le général Spínola entre dans la caserne pour rencontrer Caetano, qui lui remet sa démission.

## 19h30

Caetano quitte sans violence la caserne. Il s'envole pour Funchal, à Madère, le lendemain, puis part au Brésil, où il meurt en 1980.

## 20h5

Le MFA annonce officiellement la chute du gouvernement et la formation d'une Junte de Salut national.

## 20h30

Au siège de la Pide/DGS, la police politique tire sur la foule (4 morts et une quarantaine de blessés). A 21h15, un agent de la Pide qui tente de fuir est tué par des militaires du MFA.

## 26 avril, 1 h 30

Les membres de la Junte, présidée par le général Spínola, vont au siège de la télévision RTP pour présenter les grandes lignes du programme du MFA.

## 8 heures

Le fort-prison de Caxias, proche de Lisbonne, est occupé par des membres du MFA, libérant les prisonniers politiques.

## 9h30

Reddition de la Pide/DGS.



**Une opération minutieusement préparée** Tout ne se joue pas à Lisbonne. En effet, les militaires assurent la réussite de leur coup d'État en s'emparant de lieux stratégiques, notamment les émetteurs radio, dans tout le pays. Une opération est également menée à Porto, deuxième ville du pays.



► fin de soirée, le mercredi 24 avril, avec le passage à la radio de *E depois do Adeus*, la chanson portugaise de l'Eurovision. Mais c'est la diffusion, peu après minuit, sur les ondes de Rádio Renascença, de la chanson d'un enseignant en rupture de ban, José – « Zeca » – Afonso, *Grândola, Vila Morena*, qui est le véritable signal de l'insurrection. Vingt-quatre heures plus tard, le régime salazariste a vécu. Le 26 avril, à 1 h 30, les membres de la Junte, avec à leur tête Spínola – seul officier supérieur, avec le général Costa Gomes, reconnu par les jeunes capitaines –, se rendent au siège de la télévision, la RTP, pour lire une proclamation qui prend acte de la démission de Marcelo Caetano et annonce le rétablissement des libertés publiques.

### La fleur au fusil

Les premiers décrets destituent de leurs fonctions les principaux responsables de l'ancien régime. Puis suppriment la censure, la Pide/DGS (police politique), la Légion portugaise, la *Mocidade Portuguesa* – l'organisation

de jeunesse créée en 1936 – et le parti de l'Action nationale populaire<sup>3</sup>. Autre symbole majeur de l'ancien régime, la prison politique de Caxias est libérée au matin du 26 avril. Vingt-quatre heures après son déclenchement, l'opération « Virage historique » est un succès.

Unité de lieu aussi : même si Porto ne reste pas à l'écart, l'essentiel des opérations se déroule à Lisbonne – ses ministères et le siège des médias audiovisuels sont le centre névralgique du coup d'État. Unité d'action enfin : la marche des militaires aux ordres des capitaines d'avril, œillet rouge à la boutonnière et au canon du fusil, fut décisive. L'initiative d'une fleuriste, Celeste Caeiro, qui a distribué ces fleurs aux soldats du capitaine Maia en route vers la place du Carmo (Largo do Carmo) baptise la révolution. Avec, pour chef d'orchestre, la voix d'« Oscar », Otelo Saraiva de Carvalho, pilotant les opérations de son poste de commandement de Pontinha, à la périphérie de Lisbonne. Toute la journée du 25 Avril, c'est cette voix qui guide l'action des forces

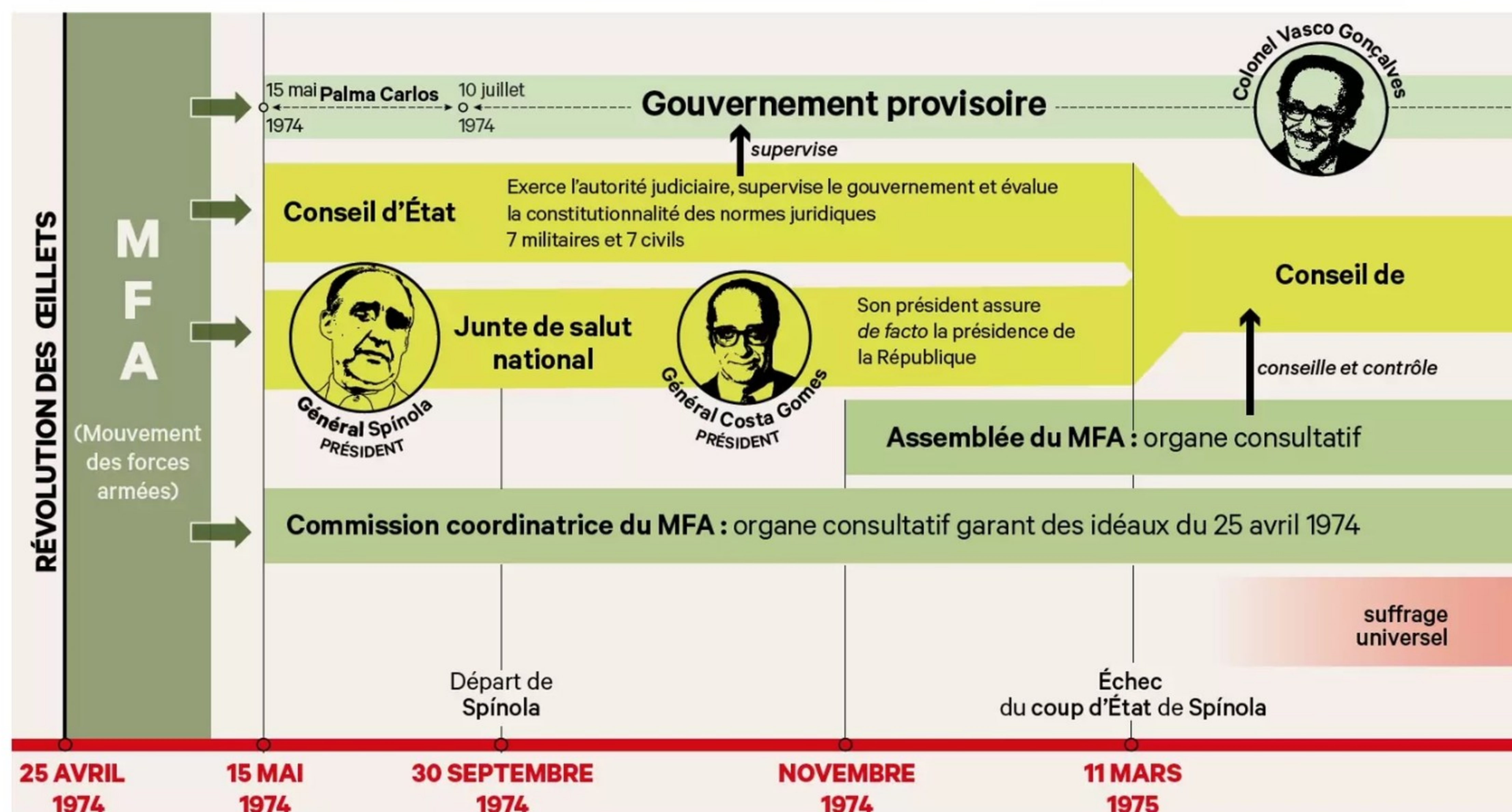
insurgées et celle des communiqués du MFA qui, à la radio, renseignent la population, en incitant au début les Lisboètes à ne pas sortir de chez eux. Avant que la foule, d'abord celle des employés et ouvriers qui doivent traverser le Tage pour aller travailler, se rassemble pacifiquement dans la partie basse de la capitale à l'unisson du

### L'initiative d'une fleuriste, qui distribue des œillets aux soldats du capitaine Maia, baptise la révolution

MFA. Jusqu'à ce que, en début de soirée, retranchée dans son bunker du sinistre 22, rue António Maria Cardoso, la police politique ouvre le feu, faisant quatre morts et une quarantaine de blessés. Une fois dissipées les interrogations sur la nature de ce coup d'État militaire – beaucoup se demandent au matin du 26 avril s'il ne s'agit pas d'un remake de celui de Pinochet au Chili en septembre 1973 –, partout c'est « une tempête de joie, l'écroulement

GILBERT UZAN/GAMMA-RAPHO – JACK GAROFALO/PARISMATCH/SCOOP – HERVÉ TARDY/SIPA – REPUBLICA PORTUGUESA, DEFESA NACIONAL – KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO – AFP

## Deux ans pour réussir la transition démocratique





final de la cathédrale de la peur, cinquante ans, un demi-siècle, vaincus en un seul jour »<sup>4</sup>. La dictature est tombée. Mais après ?

### « Spinochet » et les militaires

Le 1<sup>er</sup> Mai 1974, la liesse populaire se prolonge pour culminer lors de grands rassemblements au centre de Lisbonne et de Porto. « *Le peuple ! Uni ! Jamais ne sera vaincu !* » scande la foule, en célébrant l'alliance du peuple et du MFA. C'est l'heure du partage et de la solidarité : « *Liberté et égalité de la femme avec l'homme* », « *Démocratie et liberté* », « *Droit de grève* », « *A bas la guerre coloniale et le fascisme* », peut-on lire sur les banderoles, avec des œillets partout, des militaires, des grévistes des docks, des cheminots et des enseignants bras dessus, bras dessous. « *La poésie est dans la rue* », déclare alors l'Association des écrivains portugais.

Mais poésie et politique font rarement bon ménage. Pendant dix-huit mois, le Processus révolutionnaire en cours (Prec) qui s'écoule du



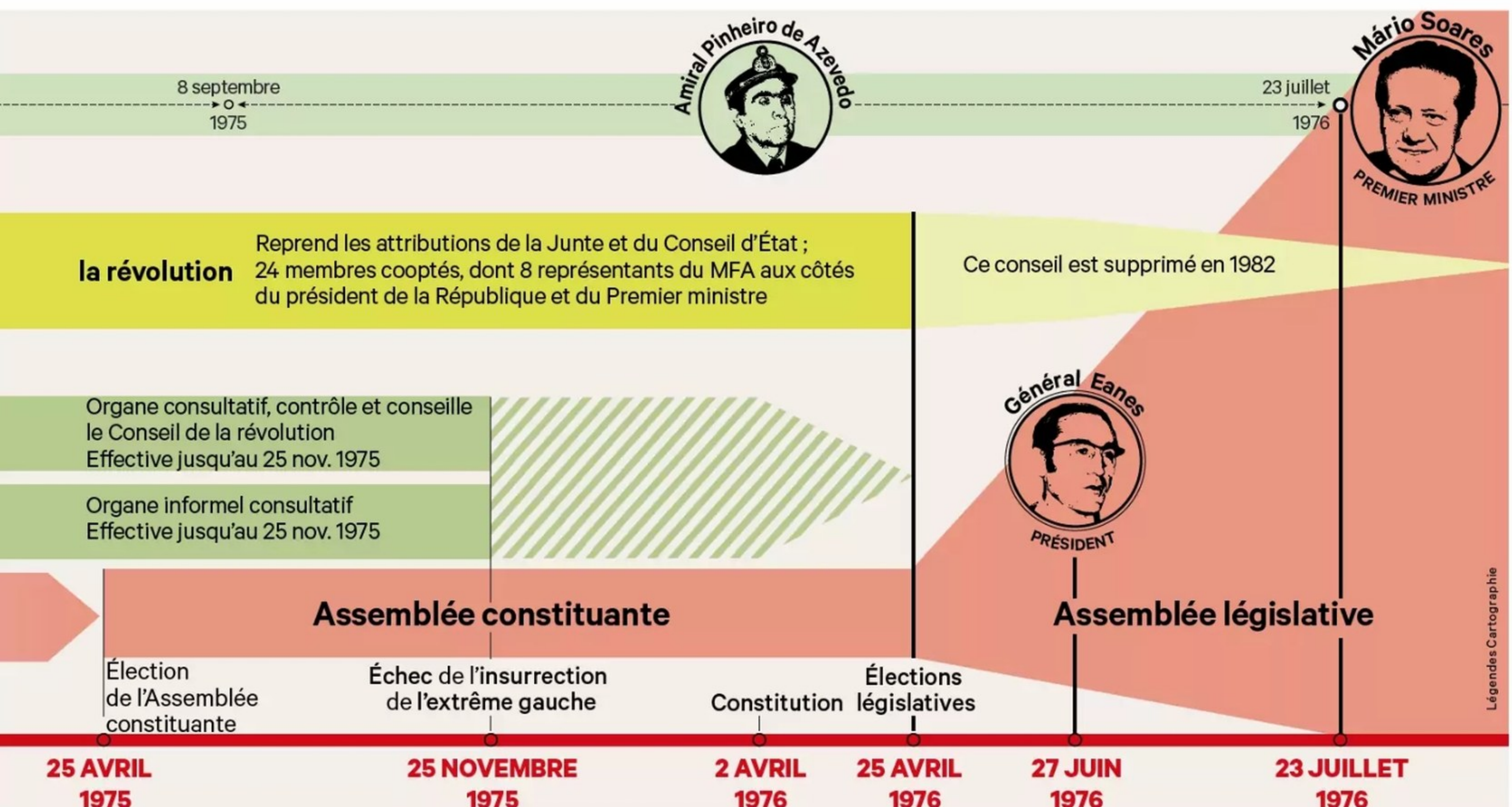
**Spínola** Général nommé président de la République en mai 1974, il démissionne à l'automne et échoue à reprendre la main par la force en mars 1975.

1<sup>er</sup> mai 1974 à l'automne 1975, pose la question centrale du rôle respectif des différents acteurs – militaires, partis, peuple<sup>5</sup>. Une première lecture privilégie une transition pilotée principalement par les Forces armées. A l'inverse, certains considèrent que les positions des différentes forces

partisanes et de leurs soutiens populaires confèrent au cycle électoral amorcé le 25 avril 1975 une place majeure dans l'articulation entre civils et militaires. Enfin, une troisième lecture met en avant les masses populaires comme les véritables artisans de la révolution. De fait, le MFA se trouve en première ligne, faute d'avoir pu céder très rapidement le pouvoir à des civils et à des partis politiques encore désorganisés, sans existence légale au cours des premières semaines.

Pour éclairer un peu le Prec après le 25 Avril, trois grandes phases politiques sont habituellement distinguées. La première commence donc avec les grandes manifestations de liesse du 1<sup>er</sup> Mai 1974 et se termine avec la démission de Spínola cinq mois plus tard. Mais l'image d'unité donnée alors vole très vite en éclats. En raison, d'abord, du caractère même du 25 Avril, pensé et mené à son terme par de jeunes officiers, la plupart sans lien avec les organisations et responsables politiques, même si quelques contacts ont existé avant le 25 Avril. De jeunes officiers

AFP





► sans grande culture politique également. Le programme élaboré par le MFA dit « des 3D » (Décolonisation, Démocratisation, Développement) est minimaliste. Le rétablissement de la démocratie est soumis à la convocation « dans un délai de douze mois d'une Assemblée nationale constituante, élue au suffrage universel, direct et secret ». En attendant, les institutions provisoires restent sous contrôle d'un MFA soucieux de garantir le respect des idéaux du 25 Avril.

L'objectif est aussi de surveiller de près le général Spínola, devenu président de la République le 15 mai. Il a su manœuvrer habilement, au point de supplanter le général Costa Gomes, pourtant adoubé par les jeunes officiers l'hiver précédent, mais resté invisible le 25 Avril. Le 16 mai est formé un gouvernement provisoire, organe civil dirigé par le Premier ministre – toujours un militaire après la démission de l'avocat Palma Carlos en juillet 1974 –, chargé de gérer les affaires courantes. Fin juin 1974, une loi fixe un cadre général pour l'épuration au sein de la haute administration et des

entreprises, concernant tout particulièrement la police politique (Pide/DGS) et l'encadrement supérieur de l'armée, où la quasi-totalité des généraux d'active sont versés d'office dans le cadre de réserve. En juillet 1974, le Commandement opérationnel du continent (Copcon), est mis en place pour assurer l'ordre et suppléer la police. Mais Spínola se révèle bien vite incapable d'assumer un destin national, d'arbitrer au-dessus des partis et plus encore d'incarner la décolonisation. Au contraire, il laisse prospérer la réaction, qui commence à s'organiser dans les campagnes, dirigée contre « les communistes de Lisbonne » et le mouvement des capitaines. Privé du soutien de la « majorité silencieuse », il est contraint de démissionner de ses fonctions de président de la République le 30 septembre, remplacé par le général Costa Gomes.

La deuxième phase (octobre 1974-mars 1975) consacre l'institutionnalisation du MFA comme organe tutélaire du processus révolutionnaire sur fond de revendications et avancées sociales du « peuple uni ».

Une troisième phase s'ouvre après l'échec du coup d'État réactionnaire du 11 mars 1975. Se met alors en place un Conseil de la révolution – composé de 24 membres cooptés, dont 8 représentants du MFA aux côtés des principaux officiers titulaires de fonctions politiques, comme le président de la République et le Premier ministre –, qui se retrouve au centre de toutes les contradictions et de tous les espoirs inassouvis. Moteur de la révolution, il est l'organe suprême de la décision politique (cf. p. 36).

### « La révolution s'arrête à 30 km de Lisbonne »

Les partis politiques ont été confortés par les premières élections libres organisées le 25 avril 1975 pour désigner l'Assemblée constituante. Le taux de participation atteint 92 % ! Le PS arrive en tête avec 38 % des suffrages. « C'est maintenant que les difficultés vont commencer », avait mis en garde Mário Soares lors du grand meeting du 1<sup>er</sup> Mai 1974, anticipant les problèmes à venir, entre la légitimité conférée par les urnes et celle née



**Communistes** Mur peint de Lisbonne incitant à voter pour le Parti communiste portugais (PCP) lors des élections législatives du 25 avril 1976 avec comme slogan « La volonté du peuple à l'Assemblée de la République ».

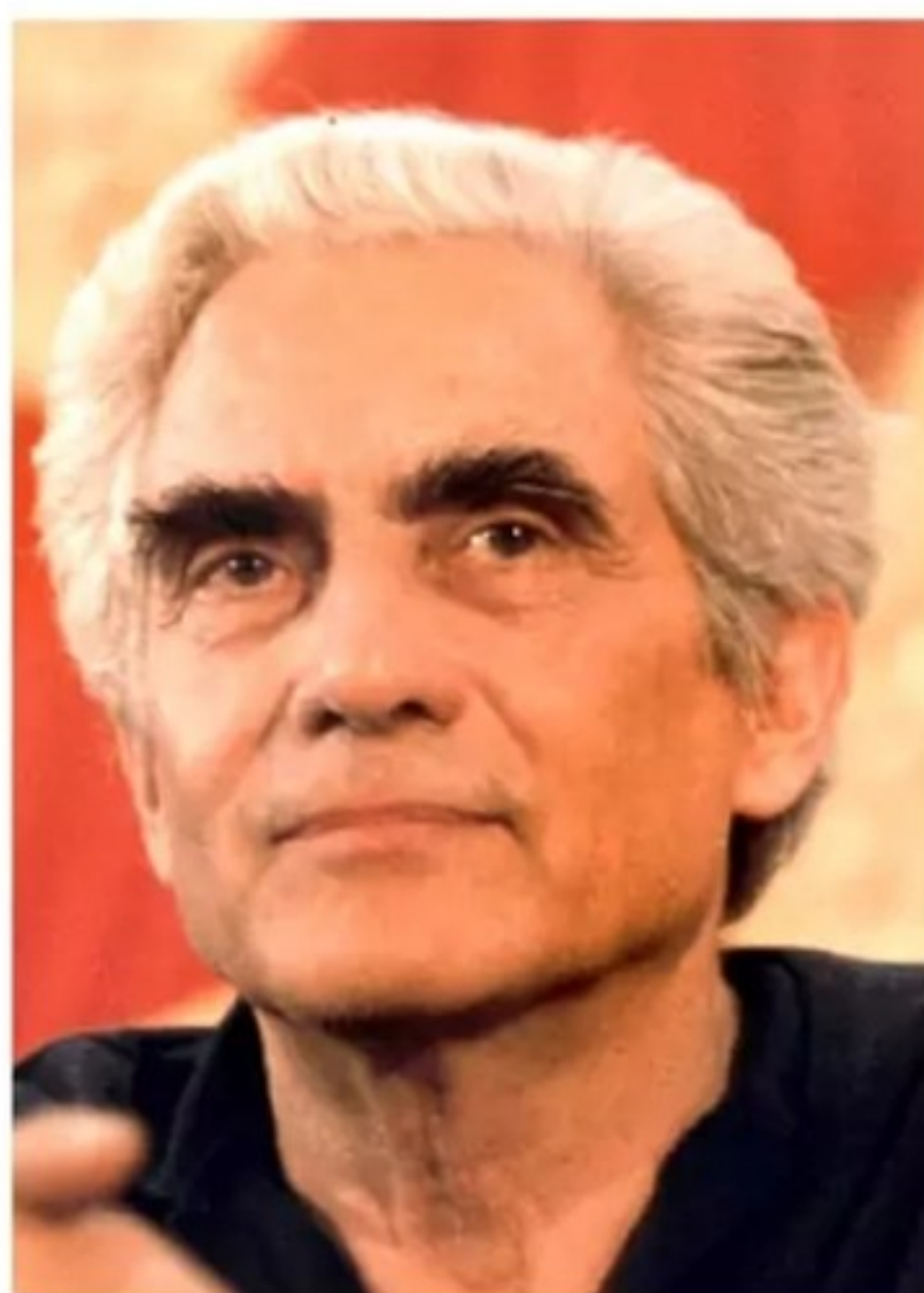


# **PORTRAITS**

## **Les hommes-clés de la transition**



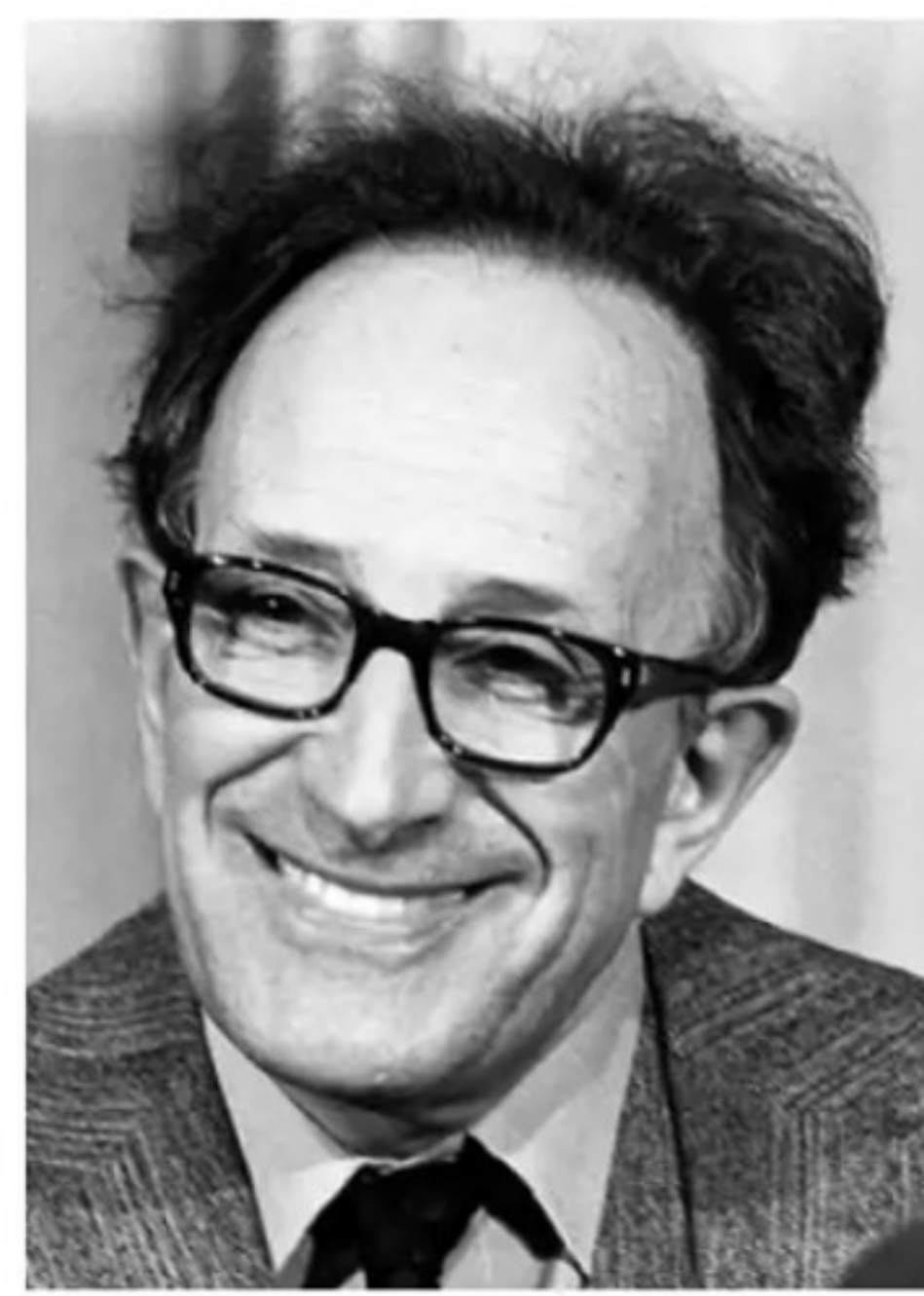
**Otelo de Carvalho (1936-2021)** Officier d'état-major, il conduit les opérations du 25 Avril avec comme nom de code « Oscar ». Mais ce militaire respecté ne réussit pas sa mue politique.



**Alvaro Cunhal (1913-2005)** Résistant antifasciste, secrétaire général du Parti communiste. Revenu à Lisbonne le 30 avril 1974, il est un des moteurs de la radicalisation.



**Melo Antunes (1933-1999)** Auteur du programme du MFA, figure des militaires modérés qui œuvrent au rapprochement avec le Parti socialiste et ouvrent la voie à la transition démocratique.



**Vasco Gonçalves (1921-2005)** Colonel proche du Parti communiste, il dirige quatre des six gouvernements provisoires entre juillet 1974 et septembre 1975.

de la rue. Même si l'Assemblée constituante n'a pas de pouvoir législatif – sinon celui, essentiel, d'élaborer et de voter une Constitution –, elle s'affirme au fil des mois comme un organe important, avant de s'imposer à partir du 25 novembre 1975.

L'unité de façade du MFA s'est lézardée en plusieurs courants, révélant les clivages entre partis. A l'aile la plus « radicale », qualifiée de « gauchiste » par le PC, autour d'Otelo Saraiva de Carvalho, improprement surnommé par certains « le Fidel Castro portugais » après son voyage à Cuba fin juillet 1975, s'oppose la fraction « pro-communiste » autour du Premier ministre Vasco Gonçalves. Les « modérés », autour de Melo Antunes, incarnent, eux, la voie d'une transition apaisée vers la démocratie. Quant au courant « conservateur », nostalgique de la discipline d'antan, il se sent orphelin depuis le départ en exil du général Spínola. Composite, le MFA entend éviter avant tout que son programme parte en fumée, quitte à faire du militaire un « homme-miracle », paré de toutes les vertus et mettant en garde contre toute forme

de menace contre-révolutionnaire. La tension entre « légitimité électorale » et « légitimité révolutionnaire » ne cesse de se renforcer, atteignant son paroxysme à l'été – chaud – de 1975 (« *verão quente* »).

Au cours de cet été 1975, une partie de l'Église et des notables locaux alimentent dans le nord du pays une réaction anticomuniste, amplifiée par une offensive « anti-gauchistes » de la droite et de l'extrême droite. L'Espagne franquiste sert de base arrière à cette Armée de libération du

### **L'unité de façade du MFA s'est bientôt lézardée en révélant des clivages profonds**

Portugal contre-révolutionnaire et proche de Spínola. Alors que les occupations d'usines, les campagnes de « dynamisation culturelle » et la mise en route de la réforme agraire suscitent de vives réactions de peur et de rejet, le gouvernement de Vasco Gonçalves perd le contrôle de la situation à l'été

1975. La réforme agraire se transforme en une occupation des terres anarchique. Le Conseil de la révolution est débordé. L'Assemblée du MFA décide de former le 27 juillet 1975 un triumvirat militaire. Composé du président de la République – le général Costa Gomes –, du Premier ministre – le colonel Vasco Gonçalves – et du commandant du Copcon – le général par intérim Otelo Saraiva de Carvalho –, il montre son incapacité à gérer une situation devenue incontrôlable. Le chef de l'État constate devant le MFA que « *la révolution s'arrête à 30 kilomètres au nord de Lisbonne* ».

Les surenchères de l'avant-garde révolutionnaire finissent par excéder une partie du MFA et les forces politiques regroupées derrière le Parti socialiste. Le groupe des Neuf réunit des officiers qui, autour de Melo Antunes et Vítor Alves, ont pris leurs distances avec le Conseil de la révolution. Début août 1975, ce groupe déclare que la « *révolution va trop vite* », que « *l'appareil d'État devient anarchique* » et que « *le pays se retrouve floué après les espoirs du 25 Avril* ». En somme, « *le fossé se creuse entre Lisbonne et l'Alentejo*, ►



► d'une part, et la quasi-totalité du reste du pays ». Bientôt est décrétée une pause dans les avancées sociales. « *La révolution continue, le peuple vaincra* », lit-on encore sur des banderoles à Lisbonne. Mais la fuite des capitaux et les blocages de l'investissement – on parle alors de « sabotage » – continuent de faire leur travail de sape, sans compter le conservatisme ambiant des campagnes hérité du passé dictatorial. Début septembre, le colonel Vasco Gonçalves, lâché par le MFA, est contraint de démissionner.

Le 13 novembre 1975, le gouvernement dirigé depuis début septembre par l'amiral Pinheiro de Azevedo est séquestré quelques heures par des soldats qui refusent d'obéir aux ordres. On envisage alors de replier gouvernement et Assemblée constituante vers Porto, tant la capitale bruit de rumeurs sur la formation d'une « Commune de Lisbonne » inspirée de celle de Paris en 1871. Le 21 novembre, les militaires modérés décident de juguler le Copcon et de remplacer Otelo Saraiva de Carvalho par un proche, le colonel Vasco Lourenço, à la tête de la région militaire de Lisbonne. Le 25 novembre 1975 est mise en échec une tentative de soulèvement de quelques centaines de parachutistes de la base de Tancos – considérés comme « l'avant-garde de la sédition » –, qui occupent quatre bases aériennes. Le Copcon

### Une fois établie la démocratie, le temps de la révolution faite par des militaires « la fleur au fusil » s'achève

semble aux manettes de l'insurrection, mais sans l'aval de son commandant Carvalho. Il se dit même qu'il s'agit d'un piège tendu par les communistes à l'extrême gauche, aux « gauchistes », pour reprendre la main.

En somme, une insurrection sans chef assumé, ni large soutien populaire, en dépit d'appels lancés à la radio et à la télévision. De son côté, le PC observe, sans mobiliser ses militants. Malgré les menaces proférées,



**25 avril 1975 « Moment historique » affiche la une d'un quotidien de Lisbonne. L'Assemblée constituante est élue.**

personne ne souhaite réellement déclencher une guerre civile. Le 25 novembre, en milieu d'après-midi, le général Costa Gomes, président de la République, décrète l'état d'urgence dans la région de Lisbonne et prend le commandement des unités militaires. En début de soirée, des commandos fidèles au gouvernement, avec le colonel Eanes à leur tête, reprennent le contrôle du quartier général de l'armée de l'air. Le 28 novembre, les parachutistes de Tancos rendent les armes, signifiant la fin de la rébellion.

Le 25 novembre sonne le glas du processus révolutionnaire. D'éclaireur, sinon d'« avant-garde de la révolution », le MFA devient une « sentinelle sur le chemin de la démocratie », sorte de garde prétorienne du 25 Avril. Les officiers modérés et les partis favorables à une démocratie pluraliste prennent les rênes de l'exécutif. Le socialiste Mário Soares déclare : « *Le 25 novembre a sauvé la révolution.* » Le processus s'achève quelques mois plus tard, avec

la consolidation de la démocratie. La Constitution est promulguée le 2 avril 1976 et mise en application le 25 avril. Le même jour ont lieu les élections législatives, dont sort vainqueur le PS de Mário Soares, qui forme, quelques semaines plus tard, le premier gouvernement de l'ère démocratique. Entre-temps, le général Eanes – encore un militaire pour perpétuer une longue tradition – a été élu président de la République au suffrage universel, dès le premier tour, après avoir largement distancé Carvalho.

Une fois établie la démocratie représentative et parlementaire, le temps de la révolution faite par des militaires « la fleur au fusil » s'achève. Celui des luttes et des rêves aussi, refermant le temps de la révolution sociale. Avec plusieurs avancées – droit de grève, salaire minimum, divorce légalisé – et pas mal d'espoirs déçus. « *Sur chaque visage l'égalité* », chantait Zeca Afonso dans *Grândola*. Le rêve s'est éloigné lorsque se clôt le Processus révolutionnaire. Pas de « grand soir », même si l'apprentissage du débat et « *le grand combat pour se libérer du joug du capital exploiteur* » ont mobilisé comités d'action, structures autogestionnaires et coopératives sur fond d'occupations d'usines et d'entreprises, de réforme agraire et de nationalisations. Au point de faire du Portugal un champ d'expérimentation, un véritable laboratoire politique pour les gauches européennes dont plusieurs figures de proue ont fait le voyage à Lisbonne, partagées entre admiration et incompréhension, parfois même condescendance.

### Le triomphe des modérés

La société portugaise reste alors marquée par une pauvreté endémique et une stratification sociale aussi rigide qu'anachronique léguée par la tradition salazariste. Majoritairement rurale et imprégnée de religiosité – culte de Fátima en tête –, elle n'a guère été préparée à l'irruption soudaine de la liberté et de la modernité. Une société dont les femmes tentent de briser les chaînes héritées d'un système patriarcal et machiste. Mais, ici comme ailleurs, « il faut savoir terminer une



## PORTRAIT

## Mário Soares, « socialiste du possible »

Né en 1924, avocat et figure de l'opposition à la dictature salazariste, emprisonné, déporté sur l'archipel de São Tomé en 1968, exilé en France de 1970 à 1974, Mário Soares joue un rôle-clé dans le processus démocratique. Ministre des Affaires étrangères de mai 1974 à mars 1975, il s'attelle à régler la question de la décolonisation, priorité du MFA. Secrétaire général du Parti socialiste, qu'il a refondé en Allemagne en avril 1973, il incarne un « socialisme du possible » conforté par les élections du 25 avril 1975 où le PS arrive en tête. En butte

au Parti communiste d'Álvaro Cunhal et à l'extrême gauche, il obtient le soutien des modérés du MFA et fait adopter la Constitution en avril 1976. Vainqueur des législatives le 25 avril 1976, il dirige le premier gouvernement constitutionnel de l'ère démocratique à l'été 1976. Européen convaincu, il pose la candidature du Portugal à la CEE en 1977, avant de signer le traité d'adhésion en juin 1985, alors qu'il est Premier ministre. Élu président de la République de 1986 à 1996, puis député européen de 1999 à 2004, il meurt en janvier 2017.



**L'espoir** Mário Soares, de retour d'exil, à la tribune le 1<sup>er</sup> Mai 1974.

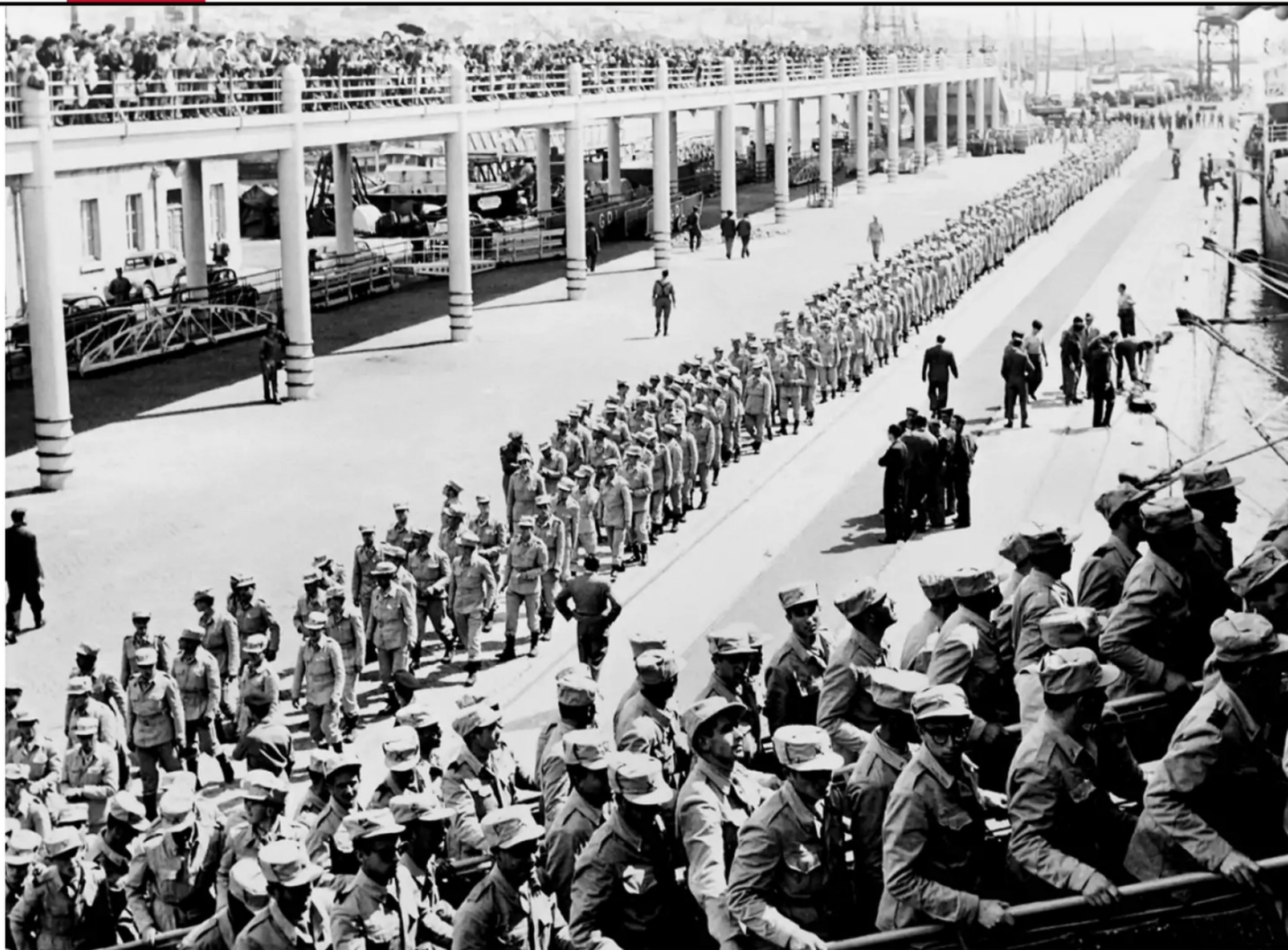
grève », en finir avec la spontanéité des premiers temps. En payant un lourd tribut au manque de préparation politique, à l'absence de débouchés élaborés à l'avance, hormis la perspective, essentielle, d'élections au suffrage universel et d'une décolonisation menée au pas de charge. Avec des militaires comme gardiens du temple, mais vite submergés par la vague d'espoir qu'ils avaient fait naître. En somme, comme l'avait relevé Eduardo Lourenço, « *rien ne prédisposait Lisbonne à pouvoir jouer dans l'Occident européen le rôle de La Havane et encore moins celui de Prague*<sup>6</sup> ». Le temps du *kairos*, du moment opportun, est passé. Le temps est venu de rentrer dans les casernes. Reste la force d'un idéal à accomplir : « *Dis-leur qu'un œillet rouge a fleuri au Portugal* », chantait Georges Moustaki en 1974. Reste cette insondable nostalgie, teintée de mélancolie joyeuse. En somme, l'expression d'une saudade typiquement portugaise.

Et, avant tout, un formidable espoir né d'une transition « par rupture » et pacifique à la démocratie qui, à défaut de servir de modèle exportable – à la différence de la « transition pactée » espagnole –, s'est révélée source d'inspiration, avec les révolutions « de velours » en Tchécoslovaquie ou « du jasmin » en Tunisie. Avec ses œillets, le « printemps des capitaines » a ouvert la voie à une vague de démocratisation en Europe et en Amérique du Sud, dessinant de nouveaux horizons. *Abril sempre !* ■

### NOTES

1. Cf. V. Jankélévitch, *Le Je-ne-sais-quoi et le Presque-rien. T. I, La Manière et l'Occasion*, Seuil, 1980.
2. E. Lourenço, « L'heure de la révolution : vingt ans après », *Revista de história das ideias*, vol. 17, 1995, p. 598.
3. L'Action nationale populaire est un parti politique ayant pris la suite de l'Union nationale, parti unique depuis le début des années 1930.
4. Cf. J. Cardoso Pires, *Alexandra Alpha*, Gallimard, [1987], 1991.
5. Cf. M. Inácia Rezola, *25 de Abril. Mitos de Uma Revolução*, Lisbonne, A Esfera dos Livros, 2007.
6. E. Lourenço, « Révolution avortée ou impossible ? », *Esprit*, janvier 1979, p. 26.





**Appelés** Le 5 mai 1961, à Lisbonne, des soldats de l'armée portugaise embarquent sur le *Vera Cruz*, qui doit les conduire en Angola ; 800 000 furent envoyés outre-mer entre 1961 et 1974 (pour un pays qui comptait alors 8,6 millions d'habitants).

# Sortir du cauchemar colonial

*Dans les années 1960, Salazar sait que la pérennité de l'Estado Novo repose sur celle de son empire colonial. Les interminables et anachroniques guerres d'indépendance africaines ont joué un rôle déterminant dans la révolution d'avril 1974. Quatorze années d'usure et de violences ont retourné une génération de soldats contre le gouvernement.*

**Par Guillaume Blanc**



## L'AUTEUR Spécialiste de



**l'Afrique, maître de conférences à l'université Rennes 2, membre junior de l'IUF,**

Guillaume Blanc

a publié *Décolonisations. Histoires situées d'Afrique et d'Asie, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle (Points, 2022)* et *La Nature des hommes. Une mission écologique pour « sauver » l'Afrique (La Découverte, 2024).*

**S**i tu veux émigrer, deviens colon en Angola ou au Mozambique<sup>1</sup>. » António de Oliveira Salazar, au pouvoir au Portugal depuis 1932, lance cet appel en 1956 dans *Emigração*, un petit livret destiné aux classes populaires. Salazar n'invente rien, l'exhortation nationale à l'émigration remonte à la perte du Brésil, en 1822. Mais il est encore plus déterminé que ses prédécesseurs à faire de l'empire la solution au « problème démographique » portugais : de l'industrialisation à l'intérieur du pays pour fournir du travail à une population grandissante ; et du travail en colonie pour ceux qui n'en ont toujours pas en métropole. C'est à cette fin que, depuis 1953, en Angola et au Mozambique, l'Estado Novo s'investit dans la construction de barrages, l'irrigation des terres et la production d'électricité, lesquelles devraient garantir l'essor d'une économie agraire et industrielle florissante.

De prime abord, cette politique coloniale paraît porter ses fruits. Alors qu'ils étaient 45 000 en Angola en 1940, plus de 280 000 Portugais y vivent en 1970. Une date à laquelle le Mozambique accueille plus de 160 000 colons, contre 25 000 trente ans plus tôt. Ces chiffres ne suffisent toutefois pas à masquer l'échec de l'émigration vers l'Afrique. Les Portugais font d'abord le choix de l'Europe, en particulier de la France et de l'Allemagne de l'Ouest (cf. p. 42). Parce qu'il est plus facile de revenir au

pays avec les économies accumulées dans cet étranger proche, et surtout parce que le régime salazariste n'encourage pas l'émigration vers l'Afrique autant qu'il le prétend.

En Guinée-Bissau et dans les îles du Cap-Vert, de São Tomé et de Príncipe, en Angola et au Mozambique, après l'élan du début des années 1950, les dirigeants portugais refusent rapidement de dépenser plus pour développer les infrastructures agricoles et industrielles. La métropole continue de s'y approvisionner en matières premières importées à faible coût (du sucre et du coton, du cuivre et des diamants) et pour cela, elle continue d'astreindre ceux qu'elle nomme les « indigènes » au travail forcé, ou au moins sous-payé. Aussi, pour l'Estado Novo, peupler ses colonies de citoyens portugais, c'est courir le risque d'y voir se former un prolétariat national enclin à la révolte ou, pire, à la revendication d'une indépendance totale vis-à-vis de la métropole.

Dès la fin des années 1950, l'échec de l'émigration portugaise en Afrique est donc consommé. Et avec des colonisés qui réclament désormais leur indépendance, le revers tourne au cauchemar. L'humiliation arrive d'Asie, en 1961, puis, jusqu'en 1974, pour beaucoup de Portugais et encore davantage d'Africaines et d'Africains, la souffrance va se vivre en Afrique.

### Goa, le début de la fin

Face aux indépendantistes de leurs colonies, au tournant des années 1950 et 1960, la Grande-Bretagne, la France, la Belgique et les Pays-Bas perdent leur empire. Mais le Portugal s'entête à lutter « orgueilleusement seul », comme le dira Salazar. Pour lui, les décolonisations ne sont pas une fatalité, seulement un problème conjoncturel qu'il est encore temps d'étouffer. A ses yeux, les grandes nations européennes ont le devoir de poursuivre leur mission civilisatrice, sans rien céder à l'influence croissante des États-Unis, de l'URSS, des Nations unies et de la Communauté européenne naissante.

Surtout, il en va de l'avenir du Portugal. « *Do Minho a Timor* », telle

## FIN DE L'EMPIRE

### 1956

Fondation en Guinée-Bissau du PAIGC, en Angola du MPLA, d'influence marxiste, et de l'UPA.

### 1961

**4 février** Des émeutes urbaines éclatent en Angola.

**Avril** Tentative de coup d'État du général Moniz.

**Nuit du 17 au 18 décembre**

70 000 soldats indiens donnent l'assaut sur Daman, Diu et Goa. Les Portugais capitulent.

### 1962

Fondation du Frelimo, d'influence marxiste, et du FNLA, bakongo et anticommuniste.

### 1963, janvier

En Guinée-Bissau, le PAIGC et le MLG lancent des opérations militaires contre les positions portugaises.

### 1964, septembre

Début de l'offensive armée du Frelimo au Mozambique.

### 1966

Création à Luanda de l'Unita, d'inspiration maoïste.

### 1968

La durée du service militaire passe de dix-huit mois à quatre ans.

### 1970, juillet

Paul VI rencontre les représentants du Frelimo, du MPLA et du PAIGC.

### 1973, septembre

La Guinée-Bissau proclame son indépendance, reconnue par le Portugal en 1974.

### 1974, 25 avril

Révolution des Œillets.

### 1975

Indépendance du Mozambique (25 juin), du Cap-Vert (5 juillet), de São Tomé et Príncipe (12 juillet), de l'Angola (11 novembre), qui bascule dans une guerre civile, du Timor oriental (occupé par l'Indonésie dès décembre).



► est la devise du régime qui affirme l'unité indivisible de la nation, de sa frontière septentrionale avec l'Espagne délimitée par le fleuve Minho, jusqu'au Timor oriental, dans l'archipel indonésien. Partout où le Portugal règne, les habitants sont citoyens portugais, prétend Salazar. Officiellement, il a donc le devoir de garantir leur souveraineté. Mais il en va en fait de la survie du régime. Toujours plus isolé en Europe, investi dans la répression de ses citoyens plutôt que dans le développement de la nation, Salazar sait bien que la pérennité de l'Estado Novo repose sur celle de son empire colonial. Voilà pourquoi le régime n'entend pas abandonner Goa et ses deux comptoirs indiens situés plus au nord, Daman et Diu. Ces territoires ne produisent presque aucune richesse mais si l'Estado da India venait à tomber, les colonies africaines suivraient. Le régime perdrait alors les ressources et les terres dont il a besoin pour approvisionner la métropole et pour la soulager de ses populations désœuvrées.



**En lutte !** Un soldat de l'Unita, en 1975. Depuis le début des années 1960, les soulèvements indépendantistes se multiplient en Angola, animés par trois grands partis. Au Sud-Est domine l'Unita de Jonas Savimbi, proclamé maoïste.

Salazar décide donc de tenir tête à l'Inde de Nehru, indépendante en 1947 et réclamant à ce titre la rétrocession de Goa. Puis, en 1955, des nationalistes locaux tentent de s'emparer de Daman et Diu. Nehru envoie l'armée rétablir l'ordre, et Salazar en profite pour se tourner vers l'ONU. Il sait que les États-Unis n'apprécient guère le récent rapprochement de l'Inde avec l'URSS et, par leur entremise, obtient des Nations unies qu'elles condamnent l'« agression » qu'a subie sa « province d'outre-mer ». Six années durant, la tension monte. Au nom du bloc de l'Ouest avec lequel l'Inde refuse de s'aligner, les États-Unis et l'Europe soutiennent le Portugal. Mais, à l'ONU, le groupe afro-asiatique exige de Nehru qu'il assume sa position de leader moral du tiers-monde : l'Inde a beau se dire « non-alignée » dans la guerre froide, elle doit s'opposer au Portugal colonialiste et fascisant. D'autant que, les élections approchant, les Indiens commencent à voir dans sa politique de non-alignement un signe de faiblesse.

### Afrique : faire la guerre sur trois fronts

L'épilogue arrive dans la nuit du 17 au 18 décembre 1961, avec l'opération Vijay, pour « Victoire » : l'aviation, la marine et près de 70 000 soldats indiens donnent l'assaut sur Goa et, quelques heures plus tard, sans combattre, les 4500 soldats portugais en poste capitulent. Nehru vient de montrer au monde que non-alignement ne veut pas dire immobilisme, l'URSS applaudit l'opération et le bloc occidental la condamne. Dès le lendemain cependant, le ton change. Le refus de Salazar d'accorder l'indépendance aux colonies d'Afrique menace de plus en plus les positions occidentales sur le continent et c'est pourquoi, dès le 19 décembre 1961, les Nations unies condamnent la politique portugaise

#### CHIFFRES

**Portugal**  
**8,6 millions**  
d'habitants

**Angola**  
**4,8 millions**  
dont 173 000 Blancs  
et 53 000 métis

**Mozambique**  
**7,5 millions**  
dont 160 000 Portugais

en Afrique et appellent Salazar à s'en retirer. En vain.

Les guerres d'indépendance vont jouer un rôle déterminant dans la révolution des Œillets qui renverse le régime portugais après quatorze années de guerres d'usure.

Le conflit a débuté en Angola en février 1961, dix mois avant la perte de Goa. Une série d'émeutes urbaines éclate à Luanda, la capitale, où les prisons sont prises d'assaut, puis au nord et au sud du pays, ici dans les plantations de café, là dans les

mines de cuivre. Dès lors, les soulèvements indépendantistes se multiplient sous l'influence et le contrôle de trois grands partis : le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), marxiste, le plus puissant, emmené par Agostinho Neto et Mario de Andrade ; le Front national de libération de l'Angola (FNLA) enraciné en territoire bakongo, sous l'influence de Holden Roberto ; et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) créée, au sud-est, par les partisans d'un leader maoïste, Jonas Savimbi.

Le Portugal de Marcelo Caetano, lequel a remplacé Salazar en septembre 1968, fait face à la même colère populaire à 2 000 km de là dans l'autre grande colonie d'Afrique australe, à l'est. « *Moçambique só é Moçambique porque é Portugal* » (« Le Mozambique n'est le Mozambique que parce qu'il est le Portugal »). Avec ce slogan, le Portugal ne légitimait pas seulement son rôle de colonisateur. L'occupant affirmait aussi que ce territoire bordant les côtes de l'océan Indien n'avait aucune identité propre, aucune culture suffisamment « moderne » pour prétendre à une quelconque organisation politique étatique. L'identité mozambicaine ne pouvait venir que de l'extérieur, c'est-à-dire du Portugal, qui « *apportait le fait national – le sien – à une masse atomisée d'habitants* »<sup>2</sup>. Mais au début



des années 1960, il apparaît évident que l'Estado Novo est tombé dans son propre piège. Alors que la masse des colonisés était enfermée dans la catégorie des « indigènes », les choses se présentent différemment à Lourenço Marques, la grande ville et future capitale sous le nom de Maputo, à l'extrême sud du pays. Ici, les élites africaines ont le statut de « métis ». Lusophones, elles se sont formées en métropole, où elles ont fait l'apprentissage du marxisme et du socialisme. Et c'est au nom de cette idéologie de la libération qu'en 1962 Marcelino dos Santos et Eduardo Mondlane fondent le Front de libération du Mozambique.

### Le Cul de Judas

Le Frelimo entend libérer les masses « indigènes » de l'oppression coloniale et bâtir, avec elles, pour elles, la nation de l'« homme nouveau », c'est-à-dire un homme libéré de la colonisation portugaise avilissante mais aussi de l'ethnisme africain : le Mozambique sera le Mozambique parce qu'il sera socialiste, pour ainsi dire. Ainsi débute la lutte pour l'indépendance de la colonie. Les premières révoltes éclatent en 1962. Et, entre 1964 et

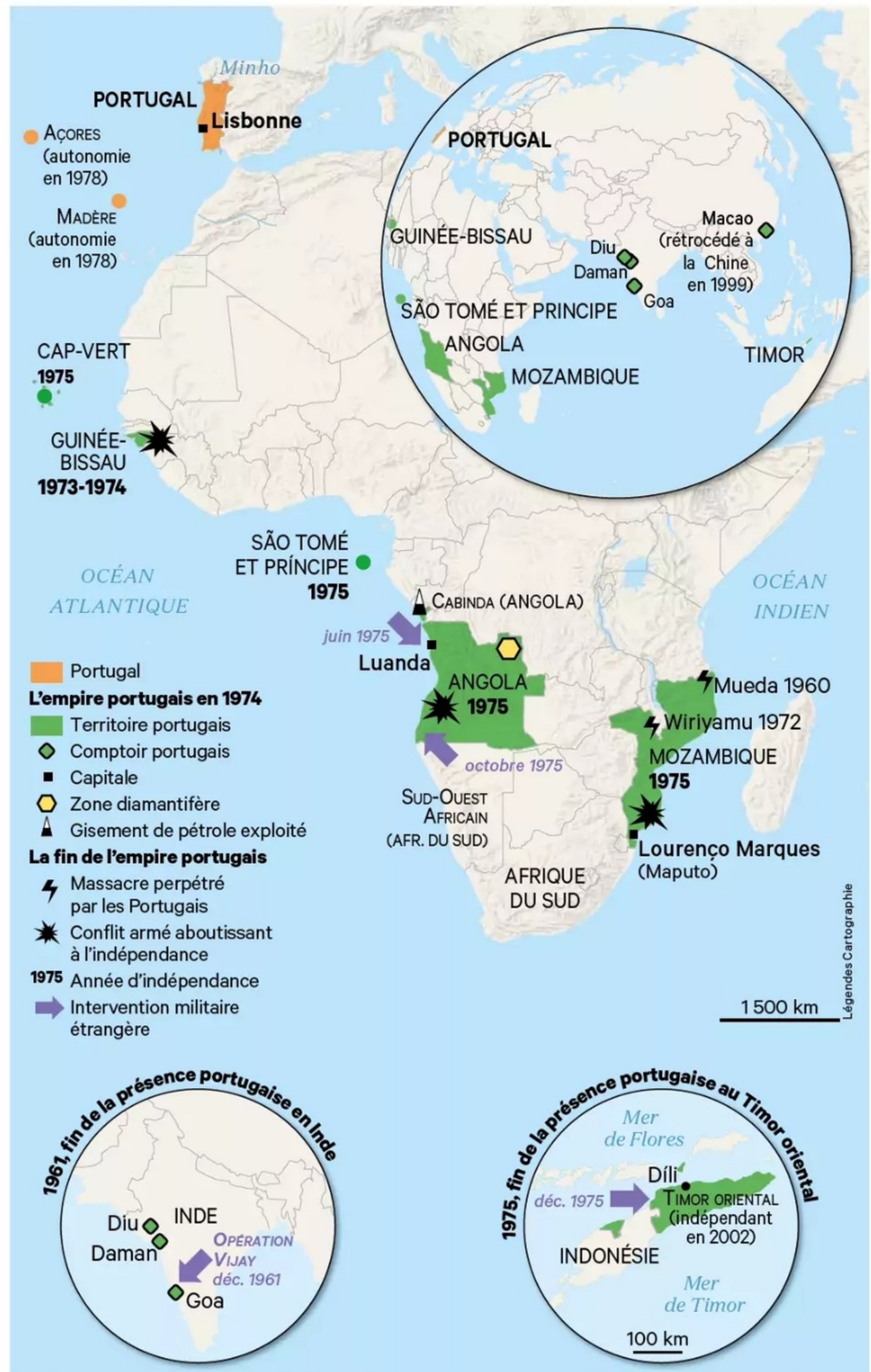
### Le Portugal déniait aux « indigènes » une identité et une culture en propre

1974, le Frelimo est derrière chacune des émeutes populaires qui menacent les autorités coloniales.

Le pouvoir portugais est aussi violemment contesté en Guinée-Bissau. Ici, à compter de 1963, les frères Luís de Almeida et Amílcar Cabral coordonnent les attaques militaires du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (le PAIGC). Un parti lui aussi d'inspiration marxiste, comme le MPLA, l'Unita et le Frelimo, dont les dirigeants ont été formés dans les capitales européennes et qui, chez eux, combattent autant pour l'indépendance que pour la révolution. La pensée d'Amílcar Cabral

#### CARTE

## Angola, Mozambique, Guinée-Bissau : une indépendance tardive



En 1961 le Portugal cède à l'Inde Goa, Daman et Diu sans combattre. Mais c'est après une dizaine d'années de guerre, entre 1973 et 1975, que la Guinée-Bissau, le Mozambique, l'Angola, l'archipel du Cap-Vert et les îles de São Tomé et Príncipe accèdent à l'indépendance. Le Portugal est ainsi l'une des dernières puissances européennes à reconnaître l'émancipation de ses colonies. Ne lui restent plus, outre-mer, que Macao (rétrocédé à la Chine en 1999), le Timor oriental (envahi par l'Indonésie en 1975), les archipels atlantiques de Madère et des Açores (autonomes en 1978).



► est particulièrement parlante à cet égard. Par exemple lorsqu'il reproche aux Portugais, en février 1970, à l'université de Syracuse, de nier la culture des colonisés, en ne leur reconnaissant aucune capacité à agir, selon une représentation endogène du monde, de « leur » monde et de la bonne façon de le gouverner. Pour Cabral, l'issue du combat anticolonial doit être « *un acte culturel* », « *une vraie marche forcée dans le chemin du progrès culturel* »<sup>3</sup>.

De progrès, l'Estado Novo n'en produira aucun en Afrique. Ni pour les colonisés, qui se battent pour être libres, ni pour les soldats, qui se battent pour les en empêcher.

En 1968, pour faire face à la montée des oppositions sur le terrain, le régime salazariste impose à sa jeunesse masculine un service militaire de quatre ans, dont au moins deux années dans les colonies – il était avant 1968 de dix-huit mois. Presque 140 000 soldats sont envoyés sur les trois fronts, en Guinée-Bissau et au Cap-Vert, en Angola et au Mozambique. Leur mission est d'y mener une guerre totale et c'est à cette fin que, pendant presque quinze ans, ils bombardent les populations et leurs récoltes de napalm et d'herbicides en tout genre. Afin d'« africaniser » les conflits, sinon



« **Retornados** » Après les indépendances en 1975, quelque 600 000 Portugais rentrèrent en métropole depuis l'Afrique. Ci-dessus, des familles quittent l'Angola.

pour l'emporter sur les colonisés, au moins pour les diviser, les autorités coloniales s'appuient aussi sur les populations dites « indigènes » – au Mozambique par exemple, ces dernières représentent la moitié des effectifs de l'armée coloniale et le gros des troupes paramilitaires qui protègent les civils portugais regroupés dans des villages fortifiés. Des civils qui sont encouragés à émigrer toujours plus massivement de métropole et qui, sur place, sont de plus en plus enrôlés dans les combats.

Face à cette guerre à outrance à laquelle tout le monde doit participer, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) est la première à désapprouver publiquement le Portugal. Elle est suivie, au milieu des années 1960, par les Nations unies. Puis le pape Paul VI accueille au Vatican, en juillet 1970, les représentants du Frelimo, du MPLA et du PAIGC. Ce qui achèvera de convaincre les États-Unis et la France de cesser de soutenir (ouvertement) le régime du Portugal dont ils louaient l'anticommunisme. Et confortera les militaires portugais dans leur légitimité à le combattre.

“

DANS LE TEXTE

## Carlos Brazão Dinis

### « Je déserterais immédiatement »

Mi-avril 1972. [...] Je revenais de la caserne où j'avais été informé de ma mobilisation immédiate et inéluctable vers le Mozambique. [...] J'avais décidé depuis longtemps qu'en cas de mobilisation pour la guerre coloniale, je déserterais immédiatement. [...] Comment quitter le Portugal, comment et où faire le « salto » ? A cette époque-là, dans mon entourage, il était rare de trouver un jeune homme en âge de faire le service militaire et politiquement conscient,

qui ne soit pas contre la guerre coloniale. Cependant, lorsqu'il s'agissait de passer à l'action, de désertir, c'était plus compliqué, on traînait des pieds. Il y avait la peur de se faire prendre et d'en subir les terribles conséquences, [...] l'angoisse de couper définitivement avec la famille et les amis, la peur de ne plus pouvoir revenir au pays.”

Témoignage de Carlos Brazão Dinis, cité dans V. Pereira (éd.), *Exils. Témoignages d'exilés et de déserteurs portugais*, Chandeigne, 2022, pp. 51-52.

### Pacifisme ici, violence là

Seulement, la victoire s'éloigne de plus en plus chaque jour. Au début des années 1970, si les indépendantistes n'ont pas réussi à prendre le dessus sur les soldats de l'empire, dans chaque colonie, ces derniers voient leur pouvoir contesté et affaibli. La situation est perdue militairement en Guinée depuis l'été 1973, très incertaine au Mozambique, où la position des Portugais n'a cessé de se dégrader depuis 1970, et encore tenable militairement en Angola.

Dans ce contexte, la soif décoloniale des militaires portugais leur vient de cette vie sur le terrain, où, pendant plus de dix ans, le quotidien des conscrits tourne au cauchemar. « *Jamais les mots ne m'ont semblé aussi superflus qu'en ces temps de cendre, dépourvus*



du sens que j'avais l'habitude de leur donner, privés de poids, de timbre, de signification, de couleur, à mesure que je travaillais sur le moignon pelé d'un membre ou que j'introduisais, à nouveau, dans un ventre les intestins qui débordaient ; jamais les protestations ne m'ont semblé aussi vaines. » En racontant ses souvenirs d'Angola, le médecin et écrivain António Lobo Antunes dépeint le quotidien des conscrits portugais dans « *le cul de Judas* », « un trou pourri » où l'on inflige la mort et la misère à des populations « transies de faim sur les barbelés », sous les ordres de « généraux [...] qui inventaient la guerre dont nous mourions et dont ils vivaient »<sup>4</sup>.

Beaucoup a été écrit sur la souffrance des Portugais envoyés se battre aux colonies. Il y eut, côté portugais, 8 000 morts et plus de 30 000 blessés. Mais l'abondance de ces traces européennes dans le passé africain ne doit pas faire oublier que les premières

### On ne saurait chiffrer les morts, les prisonniers, les torturés et les victimes des violences de l'ordre colonial

victimes des guerres d'indépendance furent africaines. On ne saurait chiffrer les morts, les prisonniers, les torturés et les victimes des violences de l'ordre colonial. Ces hommes et ces femmes sont innombrables. Mais on peut dire, ou plutôt, ajouter, que la manière dont les guerres de libération sont menées pavent les voies des conflits à venir.

En Guinée-Bissau, les autorités portugaises divisent pour mieux régner. Elles soutiennent tantôt les revendications musulmanes des Peuls tantôt les

mouvements animistes des Balantes, lesquels s'affrontent alors en subissant ou en instrumentalisant le pouvoir colonial. Cette tradition de violence communautaire rythme la lutte d'indépendance et, après 1975, elle sera au cœur de l'instabilité de l'État postcolonial de Guinée-Bissau.

Plus au sud, en Angola, la guerre de libération a pour conséquence d'ethniciser, après l'indépendance, les oppositions politiques. En défendant la cause des populations bakongo du Nord, le FNLA reçoit le soutien de Mobutu, à la tête du Congo qu'il a renommé « Zaïre ». Quant au MPLA, emmené par les métis lusophones de Luanda, soutenu par Cuba et basé sur un arrière-pays peuplé de créoles mbundu, il a beau être marxiste et internationaliste, il sera étiqueté comme un parti ethnique par ses rivaux du Sud-Est, rassemblés dans l'Unita. Et en retour, parce qu'elle a sa base arrière dans la région ovimbundu, à cheval entre l'Angola et la Zambie mitoyenne, l'Unita de Jonas Savimbi peut bien se dire maoïste – même si elle est soutenue tantôt par la Chine, tantôt par l'URSS –, elle va elle aussi passer pour un parti identitaire. Cette « ethnicisation-régionalisation » (selon l'expression de Christine Messiant) entraîne des divisions meurtrières pendant la lutte indépendantiste, lesquelles se prolongeront après 1975 en une guerre civile de vingt-sept ans<sup>5</sup>.

Quant au Mozambique, si depuis 1962 les dirigeants urbains et métis du Frelimo réussissent à mobiliser les populations du Nord autour d'un nationalisme de classe, au lendemain de l'indépendance, leur incapacité à comprendre l'organisation et les revendications des sociétés rurales poussa les campagnes à se révolter

“

DANS LE TEXTE



## Spínola et l'ennemi guinéen

Le Portugal est confronté en Guinée à une situation qui, par sa gravité actuelle et ses perspectives d'évolution claires, inspire les craintes les plus justifiées. [...] Trois alternatives s'ouvrent : réduction de la superficie à défendre pour s'adapter à l'économie de moyens, conservation du dispositif actuel sans aucun renforcement à la lumière d'un esprit de défense à tout prix, ou – hypothèse qui a ma préférence – renforcement du théâtre d'opérations en moyens, afin de maintenir la supériorité sur l'ennemi, y compris, dans le cadre de ce renforcement, l'anticipation impérieuse pour faire face à l'évolution future du potentiel ennemi et d'une intervention directe venue de l'extérieur.”

Rapport du commandant en chef du général António de Spínola au chef d'état-major des forces armées, général Costa Gomes, 22 mai 1973, cité par L. N. Rodrigues, *Spínola. Biografia*, Lisbonne, A Esfera dos Livros, 2010, p. 183.

contre leurs anciens libérateurs, avec l'appui de la Résistance nationale mozambicaine, la Renamo. Comme l'écrit Bárbara Dos Santos dans son analyse poignante du roman d'António Lobo Antunes, « *les morts de la révolution des Ceillets se trouvent, en réalité, enterrés en Afrique* »<sup>6</sup>. C'est le cas en 1974, mais aussi pour les décennies à venir. ■

### NOTES

1. Cité par V. Pereira, « La dictature salazariste et le “problème démographique” », *Annales de démographie historique*, vol. 128, n° 2, 2014, p. 172.
2. Cf. M. Cahen, « Lutte d'émancipation anticoloniale ou mouvement de libération nationale ? Processus historique et discours

idéologique. Le cas des colonies portugaises, et du Mozambique en particulier », *Revue historique*, vol. 637, n° 1, 2006, pp. 124 et 127.

3. Cf. M.-B. Basto, « Cabral, Amílcar (1924-1973) », R. Keucheyan et al. (dir.), *Histoire globale des socialismes, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, PUF, 2021, pp. 819-827.

4. A. Lobo Antunes, *Le Cul de Judas*,

Métaillé, 1983, pp. 53 et 146.

5. C. Messiant, *L'Angola postcolonial*, Karthala, 2009.

6. B. Dos Santos, « Mémoires de l'expérience de la guerre dans *Le Cul de Judas* d'A. Lobo Antunes », F. Dubosquet Lairys (dir.), *Les Failles de la mémoire. Théâtre, cinéma, poésie et roman : les mots contre l'oubli*, Rennes, PUR, 2016, pp. 113-123.



# La révolution vue de France

*La révolution d'Avril est aussi une affaire française. Les émigrés portugais qui ont majoritairement quitté clandestinement leur pays pour fuir la dictature de Salazar sont alors près de 800 000 dans l'Hexagone. Enthousiasmés par la fin du régime, ils vont cependant, pour la plupart, renoncer à rentrer.*

**Par Victor Pereira**

**A** partir de 1966, Jorge Reis s'adresse quotidiennement à ses compatriotes portugais sur les ondes de l'ORTF. Il les informe de leurs droits sociaux, répond aux lettres des auditeurs, communique des messages qui lui ont été transmis. L'écrivain exilé en France depuis 1949 constitue une référence pour des milliers de Portugais dispersés dans un pays dont ils ignorent la langue et les lois. Dans les semaines qui suivent le

25 avril 1974, Jorge Reis reçoit des courriers qu'il lit à l'antenne, illustrant les différentes réactions face au changement de régime. Beaucoup soutiennent le Mouvement des forces armées (MFA) et félicitent le premier président de la République, le général Spínola, érigé en libérateur. Des poèmes tressent les louanges de la révolution qui apporte la liberté et la fin prochaine des guerres coloniales. Quelques craintes s'expriment aussi. Ainsi, le 19 mai 1974, un homme résidant à Évreux s'interroge : pourquoi la messe destinée aux émigrés – diffusée les dimanches à 8 heures du matin – n'est-elle plus diffusée ? Il avance une hypothèse qui renvoie à l'anticommunisme propagé par la dictature et par une partie du clergé portugais, mais aussi à la politique anticléricale menée par les dirigeants de la I<sup>re</sup> République (1910-1926) : « Si le Portugal a créé un régime afin d'être libre, je crois que doit être libre l'opinion de chacun. Je suis un émigrant qui travaille et je suis pour le socialisme mais jamais pour le communisme et je ne serai jamais contre l'Église. »

La plupart des 800 000 Portugais vivant alors en France – soit environ

10 % de la population portugaise – étaient partis pour mieux revenir, espérant accumuler un pécule pour rentrer, un jour, au pays, y acheter des terres, une maison, un commerce. En 1975, alors qu'une partie de l'économie est nationalisée, que les terres des grandes exploitations agricoles du Sud sont occupées et des logements vides, investis par des mal-logés, beaucoup s'inquiètent. D'autant que les médias français ne les rassurent pas. Des hypothèses alarmantes sont régulièrement avancées : menace d'une guerre civile, prise de pouvoir communiste ou implantation d'une dictature militaire.

## Les consulats assiégés

Comme au Portugal, la majorité des Portugais de France est ravie de voir la dictature tomber. N'ont-ils pas quitté – souvent clandestinement et parfois au péril de leur vie – le Portugal dirigé par António de Oliveira Salazar entre 1932 et 1968 ? Un pays dans lequel ils ne pouvaient ni vivre dignement ni offrir un avenir à leurs enfants ? L'émigration de plus de 1 million de Portugais entre 1957 et 1974, qui se dirigent principalement

### L'AUTEUR Maître de conférences



à l'université  
de Pau et des  
Pays de l'Adour,  
chercheur  
de l'Instituto  
de História  
Contemporânea de

l'Universidade Nova de Lisboa,  
Victor Pereira a publié *La Dictature de Salazar face à l'émigration, 1957-1974* (Presses de Sciences Po, 2012) et *C'est le peuple qui commande. La révolution des Œillets, 1974-1976* (Éditions du Détour, 2023).



en France mais aussi en Allemagne de l'Ouest, en Belgique, en Suisse et au Luxembourg, n'était-elle pas un « vote avec les pieds » ? L'expression de la désaffection des classes populaires portugaises refusant la pauvreté exaltée par la propagande salazariste ? En France s'étaient aussi réfugiés des hommes et des femmes fuyant les persécutions perpétrées par la police politique, la Pide, et des dizaines de milliers d'insoumis, de réfractaires et de déserteurs qui désiraient échapper aux guerres coloniales.

Dans les jours qui suivent le 25 avril 1974, des centaines de Portugais rentrent au pays. Dès le 27 avril, Mário Soares, exilé à Paris depuis 1970, prend le Sud-Express en direction de Lisbonne. Ceux qui n'ont pas de passeport assiègent les consulats portugais en France pour en obtenir un. Beaucoup aspirent à participer aux défilés du 1<sup>er</sup> Mai, vastes démonstrations de soutien au MFA. Dans les rues de Paris, aussi, des Portugais prennent part aux cortèges, brandissant des banderoles exigeant la fin immédiate des guerres en Afrique.

### Économiquement décisif

Les nouveaux dirigeants du Portugal instituent les émigrés en victimes de la dictature, qui les a contraints à s'expatrier, et en héros de la démocratie à construire. Mais ce discours n'est pas exempt d'ambiguïtés. Si la démocratie à bâtir doit permettre à tous les Portugais de rester dans leur pays et de mettre fin aux départs, les autorités invitent néanmoins les émigrés à ne pas rentrer immédiatement. En 1973, les transferts d'argent des émigrés représentent 8 % du PIB portugais et s'élèvent à 58 % des exportations. L'économie portugaise en était donc en partie dépendante. Si les émigrés cessaient d'envoyer leur argent au Portugal ou s'ils rentraient massivement, l'économie en subirait aussitôt les effets délétères. D'autant que l'économie portugaise est touchée de plein fouet par les effets du choc pétrolier de 1973 et par une rétraction des investissements. Pendant la révolution, le chômage ne cesse de croître et le pays importe plus qu'il



**Bidonville** Famille portugaise installée dans des habitats précaires à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), dans la banlieue parisienne. Beaucoup de ces Portugais ont cherché à fuir la misère du régime de Salazar.



► n'exporte. En outre, il doit accueillir quelque 600 000 *retornados*, colons qui quittent le Mozambique et l'Angola devenus indépendants en juin et novembre 1975.

Si les retours au Portugal sont réduits, l'émigration se tarit, du fait des restrictions posées par les pays d'accueil, la France en premier lieu. Le gouvernement de Jacques Chirac suspend l'immigration de travailleurs en juillet 1974.

### Choyés et surveillés

Même si, officiellement, une tolérance est accordée aux travailleurs portugais, le gouvernement de Lisbonne ne peut plus compter sur ce courant migratoire pour réduire le volume de chômeurs. De plus, Lisbonne craint d'éventuelles expulsions massives. En effet, lors de la crise économique des années 1930, des milliers de travailleurs portugais avaient été expulsés de France. En juillet 1975, alors que certains officiers du MFA rêvent de faire du Portugal une sorte de Cuba en Europe, le président de la République, le général Francisco da Costa Gomes, rappelle que « nous avons hors du pays environ 3 millions d'émigrants et de colons. Une manœuvre occidentale concertée de réduction des échanges commerciaux et de retour des émigrants est une

menace contre laquelle nous n'avons aucune réponse valable ».

La majorité des Portugais installés en France avaient quitté le Portugal irrégulièrement. Entre 1961 et 1969, ils étaient même considérés comme des criminels par leur pays d'origine. Ceux qui avaient émigré sans passeport valable encouraient jusqu'à deux ans de prison. En conséquence, jusqu'au départ de Salazar du pouvoir, la dictature n'a en rien cherché à encadrer ni assister cette population. A partir de 1969, Caetano libéralise la politique d'émigration et l'État portugais accroît sa présence en France par le biais de nouveaux consulats et d'une délégation du Secrétariat national à l'émigration, fondé en 1970. Mais c'est surtout après la révolution que les discours et les pratiques se modifient. En juin 1974, un secrétaire d'État à l'émigration est nommé. Il s'agit du communiste António Macedo Varela. Les nouvelles autorités cherchent à dialoguer avec les migrants, notamment avec les associations portugaises créées par dizaines partout en France depuis le milieu des années 1960. La première Rencontre nationale de l'émigration se tient ainsi à Lisbonne du 21 au 23 août 1974. Elle permet aux émigrés – principalement des dirigeants associatifs



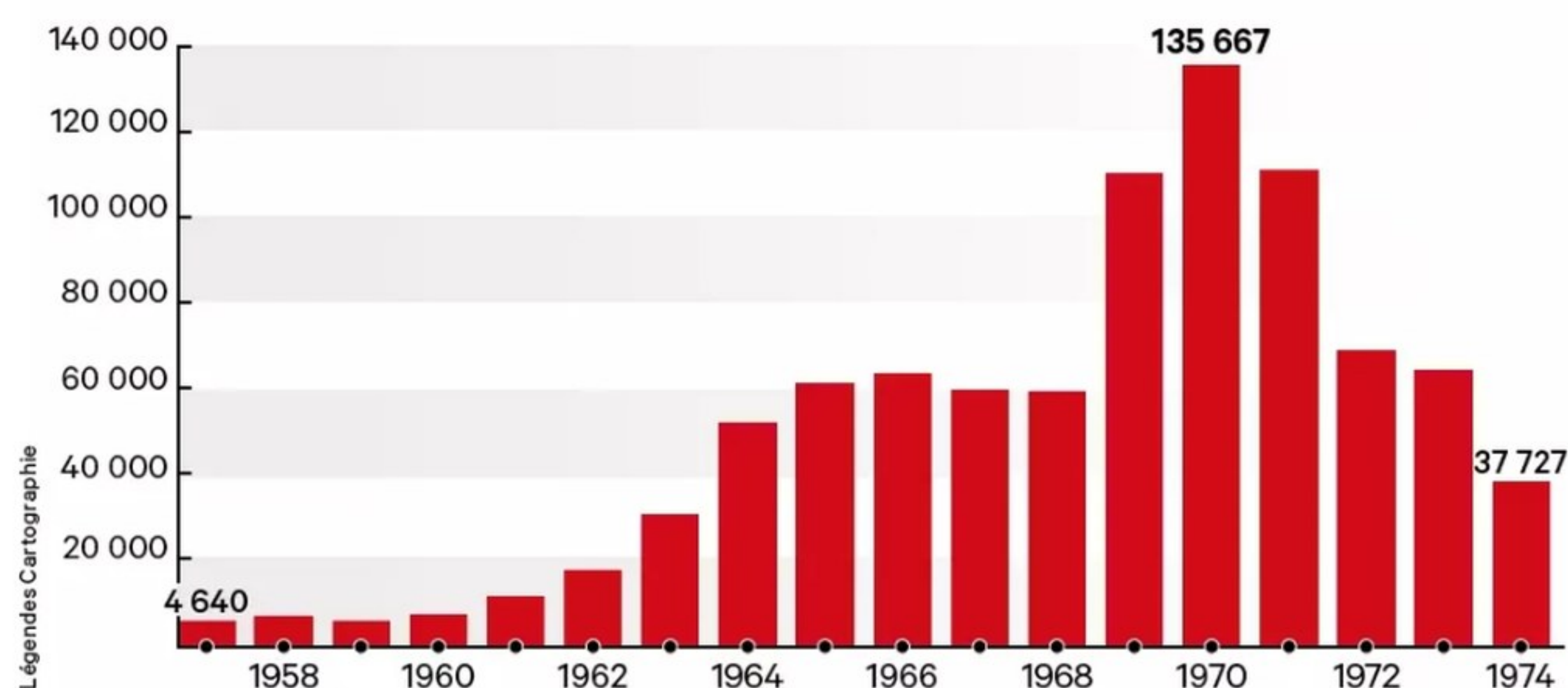
**1<sup>er</sup> Mai Favorables à la révolution, des Portugais de France participent avec enthousiasme aux défilés. Cette affiche les incite à rejoindre la place de la Bastille, à Paris.**

plutôt politisés – installés dans différents pays de présenter leurs besoins et leurs revendications : une renégociation de la convention franco-portugaise de sécurité sociale signée en 1971, de meilleurs services consulaires, le départ de diplomates et des employés consulaires liés à la dictature, une plus grande offre de cours de langue portugaise à destination des enfants d'émigrés.

Cette plus grande proximité entre l'État portugais et ses expatriés s'illustre aussi par les visites de responsables politiques et militaires. En juin 1975 le président de la République portugaise se rend en France – il s'agit de la première visite officielle d'un chef d'État portugais en France depuis 1917. Au-delà de ses entretiens avec les dirigeants français, Costa Gomes rencontre des travailleurs émigrés à l'ambassade du Portugal à Paris. Des délégués des travailleurs portugais, plusieurs d'entre eux proches du Parti

### CHIFFRES

## 800 000 Portugais en France en 1974



**Mouvement de masse** Débutée en 1916, l'émigration vers la France s'accélère entre 1957 et 1974, pour atteindre 1 million de Portugais. Certains partent vers d'autres pays, comme le Luxembourg ou la Belgique. Le 25 avril 1974, ils sont environ 800 000 à vivre en France.



communiste portugais, lui remettent un long mémorandum assurant « leur totale adhésion au processus révolutionnaire commencé le 25 Avril, continué et amplifié après le 28 septembre et principalement depuis la victoire du 11 mars [1975], traduite par l'institutionnalisation du Mouvement des forces armées, par les nationalisations et par le début de l'application de la réforme agraire ». Parmi les revendications avancées, l'amnistie des insoumis, réfractaires et déserteurs leur permettant de rentrer librement au Portugal sans avoir à réaliser leur service militaire.

### Peuvent-ils voter ?

Les dirigeants militaires portugais, dont le Premier ministre Vasco Gonçalves, ne cessent de se plaindre de la couverture des événements portugais par les médias français. Selon eux, ils déforment les faits et alimentent les rumeurs catastrophistes. Pour s'adresser aux travailleurs portugais, plusieurs officiers du MFA sillonnent la France entre fin 1974 et début 1975. Ces réunions, surveillées par les Renseignements généraux (RG), rassemblent 500 Portugais à Pantin le 30 novembre 1974 et 500 autres à Mâcon le 10 mai 1975. Ces visites sont mal vues par les autorités françaises, qui cherchent à les restreindre. Dès décembre 1974, le ministère de l'Intérieur considère que les militaires portugais se livrent « à des propagandes marxiste ou maoïste » et qu'ils « contreviennent aux règles de neutralité qui doivent s'imposer à tout étranger en France ». Les RG mettent en avant la radicalité des propos des

### Le ministre de l'Intérieur obtient l'annulation de meetings du MFA sur le territoire français

militaires, leurs discours anticapitalistes et leur hostilité au général Spínola, qui s'est démis de ses fonctions de président de la République le 30 septembre 1974. Fait aggravant : les militaires portugais tiennent ces meetings en uniforme afin d'accroître

## INTERNATIONAL

Portugal

# 7 OFFICIERS DU M.F.A.

## SALLE DES FETES DE PANTIN

*Um povo unido dentro e fora do pais*

Cette manifestation, sans doute sans précédent en France, est due, comme l'indique le programme, à l'initiative du Gouvernement provisoire portugais et du Mouvement des forces armées. Pour la circonstance, ce dernier a délégué l'une de ses « Brigades de dynamisation et culture » qui opèrent au Portugal depuis le 26 octobre dernier. Elles ont pour tâche « de combler le vide culturel et les lacunes de l'information qui existent dans tout le pays... » Leur action repose sur une « collaboration par tous les moyens possibles entre les Forces armées, les associations culturelles et les divers organismes de l'Etat intéressés par ce processus »...

« Les lignes directrices de leur programme sont : la lutte anti-fasciste, l'explication du programme du Mouvement des forces armées, l'appui aux Forces armées, l'indépendance vis-à-vis des partis, l'analyse et la discus-



**Meeting** Estimant que les médias français déforment les événements qui se déroulent au Portugal, des officiers du MFA se rendent en France pour parler aux émigrés. *Libération* relate la réunion à Pantin du 30 novembre 1974.

leur légitimité auprès de leurs compatriotes.

Or, depuis un décret du 4 décembre 1905, les officiers étrangers n'ont pas le droit, sauf autorisation, de porter leur uniforme en France. Le ministère de l'Intérieur – qui apprécie peu le rôle révolutionnaire de l'armée portugaise depuis qu'en 1973 des comités de soldats se sont créés en France – exige l'interdiction de nouveaux meetings. Le 13 mars 1975, deux jours après la tentative ratée de coup d'État de Spínola, le ministre de l'Intérieur invite tous les préfets à « prendre des mesures immédiates pour que de tels émissaires [les militaires du MFA] qu'ils soient ou non en uniforme fassent l'objet de vérifications approfondies de leur situation et soient aussitôt après refoulés sur leur pays d'origine ». Des militaires portugais sont arrêtés aux frontières et le ministère de

l'Intérieur obtient l'annulation de meetings prévus sur le territoire français.

Le 25 avril 1974, le MFA promet aux Portugais l'organisation d'élections libres dans le délai d'un an. Lors des travaux devant aboutir à une loi électorale, une question se pose : les Portugais à l'étranger peuvent-ils voter ? Les mouvements politiques les plus à gauche estiment que les émigrés, soumis à l'influence des médias étrangers, ignorent ce qu'il se passe réellement au Portugal. Peuvent-ils alors voter en conscience ? Une partie des mouvements d'extrême gauche et une partie des militaires se méfient des élections, craignant qu'elles ne brisent l'élan révolutionnaire impulsé par le MFA. Il est toutefois difficile pour les autorités portugaises d'assurer aux émigrés qu'ils appartiennent pleinement au peuple portugais et leur



## POLITIQUE FRANÇAISE

## Les Œillets divisent la gauche

*Les événements du Portugal animent le rapport de forces entre le PCF et leurs alliés socialistes.*

**L**e coup d'État militaire, suivi par la révolution au Portugal en avril 1974, soulève en France l'enthousiasme des partis de gauche, désormais unis depuis 1972 sur un Programme commun de gouvernement. Le 19 mai 1974 François Mitterrand échoue d'un souffle à l'élection présidentielle, après un premier tour où l'union de la gauche a fait plus de 43 %. Cependant, la suite des événements au Portugal suscite, au sein de l'union, des réactions divergentes, notamment sur la stratégie du Parti communiste portugais (PCP) d'Álvaro Cunhal. Contrairement au Parti socialiste de Mário Soares qui veut faire entrer le Portugal dans le cercle des démocraties, Cunhal, en bon léniniste, n'entend pas, après la chute du régime salazariste, s'attarder au stade d'une révolution bourgeoise : « Démocratie, pour moi, déclare-t-il à *Paris-Match*, cela veut dire liquidation du capitalisme, des monopoles. » Ajoutant : « Ce que j'affirme, c'est que les élections n'ont rien à faire, ou bien peu, avec la dynamique révolutionnaire. »

De Paris, on a l'impression que se rejoue là-bas, derrière le pouvoir des militaires, l'antagonisme de 1917 en Russie entre mencheviks et bolcheviks. Les communistes français, cependant, au moment où Soljenitsyne vient de publier *L'Archipel du Goulag*, s'emploient

à multiplier les discours et les motions en faveur de la liberté. Le 16 mai 1975, *Le Monde* peut écrire en grosses lettres : « En publiant une "Déclaration des libertés" LE PCF SE DÉMARQUE DES RÉGIMES COMMUNISTES. » Il importe au Parti communiste que, sur ce terrain sensible, l'union de la gauche ne profite pas avant tout aux socialistes :

et les siens soutiennent alors les militants qui ont pris d'assaut les bureaux du quotidien dont la rédaction est socialiste, et que les forces armées qui lui reprochent sa tiédeur ont décidé de fermer. Soares en parle à Mitterrand, qui, un peu plus tard, écrit dans *L'Unité*, l'hebdomadaire du Parti socialiste (PS) : « L'affaire de República est très simple.



**Partis socialistes** François Mitterrand au centre avec Mário Soares (à sa droite) et le général Spínola (à sa gauche) le 3 juillet 1974.

« Il ne faut pas que se crée à gauche, déclare Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste, un rapport de forces au sein duquel les socialistes pourraient se passer de nous. »

**L'affaire « República »**  
Étienne Fajon, en ce même mois de mai 1975, résume d'un titre de libelle le rapport de forces qui est tendu entre les communistes et leurs alliés : *L'Union est un combat*. Et ce combat est animé par les événements du Portugal. Malgré sa « Déclaration des libertés », *L'Humanité* et *France nouvelle* appuient à fond les entreprises du PCP. La querelle se fixe en mai 1975 sur l'affaire du journal *República*. Marchais

A Lisbonne paraissait jusqu'à ces derniers jours un journal qui portait le beau nom de República. Ce journal était socialiste. Il avait résisté pendant quarante ans aux coups des dictateurs : censure, interdictions, et de temps à autre prison pour ses rédacteurs. La liberté au Portugal s'écrivait en quatre syllabes. Mais República n'existe plus. Son directeur, Raúl Rego, locataire habituel des geôles de Salazar, a été séquestré dans son propre bureau et les presses occupées par un commando d'ouvriers que les socialistes portugais soupçonnent d'avoir été mobilisé par les soins du Parti communiste. Roi Salomon à l'œil borgne, le MFA [Mouvement des forces armées]



*a rendu sa sentence en mettant les scellés. Adieu presse libre ! »* Georges Séguy, secrétaire général communiste de la CGT, réplique qu'il s'agit d'un « *conflit classique du travail* » et que « *l'on ne peut qu'être indigné* » par l'exploitation qui en est faite en France. Edgar Morin et Jean Daniel manifestent pour la liberté d'expression dans *Le Nouvel Observateur*. Déclaration vengeresse de Georges Marchais : « *Jean Daniel est un spécialiste de l'anticommunisme. Un homme qui a l'habitude d'intervenir pour mettre des bâtons dans les roues, pour empêcher l'union de la gauche d'aller de l'avant.* » Le révérend père Cardonnel, dominicain de choc, applaudit la prise du journal : « *La formation aujourd'hui d'une justice populaire, avec l'occupation des locaux de la presse de República, ébauche les grandes lignes de restitution au peuple, par ses propres organismes de base du pouvoir, de cet exercice de sa responsabilité qui lui avait été légalement mais injustement volé.* » Le Parti socialiste n'est pas unanime. Son aile gauche, le Ceres de Jean-Pierre Chevènement, se montre favorable à Cunhal. Il s'exclamera au congrès de Nantes du PS en 1977 : « *Ni périr comme au Chili, ni trahir comme au Portugal !* » La révolution des Cèllets était devenue une épreuve de vérité pour l'union de la gauche. ■

**Michel Winock**

Conseiller de la rédaction de L'Histoire

► répéter qu'ils doivent continuer à envoyer leurs économies tout en les écartant du droit de vote. Un compromis est trouvé entre les différents partis politiques : seuls pourront voter les émigrés ayant quitté le pays depuis moins de cinq ans et ceux dont le conjoint ou les enfants y résident encore. Ces mesures écartent les Portugais qui ont émigré aux États-Unis ou au Brésil au cours du xx<sup>e</sup> siècle, pays jugés hostiles à la révolution portugaise. Toutefois, le poids du vote des émigrés n'a pas la capacité de changer la donne politique : un seul député sur 250 est censé représenté plus de 2 millions de Portugais résidant hors des frontières nationales. Ces restrictions dissuadent les émigrés de se faire recenser : seuls 21 910 Portugais l'ont fait à travers le monde (2924 en France), une fraction infime des émigrés.

Cette très faible participation des émigrés aux élections de 1975 se retrouve lors des scrutins suivants, même si ce sont désormais quatre députés qui représentent les Portugais à l'étranger. Si les émigrés conservent des liens importants avec leur village

### Une partie des élites portugaises fait de la diaspora le substitut de l'empire perdu

d'origine et expriment régulièrement leur fierté d'être Portugais, ils restent à l'écart du jeu électoral. En dépit de cela, les émigrés jouent un rôle dans la nouvelle rhétorique sur la nation portugaise formulée après la perte de l'empire en 1975. Une partie des élites politiques et culturelles du pays a fait de la dénommée « diaspora » le substitut de l'empire perdu. Voulant que le Portugal conserve une portée universelle et ne se réduise pas à un petit territoire aux confins de l'Europe, ces élites érigent les émigrés et les « communautés portugaises » à travers le monde en descendants directs de Vasco de Gama et de Magellan. On leur prête des qualités (adaptation aux sociétés locales tout en maintenant de forts liens avec le Portugal) présentées comme relevant de



**Merci !** Le magazine municipal de Champigny-sur-Marne remercie en portugais l'un de ses édiles au nom de la communauté portugaise.

l'essence même d'une « portugnalité » dont les racines se retrouvent dans les théories luso-tropicales de Gilberto Freyre. L'instauration de la démocratie puis l'adhésion du Portugal à la Communauté économique européenne en 1986 permettent aux émigrés portugais de circuler librement entre leur pays d'installation et leur pays d'origine. Nombre d'entre eux passent une partie de leurs vacances au Portugal. Beaucoup ont fait construire une maison qui manifeste leur attachement à leur village d'origine. L'âge de la retraite venu, des émigrés décident de revenir au pays tandis que certains multiplient les allers-retours entre la France et le Portugal. Comme le notait en 2002 le sociologue Albano Cordeiro : « *Les Portugais sont sans doute aujourd'hui les Européens qui pratiquent le plus l'espace européen.* » Et, de nos jours, le Portugal reste un important pays d'émigration. En 2024, une étude de l'Observatoire de l'émigration estime que 30 % des individus nés au Portugal âgés de 15 à 39 ans sont partis à l'étranger. Pour certains, le maintien de ce courant d'émigration est le signe que toutes les promesses du 25 avril 1974 n'ont pas été tenues : le Portugal ne peut assurer de bonnes conditions de vie et de travail à tous. ■



# « La transition a été réussie »

*La révolution des Œillets a déclenché l'engagement politique de Leonor Beleza. Jeune avocate, elle a défendu la cause des femmes en obtenant l'égalité des droits. Elle témoigne de ces années d'effervescence.*

**Entretien avec Leonor Beleza**

J'avais 25 ans, j'étais assistante à la faculté de droit. J'ai fait de la politique, comme beaucoup de gens de mon âge, ce qui était impossible auparavant.

Le matin du 25 Avril, j'ai réalisé très tôt que quelque chose se passait. Les premières nouvelles n'étaient pas claires sur la provenance du « coup ». Était-ce les ultras, la droite conservatrice ou autre chose ? Il y avait des doutes, beaucoup d'informations et de confusion. La seule force politique organisée dans la clandestinité et objet d'une persécution était le Parti communiste. Avec les forces d'extrême gauche, il menait des actions contre le régime. Le Parti socialiste avait été créé l'année précédente, mais il n'était pas encore visible.

**L'AUTEURE Assistante à la faculté de droit de Lisbonne en avril 1974,** Leonor Beleza s'est impliquée politiquement au sein du PPD avant d'être nommée ministre de la Santé (1985-1990). Elle est présidente de la Fondation Champalimaud destinée à la recherche biomédicale.



Certes le régime avait connu un espoir de changement quand le président du Conseil, Salazar, avait été remplacé par Marcelo Caetano. Lors des élections de 1969, des députés de l'aile libérale – moins proches du régime en place – avaient été élus. Avec l'idée qu'une ouverture était possible. En 1970 la Sedes (Société d'études pour le développement économique et social dont je fus un des membres fondateurs) fut créée afin de profiter de la moindre marge de liberté pour discuter des questions sociales. Pendant cette phase, j'ai été en contact avec des députés comme Francisco Sá

Carneiro, futur fondateur du Parti populaire démocrate (PPD) en 1974 (devenu le Parti Social démocrate, le PSD, en 1976) et premier ministre en 1980. Mais cette ouverture a fait long feu.

A la fin du régime salazariste, des policiers étaient en faction dans les universités : les « gorilles ». Très visibles, présents lors de réunions de professeurs, ils étaient des informateurs de la police politique. Tout cela était très mal ressenti au sein de l'université. L'atmosphère était oppressante. A l'époque, le personnel enseignant entrait par une porte différente de celle des étudiants. Pour ma part, j'entrais par celle des élèves, souhaitant qu'un gorille soit impoli avec moi, pour que je puisse faire une provocation. Mais on les a mis au courant que j'étais du corps enseignant. A partir du 25 Avril, les cours ont cessé quelque temps. Pour ma part, je ne suis revenue à l'université qu'en 1977.

## Membre du PPD

Je suis entrée en politique parce que c'était attirant. La transformation avait été soudaine, de nombreuses personnes liées au passé ont été remplacées, et les jeunes ont pu s'impliquer.



Peu de femmes faisaient de la politique à des postes visibles. J'en ai fait l'expérience car j'ai été la première femme assistante à la faculté de droit de Lisbonne immédiatement après l'obtention de mon diplôme. D'ailleurs, pendant un temps, les étudiants ont eu du mal à considérer que je n'étais pas leur condisciple.

## La cause des femmes

J'ai été membre du gouvernement à partir de 1982, car on avait besoin de la collaboration de tous. Des gouvernements jeunes, souvent, malheureusement, de moindre qualité par rapport à ce que nous avons eu plus tard dans une démocratie plus consolidée. Lors du premier rassemblement du PPD, au Palais des sports de Lisbonne, j'ai parlé des droits de la femme à la demande de Sá Carneiro. Le parti a promis de changer une série de règles juridiques. Je suis avocate, j'ai participé à ces changements en demandant l'égalité des droits, le même accès à l'emploi et à la politique. La plupart des pays européens avaient déjà procédé à ces changements. Nous les avons introduits à partir de 1978. La Constitution adoptée en 1976 avait abrogé les règles discriminatoires, mais cela a été plus compliqué dans le droit civil. J'étais la seule jeune à participer à cette entreprise, les autres étaient des professeurs de droit expérimentés. Vous savez, avant la révolution, les femmes ne pouvaient être ni juges ni ambassadrices. Récemment, elles ont accédé à la Cour suprême. Il a fallu du temps pour en arriver là.

La Constitution de 1976 avait reconnu le droit d'avoir accès aux soins de santé. Les progrès avaient commencé un peu avant avec un accès plus large aux soins primaires. Mais, ensuite, tout s'est accéléré. Le planning familial a été fortement encouragé : tous les centres de santé ont été dans l'obligation de proposer des consultations. Cela a été long à mettre en place avec des résistances.

J'ai été ministre de la Santé de 1985 à 1990. Ce qui a spectaculairement évolué après le 25 Avril et qui me tenait à cœur, c'est la santé maternelle et infantile. Nous sommes passés

de chiffres très bas en Europe à des chiffres aux standards européens. Et même parmi les meilleurs du monde, en ce qui concerne les mortalités infantile, post-natale et maternelle.

Cinquante ans après, les trois promesses du 25 Avril ont été tenues. La démocratie est une réalité. Concernant le développement, nous avons progressé même si on est souvent en deçà de la moyenne européenne. La décolonisation a été réalisée. L'Angola, le Mozambique, la Guinée-Bissau, São Tomé et Príncipe, le Cap-Vert sont devenus indépendants et nous avons de bonnes relations avec eux. C'est un élément important de notre politique

extérieure. Le Portugal a aussi rejoint l'Union européenne, le cadre de la coexistence, du progrès et de l'avenir. Bref, la transition a été réussie. Et les forces politiques sont très impliquées dans la célébration du 25 Avril, qui suscite l'enthousiasme.

Aujourd'hui, la difficulté réside dans le fait que les plus jeunes ne savent pas exactement ce que tout cela a signifié. La plupart des gens n'ont pas de souvenirs. Et c'est là que se pose la question du populisme. Les gens se rendent-ils bien compte de la nature précieuse de la démocratie et de la liberté ? ■

(Propos recueillis par  
Yves Saint-Geours.)

## POUR EN SAVOIR PLUS

### La dictature

**Y. Léonard**, *Salazarisme et fascisme*, Chandeigne, 2003.

### Le 25 avril 1974

**A. de Andrade, Y. Léonard**, *Lumière d'Avril. Portugal, 1974*, Chandeigne, 2023.



**Y. Léonard**, *Sous les œillets la révolution. Le 25 avril au Portugal*, Chandeigne, 2023.



**V. Pereira**, *C'est le peuple qui commande. La révolution des Œillets, 1974-1976*, Éditions du Détour, 2023.

### La décolonisation

**S. Bègue**, « "Orgueilleusement seuls" ? : la résistance coloniale portugaise à Goa, 1955-1961 », F. Bozo (dir.), *Relations internationales et stratégie. De la guerre froide à la guerre contre le terrorisme*, Rennes, PUR, 2005.

**D. Birmingham**, *Histoire de l'Angola, de 1820 à nos jours*, 2015, trad. G. Siary, Chandeigne, 2019.

**G. Blanc**, *Décolonisations.*



*Histoires situées d'Afrique et d'Asie, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Points, « Histoire », 2022.

**B. Dos Santos**, « Mémoires de l'expérience de la guerre dans *Le Cul de Judas* d'Antonio Lobo Antunes », F. Dubosquet Lairys (dir.), *Les Failles de la mémoire. Théâtre, cinéma, poésie et roman : les mots contre l'oubli*, Rennes, PUR, 2016.

**C. Messiant**, *L'Angola postcolonial*, 2 vol., Karthala, 2009.

**R. Pélissier**, « Portugal : trois empires perdus », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* n° 107, 2012/3.

**V. Pereira**, *Exils. Témoignages d'exilés et de déserteurs portugais*, trad. I. Nunes, Chandeigne, 2022.

### L'émigration

**V. Pereira**, *La Dictature de Salazar face à l'émigration. L'État portugais et ses migrants en France, 1957-1974*, Presses de Sciences Po, 2012.

### A venir

#### ■ A la Fondation Calouste Gulbenkian

Célébration des 50 ans du 25 Avril « Mario Soares : l'exil d'un démocrate pro-européen ». Le 22 mars à 18 heures, au 54, bd Raspail, 75006 Paris. Présentation du livre de V. Pereira *C'est le peuple qui commande* (Éd. du Détour, 2023). Le 9 avril à 18 heures, au 54, bd Raspail, 75006 Paris.

#### ■ A Toulouse

Exposition itinérante « Alto (des)colonial ». Du 22 avril au 17 mai, au 5, allée Antonio-Machado.

#### ■ A l'université de Poitiers

Colloque « Les Œillets vus d'ailleurs. Répercussions et représentations du 25 Avril hors les murs ». Les 14 et 15 mars.

#### ■ A Sciences Po (CHSP)

Journée d'étude « La révolution des Œillets, un événement de portée mondiale ». Le 10 avril, au 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.

#### ■ A l'université Rennes-II

Colloque « Il était une fois la révolution... portugaise ». Du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin.



# L'Atelier des CHERCHEURS

## Amour et guerre au temps d'Al-Andalus

*Dans Le Collier de la colombe, mystérieux traité du XI<sup>e</sup> siècle qui combine poésie et anecdotes autobiographiques, le grand théologien Ibn Hazm mêle l'effondrement du califat de Cordoue et la description du trouble amoureux. Chef-d'œuvre de la littérature andalouse, il témoigne aussi du raffinement de la société de l'Espagne musulmane au Moyen Âge.*

**Par Gabriel Martinez-Gros**

**I**bn Hazm écrit *Le Collier de la colombe* voici mille ans, vers 1025. Ce livre sur l'amour, à peine mentionné dans les listes médiévales des œuvres de l'éminent juriste et théologien que fut son auteur, est aujourd'hui l'œuvre littéraire andalouse la plus célébrée. Ibn Hazm avait à peu près 30 ans quand il la composa et j'avais le même âge quand je la découvris, ou plutôt quand je découvris, avec elle, la vérité profonde du « sens secret » d'un texte.



**L'AUTEUR** Professeur émérite d'histoire de l'Islam à l'université de Nanterre, Gabriel Martinez-Gros a traduit de l'arabe, présenté et annoté *Le Collier de la colombe* d'Ibn Hazm (Actes Sud, 1992).

Dans ce récit où se mêlent vers raffinés et souvenirs autobiographiques, Ibn Hazm rapproche en effet deux réalités en apparence totalement étrangères l'une à l'autre, mais qu'il fait entrer en résonance, la logique de l'une expliquant l'autre : l'amour, celui qu'il a connu durant son enfance, au temps de l'apogée de l'Espagne musulmane, et la guerre civile qui a bouleversé sa jeunesse et ruiné le califat omeyyade de Cordoue, qui s'éteint définitivement en 1031. Pour Ibn Hazm et ses amis lecteurs, il existe une intime « correspondance », au sens de Baudelaire, entre ces deux termes. Le mot « *fitna* » désigne ainsi à la fois la passion amoureuse et la discorde politique. L'amour explique la guerre civile parce que les acteurs de cette tragédie politique se sont aimés et que leur amour a illuminé le monde avant de le détruire. Au moment où Ibn Hazm ►



عَلَى شَاهِدِهِ النَّهْرُ وَصُورَةُ الْبَيْتِ قَرِيبُ الْعُجُوزِ فَرُوفٍ عَلَيْهِ يَرْثِيهِ وَيَبْرُدُهُ  
وَمِمَّا بَارَأَ بَسْتَانٍ مِنْ بَسَائِقِ نَهْرٍ تَقَرَّرَ



فَالْقَلَمُ أَرْكَزَ لِي حَتَّى رَفَعَ عَيْنَيْهِ وَقَامَ عَلَى نَفْسِهِ وَمَوْعِظَتِهِ  
مِنْهُ مَسِيَّتٌ وَجَمَةٌ وَقُلْتُ لَهُ لَا بَأْسَ عَلَيْكَ بِرَحْمَةِ اللَّهِ مَا بَعَثَ فَرْجِعَهُ  
غَيْرَ بَانَتْ وَاحِدٌ مِنَ الْوُجُوهِ لَا تَحْكِي فَقَالَ لِي عِنْدَ مَا سَمِعَ عَدْلًا مَعْرِزَةً

**Obstacles** Bayad et Riyad est l'autre histoire d'amour andalouse, sans doute du XIII<sup>e</sup> siècle, dont on conserve un rare manuscrit illustré. Comme dans le récit de *Majnoun et Leïla*, matrice de l'amour arabe, les amants se heurtent à tant d'obstacles qu'ils doivent renoncer à s'unir. Mais, comme dans *Le Collier de la colombe*, la ville remplace le désert et s'y affirme la figure de l'entremetteuse, qui trouvera sa pleine stature dans le roman castillan de *La Celestina* au XV<sup>e</sup> siècle.



► écrit, le beau califat de Cordoue s'achève en chaos, comme toutes les adolescences heureuses, bercées par la protection familiale et les premiers émois de l'amour, se jettent dans la brutalité de l'âge adulte.

Expliquer la guerre civile andalouse du début du XI<sup>e</sup> siècle exige, pour en préciser les enjeux, un long détour historique dont les lecteurs contemporains d'Ibn Hazm n'avaient naturellement pas besoin. Le point de départ

le plus simple, c'est le rétablissement du califat omeyyade à Cordoue, en 929. « Rétablissement », car la famille des Omeyyades avait déjà, entre 661 et 750, exercé son autorité sur l'ensemble de l'empire islamique, avant d'être chassée de Damas par les Abbassides.

Mais les princes omeyyades n'avaient pas toujours appartenu à la « maison sainte » de l'islam. Clan dominant de la tribu mecquoise des Quraysh, où naquit le Prophète vers 570, les Omeyyades s'étaient d'abord opposés à la prédication de la nouvelle religion par leur cousin Muhammad, l'avaient obligé à s'exiler à Médine, puis avaient dirigé la résistance militaire de La Mecque à la guerre que lui firent les musulmans de Médine. Après une alternance de succès et de revers (624-629), ils se rallièrent finalement à l'islam partout en progrès, en échange d'une amnistie presque générale. Après la mort du Prophète en 632, ses successeurs – en arabe,

« califes » –, d'abord en butte à la révolte de l'Arabie, puis impatients de conquérir le monde, firent appel aux talents militaires et à l'intense réseau de relations tribales des Omeyyades.

Dès 644, un Omeyyade, Uthman, était élu calife (commandeur des croyants) par le conseil restreint des plus prestigieux Compagnons du Prophète. Après son assassinat, et au terme d'une guerre sanglante contre Ali, cousin et gendre du Prophète (656-661), l'Omeyyade Muawiya s'empara du califat et en fit une monarchie familiale. Ainsi, une génération après la mort de Muhammad, le monde des Arabes retrouvait ses assises naturelles, et ses maîtres omeyyades, que le souffle de la prophétie avait, un court moment, fait vaciller.

Bien sûr, cette revanche des ennemis du Prophète, leur mainmise sur une religion musulmane dont ils n'avaient pas voulu, soulevèrent d'inlassables oppositions. Le siècle omeyyade (661-750) fut celui des conquêtes arabes,

## LES SIÈCLES OMEYYADES

**661-750**

Règne de la dynastie omeyyade en Orient.

**711-715**

Conquête arabo-musulmane du royaume wisigothique.

**909**

Proclamation du califat fatimide en Afrique du Nord.

**929**

Rétablissement du califat omeyyade à Cordoue.

**994**

Naissance d'Ibn Hazm à Cordoue.

**1002**

Début des troubles après la mort d'Al-Mansur.

**1009-1031**

Guerre civile au sein du califat (la *fitna* en arabe).

**Vers 1025**

Rédaction du *Collier de la colombe*, alors même que les troubles sont omniprésents et que Ibn Hazm occupe des fonctions importantes.

**1031**

Chute du califat omeyyade de Cordoue, qui se fragmente en une vingtaine de principautés indépendantes, les *taifas*.

**1064**

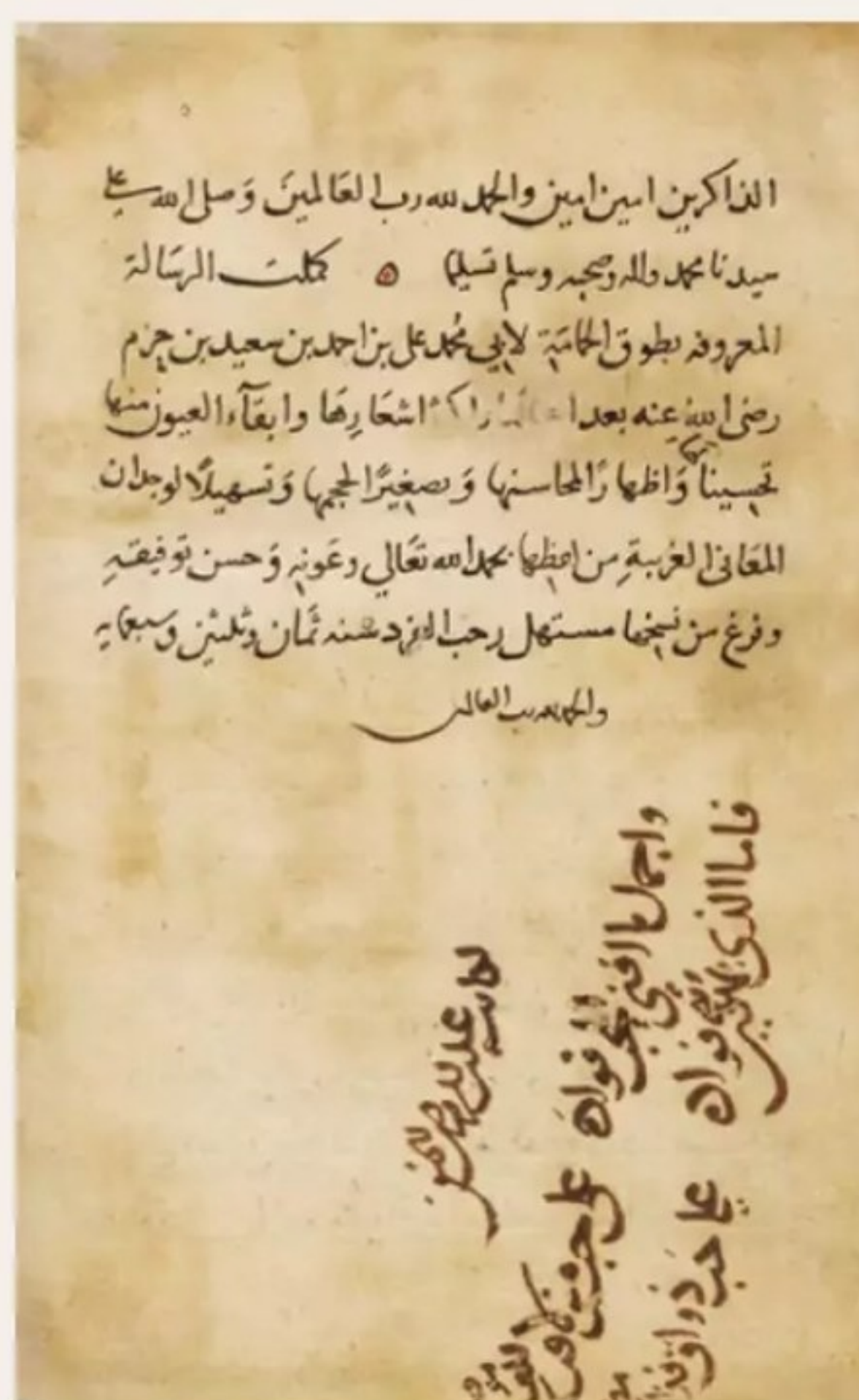
Mort d'Ibn Hazm.

**XIX<sup>e</sup> siècle**

Découverte du manuscrit dans la bibliothèque universitaire de Leyde par l'orientaliste Dozy.

### FOCUS

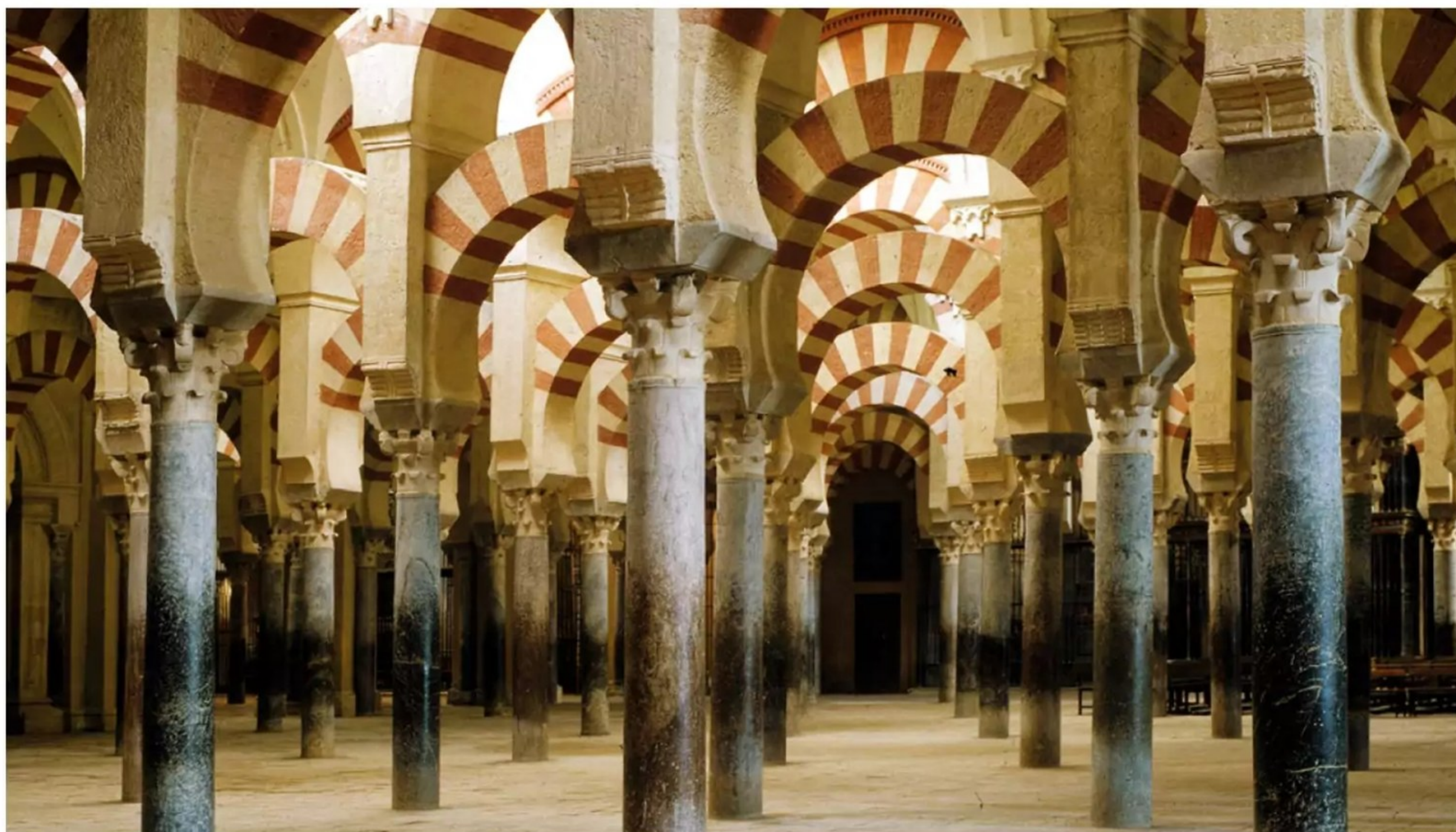
## « Le Collier », mode d'emploi



**Manuscrit** Il n'existe qu'un manuscrit du *Collier*, découvert au XIX<sup>e</sup> siècle à l'université de Leyde par l'orientaliste Dozy.

*Le Collier de la colombe* se divise en trois parties de dix chapitres. Dans chacun d'entre eux, Ibn Hazm s'intéresse à un aspect de l'amour, et l'enrichit d'anecdotes, dont il prend plaisir à rapporter les longues chaînes de transmission, ou de vers qu'il a composés. Sur le modèle de cercles qui se fermentaient pour mieux s'ouvrir de nouveau, une véritable progression en trois temps imprègne le livre, qui commence par « L'essence de l'amour » et se clôt sur « La plénitude de l'abstinence », du défi adressé à la société jusqu'à l'adhésion pleine et sincère à l'islam. Autobiographique sans s'y résumer, *Le Collier*, souvent comparé aux romans courtois, annonce davantage les analyses psychologiques du XVII<sup>e</sup> siècle comme *La Princesse de Clèves*.





**Mezquita** Édifiée au VIII<sup>e</sup> siècle, la mosquée de Cordoue est embellie par Al-Hakam II (961-976). C'est Al-Mansur (978-1002) qui achève l'agrandissement de la salle de prière dans ses dimensions actuelles.

entre Espagne (711-715) et Asie centrale. Ce fut aussi un siècle de guerres civiles, qui aboutirent enfin à la chute de la dynastie.

### L'amour isole

Dans le nord-est de l'Iran, une branche de la parenté du Prophète, les Abbassides, réussit à fédérer garnisons arabes et nouveaux convertis persans et à mener victorieusement l'assaut contre les Omeyyades, dont la capitale, Damas, tomba en 750. Le soulèvement abbasside était dirigé par un Persan de récente conversion, Abu Muslim, le premier non-Arabe à jouer un rôle de cette ampleur dans l'Islam. L'appui de l'Iran et de l'Asie centrale, plus tard des Turcs des steppes, marquera toute l'histoire de la brillante dynastie abbasside, à l'apogée de l'Islam médiéval.

Les Omeyyades furent exterminés. Un survivant, Abd al-Rahman, s'échappa, réussit à gagner le Maghreb, puis l'Espagne, où il fut accueilli en souverain par la garnison arabe syrienne du pays et proclamé émir (gouverneur) en 756. Les premiers émirs

“

DANS LE TEXTE

### Ibn Hazm

## « La pudeur l'empêchait de faire le premier pas »

J'ai connu une jeune esclave que l'extase avait frappée sous l'aspect d'un garçon d'une famille de Grands. Il n'en savait rien. L'affliction de la jeune fille redoubla et son désespoir s'étira jusqu'à ce que son amour la fît tomber en langueur [...]. La pudeur l'empêchait de faire elle-même le premier pas, car elle était vierge et scellée. De plus elle le plaçait trop haut pour tenter une attaque directe dont elle ne savait pas si elle serait payée de retour. A la longue, comme ce qui n'était que germe grossissait jusqu'à l'évidence aveuglante, elle laissa percer son secret auprès d'une femme d'une intelligence aiguisée. Sa confidente lui dit "Fais-toi claire en récitant un poème". Ce qu'elle

fit, plusieurs fois, mais il se refusait à entendre. Il était pourtant intelligent et vif. Mais il ne soupçonnait rien et n'inclinait pas à fouiller le double sens de ses propos. Enfin, la patience de la jeune fille s'égara, son cœur déborda, elle n'y tint plus. Une nuit qu'elle était avec lui et qu'ils étaient seuls, quand ce fut pour elle le moment de se lever, elle se précipita sur sa bouche et l'embrassa. Puis elle s'en fut sans un mot en ondulant... Il en resta interdit. Le feu prit dans son âme... Ce fut le début de leur amour qui vécut longtemps avant que la main de l'éloignement vînt dénouer leur union.”

*Le Collier de la colombe*, Actes Sud, 1992, trad. de G. Martinez-Gros, chapitre XX, « L'union », p. 114.





► omeyyades de Cordoue mènent, aux VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles, une existence frugale et retirée dans cette extrémité du monde, tandis que Bagdad, la capitale abbasside, prend toute la lumière, rassemble toutes les richesses, traduit toutes les sciences de la Grèce et crée la langue arabe classique. Puis, pour le dire comme Ibn Khaldûn, « *l'éclat de l'État [abbasside] s'obscurcit, comme toujours s'obscurcissent les États atteints par le luxe et la quiétude* ».

La dislocation de l'empire abbasside s'amorce après 870. En 909, partie des montagnes kabyles, une insurrection chiite s'empare de la Tunisie et y proclame le nouveau califat des Fatimides – du nom de Fatima, fille du Prophète, épouse d'Ali et mère des deux petits-fils de Muhammad. Pour la première fois, l'Islam est divisé entre deux allégeances durables, entre deux dynasties qui se partageront presque également ses territoires à la fin du x<sup>e</sup> siècle, lorsque les Fatimides auront conquis l'Égypte et s'y seront établis.

C'est dans ces circonstances, encouragés par le déclin abbasside et inquiets de l'essor fatimide, que les Omeyyades

de Cordoue reprennent à leur tour, en 929, le titre suprême de « calife » que leurs ancêtres avaient porté à Damas. Mais le califat ne se partage pas, pas plus que la papauté ou l'empire dans l'Occident médiéval. Se proclamer calife, c'est déclarer *ipso facto* l'imposition de ses rivaux en même temps que la justesse de sa cause. C'est s'engager dans un plaidoyer devant le

### Cette esclave qui se refusait à son maître amoureux, c'était Subh, la concubine du vieux calife Al-Hakam

peuple des musulmans. Or la cause omeyyade est faible. Les Abbassides et les Fatimides sont plus proches parents du Prophète qu'eux, et ils n'ont pas, comme les Omeyyades, combattu l'islam les armes à la main. Il est vrai que les Omeyyades ont un argument majeur : ils sont Arabes et le sont toujours restés, tandis que les Abbassides doivent tout aux Persans et que les Fatimides se sont élevés grâce aux

Berbères kabyles. Mais que vaut l'argument, lancé depuis la terre d'Espagne excentrée, isolée, romaine, fondamentalement étrangère aux Arabes ?

### Vieux souverain subjugué

Ibn Hazm, né en 994, d'un père ministre, avait sans doute entendu cent fois cette dispute que les Omeyyades soutenaient contre leurs ennemis. C'est ici qu'il y fait entrer l'amour, qui est, pour lui et ses lecteurs habitués aux métaphores et analogies, inséparable du destin des princes omeyyades. Oui, dit-il, l'amour isole. Il transporte ailleurs, où l'on est seul avec un seul autre. On peut s'éprendre en dormant de la créature d'un rêve, écrit-il dans *Le Collier* ; d'une voix dont on ne comprend pas les mots qu'elle prononce ; d'un regard qu'on ne croquera plus jamais. Il y a du délice à user en société de doubles sens qu'aucun assistant ne comprend sinon l'homme ou la femme qu'on vise, à briser ainsi la fonction de compréhension du langage au profit de sa force trouble de séduction.

Ibn Hazm raconte l'histoire de ce poète qui, un vendredi, abandonne le chemin de la mosquée et de la prière publique pour suivre, parmi les tombes qu'elle est venue laver, une femme qu'il ne reverra jamais. A son image, les Omeyyades se sont volontairement reclus sur cette terre d'Al-Andalus qu'ils ont aimée. Dans un célèbre chapitre de la première partie du *Collier*, qui résume toutes les formes de la retraite et de l'isolement, Ibn Hazm rappelle que tous les califes omeyyades qu'il a personnellement connus, et tous ceux dont ses parents et grands-parents lui ont parlé, étaient blonds ; et que lui-même, en fidèle disciple des califes légitimes, n'a jamais aimé que les blondes.

La blondeur est pourtant un défaut – puisque la poésie des Arabes n'exalte que le noir de jais. Le chapitre porte précisément sur ces défauts dont un premier amour, souvent oublié, a laissé la trace indélébile dans le désir : un cou un peu trop long, une bouche trop large, ou des cheveux trop clairs. Cette blondeur, les Omeyyades la tiraient de leurs mères esclaves, explique-t-il. Ils avaient ainsi épousé

“

DANS LE TEXTE

### Ibn Hazm

### « Tout son corps riait »

C'est un récit digne de foi, que je tiens d'un de mes amis de haute naissance, d'une maison sainte. Il s'était, dans son enfance, attaché à une jeune esclave qui servait dans une des demeures de sa famille. Elle lui était interdite et il en perdait le sens commun. « Un jour, me dit-il, nous partîmes en villégiature dans une de nos propriétés de la plaine, à l'ouest de Cordoue, avec mon oncle. Nous quittâmes les dernières habitations pour nous enfoncer dans les jardins, et nous égailler au bord des ruisseaux. Soudain le ciel s'assombrit et la pluie fondit sur nous. Il n'y avait pas, dans nos corbeilles, assez de

couvertures pour tout le monde. Mon oncle s'en fit apporter une et la jeta sur moi, puis il lui ordonna, à elle, de s'en couvrir avec moi. Tu ne soupçonneras jamais ce que j'eus là : une union qui ressemblait à une solitude, une compagnie qui nous isolait. » Il reprit : « Mon Dieu, je n'oublierai jamais ce jour-là. » Il me semble encore l'entendre raconter son histoire. Tout son corps riait, il s'ébrouait de joie... Mais qu'il était loin ce souvenir, et comme l'ombre du temps s'allongeait ! »

*Le Collier de la colombe*, Actes Sud, 1992, trad. de G. Martinez-Gros, chapitre XX, « L'union », p. 120.





les défauts de la terre qui les avait accueillis, et jouissaient de ce que le goût arabe réprouve. Mais il y a plus de sincérité et d'amour vrai à s'attacher à un défaut, qui vous oppose à l'opinion commune et vous isole, qu'à se soumettre à l'avis général en ces matières, car le sentiment vrai est par définition en rupture avec la majorité. Voilà pourquoi, aurait-il pu ajouter, les Omeyyades sont plus véritablement califes dans leur retraite andalouse que les Abbassides dans leur centralité bagdadienne.

### Le serviteur bat le patron

Né du germe de la dissidence, l'amour ne s'accomplit que dans l'inversion des hiérarchies sociales. En amour, le serviteur bat le patron, la jeune fille ridiculise le savant vénérable, l'esclave se refuse obstinément à son maître, qui accepte ce refus alors que la loi lui donnerait le droit de la prendre de force. A l'inverse, l'amour s'accomplit pleinement lorsque l'ordre en vient de l'inférieur, quand une jeune fille embrasse inopinément celui qu'elle désire, quand une esclave déchire sa précieuse tunique pour en

panser la minuscule égratignure de son amant.

C'est ici que l'explication de la guerre civile par l'amour s'imposait comme une évidence pour les contemporains d'Ibn Hazm. Car cette esclave qui se refusait par caprice à son maître amoureux, chacun la reconnaissait : c'était Subh, la concubine du calife Al-Hakam II (961-976), très jeune amante d'un vieux souverain subjugué, qui en eut son seul fils survivant, Hisham, dont il accorda à sa mère, contre toutes les règles du droit et du bon gouvernement, qu'il serait désigné calife à sa mort, bien qu'il fût mineur. De ce charmant sortilège sortit le gouvernement brillant, mais illégitime, d'Al-Mansur (978-1002), protégé de Subh, tuteur et régent d'Hisham II, l'enfant calife ; mais de là vint aussi, au bout du compte, la catastrophe.

En 1009, la famille omeyyade déclencha la guerre civile pour reconquérir le pouvoir au détriment du fils d'Al-Mansur, Sanjul, qui avait succédé à son père à la régence. Née d'un amour double, celui du calife Al-Hakam pour Subh, et celui de Subh pour Al-Mansur, la courte dynastie amiride (du nom

“

DANS LE TEXTE



## Ibn Hazm « Amoureux d'un soldat »

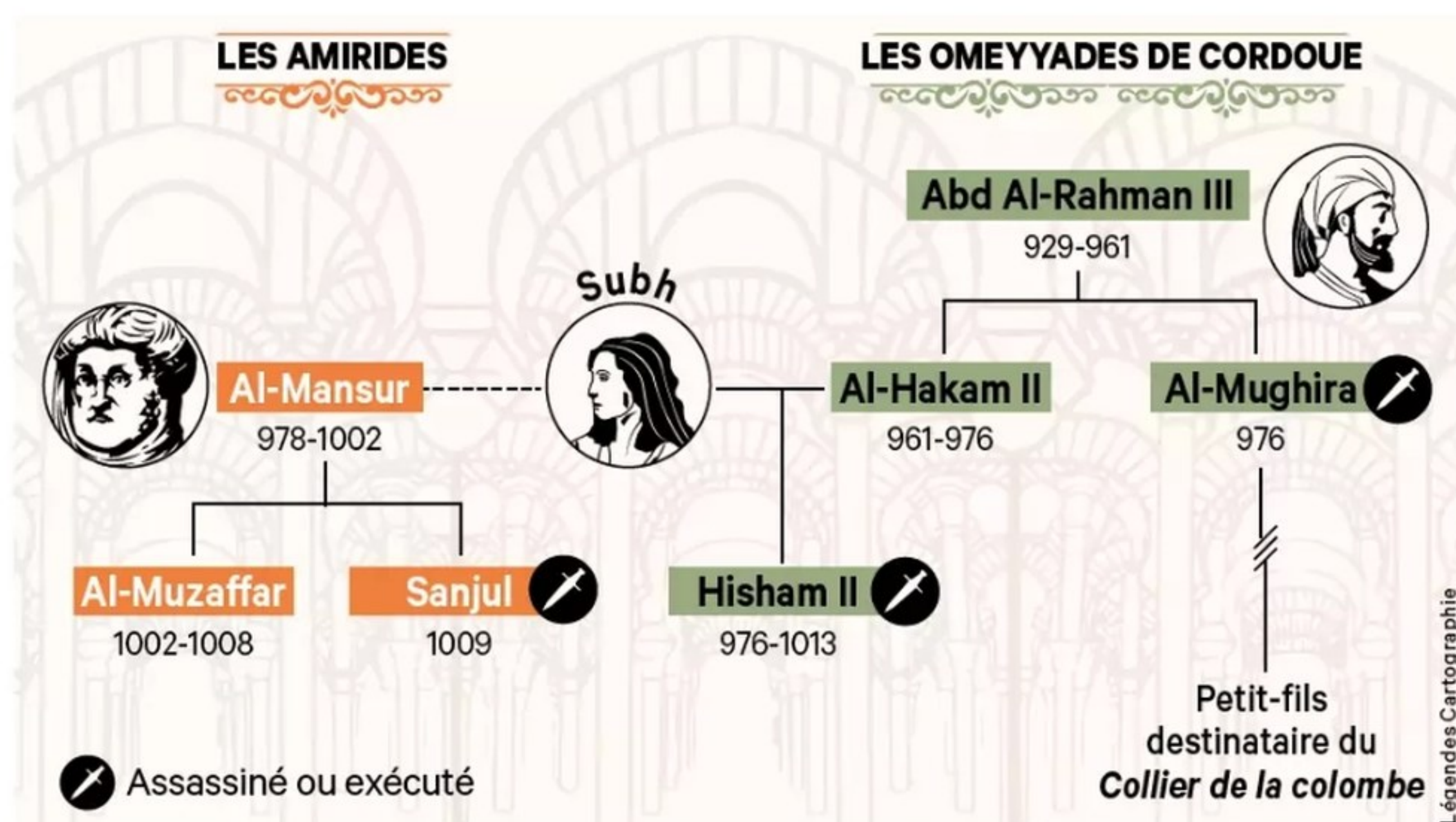
Une anecdote rapporte des amours homosexuelles, que la religion réprouve. Mais pour Ibn Hazm, bien que la pratique soit interdite, le sentiment est libre.

Je demandai à Ibn al-Tubni ce qui le rendait malade. Il était sans force, et l'épuisement avait terni les beautés de son visage. Seule y brillait encore la perle du regard qui rapportait l'histoire de ses traits d'autrefois. Un souffle l'eût fait voler, mais sa courbe inclinait vers la terre. La douleur se montrait à nu sur son visage. Nous étions seuls tous les deux et il me répondit : “Oui, je vais te l'apprendre. J'étais sur le pas de ma porte [...] au moment de l'entrée d'Ali ibn Hammud à Cordoue. Les armées la submergeaient, venues de toutes parts. Dans cette foule, je vis un jeune soldat... Je n'aurais jamais pu penser avant de l'avoir vu que la beauté eût une image vivante. Il prit d'assaut ma raison et occupa la chair de mon cœur. Je m'enquis de lui et on me dit : “C'est Untel, fils d'Untel. Ils habitent tel endroit” – une province très éloignée de Cordoue, trop loin pour moi. Alors je perdis tout espoir de le revoir. Mais sur ma vie Abu Bakr, cet amour ne me lâchera pas qu'il ne m'ait mené dans l'ombre de ma tombe.” Et il en fut ainsi. Je sais qui est ce jeune homme, je le connais, je l'ai vu. Mais j'ai renoncé à le nommer. Lui aussi est mort, et tous deux se sont rejoints auprès de Dieu Tout-Puissant, qu'Il leur pardonne. Et pourtant, Ibn al-Tubni n'était pas un esprit trouble [...]. Il ne savait pas rendre les duretés qu'on avait pour lui, nul ne lui ressemblait dans notre génération.”

*Le Collier de la colombe*, Actes Sud, 1992, trad. de G. Martinez-Gros, chapitre XXVIII, « La mort », p. 196.

### GÉNÉALOGIE

## Subh, l'esclave au cœur de la discorde



Profitant de la minorité d'Hisham II à la mort de son père Al-Hakam II en 976, le protégé de la concubine Subh, Al-Mansur, prend le pouvoir, dont hériteront ses fils Al-Muzaffar puis Sanjul. En 1009 les Omeyyades déclenchent une guerre civile contre cette usurpation. Elle dure jusqu'en 1031 et se solde par l'éclatement du califat en plusieurs royaumes.



## IMAGE

## La pyxide d'Al-Mughira



**Boîte à parfums** Elle pouvait contenir des bijoux ou des parfums. On voit ici des cavaliers omeyyades cueillant des dattes.

Cette pyxide conservée au musée du Louvre a été sculptée en 968 pour le jeune frère du calife Al-Hakam II, le prince Al-Mughira. Elle est taillée dans une seule défense d'ivoire massive d'éléphant âgé, et donc plus épaisse et lourde. La taille, l'épaisseur de la sculpture, la complexité de la composition des scènes figurées, la qualité du portrait des personnages, démontrent une virtuosité exceptionnelle que n'atteint aucun des objets du petit groupe d'ivoires travaillés dans les ateliers du palais. Le meilleur artiste a été convoqué pour tailler le plus bel objet destiné au personnage le plus important du califat après le calife, c'est-à-dire son héritier. Mais Al-Mughira ne régna jamais.

► d'Ibn Abi Amir, Al-Mansur) enlaça elle aussi les Omeyyades de sa passion. Jamais le califat des Omeyyades ne fut plus puissant que dans ce moment où les Omeyyades ne le gouvernaient plus. Al-Mansur exalta, par ses victoires militaires, entre 980 et 1002, contre les royaumes chrétiens du nord de l'Espagne, la gloire du califat comme la jeune esclave disait à son amant le prix qu'il avait pour elle en la-cérant sa tunique de prix.

L'issue de ce bonheur parfait fut cependant la guerre civile, longue d'environ deux décennies (1009-1031), qui laissa Cordoue en ruine, et les Omeyyades ou les Amirides également abattus au profit d'usurpateurs insignifiants. Le territoire andalou en sort divisé en une vingtaine de principautés, les *taifas* (« partis » ou « factions », en arabe).

Je pensais avoir mis un point final à l'enquête, quand Sophie Makariou, future directrice du département des Arts de l'Islam au Louvre, me convainquit

quelques années plus tard de la reprendre sur la foi d'un seul objet. Mais quel objet ! Le chef-d'œuvre des ivoires andalous, la pyxide (boîte à parfums) dédiée au prince Al-Mughira, un objet qui donne une profondeur supplémentaire à cette histoire.

### De ces passions mortelles émerge aujourd'hui l'un des plus grands livres de la littérature amoureuse

En 968, quand elle fut exécutée, trois ans après la naissance de Hisham, le prince héritier n'était pas le fils du calife, mais son jeune frère Al-Mughira, dont on peut calculer avec vraisemblance qu'il atteignait les 18 ou 19 ans de sa majorité – on sait qu'il en avait 27 quand il mourut huit ans plus tard. Dès lors que l'hypothèse fut posée, il ne nous fut pas trop difficile de reconstituer l'intrigue. Elle commence sans

doute vers 955, quand Abd al-Rahman III (913-961) prend les dernières dispositions touchant à sa succession. Son fils Al-Hakam (915-976) régnera après lui. Il a déjà 40 ans, ne s'est jamais marié, n'a guère de goût pour les femmes. La grammaire et la poésie, les sciences des Grecs et la piété, l'immense bibliothèque qu'il a acquise à prix d'or occupent ses journées. Son père l'estime fort, mais lui préfère le fils de sa vieillesse, Al-Mughira – il a 5 ou 6 ans en 955, et un nom qui sent le désert arabe des origines perdues.

### Un meurtre fondateur

Quand son vieux frère aura régné, dispose Abd al-Rahman, Al-Mughira sera calife. C'est ce plan bien établi que la séduction de Subh vient renverser, d'abord en donnant un fils survivant à Al-Hakam (en 965), puis en travaillant à le faire reconnaître héritier. Les poèmes de cérémonie qui illustrent les jours de fête au palais, entre 970 et 974, sont saturés d'une indécente flagornerie sur l'extraordinaire maturité du jeune prince Hisham (il a entre 5 et 9 ans), qui le rendrait digne du califat malgré les règles explicites du droit.

Contre l'emprise de Subh et de tout un parti qu'elle a su former, le vieux calife éperdu d'amour bute sur l'impérieuse prescription du père, dont ses plus proches serviteurs sont aussi les gardiens. Les chefs des esclaves slaves – d'origine européenne – qui administrent et gardent le palais ont en effet été achetés dans leur enfance par Abd al-Rahman III. Ils ont l'âge du calife Al-Hakam II, et la même piété filiale que lui pour le père disparu, admiré, autoritaire, écrasant. On devine que les générations les plus jeunes ont pris parti pour Subh, mais les plus âgés et les plus haut placés résistent à cette ambition féminine.

Subh remporte une ultime victoire en faisant reconnaître son fils comme héritier en 976. Mais quelques mois plus tard vient le moment décisif de la mort d'Al-Hakam II, au terme d'une longue maladie, en pleine nuit d'octobre, entre les bras des deux Slaves les plus proches de sa domesticité. Tous deux décident de rétablir le plan initial : Al-Mughira régnerait, comme



le souhaitait la grande majorité de l'appareil d'État, mais le pouvoir après lui reviendrait à Hisham, tout comme le règne d'Al-Hakam avait protégé et préparé celui d'Al-Mughira. C'était un bon plan, si Dieu en avait voulu ainsi, conclut le chroniqueur.

## Le voile de l'apaisement

Mais Dieu ne voulut pas. Les deux Slaves décident de convoquer le premier ministre Mushafi, acquis à Subh. Il faudra l'exécuter, opine le premier. Le second s'y oppose, par scrupule religieux. Mushafi, averti de la mort du calife et du plan des Slaves, convoque d'urgence la demi-douzaine de ceux dont Subh a fait la carrière. Si Mughira devient calife, nous n'échapperons pas à sa haine, leur dit-il. Il doit donc mourir. Ibn Abi Amir, le futur Al-Mansur, s'offre à aller le tuer. Mushafi s'en étonne, avant de remarquer qu'Ibn Abi Amir a un intérêt particulier au califat de Hisham, brève allusion à la relation amoureuse qu'il entretient avec Subh.

A la tête d'une cinquantaine de cavaliers, Ibn Abi Amir encercle donc la demeure retirée du prince, qu'il trouve calme et serein au petit matin. Il lui annonce la mort de son frère, l'avènement de son neveu Hisham. Al-Mughira comprend vite, jure fidélité à son neveu, promet tout. Ibn Abi Amir hésite, propose par écrit à Mushafi de l'épargner, et reçoit en retour un mot

furieux et méprisant. Il remet le billet au prince et lui tourne le dos. Aussitôt ses hommes étranglent Al-Mughira, puis le pendent dans un cabinet attendant au salon comme s'il s'y était suicidé – mais tout le harem a été témoin du meurtre. Le corps est donc enseveli à la hâte dans le salon, qui est aussitôt muré. La conspiration du bien a échoué. Ibn Abi Amir, devenu maître de l'État, aura tout loisir d'imputer le meurtre fondateur de son régime à Mushafi, qu'il aura fait entre-temps périr, de faim ou sous les coups, on ne sait, dans une fosse du palais.

Quelques années après, Subh sera reléguée par son amant, loin de son fils et des allées du pouvoir. Trente ans plus tard, en 1009, le fils déchu d'Al-Mansur dut baisser le sabot du cheval du Slave qui venait l'arrêter, fils d'un des esclavons d'Al-Hakam, qui le fit coucher, ligoté sur le côté avant de l'égorger comme un mouton. Encore quinze années et Ibn Hazm dédiait au petit-fils d'Al-Mughira, son ami, le premier poème du *Collier de la colombe*, en promettant d'y masquer tous les noms qui devaient encore l'être, comme pour jeter le voile de l'apaisement sur la vengeance et la haine. De ce tas misérable de passions mortelles n'émergent aujourd'hui que le plus bel ivoire andalou et l'un des plus grands livres de la littérature amoureuse des Arabes. ■

## LES JOURNÉES DE L'HISTOIRE DE L'IMA



Du 22 mars au 24 mars

• **Table ronde le 24 mars**  
organisée par *L'Histoire*  
« **L'amour dans l'Islam médiéval :  
un langage politique ?** »

avec Julien Loiseau,  
Hayet Amamou,  
Monica Balda-Tillier,  
Mathieu Eychenne

• **Conférence le 23 mars**  
sur « **Amour et mort : la fin  
du califat de Cordoue** »  
par Sophie Makariou  
et Gabriel Martinez-Gros

Rens. :

[www.imarabe.org/fr](http://www.imarabe.org/fr)



## MOTS-CLÉS

### Abbassides

Dynastie d'origine arabe, issue de la famille de Muhammad, mais largement soutenue par le monde iranien. Elle régna sur le califat entre 750 et 1258 après avoir détrôné les Omeyyades.

### Esclavons

Traduction de l'arabe *Saqaliba*, ce terme désigne les Slaves utilisés comme esclaves qui, une fois convertis, pouvaient occuper des positions de confiance, voire de pouvoir.

### Fatimides

Dynastie d'origine arabe, pratiquant l'islam chiite, ayant régné d'abord sur l'Afrique du Nord avant de conquérir l'Égypte et d'en faire le centre de son pouvoir, rival de celui des Abbassides.

### Taifa

De l'arabe homonyme signifiant « partie », « secte », « groupe », « troupe », ce terme renvoie aux petites entités politiques issues de la fragmentation du califat de Cordoue après la guerre civile de 1031. Elles sont dirigées par des dynasties arabes, berbères ou même esclavonnes, qui rivalisaient entre elles aussi bien par les armes que par les arts.

### Omeyyades

Dynastie d'origine arabe, issue de la puissante tribu des Quraysh, initialement opposée à Muhammad mais qui s'est ensuite hissée à la tête de l'empire arabo-musulman, sur lequel elle a régné de 661 à 750, avant de devoir s'exiler à Cordoue, où elle gouverna jusqu'en 1031.

## POUR EN SAVOIR PLUS



**Ibn Hazm**, *Le Collier de la colombe*, présenté et traduit par G. Martinez Gros, Actes Sud, 1992.

**S. Makariou**, *La Pyxide d'Al-Mughira*, Musée du Louvre-Éditions Somogy, préface d'Henri Loyrette, 2012 ;

*The al-Mughira Pyxis and Spanish Umayyad Ivories: Aims and Tools of Power*, Umayyad Legacies, édité par A. Borrut et P. Cobb, Brill, Leiden, 2010.

**G. Martinez-Gros**, *Identité andalouse*, Arles, Sindbad-Actes Sud, 1997.

**E. Tixier du Mesnil**, *Savoir et pouvoir en Al-Andalus au XI<sup>e</sup> siècle*, Seuil, 2022.



# Les enfants, au travail !

*En interdisant le travail aux moins de 12 ans, la loi de 1874 fait partie de cet arsenal législatif qui aurait amélioré le sort des enfants-ouvriers. Mais si elle a produit de réelles avancées, cette loi dite « Joubert » a surtout ménagé les intérêts des grands industriels en légalisant l'emploi des jeunes enfants dans les usines, au moment même où le rythme des cadences s'accélérait.*

**Par Didier Terrier**

Avec la multiplication des usines concentrées et mécanisées au XIX<sup>e</sup> siècle, le travail des enfants, s'il a toujours existé, prend un tour spectaculaire. Dans les mines à charbon, par exemple, leur petite taille est particulièrement appréciée, tout comme dans le secteur textile. C'est pourquoi, vers 1850, on estime que 15 à 20 % des enfants de moins de 14 ans sont employés dans l'industrie. Mais ce travail infantile, grâce notamment aux grandes enquêtes sociales comme celles de Parent-Duchâtelet ou de Villermé, va

progressivement être réglementé. Dans cette histoire de la protection des enfants, trois lois parcourent le siècle, abaissant progressivement l'âge légal à la première embauche et la durée quotidienne du travail des plus jeunes (cf. 66). Celle de 1874, dite loi Joubert, aurait, quelles que soient ses lacunes, introduit dans la législation une norme tardive mais décisive dans l'évolution des conditions de travail des enfants. Toutefois, si on la rapporte aux réalités du terrain, il faut inverser le sens de la lecture à faire de ce dispositif légal. Une loi peut être « *un simple paravent contre l'intolérable* » (Vincent Viet).

## Le parti des industriels

Au sortir de la défaite de 1870 et de la répression de la Commune, les conservateurs sont majoritaires au sein de l'Assemblée nationale élue et la République est pensée par beaucoup comme transitoire. S'il n'existe pas, au sein de l'Assemblée, de « parti industrialiste » revendiqué comme tel, un fil conducteur relie son centre gauche et son centre droit : la défense de l'économie de marché, de

la libre entreprise et de l'autonomie patronale.

La vivacité de la pensée libérale dans le monde des affaires a des conséquences politiques : des industriels, qui sont aussi des parlementaires, défendent pied à pied leurs intérêts en se montrant hostiles à toute régulation du travail. A leurs yeux, la main-d'œuvre infantile est indispensable parce qu'elle est beaucoup moins chère que celle des adultes pour des charges horaires équivalentes : quand un homme est payé 2 francs par jour, une femme reçoit 1 franc, un enfant de moins de 16 ans, 50 centimes. C'est pourtant au sein de cette Assemblée conservatrice qu'est votée la loi sociale de 1874 dont l'ambition proclamée est de protéger plus efficacement les enfants contre toutes les formes de pénibilité au travail. Comment expliquer ce paradoxe ?

Depuis la fin du Second Empire, l'opinion publique est de plus en plus sensible aux conditions de travail des enfants-ouvriers obligés, bien souvent, de travailler très durement, au détriment de leur santé. Elle trouve un puissant relais dans la Société de

**L'AUTEUR** Professeur émérite



à l'Université polytechnique des Hauts-de-France, Didier Terrier est spécialiste du monde du travail au XIX<sup>e</sup> siècle.

Il a notamment publié, avec Corine Maitte, *Les Rythmes du labeur. Enquête sur le temps de travail en Europe occidentale, XIV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles* (La Dispute, 2020).





**Ateliers** Une fabrique de tuiles vers 1900. Les enfants doivent porter à vive allure, jusqu'au séchage, des charges de près de 4 kg et sans cesse renouveler l'effort. « *La mesure raisonnable est dépassée* », déplore l'inspecteur du travail Blaise en 1876.

protection des apprentis et des enfants des manufactures, fondée en 1867 par le sénateur Jean-Baptiste Dumas, président du Conseil général de la Seine, assisté, entre autres, de Jean Dollfus, le grand manufacturier de Mulhouse, d'Eugène Schneider, le maître de forges du Creusot, et de Barreswil, l'inspecteur pour le travail des enfants dans le département de la Seine. Tout comme la loi de 1841, pour laquelle la Société industrielle de Mulhouse a joué un rôle d'initiatrice, celle-ci a pour ambition de concilier liberté du travail, droits dévolus à la puissance paternelle,

intérêts des entreprises et exigences de la concurrence internationale, le tout sans ignorer certains impératifs de prévoyance sociale.

Présenté en 1872 à l'Assemblée par un industriel et député monarchiste, Ambroise Joubert, le projet relatif à la protection légale des enfants-ouvriers entend fixer à 10 ans, au lieu de 8 ans, l'âge légal d'entrée sur le marché du travail, limiter à six heures la durée quotidienne du labeur entre 10 et 13 ans, voire 15 ans pour ceux qui ne disposeraient pas d'un certificat d'instruction primaire. Les enfants de moins de 13 ans ne pourraient plus

travailler dans les mines et le travail de nuit (entre 9 heures le soir et 5 heures le matin) serait interdit avant 16 ans.

Ces propositions sont en deçà de ce qu'avait proposé, en mars 1870, le ministre de l'Agriculture Louvet à Napoléon III. Il était alors question de fixer à 13 ans l'âge de la première embauche et de limiter le temps de travail quotidien jusqu'à 15 ans à dix heures. En se montrant moins ambitieux, Ambroise Joubert espère faire voter un texte qu'il sait contraire à l'opinion d'une majorité de députés hostile à toute réforme. D'ailleurs, le peu d'empressement, voire l'indifférence, ►



► qu'éprouve la majorité d'entre eux à propos d'un problème social pourtant aigu est manifeste : il s'écoule dix-huit mois entre l'entame de la discussion et le vote de la loi.

### De longs débats

Les tenants du projet de loi se situent pour l'essentiel au centre de l'échiquier politique. Ils entendent faire œuvre de philanthropie sans pour autant contrevenir aux intérêts des milieux entrepreneuriaux. C'est peut-être pour cela qu'à gauche, les républicains se montrent discrets, parfois absents : divisés, soucieux de se battre en priorité pour pérenniser le régime, assez éloignés, pour beaucoup d'entre eux, des réalités de la condition ouvrière, ils se méfient

### FOCUS

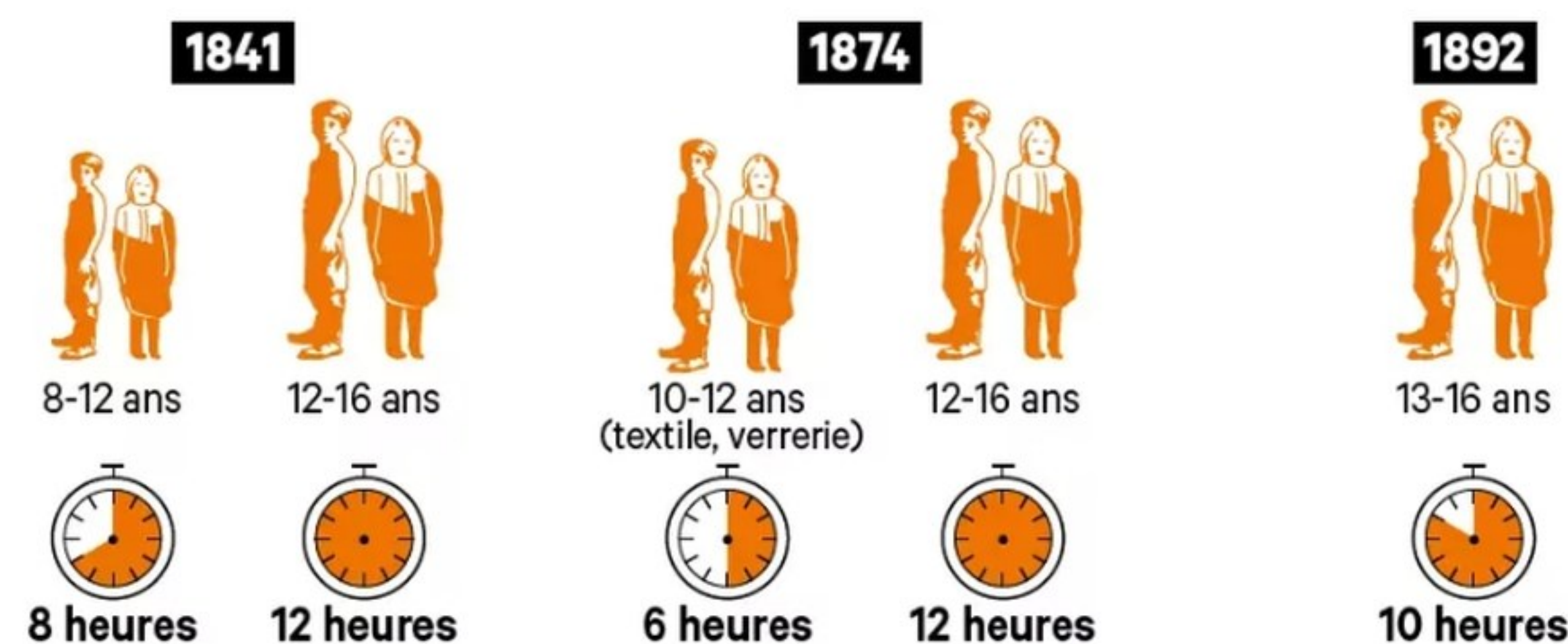
## Ambroise Joubert



L'homme à l'origine de la loi de 1874 était le député monarchiste de Maine-et-Loire Ambroise Joubert. Ce polytechnicien avait pris la tête, avec son frère, de l'ancienne manufacture royale de corderie d'Angers, devenue une filature de toiles à voile.

### CHIFFRES

## Une avancée très relative



Ces trois grandes lois protègent plus ou moins les enfants au travail. Celle de 1841 ne fut pas appliquée. Les dérogations et les nombreuses fraudes ont limité l'impact des deux suivantes.

d'un projet porté par un industriel catholique et monarchiste. A droite, en revanche, toute latitude est donnée aux députés industriels pour combattre le projet et l'amender le plus possible. Jules Leurent, filateur de coton à proximité de Tourcoing, est probablement leur chef de file.

Au terme de débats qui s'étirent en longueur mais ne mobilisent les députés que douze journées au total, l'élévation de 8 à 10 ans de l'âge au travail ne suscite aucune opposition : pour les tenants du parti industrialiste, il s'agit là d'une sorte d'alignement sur les pratiques en cours. Dans de nombreux secteurs, les enfants trop jeunes sont en effet désormais écartés : contrairement à ce qui était largement pratiqué dans les années 1840-1850, leur contribution à l'effort productif n'est plus considérée comme un apport, mais comme une charge : dans les filatures, par exemple, l'intensification du travail passe par une accélération des cadences, une attention plus soutenue et une discipline plus contraignante, autant d'exigences peu compatibles avec l'extrême jeunesse des enfants recrutés jusqu'alors.

Beaucoup plus discuté est le cas des enfants de 10 à 12 ans : là où Ambroise Joubert proposait pour les enfants de 10 à 13 ans révolus un « roulement alternatif » de six heures par jour afin de laisser une plage horaire réservée à l'école, la loi finalement votée retient l'âge de 12 ans mais pour un travail

à « temps plein », soit douze heures par jour. Et les dérogations sont nombreuses. Les filatures, la papeterie et la verrerie, grandes consommatrices de jeunes auxiliaires faiblement rémunérés, peuvent continuer à embaucher des enfants de 10 ans, moyennant la constitution de deux brigades (travaillant six heures chacune) à la journée. De même dans la papeterie, les sucreries, les verreries et, plus généralement, les usines métallurgiques, le travail de nuit pour les enfants de 12 à 16 ans reste possible.

L'application de la loi s'étend également aux ateliers de moins de vingt ouvriers, jusqu'ici exempts de toute contrainte légale. Enfin, un dé-

**Le travail de la terre et les activités à domicile ne sont pas pris en compte**

cret du 13 mai 1875 interdit aux enfants les tâches jugées les plus épuisantes, comme déplacer des charges trop lourdes, ou impulser le mouvement à des rouages en tournant une manivelle ou en actionnant des pédales. Mais il exclut du champ d'application de la loi le travail de la terre et l'ensemble des activités à domicile.

Les historiens ont, depuis longtemps et, à juste titre, insisté sur le caractère restrictif du champ



d'application de la loi de 1874 : y échappent en effet les plus gros bataillons de la main-d'œuvre infantile (soit ceux qui travaillent à domicile ou dans les champs) au nom de la prééminence de l'autorité patriarcale sur la loi : c'est en effet au père de famille de décider si son fils ou sa fille doit travailler la terre ou dans l'atelier familial afin de conjurer la misère. On estime ainsi que seuls 10 à 14 % des 4 millions d'enfants qui ont entre 10 et 15 ans sont concernés par la loi de 1874.

Encore faut-il qu'elle puisse être appliquée. Certes, la loi prévoit pour la première fois un corps professionnalisé d'inspecteurs du travail. Mais ils ne suffisent pas à la tâche, d'autant que leurs moyens sont limités. Reste en outre que la nouvelle législation n'est non seulement pas respectée partout, mais trop lacunaire pour obvier aux abus les plus criants. Or, les historiens ont passé sous silence le blanc-seing donné aux industriels pour contraindre la main-d'œuvre juvénile employée dans les usines à des rythmes de plus en plus intenses au cours de journées aussi longues, pour beaucoup d'entre eux, que celles imposées aux adultes.

## Travailler plus vite

Comment en est-on arrivé là ? Pour le comprendre, il faut revenir sur l'idée que se font les parlementaires du travail des enfants en usine. Celui-ci reste, tout au long des douze jours de débats qui lui sont consacrés, une abstraction. Contrairement aux Children's Employment Commissions et autres enquêtes qui, en Angleterre, donnent la parole aux principaux intéressés, l'enfant reste ici un inconnu privé de parole. Un seul homme fait exception : le médecin Théophile Roussel. Fort de son autorité scientifique, il dénonce à la tribune de l'Assemblée les incidences de la dépense musculaire sur la croissance du squelette et les conséquences des fatigues excessives sur le devenir des corps en formation. Mais, étrangement, il s'en tient à des généralités et se prive des apports les plus récents de la science médicale pour accréditer ses propos.



**Santé** Scène de triage de la laine par Gueldry, 1910. S'activant pendant des heures dans la chaleur et l'humidité, les jeunes filles respirent l'air saturé de poussières. La cadence est rude : les machines qui battent la laine n'attendent pas.

Ses adversaires conservateurs ont alors beau jeu de lui porter la contradiction. Habilement, ce sont eux qui, soutenus par la majorité conservatrice, et à l'unisson avec les porteurs du projet de loi, mettent l'accent sur la nécessité de réglementer le travail dans les petits ateliers. Mal équipés en machines, ateliers de potier ou tuileries par exemple, sollicitent la capacité musculaire de l'enfant au-delà de ses forces : lever, tirer, pousser, sautiller, sont des gestes qui « appartiennent à un autre âge ». Rien de tel dans les usines où le travail des enfants est un « bienfait » : « les fonctions de l'enfant sont plutôt des exercices de gymnastique », peut-on entendre dans l'enceinte parlementaire, où l'on se met à brandir l'idée de l'innocuité du travail précoce des enfants dès lors qu'une machine supplée à la force musculaire.

La journée de douze heures du petit rattacheur dans une filature de coton ne s'apparente-t-elle pas, après tout, au quotidien d'une fillette de la bonne bourgeoisie faisant, des heures durant, ses gammes au piano ? Pourquoi dans ces conditions placer l'industrie française en position d'infériorité par rapport à ses concurrentes ? Rien ne s'oppose non plus au recrutement des jeunes ouvriers à des fins d'apprentissage. Il permet aux familles pauvres d'améliorer leur ordinaire grâce au salaire, même modeste, perçu par leurs enfants. Ce sont là des arguments convenus. Mais en déplaçant les regards vers les petits ateliers vétustes dépourvus de force motrice et de machines, les députés du « parti industrialiste » légitiment le travail des enfants, livrés dans les



► usines à un corps-à-corps avec des mécaniques au risque d'être gravement surmenés.

Rien, dans la loi de 1874, n'est prévu pour éviter l'épuisement des enfants pris dans l'engrenage de l'usine, tendus vers la performance. Travailler plus vite et de manière quasiment ininterrompue : dans quantité de secteurs industriels, des enfants de moins de 16 ans sont désormais soumis à des cadences qui, non seulement s'accroissent, mais gagnent en régularité, de sorte que la moindre fréquence des pannes prive ces enfants-ouvriers de pauses inopinées. Dans les filatures de laine et de coton du Nord, par exemple, la généralisation du paiement aux pièces au détriment du paiement au temps, ou bien l'octroi de primes au rendement pour

les fileurs, rejaillit par ricochet sur leurs auxiliaires contraints de suivre la cadence qui s'accroît. D'ailleurs, il est fréquent que l'augmentation de la productivité s'accompagne de la baisse des tarifs et oblige le fileur, la dévideuse, d'autres encore, à entraî-

### Une loi présentée comme une avancée peut laisser la porte ouverte à bien des dévoiements

ner leurs auxiliaires dans une course sans fin pour faire progresser ou tout simplement maintenir le niveau des rémunérations.

Ni la loi de mai 1874 ni les décrets qui s'ensuivent ne disent mot de ce

nouveau contexte productif. Certes, celui-ci s'est installé progressivement et l'intensification du travail n'est pas récente. Mais, à l'issue du traité franco-britannique de libre-échange de 1860, l'âpreté de la concurrence internationale a souvent conduit, dans les usines, à une optimisation du temps de travail. Douze heures durant, des enfants de 12 ans (de 10 ans parfois) doivent s'adapter aux cadences qui s'emballent, surmonter la monotonie engendrée par la répétitivité des gestes, supporter l'environnement sensoriel, s'accommoder de la surveillance du contremaître sans relâcher leur attention, car il faut pouvoir intervenir à tout instant sur des machines qu'un rien dérègle.

Un journaliste du *Temps*, peu suspect d'empathie excessive envers le monde



**Cynisme** « Console-toi, mon garçon. Puisque ton père a été tué dans la mine, la Compagnie, qui ne recule devant aucun sacrifice, te réserve sa place », caricature du journal *Le Chambard socialiste* du 23 février 1895.

“

DANS LE TEXTE



### Dans « L'Humanité » En 1912, l'enfer des verreries

Aux maux qui accablent l'enfant au service de la verrerie : anémie, tuberculose, blessures, qui sont la conséquence de son travail, pourquoi faut-il ajouter encore les châtiments corporels qui sont le fait de certains ouvriers ou contremaîtres ? On ne peut passer cela sous silence. [...] Celui qui frappe les petits est celui qui n'a pas d'espoir, qui se laisse terrasser par la tâche, qui, brutalisé dans sa jeunesse, sans plus de raison, ne fait que rendre aux innocents les coups qu'il reçut des anciens.”

Cité dans *Les Frères Bonneff, reporters du travail. Articles publiés dans L'Humanité de 1908 à 1914*, présenté par N. Hatzfeld, Classiques Garnier, 2021, pp. 223-224.



ouvrier, décrit ce qu'il voit en 1880 dans une filature de Roubaix, six ans après la loi : « Sait-on en quoi consiste l'état de rattacheur ? Placé entre deux métiers renvideurs animés d'un mouvement de va-et-vient continu, un ouvrier suit de l'œil et de la main 250 bobines autour desquelles un fil va s'enroulant sans cesse. Qu'un de ces fils vienne à casser, il doit se rattacher aussitôt [...]. Debout douze heures, allant, venant, toujours aux aguets, mécanique vivante, cet ouvrier finit sans doute par s'habituer matériellement à sa fatigue, mais à travers les vagues et obscures réflexions qu'elle lui permet encore, à quelle tristesse ne doit-il pas parfois succomber ? [...] Écrivez donc de beaux discours sur la famille et sur l'humanité<sup>1</sup>. »

### Tension nerveuse

« S'habituer matériellement à sa fatigue » : le journaliste désigne ainsi la fatigue organique engendrée par les efforts physiques qu'il faut accomplir pour suivre la machine en la parcourant de manière longitudinale sur près d'une trentaine de mètres, tout en avançant, puis en reculant, au rythme des va-et-vient du banc de broches. « A quelle tristesse ne doit-il pas parfois succomber ? » : le recours inusité au vocabulaire des sentiments est ici une manière de dire la fatigue mentale de cet enfant-ouvrier que tout convie, dans l'usine, à vivre un accroissement de la tension nerveuse. Un inspecteur du travail comme Delattre, en poste un temps à Lille, le déplore au point de faire preuve de témérité : ayant constaté, en 1886, l'extrême fatigue des enfants employés dans les usines



**Surmenage** Les machines sont de plus en plus rapides, au risque d'engendrer du « surmenage », mot qui apparaît dans les années 1880. Ici, une filature aux États-Unis vers 1909.

de sa circonscription, il dénonce à son ministre de tutelle un crime de « lèse-humanité ». En vain.

Les lois scolaires ont-elles changé la donne ? Conséquence logique de l'adoption de la gratuité de l'instruction publique le 16 juin 1881, la loi du 28 mars 1882, votée sous l'impulsion de Jules Ferry, rend la fréquentation de l'école obligatoire jusqu'à 13 ans. En théorie, ni les enfants protégés par la loi, ni ceux placés sous l'autorité patriarcale, ne peuvent plus travailler de façon précoce. Cette loi a le mérite d'exister là où, dans un pays

comme la Belgique, il faudra attendre 1914 pour qu'elle soit mise en place et 1920 pour qu'elle devienne effective. Néanmoins, si son cadre reste très souple (ainsi, dès 11 ans, l'enfant titulaire du certificat d'études peut se soustraire à l'obligation scolaire), un absentéisme important est relevé sur tout le territoire : l'inscription scolaire ne signifie pas pour autant la fréquentation assidue de la classe, que ce soit en ville ou à la campagne. En dépit de la lutte menée contre l'absentéisme sous l'impulsion des commissions scolaires municipales et des maîtres, au début des années 1890, 7 à 15 % des enfants inscrits à l'école manquent ainsi la classe pour travailler en usine, plus encore à la ferme ou dans l'atelier familial.

En France, l'obligation scolaire ne pallie donc pas nécessairement les lacunes de la loi de 1874. Par ses silences, celle-ci n'est en rien, dans les usines, un marchepied vers moins de pénibilité pour les enfants au travail. Bien au contraire, au prétexte d'améliorations ponctuelles, elle permet de prolonger l'exploitation de la main-d'œuvre infantile là où sa présence est rentable. Vue du côté des industriels (des filateurs en particulier, mais aussi des verriers, des briquetiers, etc.), il est fort possible qu'elle soit en effet une manière d'adapter la législation aux besoins nouveaux qui se sont généralisés en une ou deux décennies. Une loi présentée comme une avancée peut ainsi laisser la porte ouverte à bien des dévoiements et s'avérer être, par-delà les ambitions affichées, une construction en trompe-l'œil. ■

### POUR EN SAVOIR PLUS

**C. Heywood**, *Childhood in nineteenth-century France. Work, health and education among the classes populaires*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 ; « Childwork in Europe », *Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe* [en ligne].

**J. Humphries**, *Childhood and Child Labour in the British Industrial Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

**F. Jarrige**, *Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences*, La Découverte, 2014.

**P. Kirby**, « Travail des enfants, risques

professionnels et législation industrielle dans les industries textiles et minières en Grande-Bretagne au début du XIX<sup>e</sup> siècle », *Le Mouvement social* n° 249, 2014/4, pp. 91-114.

**J.-P. Le Crom**, *Deux siècles de droit du travail. L'histoire par les lois*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 1998.

**C. Lemerrier**, « Loi de 1841 sur le travail des enfants, savoirs et société civile : quelques pistes de recherche », 2006 [en ligne]. halshs-00107455.

**D. Terrier**, « La protection légale des enfants au travail : une ambition en trompe-l'œil

(autour de la loi du 19 mai 1874) », T. Arnal, C. Maitte, T. Pillon, D. Terrier, *Le Corps au travail. Performance, discipline, fatigue*, Palerme, New Digital Press, 2021, pp. 299-329 [en ligne].

**V. Vilet**, *Les Voltigeurs de la République. L'inspection du travail en France jusqu'en 1914*, CNRS Éditions, 1994.

### NOTE

1. Cf. *Le Temps*, 23 mai 1880.



# La circoncision, une vieille énigme

*Qu'elle soit rituelle dans l'Égypte pharaonique, religieuse chez les Juifs et les musulmans, ou médicale aux États-Unis, la circoncision apparaît comme l'une des pratiques les plus anciennes et durables de l'histoire de l'humanité. Comment expliquer cette étrange mutilation ?*

**Par Roland Tomb**

**L**a circoncision (du latin tardif *circumcisio*, de *circumdere*, littéralement « couper autour ») représente sans doute la plus vieille énigme de l'histoire de la chirurgie. Elle consiste, sous sa forme la plus répandue, en l'ablation totale ou partielle du prépuce, qui laisse le gland du pénis à découvert. Cette pratique, remontant à l'Antiquité, voire à la préhistoire, est principalement effectuée pour des motifs culturels et religieux, mais aussi pour des raisons prétendument hygiéniques et prophylactiques (afin de prévenir les maladies). Elle

concerne, de nos jours, près de 1 garçon sur 4, soit 1 milliard d'hommes.

Depuis les descriptions d'Hérodote, l'Afrique, et en particulier l'Égypte, est considérée comme le berceau de la circoncision. Les traces archéologiques les plus anciennes proviennent de Saqqarah, vaste nécropole à l'ouest de Memphis. Sur un bas-relief de la tombe d'Ankhhmahor, vizir et architecte du roi Teti, a été gravée, vers 2345 avant notre ère, une intervention sur les zones génitales d'un garçon (cf. p. 72). L'interprétation de cette scène reste controversée. D'après ce que l'on peut voir, le prépuce n'est pas enlevé mais seulement incisé avec une coupure en forme de V (fente dorsale).

D'autres bas-reliefs et statues de l'Égypte pharaonique montrent des hommes nus circoncis, mais les abondants papyrus médicaux dont on dispose ne décrivent à aucun moment la procédure de cet acte. On ignore donc s'il s'agissait d'une pratique religieuse, sociale ou médicale. Pour

des périodes plus récentes (II<sup>e</sup>-I<sup>er</sup> millénaire av. n. è.), il n'existe presque aucune preuve de circoncision, bien que des hommes nus aient toujours été représentés. En revanche, durant la période gréco-romaine (à partir de 30 av. n. è.), tous les prêtres égyptiens devaient obligatoirement être circoncis.

## Dans la Bible

Ailleurs au Proche-Orient, le plus ancien témoignage de circoncision est attesté par trois statuettes du III<sup>e</sup> millénaire av. n. è. retrouvées dans le nord de la Syrie. La circoncision ne distinguait pas les Israélites des populations voisines mais c'est chez eux qu'elle a pris un caractère systématique et un sens religieux particulier. La circoncision apparaît en effet dans la Genèse. Elle aurait été primitivement un rite prénuptial. Les frères de Dinah s'opposent à son mariage avec le Cananéen Sichem car il est « *incirconcis* ». Un autre épisode de l'Exode

**L'AUTEUR** Doyen de la faculté de médecine de l'université Saint-



**Joseph de Beyrouth, au Liban,**  
Roland Tomb est l'auteur d'Histoire de la circoncision (PUF, « Que sais-je ? », 2022).



relate l'attaque nocturne de Moïse par Dieu, et va dans le même sens : « Cippora prit alors un silex, coupa le prépuce de son fils et en toucha le sexe de Moïse en disant : "Vrai ! Tu es pour moi un époux de sang." Et Yhwh le laissa. Elle avait dit : "Époux de sang", à cause de la circoncision. » L'expression « époux de sang » semble remonter à une époque de l'histoire d'Israël où la circoncision aurait été un rituel d'initiation qui préparait l'organe du fiancé à la procréation.

La circoncision israélite s'est ensuite transformée en une opération néonatale effectuée le huitième jour et liée à la promesse divine faite à Abraham : « Vous ferez circoncire la chair de votre prépuce, et ce sera le signe de l'alliance entre moi et vous. Quand ils auront 8 jours, tous vos mâles seront circoncis, de génération en génération » (Genèse, XVII, 11-12). Il est fort possible que ce changement de pratique soit survenu au VI<sup>e</sup> siècle av. n. è. au moment de l'exil babylonien, lorsque les Juifs furent confrontés à des populations mésopotamiennes qui ne pratiquaient pas la circoncision, contrairement aux voisins cananéens d'Israël et de Juda.

La pratique a évolué en trois étapes au fil des siècles : d'abord la *brit milah* – littéralement « alliance de la coupure » –, une amputation mineure, puis la *pri'ah*, une ablation totale du prépuce, pour éviter toute reconstruction, et enfin la *metsitsah bpé*, où le *mohel* (circonciseur rituel) suce le sang de la plaie pénienne, une pratique largement abandonnée en raison des risques d'infection.

Mais les modes d'action ne donnent pas d'explication sur cette pratique qui demeure un peu mystérieuse. Certains textes bibliques suggèrent également un lien entre circoncision et sacrifice. « Tu me donneras le premier-né de tes fils. Tu feras de même pour ton petit et ton gros bétail. Le premier-né demeurera



**Alliance** Chez les Juifs, ce rite marque l'alliance d'Abraham et de son peuple avec Dieu (miniature du XV<sup>e</sup> s.). Il est pratiqué le huitième jour de la naissance à l'aide d'un couteau (ci-contre, daté du XVII<sup>e</sup> siècle).

pendant sept jours avec sa mère puis, au huitième, tu me le donneras » (Exode, XXII, 28-29). La référence au « huitième jour » fait clairement allusion à la circoncision. Dans d'autres passages, Dieu demande que les premiers-nés mâles humains ou animaux soient « rachetés ». On peut donc supposer que la circoncision était aussi un « rituel de substitution » symbolisant, et rappelant, le sacrifice d'enfant.

Par ailleurs, le terme « circoncision » est souvent employé dans

la Bible de manière métaphorique. Un « cœur incirconcis » ne comprend pas (Jérémie, IX, 25), une « oreille incirconcise » n'écoute pas (Jérémie, VI, 10), et des « lèvres incirconcises » ne peuvent pas parler (Exode, VI, XII, 30). Le Deutéronome demande de « circoncire le cœur », ce qui constitue pour le prophète Jérémie la « véritable » circoncision.

Il en allait tout autrement dans le monde grec, où la circoncision était perçue comme une violation de l'esthétique : un gland visible chez un homme était un signe d'excitation sexuelle et



► d'indécence. Après la conquête du Proche-Orient par Alexandre le Grand au IV<sup>e</sup> siècle avant notre ère, les Juifs furent ainsi exposés aux railleries dans les bains publics ou les compétitions athlétiques que l'on pratiquait nu. Si l'on en croit le livre des Maccabées, la circoncision pouvait même devenir

une question de vie ou de mort. Au II<sup>e</sup> siècle av. n. è., pour réprimer une révolte, le roi séleucide Antiochus IV Épiphane aurait condamné à mort tout parent coupable d'avoir circoncis son nouveau-né. Face à cette oppression, certains Juifs essayèrent d'effacer de façon permanente toute trace

de circoncision, en recréant chirurgicalement un prépuce.

La conquête romaine changea un peu la donne car l'empire afficha une certaine tolérance pour la circoncision, à condition qu'elle ne soit jamais effectuée chez un non-Juif. Mais son attitude varia selon les époques. Vers 132, par exemple, l'empereur Hadrien fit condamner à mort ceux qui la pratiquaient, provoquant, selon la tradition, la révolte de la Judée.

IMAGE

## La plus ancienne représentation



**Bas-relief** Une scène de circoncision datée du III<sup>e</sup> millénaire av. n. è.

C'est sur une tombe égyptienne, dans la nécropole de Saqqarah, que l'on a retrouvé la plus ancienne représentation d'une circoncision. Il s'agit d'un bas-relief gravé sur la porte de la tombe d'Ankhmahor, vizir et architecte du roi Teti, vers 2345 avant notre ère. On y voit un garçon de 10 à 12 ans debout, sa main gauche sur la tête d'un homme accroupi

devant lui, sans doute un prêtre, qui incise son prépuce avec une coupure en forme de V. Au-dessus du personnage, sont inscrits des mots adressés à son assistant situé derrière le garçon : « *Tiens-le fermement, ne le laisse pas tomber.* »

L'assistant lui répond : « *J'agirai pour ta gloire.* » On ignore s'il s'agissait d'une pratique religieuse, sociale ou médicale.

## Les chrétiens choisissent le baptême

En tant que Juif, Jésus fut circoncis le huitième jour (Luc, II, 21), mais la circoncision n'a pas été reprise par le christianisme. Au sein de l'Église naissante, cette question se posa lorsque les apôtres commencèrent à convertir avec succès les non-Juifs. Paul comprit qu'exiger la circoncision serait un obstacle à la conversion massive et donc à la diffusion de la « Bonne Nouvelle ». A ses yeux, elle contrevenait à l'éthique de Jésus-Christ : « *Quelqu'un était-il circoncis lors de son appel [du Christ] ? Qu'il ne se fasse pas de prépuce. L'appel*

## Au XIX<sup>e</sup> siècle, les médecins en firent la promotion pour traiter des maux orthopédiques

*l'a-t-il trouvé incirconcis ? Qu'il ne se fasse pas circoncire* » (Épître aux Corinthiens, VII, 18).

Paul, qui connaissait les « *cœurs circoncis* » de la Torah et du prophète Jérémie, étendit donc et réinterpréta l'ancienne distinction entre circoncision physique et spirituelle : « *Le vrai Juif l'est au-dedans et la circoncision dans le cœur, selon l'esprit et non pas selon la lettre* » (Épître aux Romains, II, 29). A la circoncision juive, les chrétiens ont substitué le baptême : la circoncision du cœur avait gagné.

Avec l'islam, le foyer de la circoncision allait s'élargir. Il est probable que, dans l'Arabie préislamique, divers types de circoncision ont dû coexister. Ainsi, le poète Imru al-Qays (mort vers 540) aurait traité l'empereur



byzantin d'« aghlaf » (« incirconcis »). Bien qu'elle ne soit mentionnée nulle part dans le Coran, la circoncision s'impose à tous les musulmans. On trouve sa trace dans les *hadith* (les « dits » du Prophète).

Contrairement à la *brit milah* juive, la circoncision musulmane n'a jamais été ritualisée. L'âge de l'intervention varie d'une région à l'autre : entre 3 et 5 ans dans le Maghreb, vers 7 ans en Turquie, mais l'âge baisse au fur et à mesure que l'on monte dans l'échelle sociale. Dans beaucoup de pays musulmans, la circoncision est l'occasion de cérémonies familiales, sauf dans les pays où l'accouchement tend à devenir strictement intra-hospitalier et la circoncision, néonatale.

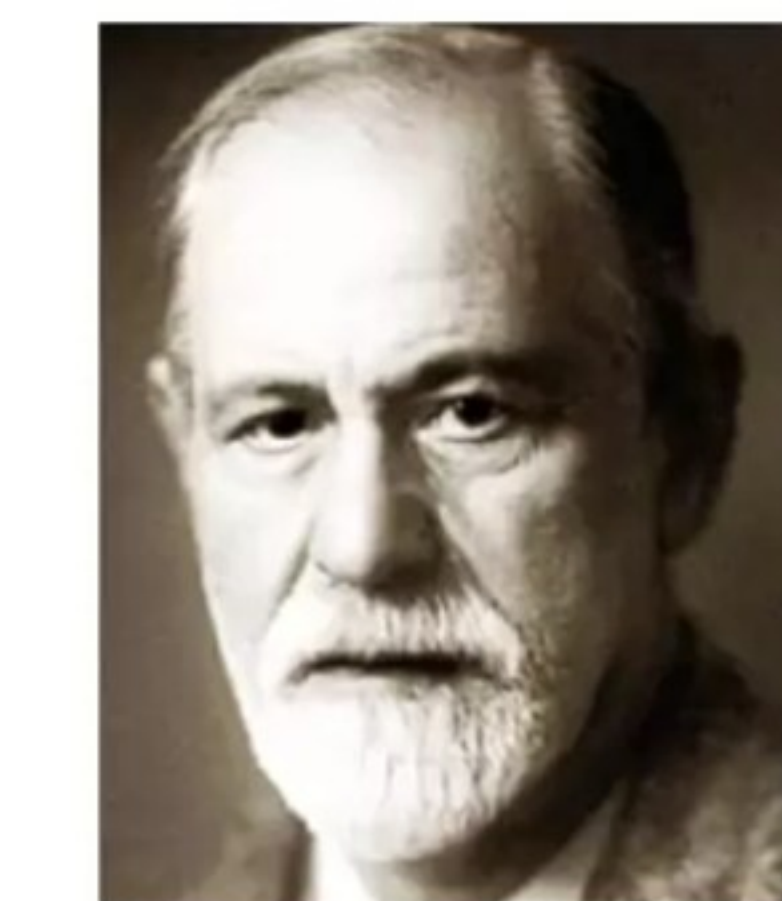
Le médecin et philosophe juif Maïmonide, installé au Caire, évoque dans le *Guide des égarés* la circoncision. Dans ce texte de 1190, il se demande pourquoi Dieu aurait créé l'homme avec quelque chose à enlever. Sa réponse était que la circoncision n'était pas une correction physique, mais morale. En supprimant une source de tentation charnelle, elle favoriserait la spiritualité et aiderait à maîtriser l'obsession sexuelle.

Avec l'islam, la pratique se répand vers l'Afrique (où elle existait déjà), l'Asie et, dans une moindre mesure, l'Europe. Mais, pendant des siècles, le Vieux Continent feint d'ignorer cette coutume. Paradoxalement, et malgré l'abondance des tableaux représentant la circoncision du Christ, l'Enfant Jésus, quand il figure nu sur les genoux de la Madone, est toujours représenté non circoncis. Il en va de même pour d'autres personnages bibliques, dont l'archétype est devenu le *David* de Michel-Ange.

## Une affaire de médecin

Les premières condamnations de cette pratique jugée mutilante et anachronique se font jour à l'époque des Lumières chez les Juifs progressistes. Mais, au même moment, celle-ci resurgit, de façon inattendue, notamment en Grande-Bretagne et aux États-Unis, comme une procédure médicale.

C'est à travers le combat contre la masturbation qui obsède les praticiens



**FREUD :**  
une castration symbolique  
« *Substitut symbolique de la castration* », elle est pour Freud un acte de soumission envers l'autorité du père de la « horde primitive ».



**BETTELHEIM :**  
une blessure symbolique  
Le saignement initial imposé au sexe masculin revient à usurper le privilège féminin que constitue le saignement menstruel.



**POUILLON :**  
une séparation  
Le prépuce renvoie aux « lèvres », l'élément féminin à supprimer chez le garçon tandis que l'ablation du clitoris retire le masculin chez la fille.

que la circoncision allait être prônée. En 1760, à Paris, le médecin genevois Samuel Auguste Tissot publie *L'Onanisme. Dissertation sur les maladies produites par la masturbation*. Cet ouvrage eut un retentissement international et Tissot fut couvert d'éloges par les cours royales européennes, par le pape et même par Voltaire et Rousseau. La masturbation était selon Tissot un fléau à l'origine des troubles les plus divers : affaiblissement des facultés intellectuelles, de la mémoire, de la vue et de l'ouïe ; arrêt de la croissance ; vieillissement précoce ; tumeurs des testicules, de la verge ou de la vessie...

La médecine occidentale a même identifié la masturbation comme cause de maladies mentales : c'était la prétendue « folie masturbatoire ». Une autre théorie viendra s'y ajouter, celle de « l'irritation réflexe » (*reflex neurosis*) : le dysfonctionnement de n'importe quelle partie du corps pouvait agir réflexivement pour endommager une autre partie du corps ou de l'esprit. Le prépuce apparut dès lors comme le coupable idéal à éliminer à tout prix : la circoncision revint

en force, comme un prétendu frein à la masturbation. Cette dernière passa insensiblement du registre de la transgression religieuse à celui de la maladie ; le traitement proposé glissa lui aussi du registre des rituels religieux à celui de la thérapeutique chirurgicale.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la circoncision connut un essor inattendu aux États-Unis grâce notamment à Lewis Sayre, un orthopédiste new-yorkais qui annonça en 1870 avoir guéri un garçon paralysé rien qu'en

retirant une partie de son prépuce. D'autres expériences similaires eurent des résultats spectaculaires chez des patients souffrant d'affections diverses (pied-bot paralytique, inflammation de la vessie, tuberculose pelvienne, épilepsie...). Un autre médecin réputé, Peter Charles Remondino, publia en 1891 *History of Circumcision* : il fit la promotion de la circoncision non seulement pour décourager la masturbation ou guérir certaines affections, mais aussi pour immuniser les enfants contre la tuberculose, le cancer, la syphilis, la poliomyélite...

L'intervention, de curative, devint prophylactique, au point que la

## FOCUS

# Ce qu'en dit la psychanalyse

## CHIFFRE

**50 %**

C'est le pourcentage d'hommes américains circoncis en 2015 ; ils étaient 80 % dans les années 1960



► majorité de la population masculine américaine se fit circoncire : entre 1910 et 1940, le nombre d'hommes circoncis est passé aux États-Unis de 35 à 60 %. Intervenir chirurgicalement sur des individus sains pour prévenir les maladies futures était un geste médical sans précédent. Dans les années 1920 pourtant, peu de médecins adhéraient encore aux arguments extravagants qui consistaient à préconiser la circoncision pour empêcher la masturbation ou traiter des maux orthopédiques. Mais on trouva d'autres motifs pour poursuivre la pratique. Ainsi, pour prévenir les maladies gastro-intestinales, les pédiatres recommandèrent la circoncision des nouveau-nés en même temps que l'abandon du lait maternel au profit de laits maternisés.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, face au boom des maladies vénériennes, la circoncision fut proposée comme prophylaxie. On suggéra aussi qu'elle pouvait prévenir les infections des voies urinaires. Elle fut recommandée pour prévenir les cancers du pénis et de la prostate ou même du col de l'utérus (chez les partenaires féminines). Toutes ces théories connurent un certain succès, avant d'être à leur tour abandonnées.

En 1986 encore, l'urologue Aaron Fink avança cependant l'idée, dans le *New England Journal of Medicine*, que la circoncision pouvait protéger du

### Toutes les sociétés qui pratiquent l'excision féminine effectuent aussi la circoncision des garçons

sida. Des essais contrôlés randomisés, menés dans les années 2000 en Afrique subsaharienne, semblèrent confirmer que la circoncision réduisait la transmission du VIH chez les hommes hétérosexuels, mais négligèrent d'examiner l'impact sur les femmes. Pour les agences de l'ONU, la circoncision devint une stratégie de plus dans la lutte contre l'épidémie de sida. Par la suite, tous ces essais firent l'objet de nombreuses critiques



**Sida** A Abidjan, en Côte d'Ivoire, en 1997, la circoncision était encouragée pour prévenir la transmission du VIH. Selon l'OMS, l'opération pourrait faire chuter le risque de contamination de la femme à l'homme de 60 %.

méthodologiques dans la littérature scientifique, et en France, notamment par le Conseil national du sida.

En Grande-Bretagne, en 1950, des circoncisions néonatales firent des blessés et même des morts : le National Health Service élimina cette pratique de la liste des procédures agréées. Dès lors, la proportion de nouveau-nés circoncis à l'hôpital tomba à moins de 1 %. Mais, outre-Atlantique, des médecins et des parents continuaient à la pratiquer. Pourtant, l'American Academy of Pediatrics déclara, en 1971, « qu'il n'y a pas d'indication médicale valable pour la circoncision durant la période néonatale ». Cet avis marqua le début du déclin de la circoncision néonatale aux États-Unis. Soumise à rude pression, l'Académie américaine dut revoir la question, notamment en 1989 puis en 1999, pour finir par laisser les parents décider de ce qui est dans l'intérêt de l'enfant, pour des « raisons culturelles, religieuses et ethniques ».

Pour les tenants de l'« intégrité génitale », la volte-face médicale est une victoire : la proportion de nouveau-nés « intacts » – selon leur terminologie – n'a cessé de croître depuis

lors. Ces « intactivistes » considèrent la circoncision comme une mutilation et une violation de l'intégrité corporelle, occasionnant des souffrances physiques et psychiques.

La controverse entraîna une réaction des pouvoirs publics dans plusieurs pays. En Afrique du Sud, depuis 2005, la circoncision des garçons de moins de 16 ans est interdite, sauf pour des raisons religieuses ou médicales avérées. Dans les pays scandinaves, des initiatives populaires voulant interdire la circoncision furent repoussées. En 2012, l'interdiction de la circoncision par un tribunal de Cologne déclencha une controverse juridique et politique majeure : la chancelière Angela Merkel réagit avec célérité en faisant voter une loi qui rendit de nouveau licite la circoncision rituelle tout en la soumettant à un encadrement médical précis.

### L'impossible rationalisation

La circoncision religieuse reste aujourd'hui la plus répandue. Portée par deux religions, le judaïsme et l'islam, qui la diffusèrent bien au-delà de son foyer oriental, puis par une culture



américaine imprégnée de biblisme, de puritanisme et d'hygiénisme qui la diffusa jusqu'en Extrême-Orient (Corée du Sud, Philippines), la circoncision a connu bien des péripéties à travers les siècles. En Afrique, en Australie, en Polynésie où elles sont présentes depuis des millénaires, les altérations génitales, masculines et féminines, correspondent surtout à un « rite de passage ».

En Afrique subsaharienne, la prévalence de la circoncision varie d'une ethnie à l'autre. Le plus souvent, elle ratifie l'entrée de l'adolescent dans la vie adulte. Dans certains groupes, le prépuce est considéré comme un élément féminin dont l'ablation va transformer l'enfant en homme. En Océanie, comme en Afrique, ceux qui, pour une raison ou pour une autre, n'ont pas été circoncis sont rejetés et mis à l'écart. Chez certains Aborigènes d'Australie, personne n'accepterait de nourriture venant

d'un jeune homme non circoncis. De même, dans la plupart des sociétés où l'excision féminine est pratiquée, aucun homme n'épouserait une femme non excisée et aucune femme n'épouserait un homme non circoncis. A noter que l'excision féminine n'existe nulle part isolément : toutes les sociétés qui la pratiquent effectuent aussi la circoncision des garçons.

La circoncision apparaît comme l'une des pratiques les plus durables de l'histoire de l'humanité. « Une mutilation aussi étrange, que l'on retrouve sur tous les continents, chez les peuples les plus primitifs, comme chez les plus civilisés, doit refléter de profonds besoins », estimait en 1977 l'anthropologue Bruno Bettelheim. Son apparition dans tant de cultures différentes, anciennes et modernes, la variété des significations qu'on lui a attribuées rendent cependant difficile une explication universelle. La diversité des âges auxquels elle est pratiquée, des

techniques utilisées et de l'étendue de l'exérèse dissuadent de voir une équivalence entre toutes ces blessures phalliques. Leurs motivations ont été obscurcies par des millénaires de rationalisations mythologiques, religieuses ou médicales. Sans qu'aucune soit vraiment convaincante. ■

#### POUR EN SAVOIR PLUS

**J.-C. Attias**, *Dieu n'a pas créé la nature*, Cerf, 2023.

**B. Bettelheim**, *Les Blessures symboliques. Essai d'interprétation des rites d'initiation*, Gallimard, 1977.

**M. Chebel**, *Histoire de la circoncision, des origines à nos jours*, Balland, 1992.

**S. J. D. Cohen**, *Pourquoi les femmes juives ne sont-elles pas circoncises ?*, Cerf, 2015.

**D. Desjeux**, *Le Marché des dieux. Comment naissent les innovations religieuses, du judaïsme au christianisme*, PUF, 2022.

**R. Tomb**, *Histoire de la circoncision*, PUF, « Que sais-je ? », 2022.

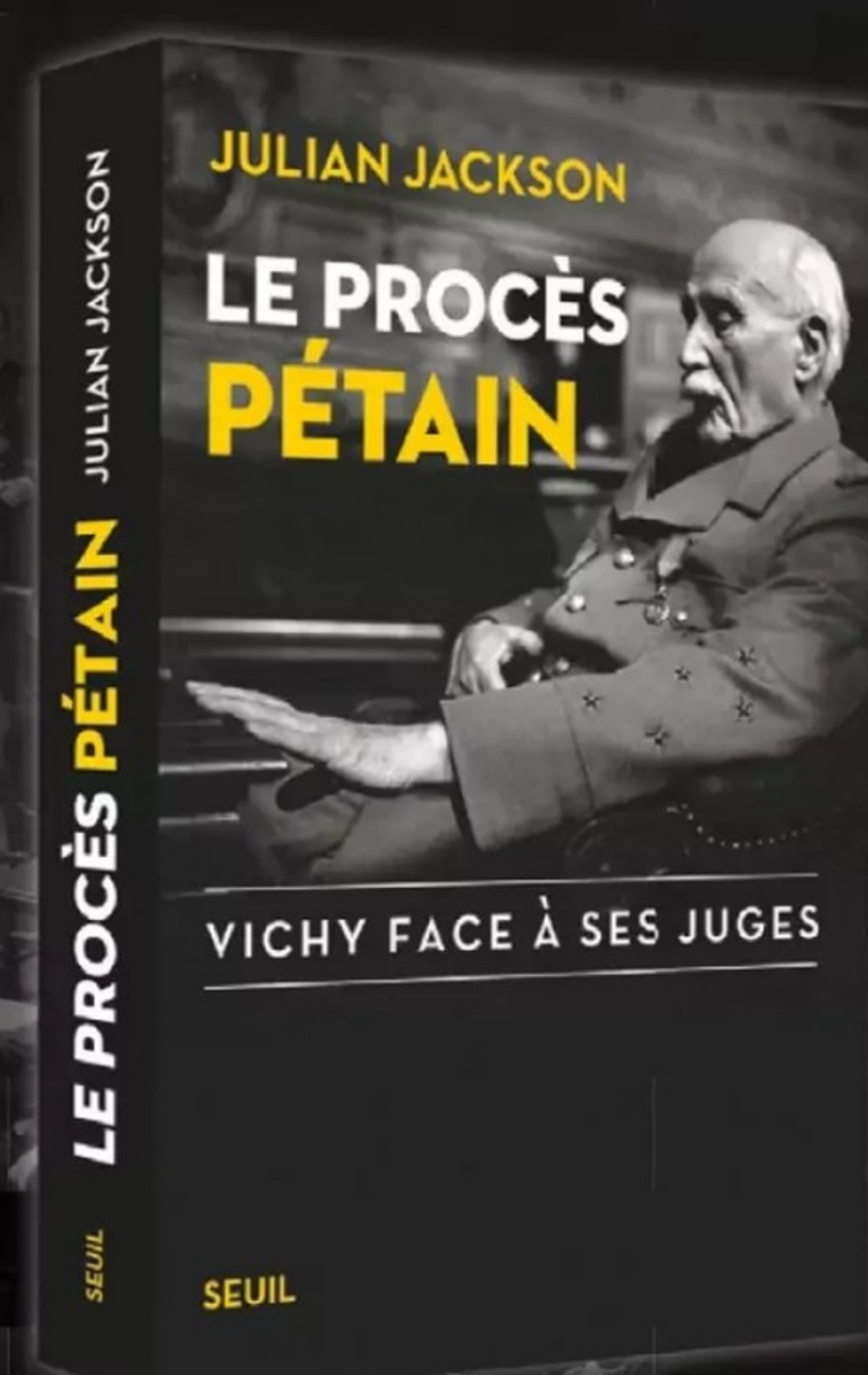


# JULIAN JACKSON

## UN DRAME BIEN FRANÇAIS

Le procès **le plus décisif** de notre histoire au XX<sup>e</sup> siècle

PAR L'AUTEUR DE LA BIOGRAPHIE À SUCCÈS **DE GAULLE**



JULIAN JACKSON

LE PROCÈS PÉTAIN

SEUIL

SEUIL





# Théâtre à la foire Saint-Germain

Par Martial Poirson

**P**einte après l'incendie de la foire Saint-Germain en 1762, cette miniature célèbre ce vaste marché couvert qui, depuis le <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, animait l'actuel quartier de l'Odéon à Paris entre les mois de février et d'avril. Tandis que la foire Saint-

Laurent, en plein air, était le rendez-vous des artisans, commerçants et bourgeois, la foire Saint-Germain, abritée des intempéries, était spécialisée dans le commerce de luxe. Voisinant avec des dresseurs d'animaux ou des danseurs de corde, des théâtres y offraient des spectacles variés : comédies, parodies, marionnettes... Afin de contourner les interdictions liées au monopole de la Comédie-Française et de l'Opéra, les forains ont inventé de nouvelles expressions artistiques, et font jouer des pièces en monologue, en jargon, en pantomime... ■

## FICHE TECHNIQUE

### Une miniature sur tabatière

Cette miniature sur vélin de 8 cm sur 6 cm, qui représente la foire Saint-Germain, a été peinte par Louis-Nicolas Van Blarenberghe en 1763 sur une tabatière. Elle est conservée à la Wallace Collection de Londres.

**L'AUTEUR** Professeur à l'université



**Paris 8, Martial Poirson** a notamment publié Molière. La fabrique d'une gloire nationale (Seuil, 2022).





1

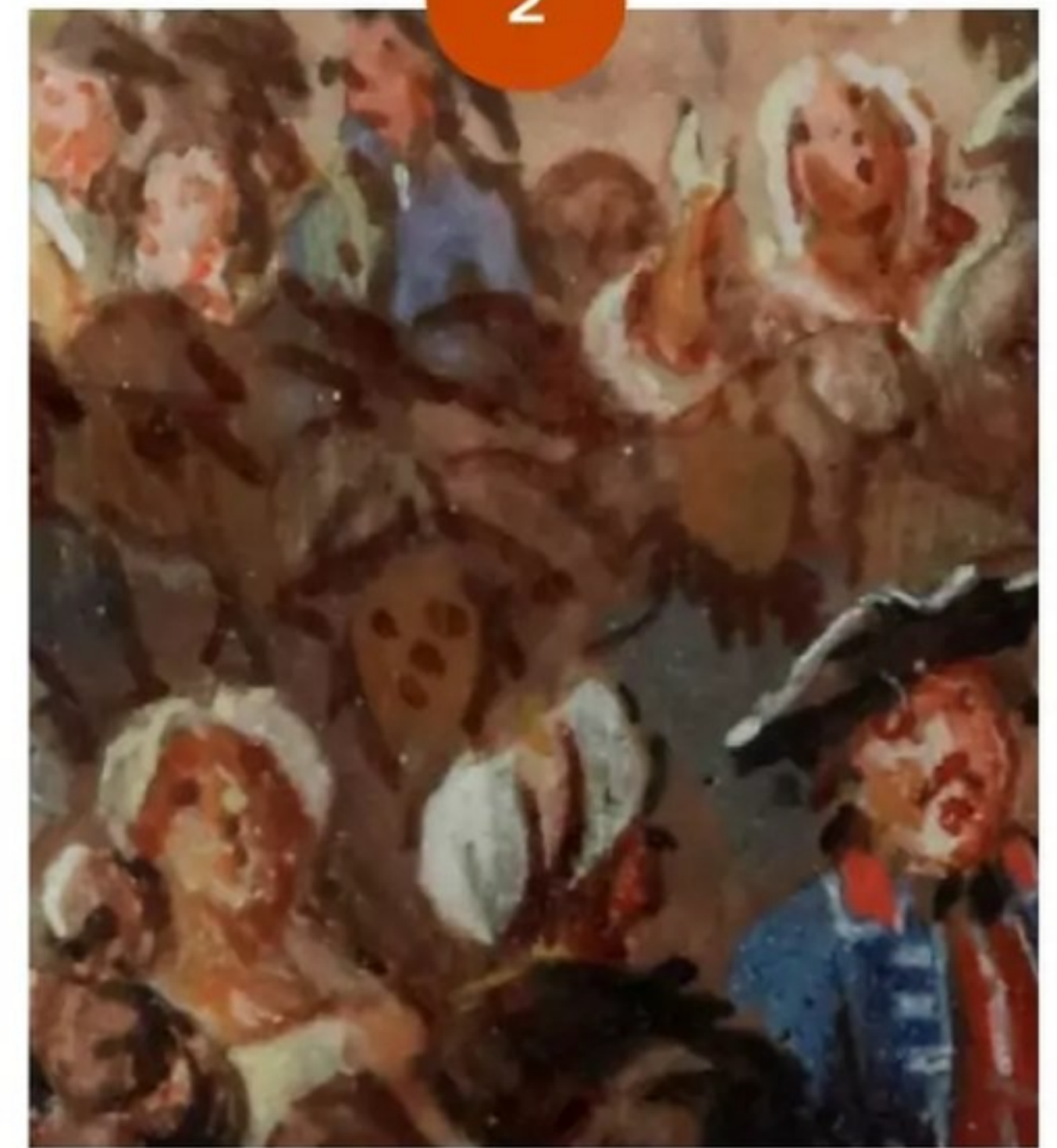
### LA PARADE AU BALCON

La parade est une saynète destinée à attirer l'attention des passants pour les inciter à acheter le billet du véritable spectacle, qui va suivre à l'intérieur. C'est donc une réclame donnée devant le théâtre ou au balcon, qui s'inscrit dans une stratégie publicitaire. Au fil du temps, elle devient une forme dramatique autonome et même un genre prisé, inspirant des auteurs reconnus.

### LA FOULE COMPACTE

Contrairement aux idées reçues, c'est une foule variée qui se presse aux théâtres de la Foire. Les habits trahissent l'appartenance à différentes classes sociales : bourgeois, soldats, artisans. A l'intérieur des salles, la répartition du public reproduit les hiérarchies internes de la société d'Ancien Régime.

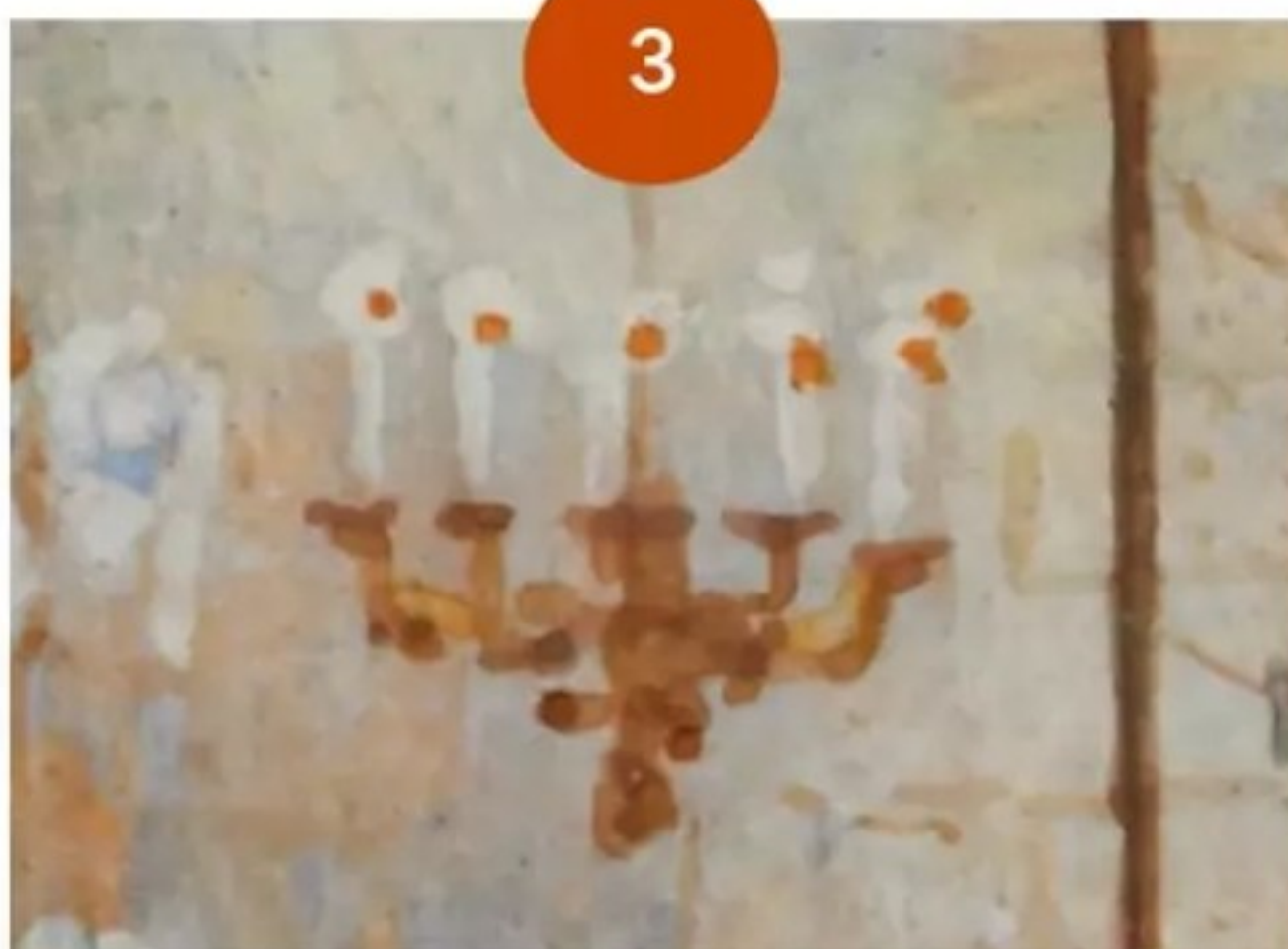
2



### L'ÉCLAIRAGE

Ce sont des chandelles de suif, équipant lustres, chandeliers, appliques, lampes, rampes, qui produisent l'éclairage. Il faut les changer fréquemment et en mouiller les mèches afin d'éviter l'asphyxie des spectateurs, raison du découpage des pièces en actes et scènes.

3



4

### LE RIDEAU

Emblématique de la porosité entre l'intérieur et l'extérieur, la porte du théâtre et son rideau marquent un passage symbolique. La « théâtromanie » de l'époque attire en masse des spectateurs qui rivalisent pour entrer dans la salle, occasionnant trafic de billets et rixes.

### LE GUICHET

Comme les affiches, le guichet est un élément crucial pour ces théâtres privés à vocation marchande, qui ne peuvent compter sur les gratifications de la tutelle royale dans un contexte de concurrence commerciale acharnée.

5





# LIVRES

■ Les livres du mois p.78 ■ Les revues du mois p.86 ■ La bande dessinée p.88 ■ Le classique p.89

## L'université rebelle

*François Dosse plonge son lecteur dans la brève mais intense aventure que fut la création, en 1968, de l'université de Vincennes, jusqu'à sa destruction brutale en 1980. Sans édulcorer les excès dont elle fut le théâtre, il rappelle aussi à quel point elle fut un laboratoire d'innovation en matière d'enseignement.*

Par Michel Winock\*

**S**pécialiste de l'histoire intellectuelle en France, François Dosse nous donne ici un très bon ouvrage sur l'université de Vincennes, dont il fut lui-même étudiant. Il relate avec précision la genèse de cette entreprise unique, issue de Mai 68 et décidée par le ministre Edgar Faure, « le magicien ». Un autre magicien y a concrètement présidé, l'architecte et entrepreneur Paul Chaslin, qui a réussi à construire une université moderne en trois mois, au cœur du bois de Vincennes. Elle entrera en activité en janvier 1969.

Fondé par ses concepteurs comme une « anti-Sorbonne mandarinale », le Centre expérimental de Vincennes, future université Paris-VIII, innovait sur bien des aspects, en particulier l'accueil des salariés et des non-bacheliers (en moyenne un peu plus du tiers des étudiants inscrits), auxquels il faut ajouter la part très importante des étudiants étrangers. Le cours *ex cathedra* était en principe banni (en principe, car des ténors comme Gilles Deleuze parlaient sans être interrompus), les amphithéâtres étaient remplacés par des salles de séminaire, dont les chaises et les tables étaient disposées en carré, le professeur au

même rang que ses étudiants auxquels la parole devait être donnée le plus souvent possible. La hiérarchie entre les enseignants était abolie : tous, de l'assistant au professeur d'université de première classe, devaient assumer le même service, le même nombre d'heures de cours. Chacun avait la liberté du choix de ses sujets d'UV (unités de valeur), quitte à jumeler son enseignement avec celui d'un collègue, dans le cadre de l'interdisciplinarité, autre principe original de Vincennes.

Les premières années de l'établissement ont été tumultueuses en raison de la forte concentration des groupes gauchistes, surtout maoïstes, qui prônaient la destruction de l'université bourgeoise. Au moment d'élire le conseil de direction, on assiste à des affrontements violents entre communistes, défenseurs de la participation, et gauchistes hostiles aux élections au nom de la démocratie directe. François Dosse ne cache rien des mauvais côtés de Vincennes : la détérioration des bâtiments, la saleté quotidienne (en raison du surpeuplement, des restrictions budgétaires mais aussi des grèves

incessantes et de la casse volontaire), le trafic de drogue et les scènes d'intolérance politique. On vit ainsi un étudiant fasciste assumé, François Duprat, démasqué, déshabillé, son corps couvert de ketchup, traîné jusqu'à la sta-

tion de bus sous les cris vengeurs de la brigade judiciaire. L'événement, du reste, ne laissa pas insensible, des protestations s'élevèrent. Certains enseignants rappelèrent à leurs étudiants que ce type de lynchage appartenait aux Chemises noires ou aux SA et non à la révolution prolétarienne. En fait, la

violence existait à l'état latent, même si elle n'éclatait pas tous les jours. Les appels à la grève, à la manif, à la mobilisation générale, interrompaient régulièrement le cours des UV.

### Abandon de la cravate

Cependant, l'auteur nous invite, et il est convaincant, à ne pas nous arrêter à la chronique du « bateau ivre ». Vincennes a été une matrice de l'innovation intellectuelle, pédagogique et universitaire. Les relations entre étudiants et enseignants ne ressemblaient en rien aux rapports







**Scène vincennoise** Les cinéastes Pier Paolo Pasolini (au centre) et Jean-Claude Biette (à sa gauche) à l'université de Vincennes, le 26 janvier 1970. Le nouveau département cinéma accueille alors 3 000 étudiants. Au fond, des graffitis contestataires : on peut y lire « Droz = flic », l'historien Jacques Droz ayant été un temps à la tête de la nouvelle faculté.

hiérarchiques, distancés, parfois très froids, de l'ancienne Sorbonne ou des autres universités. Le tutoiement entre profs et étudiants s'était généralisé, sans devenir obligatoire. Plus systématique, chez les hommes s'imposait l'abandon de la cravate, emblème de la vie bourgeoise. L'auteur atteste aussi le renouvellement des disciplines, en consacrant des chapitres à chacun des départements rénovés. C'est parfois drôle. Retenons ainsi le chapitre « Lacan à Vincennes » tout à fait hilarant. Sommé par les maos de faire l'autocritique de la psychanalyse, Lacan leur répond : « *Je ne suis pas du tout contestataire, moi !* » Avant de conclure : « *Ce à quoi vous aspirez comme révolutionnaires, c'est à un Maître. Vous l'aurez !* » C'était une de « ces scènes de la vie vincennoise » si peu académiques, dont ce livre abonde.

Dans la partie intitulée « Nouvelles greffes », François Dosse expose l'un des aspects les plus novateurs de la « fac » : la création du département d'arts, divisé en quatre sections autonomes, arts plastiques, musique, théâtre, cinéma. Dans ces disciplines, les apprentissages techniques étaient combinés avec l'initiation à la

sémiologie naissante. Le succès du département cinéma est tel qu'il doit gérer la formation de 3 000 étudiants. Celui de musique passe de 320 étudiants en 1969 à 1 500 en 1978. L'innovation triomphe sous toutes ses formes : « *improvisation de groupe, musique graphique, musicothérapie, théâtre musical, ethnomusicologie* ». Vincennes, écrivait Jacques Lonchamp, critique musical au *Monde*,

**« Vincennes a inventé des manières de faire, de penser, d'accueillir de nouveaux publics »**

est « *le laboratoire d'une nouvelle conscience créatrice de la musique* ».

Le théâtre, lui aussi, échappe à un enseignement purement théorique, la place de la pratique artistique restant première. Le département des arts plastiques, soucieux de définir un art démocratique, intègre les graffitistes américains, les artistes de l'électronique, la bande dessinée, la fresque murale, étudie la relation entre création et informatique. On y

peint des affiches dans une perspective sociale et politique sur des sujets d'actualité. « *Un lieu d'invention continue* », comme résume l'auteur, qui entend sauver Vincennes de sa mauvaise réputation : « *Vincennes a inventé des manières de faire, de penser, d'accueillir de nouveaux publics, de nouvelles relations entre enseignants et étudiants.* »

Au bout de douze ans, la ministre Alice Saunier-Seïté a décidé d'en finir avec ce lieu maudit de frénésies collectives. Elle n'entreprend pas la démolition de l'université rebelle, elle décrète son annulation : il ne doit rien en rester, pas la moindre ruine, pas la moindre trace. Les bulldozers sont chargés de l'exorcisme : contrairement aux champs d'Attila, l'herbe repoussera sur le tombeau de Paris-VIII, comme si rien ne s'était passé en cet endroit rendu aux promeneurs.

L'université a été transférée à Saint-Denis, mais c'est une autre histoire. ■

\* Conseiller de la direction de L'Histoire

Vincennes. Heurs et malheurs de l'université de tous les possibles  
**François Dosse**  
Payot, 2024, 318 p., 22 €.



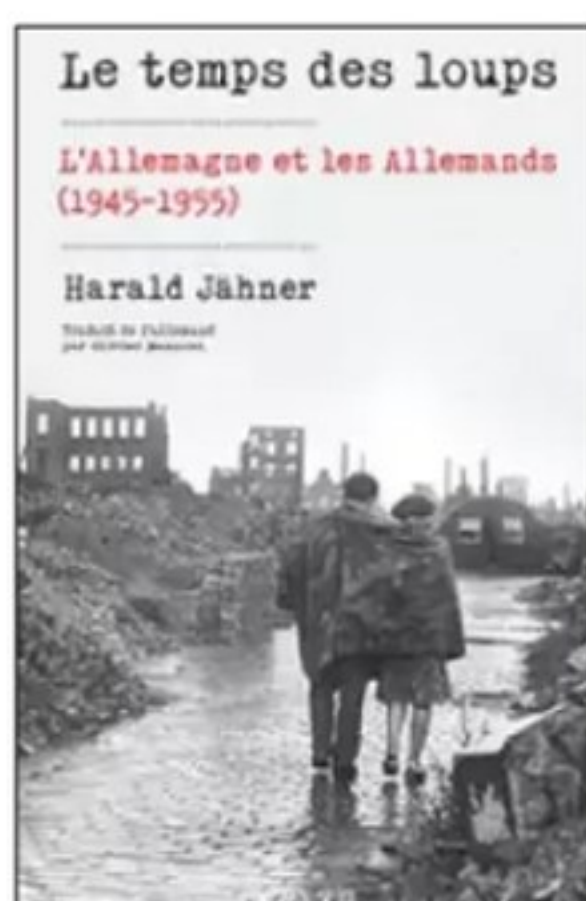
## Livres

# 1945, Allemagne : Ground Zero

*Une enquête sur le chaos de l'Allemagne post-nazie.*

Un peu plus d'un mois avant son suicide, le 19 mars 1945, Hitler confiait à Albert Speer qu'il vouait le peuple allemand à sa « perte » pour s'être révélé « faible ». Il voyait juste : cette Allemagne sortait du chaos nazi défaite, ruinée, occupée et démembrée. Et sans la moindre possibilité de se plaindre au vu de la boucherie infligée au pas de l'oie aux peuples européens.

De ces temps d'après la capitulation, nous n'avions jusqu'alors qu'une documentation parcellaire. Jusqu'à ce livre de Harald Jähner, longtemps journaliste



au *Berliner Zeitung* puis au *Allgemeine Zeitung*. Le récit de ce « ground zero » post-nazi est inédit. C'était 500 millions de m<sup>3</sup> de gravats, une montagne de 4 000 mètres de haut de débris urbains... C'était 40 millions de déracinés errants ballottés comme des spectres dans la grande

lessiveuse de l'après-guerre : des personnes déplacées des camps SS, des prisonniers, des réfugiés de Prusse orientale ou des territoires allemands annexés par la Pologne.

Les malfrats règnent, les hommes sont rares et souvent impuissants, les

viols commis par les troupes d'occupation innombrables. Le silence et la honte prévalent. Pour ceux qui peuvent, c'est la thérapie de l'amnésie. « Nous sommes la génération sans lien et sans fond, écrit le soldat Wolfgang Worchet. Notre fond est un abîme. Notre soleil est étrié, notre jeunesse est sans jeunesse. » Un livre dense, puissant, intraitable. ■

**Guillaume Malaurie**

Journaliste

Le Temps des loups. L'Allemagne et les Allemands, 1945-1955

**Harald Jähner** trad. de l'allemand par Olivier Mannoni

Actes Sud, 2024, 368 p., 24,80 €.

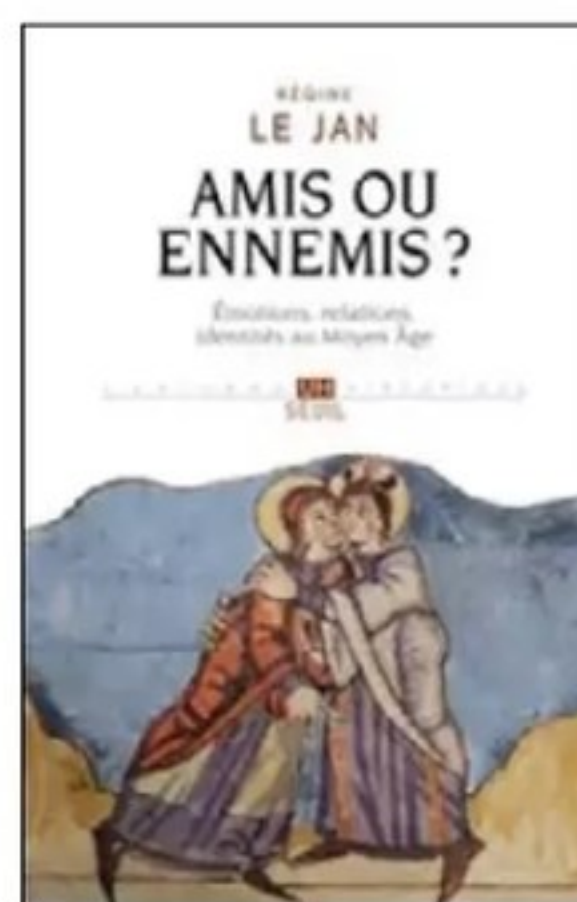
## Le roi a-t-il des amis ?

*L'amitié, comme l'inimitié, étaient essentielles pour assurer le bon fonctionnement de la société.*

Régine Le Jan, professeure émérite à l'université Panthéon-Sorbonne, offre ici un essai audacieux et dense, sur le fonctionnement de cette société occidentale développée sur les ruines de l'Empire romain et gagnée par le christianisme. On entre ici de plain-pied dans l'« histoire des émotions » et voilà donc abordées d'un œil neuf des notions que l'on croyait connues (l'honneur, la vengeance) ou d'autres dont on ne soupçonnait pas assez l'importance dans la régulation sociale : l'amour, l'amitié, ou l'inimitié, voire la haine. Approcher ces affects n'est pas aisé : les auteurs médiévaux suivent des règles, des conventions sociales et littéraires qui souvent nous les masquent. Sans compter que la société du haut Moyen Age ignore l'individu. L'historienne emprunte à Jérôme Baschet la notion de « personne relationnelle ».

Parmi les émotions admises, il y a l'amitié. Ces sociétés qui héritent de l'amitié vertueuse proposée par Aristote et Cicéron doivent aussi

compter avec le christianisme : avec Augustin l'amitié ne quitte pas le champ du social, mais le social est pensé en relation avec Dieu. Les amitiés personnelles sont alors fondées sur la fraternité qui reproduit le modèle apostolique. Pour que la société fonctionne, il faut des relations verticales si possible apaisées, dans le cadre d'une stricte hiérarchie. Mais il faut aussi des relations entre égaux : c'est le rôle des réseaux d'amis, organisés à travers les serments ou les pactes. Les amitiés masculines assurent la domination des hommes sur les femmes, des adultes mâles sur les jeunes hommes et des élites sur les hommes de statut inférieur. La haine aussi joue son rôle. Même en contexte chrétien, l'élite guerrière a besoin d'avoir des ennemis et de détruire pour se perpétuer. La question d'une possible homosexualité n'est pas esquivée, tant les gestes d'amitié sont



ambivalents : baiser sur la bouche, embrassades et pleurs. L'amitié, encore elle, est présente dans les réseaux politiques (on saura enfin si de répondre à la question de savoir si le roi peut avoir des amis), et dans le système de parenté (parents et amis se confondent-ils ?).

A travers une relecture des sources et des exemples très vivants (insoutenable sur la violence chez les rois mérovingiens), ce livre fait comprendre comment les femmes et les hommes du haut Moyen Age exprimaient leurs relations affectives, comment ils pensaient leur monde et comment ils escomptaient le maîtriser. ■

**Jacques Berlioz**

Directeur de recherche émérite au CNRS

Amis ou ennemis ? Émotions, relations, identités au Moyen Age

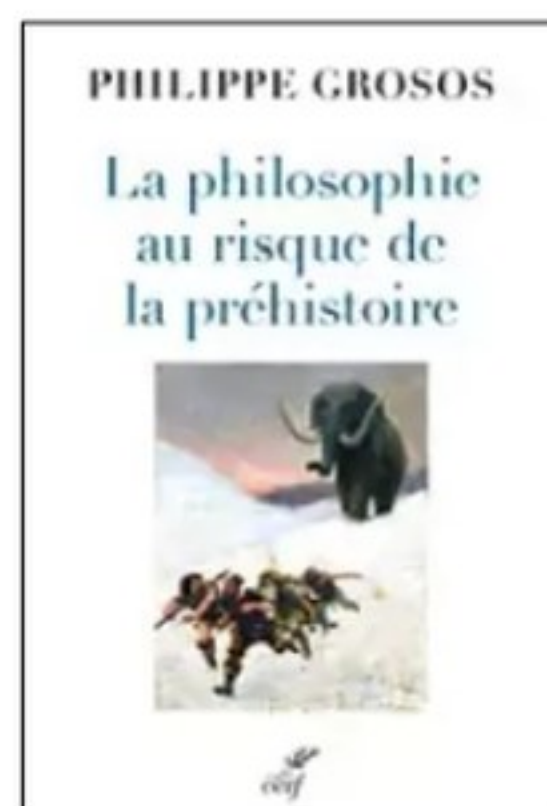
**Régine Le Jan**

Seuil, 2024, 528 p., 27,50 €.



## Préhistoire

## Quand l'homme rompt avec l'animal



Philosophe, l'auteur se fait historien de sa discipline, au moment de son éclosion dans la Grèce du second Âge du fer. Tout part de cette évidence : cette

Antiquité étant en fait très récente, il faut inclure la naissance de la philosophie dans une histoire beaucoup plus longue pour interroger ses conditions d'apparition.

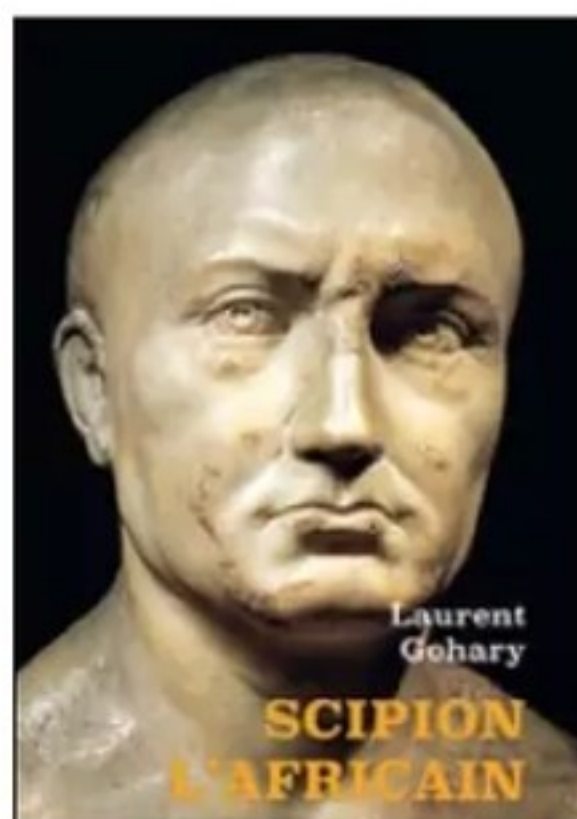
Philippe Grosos remonte ainsi jusqu'au Paléolithique récent d'Europe – entre 40 000 et 12 000 avant notre ère – pour interroger son art pictural, pratiquement dépourvu de représentations d'humains : ce fait est selon lui le symptôme d'un rapport « *participatif* » des hommes du Paléolithique au vivant, dans un temps où le nombre de représentations animales est écrasant. La néolithisation, avec le bouleversement profond des modes de vie qui l'accompagne, changerait en profondeur ce rapport des humains aux autres vivants, le rendant « *présentiel* », ce que montre la place spéciale et prééminente qu'occupe l'homme dans l'art à partir de là.

Au terme d'une histoire méthodique des idées, passant par la Mésopotamie et l'Égypte antique, le livre montre que la philosophie n'est pas née par miracle, très tardivement à l'échelle de l'histoire humaine, mais qu'elle témoigne d'un renforcement sur plusieurs millénaires de l'anthropocentrisme. Cet ouvrage interdisciplinaire, facile d'accès, adopte des angles simples et originaux pour questionner images et concepts.

La Philosophie au risque de la préhistoire **Philippe Grosos**  
Éditions du Cerf, 2023, 207 p., 18 €.

## Antiquité

## Le vainqueur d'Hannibal



Au-delà de la légende, racontée par Polybe ou Tite-Live, Laurent Gohary nous raconte la jeunesse de Scipion, son éducation militaire, sa carrière

en Ibérie, son retour triomphal à Rome où l'attendent des dangers plus grands encore qu'à Carthage.

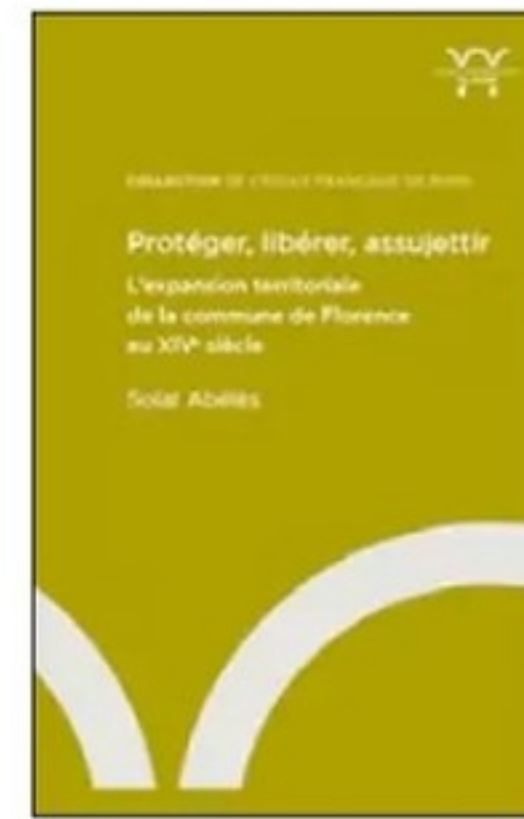
Scipion l'Africain, l'un des plus formidables généraux romains, qui triompha d'Hannibal et permit à Rome de dominer la Méditerranée, a disparu de l'imaginaire collectif au profit de son adversaire. On peut donc remercier l'historien de faire revivre cet aristocrate né en 235 avant notre ère, nommé très jeune propréteur en Ibérie où son père et son oncle venaient d'être tués. En cinq ans, il chassa les Carthaginois de la région, s'attirant une immense popularité. Mais le premier général appelé *imperator* par ses troupes apparut vite comme une menace contre la répartition collégiale du pouvoir entre grandes familles. Pour porter la guerre en Afrique et contraindre Hannibal à quitter l'Italie, il dut forcer la main du Sénat. Sa victoire à Zama, puis une série de succès en Orient, ne firent qu'aggraver encore son cas et il finit sa vie disgracié, loin de Rome.

En un style alerte, l'auteur parvient à expliquer les enjeux diplomatiques et militaires de régions mal connues ainsi que les tensions politiques qui traversaient Carthage et surtout Rome, alors en pleine expansion et oscillant entre hellénisme et défense des traditions, entre équilibre traditionnel et déséquilibre du pouvoir personnel.

Scipion l'Africain **Laurent Gohary**  
Les Belles Lettres, 2023, 416 p., 25,90 €.

## Moyen Âge

## Comment Florence conquiert son territoire



Ce n'est pas par les armes que Florence a conquis son *contado*. Entre 1330 et 1370, elle a pourtant assujetti Pistoia, Prato, San Miniato, San Gimignano,

Volterra et Colle Valdelsa. On a souvent pensé sa mainmise assurée après 1250 grâce à la captation des offices politiques de ces communes. S'il y a bien une hausse du nombre de recteurs florentins après Frédéric II, elle y est inconstante et inégale. C'est plutôt la descente de l'empereur Henri VII en Italie en 1310 qui marque une rupture, puisqu'il encourage la constitution de la seigneurie pisane de Castruccio Castracani. Face à eux, Florence s'érige alors en gonfalon de la *pars* guelfe. Contre les impériaux, Florence utilise les armes, tandis qu'avec les communes voisines elle conclut des accords de *custodia* par lesquels elle s'engage à les défendre. Or ces pactes justifient son ingérence dans leurs affaires publiques. Cet ajustement relatif est accompagné d'une justification mythographique : les chroniqueurs florentins s'attachent à montrer que dès les temps antiques leur cité était destinée à être la Rome toscane, surpassant par son éclat d'autres villes dépréciées. La cité protectrice légitime ainsi sa domination à la fois par le droit et par l'écriture de l'histoire régionale. Ainsi, Solal Abélès montre, dans ce livre issu de sa thèse, que, s'il y eut conquête de la part de Florence, ce fut surtout par la plume.

Protéger, libérer, assujettir. L'expansion territoriale de la commune de Florence au XIV<sup>e</sup> siècle **Solal Abélès**  
Rome, École Française de Rome, 2023, 432 p., 32 €.



## Livres

XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle

## Les souverains bel Cadi



Il y eut au xvi<sup>e</sup> siècle, entre Alger et Béjaïa, un royaume musulman qui tint tête à la puissance ottomane, forgea des liens forts avec l'Espagne et en-

voya des ambassadeurs à travers l'Europe. Ses souverains, les bel Cadi, devinrent bientôt célèbres, et le nom de Koukou voyagea sous diverses formes à travers la Méditerranée, de la péninsule Ibérique jusqu'en Syrie. Pourtant, bien rares sont les ouvrages qui mentionnent aujourd'hui Koukou, dont Fernand Braudel lui-même minimisait à tort l'importance dans la Méditerranée de Philippe II. C'est donc une archéologie autant qu'une histoire de ce royaume de grande Kabylie que propose ici Natividad Planas, en s'appuyant, entre autres, sur la correspondance entretenue par les bel Cadi avec la cour d'Espagne. Car tirer Koukou de l'oubli, c'est aussi faire l'histoire de son enfouissement aux xix<sup>e</sup> et xx<sup>e</sup> siècles, de sa mise à l'écart par un discours colonial pour qui le Maghreb intérieur, monde primitif et tribal, serait resté à l'écart de l'Europe et de la Méditerranée. Rétablir, en somme, la complexité des rapports entre l'Afrique du Nord et l'Europe à l'Époque moderne pour mieux éprouver l'emprise persistante de la période coloniale sur le passé.

Koukou, le royaume enfoui. Enquête sur les relations entre Europe et Islam, xvi<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècle **Natividad Planas** Fayard, 2023, 252 p., 24 €.

XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle

## « Les Dames de la Halle »



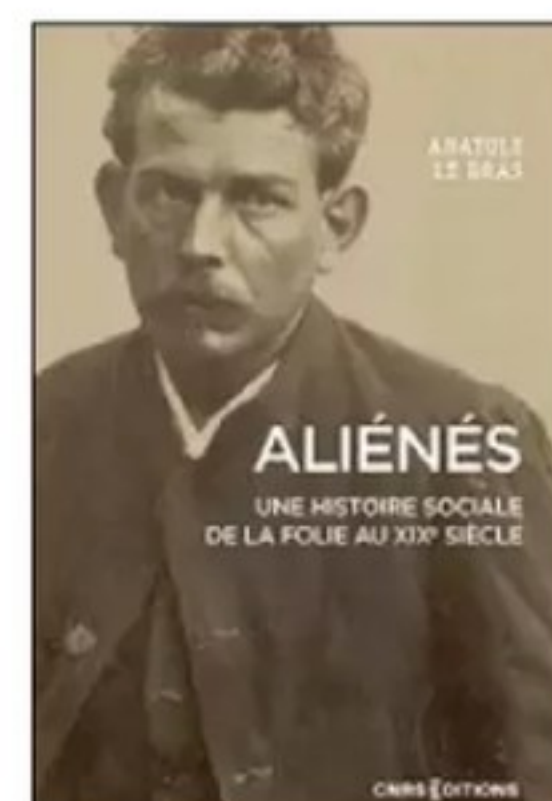
Trois mois après la prise de la Bastille, les femmes font basculer la Révolution : par leurs conséquences indirectes, les journées des 5 et 6 octobre

1789 sont aujourd'hui relues comme un des événements les plus importants de l'année 1789. Pourtant, cet événement est impulsé par une communauté bien peu révolutionnaire : les « Dames de la Halle », une expression désignant le millier de petites vendeuses d'aliments au détail sur les marchés parisiens. Un groupe qui, conformément à d'anciennes traditions médiévales, fait partie des corps représentant le peuple sous l'Ancien Régime, et est reconnu comme tel par les institutions monarchiques. Dans ce livre récemment paru en français, l'historienne britannique Katie Jarvis explore de manière passionnante et convaincante le rôle joué par les Dames de la Halle dans les redéfinitions de la « citoyenneté » pendant la Révolution française. En tordant le bras à beaucoup d'idées reçues, diffusées à la fois par celles et ceux qui ignorent ou qui surinvestissent la place des femmes et du genre dans les bouleversements de la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. Parmi les points forts de cet ouvrage, on retiendra notamment la manière dont ce groupe accompagne et promeut un compromis entre économie régulée et libre marché, profit et morale, élaborant, au quotidien, une vision complexe de la citoyenneté économique fondée sur la reconnaissance politique de l'utilité sociale du commerce des comestibles.

La Politique sur les marchés. Travail, genre et citoyenneté dans la France révolutionnaire **Katie Jarvis** trad. de l'anglais par Mathilde Ray Rennes, PUR, 2023, 388 p., 28 €.

XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle

## Vies d'aliénés



Centré sur les vies d'aliénés du xix<sup>e</sup> siècle, le bel ouvrage d'Anatole Le Bras, issu de sa thèse, est plus qu'une histoire de la psychiatrie. La loi du 30 juin

1838 a beau systématiser l'isolement des malades mentaux dans les asiles d'aliénés, les médecins ne sont pas seuls en jeu dans l'identification de la folie, qui, au-delà d'un diagnostic psychiatrique, implique aussi bien les proches que le voisinage, les policiers, les maires et les juges. Pas plus que l'asile ne parvient à s'imposer comme l'unique mode de prise en charge de la folie. Les aliénés sont souvent internés à domicile et la procédure de l'interdiction, qui précède la loi de 1838 et lui survit, permet à l'historien d'éclairer des vies aliénées à l'écart des institutions psychiatriques.

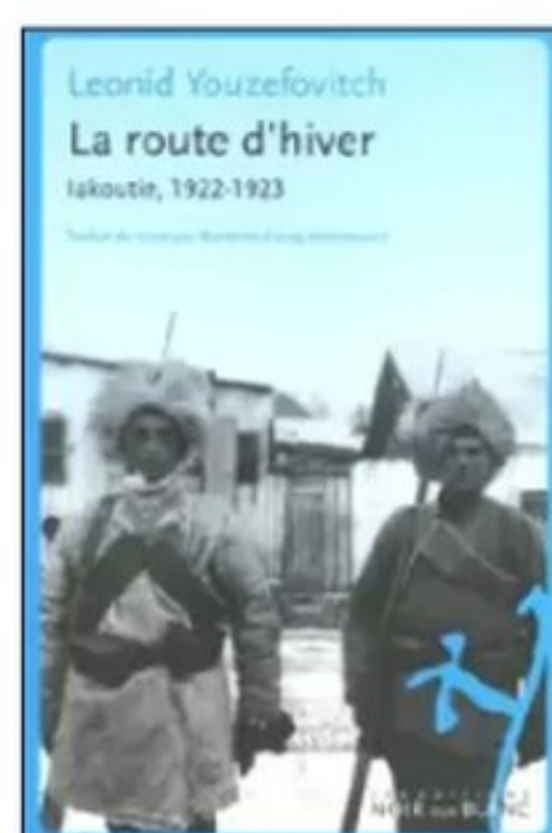
Reste que, dans ces vies tragiques, l'asile occupe au xix<sup>e</sup> siècle une place écrasante. Trois asiles sont au cœur de l'étude : un de la Seine (à Ville-Évrard) et deux du Finistère (l'asile pour hommes de Quimper et le quartier pour femmes aliénées de l'hospice de Morlaix). La densité de leurs archives, dont des dossiers d'internement, en fait un observatoire pour objectiver, en fonction aussi bien des troubles dont ils souffrent que de leur âge, leur sexe, leur statut marital et leur classe sociale, les logiques qui conduisent les aliénés à l'asile, déterminent leurs chances d'en ressortir et le risque d'y retomber. En retraçant ces vies bien souvent achevées à l'asile, Anatole Le Bras documente aussi une histoire de la citoyenneté par ses marges, de la virilité par sa mise en échec, des rapports de force sociaux par la manière dont la folie les ébranle, de la famille par ses crises.

Aliénés. Une histoire sociale de la folie au xix<sup>e</sup> siècle **Anatole Le Bras** CNRS Éditions, 2024, 400 p., 25 €.



XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle

## 1922 vu de Sibérie



Ce récit de la guerre civile en Yakoutie porte le titre d'un célèbre poème de Pouchkine. Son auteur, l'historien Youzefovitch, a eu accès aux dossiers de réhabilitation

introduits après 1989 par les familles des victimes de l'État soviétique. En 1922, sur la terre de Yakoutie, au nord de la Sibérie, connue pour ses éleveurs de rennes et ses cultes chamaniques, s'affrontaient Blancs et Rouges. Témoins et parfois partisans de l'un ou l'autre camp, les Yakoutes rêvaient d'un sort meilleur et d'une autonomie. Cette opposition est incarnée par deux rivaux, Anatoli Pépélieïeff pour les Blancs et Ivan Strod pour les Rouges, idéalistes et désintéressés, et préoccupés du sort des autochtones. Dans des conditions terrifiantes, entre la violence des combats et du climat, le manque d'eau et de nourriture, des hommes ont survécu au prix d'un miracle d'énergie et d'obstination idéologique. Le récit est centré sur le siège d'une yourte où les combattants trouvent le temps de brefs échanges. Le vainqueur et le vaincu, qui ont failli s'entendre, finiront liquidés par le même appareil du pouvoir soviétique. Tout est absurde dans leur aventure mais par son absurdité même celle-ci suggère que d'autres voies de l'histoire seraient possibles, comme celle de la reconnaissance et assistance mutuelles dans un pays inhospitalier. Autant dire que ce quasi-roman russe, remarquablement traduit, suscite une réflexion d'une angoissante actualité, transposable sur nos présents champs de bataille.

La Route d'hiver. Yakoutie, 1922-1923 **Leonid Youzefovitch**  
trad. du russe par Marianne Gourg-Antuszewicz  
Éditions Noir sur blanc, 2020,  
416 p., 24 €.

XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle

## Une « féministe tranquille »



Il faudra désormais ajouter une figure à la liste des Monod célèbres avec Marie, née Chavannes et devenue Monod après la mort de son bien-aimé mari.

Femme singulière, qui entre à l'université à une période où les femmes y sont rares, prépare l'agrégation d'histoire en se sentant « à égalité avec les garçons », entame des recherches sous la houlette de Sébastien Charléty et finit par publier une biographie de la comtesse d'Agoult, alias Daniel Stern. Parallèlement, elle s'investit dans des associations féminines, notamment pour protéger de la prostitution les jeunes provinciales trop naïves qui débarquent dans les gares parisiennes. Au moment de l'Affaire, la jeune fille (elle est née en 1876) affirme ses convictions dreyfusardes (elle apprend par cœur le *J'accuse...* ! de Zola), républicaines, laïques. Admiratrice de Clemenceau – elle dirigera son musée de 1937 à 1962 – et de De Gaulle, un « autocrate républicain », elle commente l'actualité politique avec finesse et perspicacité.

Brigitte Joseph-Jeanneney, l'une de ses petites-filles elle-même historienne, a utilisé les archives familiales, et notamment le Journal que tint son aïeule pendant près de soixante ans, pour écrire un récit biographique sensible à la première personne, illustré de photographies. Et révéler une figure singulière et attachante de militante d'un « féminisme tranquille ».

Marie Octave Monod. Une femme libre  
**Brigitte Joseph-Jeanneney**  
Les Éditions du Palais, 2023, 364 p.,  
20 €.

XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle

## Racialiser pour mieux dominer



Il a sans doute fallu un certain courage à Sylvie Laurent pour oser s'attaquer à un sujet de cette taille : retracer sur plus de cinq siècles les liens qui, dans le

monde atlantique, ont uni et continuent d'unir le capitalisme et la race. Cette dernière est ici comprise au sens que lui donnent les sciences sociales : un instrument de domination économique et politique de groupes humains considérés comme différents et inférieurs. Intégrant à sa réflexion l'apport de nombreux penseurs marxistes (notamment Rosa Luxemburg) ou issus de la tradition radicale noire (W. E. B. Du Bois, Aimé Césaire ou Cedric Robinson), l'auteure fait de l'arrivée des Européens en Amérique le point de bascule décisif dans l'avènement de cette « hydre moderne », renaissant toujours sous des formes différentes. Elle souligne qu'avant d'être une théorie académique, qui connaît son âge d'or entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle, le racisme fut d'abord une pratique, ancrée dans les relations de maître à esclave, ou de conquérant à exproprié, et codifiée par le droit qui consacre ainsi la raison du plus fort sous une forme plus légitime. Nombre de théoriciens libéraux n'ont pu défendre les vertus du « doux commerce » qu'au prix d'un effacement de cette violence fondatrice, qui fit beaucoup pour l'essor économique de l'Europe.

Cet ouvrage contribue ainsi à renouveler les approches critiques qui se nourrissent des débats, particulièrement dynamiques aux États-Unis et ailleurs, sur le « capitalisme racial ».

Capital et Race. Histoire d'une hydre moderne **Sylvie Laurent**  
Seuil, 2024, 512 p., 25 €.



## Livres

XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle

## Le damier eurasien



Comme rappelé dans l'ouvrage de Taline Ter Minassian, professeure d'histoire de la Russie et du Caucase à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), c'est en 1840 que l'expression « Grand Jeu » apparaît sous la plume d'Arthur Connolly, agent politique britannique, dans une lettre à un officier de Sa Majesté en poste à Kandahar. À l'origine, le terme évoque les ambitions affrontées de l'Empire russe et de la Couronne britannique avant de s'étendre à bien d'autres compétiteurs. À partir d'archives souvent inédites, une longue histoire est ici développée mêlant vastes projets géostratégiques et destins individuels de voyageurs de différents statuts, d'agents plus ou moins secrets, de diplomates aventuriers, tous dignes de Kipling au demeurant bien présent dans le livre.

L'échiquier eurasien en forme d'arc s'étendant de l'Arménie au Tibet a vu se déplacer les pions des uns et des autres. Des conquêtes russes de l'Asie centrale au XIX<sup>e</sup> siècle à la stratégie britannique de protection de l'Inde, des convulsions de la guerre froide aux décolonisations, de l'émergence de l'Inde et du Pakistan comme puissances régionales, tout est finement analysé. La chronique des années proches l'est tout autant ne serait-ce que par les récentes guerres perdues d'Afghanistan. Celle des Soviétiques forcés de quitter le pays en 1989 puis celle des Américains évacuant Kaboul en août 2021. Aujourd'hui, les dés roulent une fois encore et il semble que de nouveaux protagonistes dont la Chine au premier chef soient présents dans une nouvelle partie dont on imagine mal qu'elle se termine de sitôt.

Sur l'échiquier du Grand Jeu. Agents secrets et aventuriers, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles  
**Taline Ter Minassian**  
Nouveau Monde, 2023, 368 p., 23,90 €.

XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle

## Le viseur de l'armée tchécoslovaque



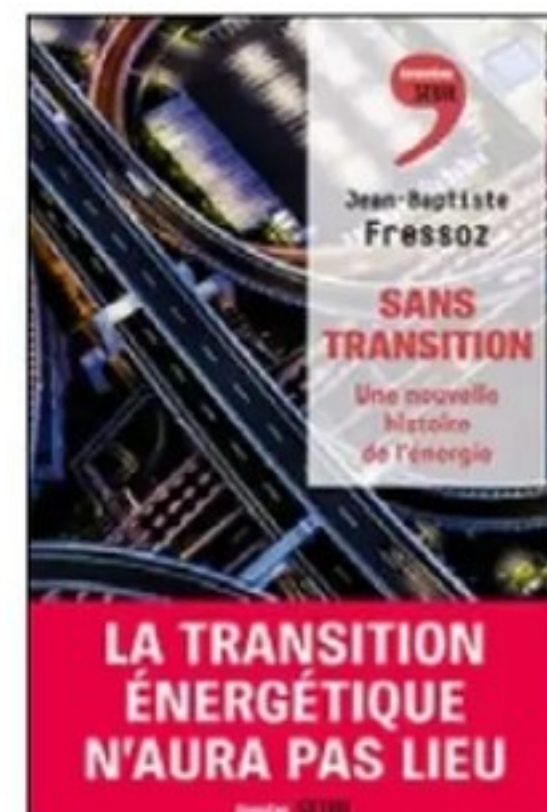
Vivant en démocratie libérale, soumise à l'occupation allemande puis à la férule stalinienne, la Tchécoslovaquie a subi les tourmentes de l'histoire. Pour rendre compte de ce destin tragique, Paul Lenormand adopte un point de vue original : celui de l'armée. Car les troupes tchécoslovaques ne sont pas restées l'arme au pied pendant la Seconde Guerre mondiale. Si une partie sert le régime fasciste de Mgr Tiso, une autre lutte aux côtés des Alliés, soit des Anglo-Américains (10 000 hommes) soit dans les rangs de l'Armée rouge (100 000 soldats). Ces choix antagonistes fracturent l'institution où coexistent à la Libération héros et collaborateurs. Plutôt que d'attiser les brandons de la guerre civile, les autorités de Prague optent pour la mesure. Tout en éliminant les éléments allemands et les anciennes générations, ils promeuvent les Slovaques et évitent de frapper une armée traumatisée par la grande épreuve. Ce choix se révèle payant pour le pouvoir communiste : le commandement se tient à l'écart du brasero politique en 1948. Mais l'alignement sur Moscou n'offre que de médiocres dividendes : Staline refuse de moderniser les forces tchécoslovaques, au grand dam d'un commandement qui rêvait de bénéficier de la technologie avancée du grand frère soviétique.

En s'appuyant sur des sources originales, Paul Lenormand reconsidère tant l'homogénéité postulée du bloc des démocraties populaires que la singularité du destin tchécoslovaque.

Tchécoslovaques en guerre.  
De Munich à la guerre froide  
**Paul Lenormand**  
Passés composés, 2023, 352 p., 23 €.

Général

## L'histoire ne nous sauvera pas du climat



Jean-Baptiste Fressoz livre ici une thèse magistrale : la transition énergétique n'a jamais existé. Contre la vulgate de l'histoire de l'énergie, fondée sur la succession de différents « âges » (bois, charbon, pétrole, etc.), l'auteur montre que nous avons en réalité affaire à des « symbioses » : les nouvelles matières premières énergétiques ne rendent pas les anciennes obsolètes, mais les stimulent. Ainsi les mines de charbon doivent-elles leur succès aux états boisés ; les moteurs à explosion, aux machines en acier et aux routes en ciment, c'est-à-dire au charbon ; la foresterie, à la motorisation au pétrole... L'illusion de la transition n'est possible que par la présentation de statistiques relatives qui dissimulent l'importance des valeurs absolues. Une fois le voile du « phasisme » déchiré, il reste de la transition sa réalité historique : une futurologie rassurante mais trompeuse. Jean-Baptiste Fressoz retrace la genèse de la notion, qui n'est pas écologique, mais néomalthusienne : elle apparaît aux États-Unis durant la Grande Dépression, est reprise après-guerre par les physiciens atomistes, et s'impose comme dogme après le choc pétrolier. Et lorsque l'alerte climatique se diffuse, les majors pétrolières s'emparent de ce discours lénifiant afin de minimiser le risque et de ralentir la sortie des fossiles. Face à cet accumulocène énergétique, point d'optimisme : sortir du capitalisme, nous dit l'auteur, n'est qu'une condition, nécessaire mais insuffisante, pour se libérer du carbone.

Sans transition. Une nouvelle histoire de l'énergie **Jean-Baptiste Fressoz**  
Seuil, 2024, 416 p., 24 €.



Pour plus de compte rendus, inscrivez-vous à la newsletter de l'Histoire sur [www.lhistoire.fr](http://www.lhistoire.fr)



## Général

## Traces juives



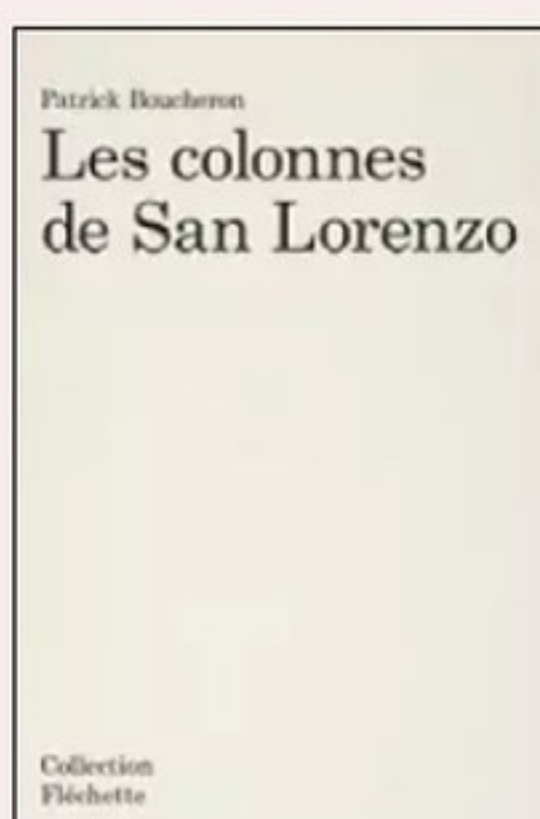
Les actes de ce colloque de mars 2022 montrent combien la présence juive en Europe, depuis l'Antiquité, parfois rejetée, souvent méconnue, toujours fragile, avait

été importante, riche et variée. Vingt-huit spécialistes d'une dizaine de nationalités présentent les découvertes les plus récentes, en décrivant lieux de culte, synagogues, bains rituels, juiveries médiévales, cimetières et autres espaces funéraires, sans oublier les sites de la Shoah.

Archéologie du judaïsme en Europe  
**Philippe Blanchard, Amélie Sagasser, Paul Salmona (dir.)**

CNRS Éditions, 2023, 416 p., 25 €.

## LES MEMBRES DU COMITÉ ONT PUBLIÉ



Patrick Boucheron se laisse porter par une rêverie autour de ses années de jeunesse en Italie.

L'ouvrage serpente autour d'une photographie de la basilique San Lorenzo de Milan réalisée par Albert Kahn au début du xx<sup>e</sup> siècle. Sont cités Walter Benjamin et Manzoni, mais aussi Rosetta, jeune inconnue dont le fantôme n'est jamais loin. Le livre est court, mais on en sort étourdi, perdu entre le temps et la langue.

Les Colonnes de San Lorenzo

**Patrick Boucheron**

Montpellier, Sun Sun, « Fléchette », 2023, 66 p., 18 €.



Qui sont Joseph Boczov, Szlama Grzywacz ou Jonas Geduldig ? A l'heure où le résistant arménien

Missak Manouchian et sa femme Mélinée entrent au Panthéon, Annette Wiewiorka écrit aussi l'histoire des 21 autres résistants, la plupart étrangers, fusillés en février 1944 aux côtés de celui qui est désigné sur l'affiche les dénonçant comme chef de groupe. Elle retrace ainsi le destin des oubliés de l'affiche, de leurs actions jusqu'à leur dernière lettre d'amour.

Anatomie de l'Affiche rouge

**Annette Wiewiorka**

Seuil, « Libelle », 2024, 60 p., 4,90 €.

**Écoutez  
ce  
qu'hier  
nous  
prépare.**



**LE COURS  
DE L'HISTOIRE  
DU LUNDI  
AU VENDREDI  
9H - 10H**

**Xavier  
Mauduit**



**L'esprit  
d'ouverture.**



## Revue

# Très vivant monde rural !

*Pour son anniversaire, Histoire & Sociétés rurales dresse le bilan de trente ans de recherche.*

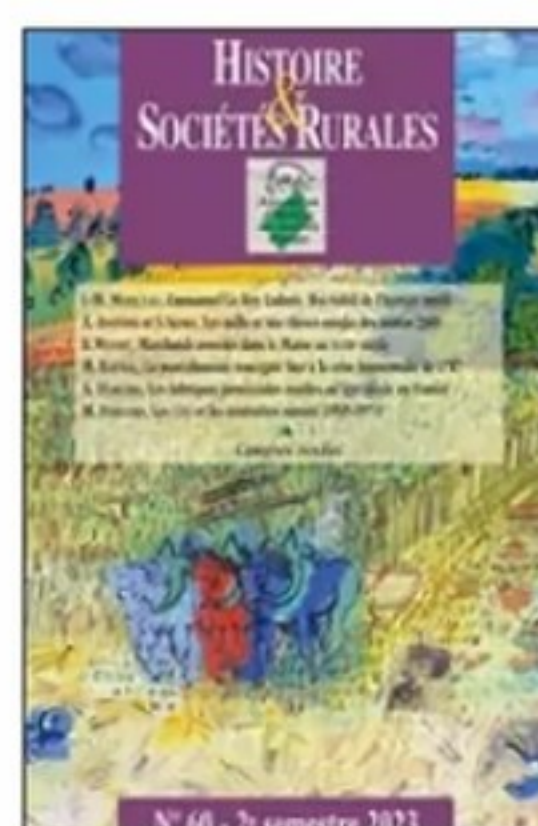
La revue portée par l'Association d'histoire des sociétés rurales fête ses 30 ans. Ses rédacteurs ont choisi, à l'occasion, d'inventorier les thèses soutenues depuis 2000 sur le monde rural. L'entreprise, très symbolique, s'adosse à une base de données de 1 143 travaux soutenus dans les universités françaises. Elle est disponible au téléchargement en ligne et fait aussi l'objet d'une bibliographie par année. Annie Antoine et Sylvain Skora ont cependant voulu aller au-delà du simple recensement. Pour eux, cette base de données participe à la fois d'un bilan de la recherche en histoire rurale et d'un « passage de génération » vers les jeunes chercheurs qui continuent de faire vivre le champ.

Soumis à une analyse statistique, ce corpus fournit le portrait détaillé de

tout un pan de la recherche française. Le rural s'y révèle doté d'une forte vitalité. À noter cependant que ces thèses, rarement réunies sous ce qualificatif unique de « rural », sont très dispersées. C'est peut-être la conséquence d'un changement historiographique. Si la thèse sous sa forme « classique », fondée sur la démographie et la stratification sociale, n'est définitivement plus d'actualité, le rural est devenu une composante des études sur l'archéologie, l'environnement, ou encore l'écologie. Il fait partie des problématiques saillantes de tout un éventail de disciplines (histoire, géographie, sociologie...) et devient, par sa polyvalence, une question centrale.

Un autre pan du dossier est consacré au devenir des thèses : elles sont de moins en moins publiées. Mais cela ne veut pas dire qu'elles sont invisibles : les thèses de géographie ont très tôt fait l'objet de mises en ligne. En somme, l'étude du monde rural a encore de beaux jours devant elle. En témoigne, notamment, un article passionnant de Malorie Ferrand sur la politique scolaire menée par l'État à partir de la fin des années 1950, par le biais des collèges d'enseignement général en territoires ruraux. À noter enfin un hommage à Emmanuel Le Roy Ladurie. ■

**Histoire & Sociétés rurales** n° 60, 2023/2.



EN VENTE DÈS LE 28 MARS

## Le mois prochain dans « L'Histoire » FRANÇAFRIQUE : LA FIN DE LA COLONISATION ?



**1960-2024, enquête sur l'empire qui ne voulait pas mourir**

**Assassinats et corruption : ce que disent les papiers Foccart**

**Houphouët-Boigny, pilier du système**

**Franc CFA, la dernière monnaie coloniale**

**Génocide au Rwanda, 1994 : les responsabilités de la France**

**Les Anglais ont-ils fait mieux ?**



## Gaza et Haut-Karabagh

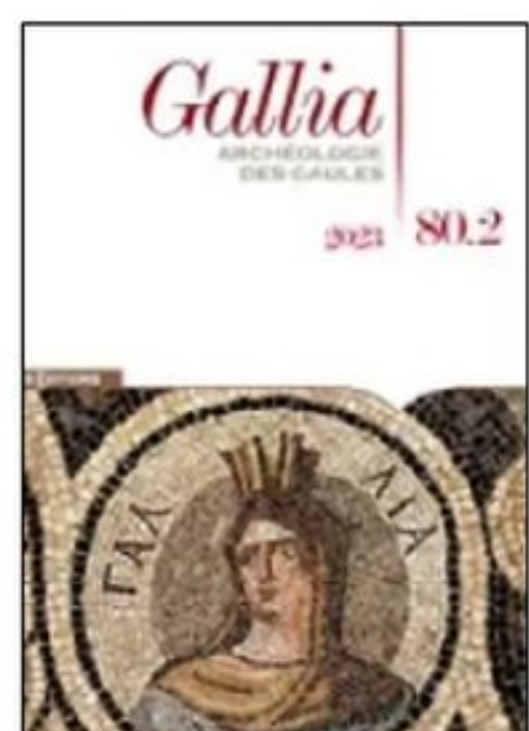


*Carto* propose de représenter les différentes zones de tension du moment, dont le conflit Israël-Palestine. Projeté au-dessus de la région, le lec-

teur découvre des cartes historiques (l'évolution du territoire israélien de 1947 à 1967) et contemporaines (le siège de Gaza au 12 octobre 2023). La plus impressionnante est sûrement celle de la Cisjordanie, criblée de zones colonisées, de bases militaires, de murs. A lire également, un dossier sur les enclaves internationales comme Kaliningrad (Russie), le Haut-Karabagh (Azerbaïdjan) ou Idlib (Syrie). Ces anomalies géographiques sont des observatoires privilégiés des enjeux géopolitiques.

**Carto** n° 80,  
novembre-décembre 2023.

## Ruines des Gaules



Ce numéro fête les 80 ans de la revue *Gallia*, dédiée à l'archéologie des Gaules. Publiée par les éditions du CNRS, la revue est à la pointe de la re-

cherche contemporaine. Elle s'attarde notamment sur le sanctuaire romain du Vigneau à Pussigny en Indre-et-Loire, et sur une pompe hydraulique romaine en bois, retrouvée à Reims. D'une grande densité, le premier site, découvert à l'occasion de fouilles préventives en 2010, dévoile des occupations dépassant de loin le cadre romain puisqu'elles commencent au Néolithique et se terminent au Moyen Âge. Les découvertes, traces de pratiques rituelles, notamment de banquettes, et fosses d'ossements animaux, sont patiemment décrites, et reprennent vie, ou en tout cas sens, le temps du dossier.

**Gallia** n° 80/2, 2023.

## Entre chien et loup



Impossible d'y échapper : l'animal est partout. *Le Temps des Médias* a choisi de lui consacrer un numéro. De l'éléphantomanie dans la presse du XIX<sup>e</sup> siècle (María

Teresa Lajoinie Domínguez) à la comparaison des bestiaires médiévaux avec ceux de jeux vidéo (Michael Wagnières), sans oublier l'utilisation du corps féminin pour la cause animale par PeTA. L'association a utilisé des photos de femmes nues présentées comme des pièces de boucher pour faire réagir le public (Pierre Lefébure). Le lecteur (re)découvre ainsi l'omniprésence de ces compagnons de l'ombre.

**Le Temps des Médias** n° 40,  
printemps-été 2023.

## Le corps des autres



Renouveler le regard historique sur la racialisation des corps et par les corps qui sous-tend la situation coloniale :

c'est le projet ambitieux de Clément Fabre, Christophe Granger et Isabelle Surun. Il repose sur une approche inventive de sources qui vont des rapports produits par les administrations aux récits de fiction. Ils invitent à y lire une myriade d'expressions, de postures ; à réexaminer l'interprétation de la couleur de la peau, de la forme des yeux... tous les détails qui ont été mobilisés pour ordonner le monde. Dans leur introduction à ce riche dossier, ils présentent aussi deux outils pour penser l'altérisation : la distance, qui justifie l'inégalité des statuts, et l'écart, qui permet de penser les conséquences pratiques des dissemblances.

**Monde(s)** n° 24, 2023/2.

## LETTRES DE L'ÉTRANGER

### Bains mixtes

D'un bout à l'autre de l'empire, toute ville romaine avait ses bains publics. Le peuple et l'élite s'y retrouvaient sur un pied d'égalité : tout nus. Et certains bains étaient mixtes : égalité des sexes. Dans un livre intitulé *Un Juif dans les bains romains*, l'historien Yaron Eliav révèle qu'en Palestine, où plusieurs bains ont été découverts, Juifs et rabbins s'y prélassaient aux côtés des Romains. Quelque 500 passages d'écrits rabbiniques évoquent ces bains publics et la plupart d'entre eux ne font pas mystère de la présence de religieux.

A lire dans *Times Literary Supplement*, 19 janvier 2024.

### Infailible !

La grande innovation de l'Église catholique au XIX<sup>e</sup> siècle fut le dogme de l'infailibilité pontificale, proclamé en 1870.

L'historien Ambrogio A Caiani y voit le résultat d'une « relation profondément dysfonctionnelle » entre le Vatican et le monde moderne. Humiliés par les révolutionnaires français puis Napoléon, les papes se sont vainement opposés à l'unité italienne et ont appuyé les régimes réactionnaires.

Leur échec a abouti à un raidissement interne, se traduisant par un renforcement de l'autorité papale et la promotion de miracles destinés au peuple. A lire dans *Literary Review*, décembre 2023. ■

**Olivier Postel-Vinay**



## Bande dessinée

## Juge ton porc

*Un procès médiéval en forme de fable sociale.*

**L**es animaux ont-ils une âme ? Alors que l'antispécisme interroge notre rapport au monde animal, la question se posait déjà au Moyen Âge. Si la plupart des penseurs médiévaux distinguaient l'homme de l'animal, créature impure, certains insistaient au contraire sur la communauté des êtres vivants, en suivant notamment saint Paul lorsqu'il affirme que les animaux seront libérés de la servitude au moment du Jugement dernier. Si l'animal est enfant de Dieu, on peut alors le juger. Plusieurs procès d'animaux eurent lieu au Moyen Âge, assez peu étudiés par l'historiographie, car considérés comme la preuve de l'irrationalité de médiévaux ridicules. Après le beau livre de Michel Pastoureau (*Le Roi tué par un cochon*, Seuil, 2015) et un roman, *Le Procès du cochon* d'Oscar Coop-Phane (Grasset, 2019), c'est désormais une bande dessinée qui s'attaque à cette thématique.

### Une farce judiciaire ?

Une truie a échappé à son propriétaire. Elle a fugué à la recherche de ses pourceaux, qui s'étaient enfuis de leur enclos. Au croisement d'une rue, elle est tombée sur un cheval, lequel s'est cabré, tuant son cavalier, le fils d'un comte. Cette histoire – qui

rappelle l'accident mortel (et jugé infâme) du prince Philippe, fils aîné de Louis VI, en 1131 – est le point de départ de cet album, qui traite de la mise en accusation de la truie, présentée comme une meurtrière. Si le procès raconté ici est fictif, il s'inspire de ceux qui ont émaillé l'histoire occidentale, du <sup>xii</sup><sup>e</sup> au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle – même si ce type de procédures resta assez rare, comme l'a montré Michel Pastoureau, qui n'en recense que 64 pour tout le royaume de France entre 1280 et 1610.

Au-delà d'un rapport différent des médiévaux aux animaux – que l'on pouvait non seulement pendre ou brûler en place publique, mais aussi excommunier –, ces affaires révèlent surtout une volonté de mettre en scène une justice exemplaire, puisqu'elle devait s'étendre à tous, jusqu'aux animaux. Laurent Galandon, auteur engagé qui vient de recevoir le prestigieux prix Jacques-Lob récompensant l'œuvre d'un scénariste, dépeint bien comment le juge se réjouit de cette opportunité de rendre justice au comte et d'asseoir son pouvoir devant une

large audience afin de réaffirmer le bon ordre social.

L'album évite tout didactisme en penchant du côté de la fable. À l'aide d'un trait souvent caricatural, Damien Vidal dessine des animaux qui parlent et commentent la folie humaine se jouant sous leurs yeux.

Ce conte drôle et sombre porte non seulement sur la bêtise humaine qui tente d'habiller de mots la violence du fort sur le faible, mais aussi sur la maltraitance envers les animaux, que ce soit celle du tribunal envers la truie ou celle du cavalier envers sa monture. C'est tout l'intérêt du personnage de l'avocat, qui maîtrise à la fois les subtilités du droit médiéval et le lan-

gage des animaux. Cela lui permet de faire le pont entre les deux mondes et de transformer en farce un jugement dont l'injustice est démontrée par l'absurde.

Enfin, à l'heure de #BalanceTonPorc, les auteurs ont également décidé d'instruire, en filigrane, un second procès : celui du juge, dans sa relation à son épouse. En guise de morale de l'histoire, cette autre victime d'un puissant utilise la violence porcine pour transformer sa vengeance envers son mari en une véritable boucherie. Comme souvent avec la bande dessinée médiévaliste, c'est bien nos sociétés actuelles qui sont fouillées, la tribune médiévale étant utilisée pour évoquer l'animalité de nos contemporains. ■

**Tristan Martine**

*Maître de conférences à l'université de Lille*



### LA TRUIE, LE JUGE ET L'AVOCAT

Laurent Galandon,  
Damien Vidal,  
Delcourt, 2023.



### À LIRE AUSSI CE MOIS-CI

Adieu Birkenau G. Kolinka,  
J.-D. Morvan, V. Matet, R. Efa, Cesc,  
R. Sole, Albin Michel, 2023.

Il était une fois l'Amérique.  
T. I, Le XIX<sup>e</sup> siècle

C. Mory, J.-B. Hostache,  
Les Arènes, « BD », 2024.



## Classique

# « Martin Guerre » de Natalie Zemon Davis

*En s'emparant d'une histoire d'imposture dans la France rurale du XVI<sup>e</sup> siècle, l'historienne américaine signait un grand livre sur la part de liberté des plus humbles.*

Par Jérémie Foa\*

## LA THÈSE

En 1548, un villageois d'Artigat (Ariège), Martin Guerre, abandonne sa femme, Bertrande de Rols, quitte son pays et s'évanouit. En 1556, celui qui se dit « Martin Guerre » réapparaît. Famille et villageois l'accueillent. Trois années s'écoulent avant que le nouveau venu soit dénoncé comme un imposteur, dont le véritable nom est Arnaud du Tilh, dit « Pansette ». Un soldat de passage aurait juré que le vrai Martin Guerre a perdu sa jambe à la bataille de Saint-Quentin, en 1557. Le village se divise. Un procès s'ensuit. Les juges s'apprêtent à déclarer l'innocence de l'accusé quand, en pleine audience, un homme à la jambe de bois survient. Tous reconnaissent le vrai Martin Guerre. Arnaud du Tilh est pendu.

Comment raconter cette histoire en historienne ? Par quel prodige du Tilh est-il parvenu à duper tout un village ? Aux sources classiques, notamment celle de l'un des juges, Jean de Coras, qui écrit un *Arrest mémorable* en 1561, Natalie Zemon Davis confronte d'innombrables archives locales, parlementaires et notariales, pour prouver que cette tragédie n'a rien d'une fiction. Mais son geste va au-delà de la preuve : quand les sources directes manquaient, elle a proposé des « histoires probables », en s'appuyant sur des analogies, sur des archives documentant « l'à-côté » des protagonistes de son récit. Il y a là leçon de méthode. Il est ainsi



1982, rééd. Tallandier, « Texte », 2022.

« probable » qu'Arnaud du Tilh et Bertrande de Rols étaient huguenots. L'incertitude dans laquelle ont été plongés les villageois ou les juges est redoublée par un récit lui-même honnête sur ses doutes.

L'audace de Natalie Zemon Davis est d'avoir fait de Bertrande la complice du faux Martin. En accueillant l'imposteur dans son lit, Bertrande conjure son destin de femme abandonnée, choisit un « mariage inventé » contre le « mariage forcé » imposé par ses parents tandis qu'elle était à peine pubère.

## CE QU'IL EN RESTE

Cette histoire avait déjà fait l'objet d'un roman de Janet Lewis (1941) et d'un opéra de William Bergsma (1956). Natalie Zemon Davis participa, avec Jean-Claude Carrière, au scénario du film, bien connu en France, de Daniel Vigne *Le Retour de Martin Guerre*, sorti en 1982, la même année que son livre. Relire son ouvrage donne à voir combien il est féministe : il fait de Bertrande l'héroïne de cette histoire, en la montrant comme actrice de sa propre vie, capable de mensonge et de double jeu. Elle prend ainsi place dans la galerie des portraits de l'historienne, toujours soucieuse de souligner l'agency (« agentivité ») des plus humbles, qui savent opposer des bribes de liberté à l'accablant réseau des dominations d'Ancien Régime. ■

\* Maître de conférences HDR à Aix-Marseille Université

## L'AUTEURE



### Natalie Zemon Davis

Née à Detroit en 1928 dans une famille d'immigrés juifs, elle soutient son doctorat, en 1959, sur les ouvriers de l'imprimerie lyonnaise au XVI<sup>e</sup> siècle. En pleine période maccarthyste, son passeport lui étant confisqué (elle est mariée au mathématicien communiste Chandler Davis), elle se consacre à la lecture des imprimés conservés

dans les bibliothèques américaines. Devenue par la suite professeure à Berkeley (1972) puis à Princeton (1978), elle se tourne vers l'étude des comportements symboliques, influencée notamment par l'anthropologie culturelle. Elle a toujours voulu porter la voix des humbles, des gens des marges, des femmes. Parmi ses livres, *Les Cultures*

*du peuple. Rituels, savoirs et résistances au XVI<sup>e</sup> siècle* (1979), *Juive, catholique, protestante. Trois femmes en marge au XVII<sup>e</sup> siècle* (1997) ou *Léon l'Africain. Un voyageur entre deux mondes* (2014). Elle est morte à Toronto en octobre 2023.



Retrouvez tous les  
« Classiques » sur  
[www.lhistoire.fr](http://www.lhistoire.fr)



# SORTIES

■ Expositions p.90 ■ Cinéma p.94 ■ Médias p.96

## Expositions

# Femmes puissantes

*Cette exposition souligne les domaines dans lesquels les femmes ont joué un rôle important au tournant du Moyen Âge et de la Renaissance.*

**T**omber en quenouille c'est, pour un héritage, échoir à une femme. Et, au sens figuré, perdre de sa valeur. En mettant sur le même plan, dès le titre, le sceptre symbole du pouvoir et la simple quenouille qui servait à filer, les commissaires de l'exposition qui se tient à Tours donnent le ton. Les femmes des <sup>xv</sup><sup>e</sup> et <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècles ont bel et bien joué leur partie dans tous les domaines de la vie, familiale certes, mais aussi économique, sociale, culturelle et même politique.

### A cheval et en armure

Avec le mariage, à la fois lien privé et élément de stratégie familiale, les femmes vivent des existences singulières, heureuses ou non, fécondes ou non, que le veuvage interrompt parfois, les laissant dans un entre-deux de vulnérabilité accrue mais aussi de plus grande autonomie. Qu'elles soient paysannes, artisanes, bourgeoises ou nobles, elles contribuent, en dehors de leur rôle de mères, à l'équilibre matériel du foyer, souvent en étroite collaboration. Sur le tableau de Marinus van Reymerswaele, le banquier pèse des monnaies pour vérifier leur bon



**Le Banquier et sa femme de van Reymerswaele (xvi<sup>e</sup> siècle).**

aloi et, à son côté, son épouse tient le livre de compte. Les loisirs, du moins pour celles qui en ont le temps, sont évoqués ainsi que les pratiques religieuses. La jeune femme plongée dans un livre d'heures, saisie par Ambrosius Benson, illustre le nombre croissant de celles qui savent lire. Voire écrire : un manuscrit enluminé des années 1460-1470 montre ainsi Christine de Pizan présentant son propre livre.

L'ambivalence des discours sur la femme n'est pas oubliée. Vantée pour sa douceur et autres qualités jugées féminines calquées sur l'image de la Vierge, elle est aussi redoutée pour son côté dangereux, fille d'Ève la tentatrice. Sans oublier les sorcières représentées dans un magnifique *Sabbat* d'Hans Baldung Grien.

L'exposition présente aussi les armes et le pouvoir. Parmi les héroïnes célébrées à la fin du Moyen Âge, citons Judith décapitant Holopherne, ou les Amazones guerrières, sans oublier Jeanne d'Arc. Miniatures, tableaux et tapisseries les représentent à cheval, en armure, ou brandissant des épées et des poignards. Ces femmes fortes se retrouvent parfois à la tête de grandes familles voire d'États – telle Catherine de Médicis, qui assura deux fois la régence, peinte par

François Clouet. Une médaille en bronze datée de 1500 montre aussi Louis XII et Anne de Bretagne couronnés, chacun sur une face, le roi entouré de fleurs de lys, la reine de fleurs de lys et de queues d'hermine. Commandée par les consuls de Lyon lors de la venue du couple dans leur ville, elle fut reproduite, valorisant la reine Anne. Une exposition en phase avec les travaux récents sur l'histoire des femmes. ■

**Huguette Meunier**

### À VOIR

**Le Sceptre et la Quenouille. Être femme entre Moyen Âge et Renaissance**  
du 8 mars au 17 juin  
au musée des Beaux-Arts, Tours (37).





Judith tranche la tête du général assyrien Holoferne, qui s'apprêtait à attaquer la ville de Béthulie en Judée (tableau du xvi<sup>e</sup> siècle par le peintre flamand Ambrosius Benson).



## Expositions



Jean Moulin photographié par Marcel Bernard à Montpellier, fin 1939-début 1940.

## In memoriam, Jean Moulin

*Photos et objets personnels rendent  
vie à l'icône de la Résistance.*

L'année 2023 a marqué le 80<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Jean Moulin. Le Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation (CHRD) de Lyon lui consacre une exposition nourrie, de son enfance méridionale (il était né à Béziers en 1899) aux années de guerre où ce grand serviteur de l'État – plus jeune préfet de France – choisit de résister.

Parmi les objets-phares, les trois carnets manuscrits du journal des événements survenus à Chartres entre le 14 et le 18 juin 1940 : Jean Moulin y raconte l'entrée de l'armée allemande et ses tragiques démêlés avec les occupants. Le manuscrit sera publié en 1947 aux éditions de Minuit sous le titre *Premier Combat*.

## Fragments de parachutes

On découvre avec émotion la table autour de laquelle les membres du Conseil national de la Résistance se réunirent le 27 mai 1943, des fragments de parachutes de la Mission Rex, son surnom, en 1942 (pour fédérer les mouvements de résistance de la zone non occupée) et des vêtements prêtés

par sa famille, manteau de préfet ou queue-de-pie.

Un documentaire réalisé en 1958 par Igor Barrère et Étienne Lalou, *Sur les traces de Jean Moulin*, permet d'entendre sa sœur Laure, Daniel Cordier ou le docteur Dugoujon racontant son arrestation le 21 juin 1943. En contrepoint, le CHRD a également voulu montrer son goût artistique, comme collectionneur (Dufy, Utrillo, Suzanne Valadon...), et aussi comme artiste, publiant des caricatures politiques sous le pseudonyme de Romanin ou illustrant par huit eaux-fortes *Armor* de Tristan Corbière. Sur le registre de la prison de Montluc, il figure d'ailleurs sous le nom de Jacques Martel, peintre-décorateur – l'un de ses derniers dessins sera une caricature de son bourreau, Klaus Barbie. Une autre voie de résistance et de liberté. ■

H. M.

## À VOIR

Jean Moulin, les voies de la liberté  
jusqu'au 26 mai au Centre d'histoire  
de la Résistance et de la déportation,  
Lyon (69).

## DANS LES MUSÉES

## Dans la Seine

Armes pour chasser ou se battre, artefacts magiques, ex-voto ou déchets... tous ces objets ont été découverts dans le lit de la Seine. Ils témoignent de la présence des sociétés humaines qui ont vécu sur ses berges.

A la Crypte archéologique de l'île de la Cité, Paris.

## Léonard de Vinci

En 2015, des passionnés, historiens, ingénieurs et menuisiers se sont inspirés des dessins de Léonard de Vinci pour réaliser 90 de ses machines désormais exposées.

Jusqu'au 12 mai à l'Atelier  
Grogard, Rueil-Malmaison (92).

## L'invention de la Renaissance

Du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle, l'Europe est le théâtre d'une effervescence intellectuelle, artistique et scientifique, consacrée sous le nom de Renaissance. Manuscrits, estampes, dessins, peintures, sculptures, monnaies et médailles, 200 pièces évoquent les liens entre l'humanisme, le prince et l'artiste.

Jusqu'au 16 juin  
à la Bibliothèque nationale de France, site Richelieu, Paris.

## Jacques Lacan et l'art

Avec celles de Roland Barthes, Michel Foucault ou Gilles Deleuze, la pensée de Jacques Lacan est importante pour comprendre notre contemporanéité. Le psychanalyste a entretenu une relation très forte avec les œuvres d'art, dont *L'Origine du monde* de Manet, aujourd'hui mise en avant.

Jusqu'au 27 mai  
au Centre Pompidou, Metz (57).

@ Plus d'expositions sur  
[www.lhistoire.fr](http://www.lhistoire.fr)



ARCHIVES  
NATIONALES

# SACRILÈGE!

## L'ÉTAT, LES RELIGIONS & LE SACRÉ

Exposition gratuite | 20 mars → 1<sup>er</sup> juillet 2024

60 rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris / M métro Hôtel de Ville et Rambuteau

Du lundi au vendredi : 10 h - 17 h 30 / Samedi et dimanche : 14 h - 19 h / Fermeture le mardi et le 1<sup>er</sup> mai



## Sévigné mère et fille

*Isabelle Brocard s'empare des 750 lettres rédigées par la marquise à sa fille. L'occasion d'explorer leurs relations épistolaires et de mettre en scène la « folie maternelle ».*



La marquise de Sévigné (Karine Viard) et sa fille Françoise (Ana Girardot). L'écriture est pour la mère le moyen d'exprimer tous les sentiments qu'elle éprouve à l'égard de son enfant et de combler la douloureuse séparation.

mais, en 1669, Françoise épouse le comte de Grignan, veuf, plus âgé qu'elle. Dans ce mariage, elle apporte l'argent, lui, le nom... Bientôt, le comte est nommé lieutenant-général de Provence et doit aller occuper cette charge prestigieuse, mais lourde. Il exige que sa femme l'accompagne à Grignan, en Provence. Cette séparation traumatique marque le début de longues périodes d'éloignement entre les deux femmes. Le départ de Paris, le 4 février 1671, signe pour la mère le début d'une dépendance affective, psychologique et physique. Avec la première lettre, deux jours plus tard, Madame de Sévigné use de l'écriture comme expression de tous les sentiments qu'elle éprouve à l'égard de sa fille. Il s'agit de décrire sans fard ce qu'elle ressent, c'est son « contrat », avec sa fille et, surtout, avec elle-même.

### Énergie créatrice

Madame de Sévigné s'est aveuglée. Elle est d'abord éblouie par la vieille noblesse de Grignan sans mesurer que le comte est très endetté. Elle pense également que sa fille, une fois mère, va cesser toute relation conjugale avec son mari, comme elle-même l'a fait avec Monsieur de Sévigné après avoir eu ses deux enfants. Mais, loin de reprendre son indépendance, renouant le lien maternel et refondant son désir de liberté, Françoise choisit le contraire : elle vit sous l'emprise de son mari, et le souhaite sans doute. C'est aussi pour elle une manière de prendre ses distances, à tous les sens du terme, avec sa mère.

Isabelle Brocard filme la « folie maternelle », selon le mot du psychiatre André Green. Une folie persistante et excessive qui, néanmoins, est le déclencheur d'une énergie créatrice épistolaire. La séparation nourrit une

On considère souvent les *Lettres* de Madame de Sévigné comme un magnifique témoignage sur le XVII<sup>e</sup> siècle (cf. Geneviève Haroche-Bouzinac, *L'Histoire* n° 516). Et l'on salue le style de l'écrivaine, à la fois très libre et brillant de mille facettes. Le film d'Isabelle Brocard cherche à relire ces lettres d'un autre point de vue, très actuel : que révèlent-elles d'une névrose familiale et des « ravages mère-fille », pour reprendre l'expression de la cinéaste ? Mais le matériau reste le même : les 750 lettres connues de la marquise, ici explorées et exploitées dans leurs détails les plus intimes.

### Un « contrat » avec sa fille

En 1651, Marie de Sévigné est veuve – son mari est tué en duel. Elle a 25 ans et jouit d'une position sociale qui lui permet une grande indépendance. Elle s'efforce de restaurer la fortune

de son mari, fréquente les salons littéraires, devient l'amie de personnalités importantes comme Mademoiselle de Scudéry, Madame de La Fayette, La Rochefoucauld, Nicolas Fouquet. Elle veut surtout, et impérativement, faire de sa fille, Françoise, une femme brillante et indépendante, à son image. Entre 1663 et 1668, la marquise de Sévigné et sa fille sont invitées plusieurs fois à la cour versaillaise. La beauté de Françoise impressionne, elle danse divinement, notamment dans le *Ballet des Arts*, créé fin janvier 1663. Elle danse désormais parfois aux côtés du jeune roi, Louis XIV, passionné lui aussi par les ballets. La rumeur veut que le monarque envisage même d'en faire sa maîtresse.

Madame de Sévigné supporte mal cette captation monarchique de sa si parfaite descendance. Elle éloigne sa fille du roi et cherche à la marier ailleurs. Plusieurs projets avortent,



blessure qui, seule, permet la naissance d'une langue. Le film montre ainsi comment une œuvre sublime la perversion d'un lien impossible : écrire c'est rechercher, pour la marquise, la vérité, l'originalité, la vivacité et surtout, agrément de la mondanité, la variété infinie des mots et des sentiments. Mais l'œuvre se construit sur la destruction de l'autre (et de soi-même) : comment faire mal et pourtant consoler, puis redoubler la douleur de celle qui lit, à distance mais confrontée à la précision si crue d'un amour mère-fille qui rend folle. ■

**Antoine de Baecque**

#### À VOIR

**Madame de Sévigné**

I. Brocard, en salle le 28 février.

#### POUR NOS ABONNÉS

**JEUDI 7 MARS**  
20 HEURES



Paris



### MADAME DE SÉVIGNÉ D'ISABELLE BROCARD

Projection suivie d'une rencontre avec **Isabelle Brocard**, réalisatrice, et **Antoine de Baecque**, historien et critique de cinéma

40 places sont réservées aux abonnés de *L'Histoire*

**Inscription :**  
**privilege-abonnes**  
**@histoire.presse.fr**

**Cinéma Le Champo,**  
51, rue des Écoles,  
75005 Paris  
[www.cinema-lechampo.com](http://www.cinema-lechampo.com)

## Soldats maudits d'Indochine

*Face à la retraite japonaise en 1945, des militaires français tentent de survivre à travers la jungle.*

**D**urant la Seconde Guerre mondiale, le Japon impose à l'Indochine une occupation discrète, mainmise réelle qui entretient une fiction d'autorité française. A la fin de l'hiver 1945, les Japonais entament une lente retraite. En Indochine, elle est sanglante : dans la soirée du 9 mars 1945, afin d'éliminer tout risque d'attaque sur leurs lignes par revers, les troupes du Soleil Levant attaquent par surprise les postes français. Ils torturent, massacrent et emprisonnent des milliers de soldats et de civils européens. Traqués, les survivants se jettent dans la jungle formant un groupe, baptisé la « colonne Alessandri », et tentent de gagner la Chine et les bases alliées, à plus de trois cents kilomètres.

### La « drink colonne »

Le film de David Oelhoffen suit des soldats méprisés : les légionnaires de Khan Khai. Isolé sur les hauts plateaux du Laos, ce camp de repos accueille soldats alcooliques, traumatisés, malades et inaptes au combat. Il revisite ainsi un autre mythe cinématographique : *La 317<sup>e</sup> section*, de Pierre Schoendoerffer qui, en 1964, évoquait les soldats français perdus dans cette même jungle. Le sous-lieutenant Torrens y était joué par Jacques Perrin, qui a coécrit et produit ce scénario, avant de mourir en 2022.

Ces « sous-hommes » apprennent, en fuyant ainsi, à devenir les « derniers hommes ». Le film prend la forme d'un cauchemar halluciné imaginant le destin de ces apprentis survivants. Des soldats maudits face à la jungle qui dévore les êtres, aux attaques japonaises qui mettent au supplice, aux fièvres et aux maladies qui rongent les

corps. Dans la légende, on parle de la « drink colonne », avec respect, stupeur et tremblements. ■

**Antoine de Baecque**

#### À VOIR

**Les Derniers Hommes**

D. Oelhoffen, en salle.

#### POUR NOS ABONNÉS

**LUNDI 4 MARS**  
20 HEURES

**TANDEM™**  
**LE ST ANDRÉ DES ARTS**



### LES DERNIERS HOMMES DE DAVID OELHOFFEN

Projection suivie d'une rencontre avec **David Oelhoffen**, réalisateur, et **Antoine de Baecque**, historien et critique de cinéma

25 places sont offertes aux abonnés de *L'Histoire*

**Inscription :**  
**privilege-abonnes**  
**@histoire.presse.fr**

**Cinéma Saint-André-des-Arts,**  
30, rue Saint-André-des-Arts,  
75006 Paris  
[cinesaintandre.fr](http://cinesaintandre.fr)



## Mme de Staël sur « Karambolage »

*L'émission fête ses 20 ans avec deux épisodes consacrés à une illustre « passeuse » entre France et Allemagne.*



Mme de Staël a fait découvrir la culture allemande aux Français.

**S**avez-vous que *frichti*, ce repas simple, et *Frühstück*, le petit-déjeuner, ont la même étymologie ? Ou que les écoliers apprennent à écrire dans des cahiers aux lignages différents de chaque côté du Rhin ? Des spécificités des quotidiens français et allemand que, depuis vingt ans, « Karambolage » décrypte chaque dimanche à 19h35 sur Arte.

Design coloré, animations réalisées à partir de dessins et de photographies, ton ludique et décalé : l'émission réalisée par Claire Doutriaux aborde nos différences avec humour. Mais toujours en traitant les sujets de manière sérieuse et rigoureuse.

### La voie du romantisme

En mars 2024, « Karambolage » répare un oubli de taille. Mme de Staël, qui fut l'une des illustres initiatrices des Français à la culture allemande, n'avait étonnamment jamais fait l'objet d'une émission ! Elle en aura deux, les 10 et 17 mars. La première est consacrée à la biographie de Germaine de Staël. Née en France en 1766, elle est la fille des Genevois Jacques et Suzanne Necker. Son père banquier est ministre des

Finances du roi de France Louis XVI de 1776 à 1781. Sa mère tient un salon fréquenté par Buffon, Gibbon ou l'abbé Raynal... La jeune Germaine les côtoie et aiguisé son esprit. Femme de lettres, favorable à la Révolution française, elle s'exile avec l'arrivée de Bonaparte au pouvoir. Elle meurt en 1817 à Coppet en Suisse.

La seconde est centrée sur son voyage outre-Rhin et sur la rédaction de *De l'Allemagne*. Avec ce livre, « Mme de Staël fait passer les lecteurs français d'une vague connaissance des territoires de l'Empire germanique à la découverte d'une patrie culturelle qui s'affranchit véritablement de l'influence française », écrit son biographe, Michel Winock (cf. *L'Histoire Collection* n° 100). Et ouvre la voie du romantisme en France. Une telle influence pour une meilleure compréhension entre Français et Allemands valait bien deux émissions. ■

**Olivier Thomas**

### À VOIR

« Karambolage »

Claire Doutriaux,

les 10 et 17 mars à 19h35 sur Arte.

### RADIO-TÉLÉ

#### Concordance des temps

Le 2 mars, Jean-Noël

Jeanneney accueille

Anne Viguier pour « L'Inde et l'hindouisme ».

Tous les samedis à 10 heures sur France Culture.

#### Autant en emporte l'histoire

Le 25 février, Stéphanie

Duncan reçoit l'historien

Alain Quella-Villéger pour

« 1828. René Caillié, explorateur de Tombouctou ».

Tous les dimanches à 21 heures sur France Inter.

#### Sorcières, le féminicide de l'histoire

Ce documentaire de

Dominique Eloudy-Lenys

montre comment ce

personnage mythique,

historique, artistique et

politique, fait un retour

fulgurant dans le champ du féminisme contemporain.

Le vendredi 8 mars à 20h50 sur Histoire TV.

#### Locomotive du progrès

En deux siècles, l'expansion phénoménale du chemin de fer a révolutionné les

transports. Un documentaire

de Thomas Staehler.

Le samedi 16 mars à 20h50 sur Arte.

#### Paris du « Bal Nègre »

Né en 1924 à Paris, le bal antillais de la rue Blomet a été le creuset d'une nouvelle

identité noire. Ouvriers,

intellectuels et artistes s'y

croisent et réinventent la

nuit parisienne et la fierté

noire. Un documentaire de

Martine Delumeau.

En mars sur France 5.



Plus de médias sur

[www.lhistoire.fr](http://www.lhistoire.fr)





# NOME

UN FILM DE SANA NA N'HADA

UN FILM DE SANA NA N'HADA AVEC MARCELINO ANTONIO INGIIRA, BINETE UNDONQUE, ABUBACAR BANORA, MARTA DABO, HELENA SANCA, OKSANA ISABEL, PAULO INTCHAMA, MARIO PAULO MENDES, VLADIMIR MARIO VIEIRA, ERNESTO NAMBERA, RIQUELME BIGA, JORGE QUINTINO BIAGUE SCÉNARIO VIRGÍLIO ALMEIDA & OLIVIER MARBOEUF IMAGE JOÃO RIBEIRO SON TRISTAN PONTECAILLE ASSISTANTE RÉALISATEUR ÂNGELA SEQUEIRA MONTAGE SARAH SALEM MUSIQUE ORIGINALE REMNA SCHWARZ UN FILM PRODUIT PAR LUIS CORREIA (LX FILMES) & OLIVIER MARBOEUF (SPECTRE PRODUCTIONS) EN COPRODUCTION AVEC GEBE FILMS ET GERAÇÃO 80 AVEC LA PARTICIPATION DE THE DARK AVEC LE SOUTIEN ICA — INSTITUTO DO CINEMA E DO AUDIOVISUAL, L'AIDE AUX CINÉMAS DU MONDE CENTRE NATIONAL DU CINÉMA ET DE L'IMAGE ANIMÉE INSTITUT FRANÇAIS, LA RÉGION BRETAGNE







# « Bella ciao, ciao, ciao » !

*La célèbre chanson, devenue l'hymne de toutes les résistances, n'a pourtant pas été inventée par les antifascistes.*

**B**ella ciao (« Adieu ma belle ») a-t-elle vraiment été chantée par les partisans antifascistes italiens durant la Seconde Guerre mondiale ? La question, étrange tant la réponse semblait jusqu'alors évidente, a hanté les coulisses du Fipadoc (Festival international du film documentaire) qui s'est tenu fin janvier, comme chaque année, à Biarritz. D'autant que nombre de documentaires historiques de grande qualité y étaient diffusés : *Little Richard* sur les origines black queer du rock'n'roll ; *Joan Baez*, plongée intime et politique sur la reine du folksong américain ; une enquête implacable sur l'assassinat, en 2005, de l'ancien Premier ministre libanais Rafiq Hariri ; l'histoire des 1 200 ghettos mis en place par les nazis dans les territoires qu'ils contrôlaient ou encore le scandale colonial de la construction du chemin de fer Congo-Océan qui coûta la vie à quelque 20 000 Africains entre 1921 et 1934... Et *Bella ciao* (2022) !

Ce film italien de Giulia Giapponesi, qui dure une heure et quarante minutes, aurait pu être prolongé au-delà tant sa matière

est riche et mondiale. A travers des bandes d'actualités récentes ou historiques, croisées avec des interviews d'experts de la musique populaire italienne, d'ethnomusicologues et d'anciens résistants, la réalisatrice a pris le parti de montrer la chanson dans tous ses états et de la donner à entendre dans toutes les langues.

En fait, la musique de *Bella Ciao* a été entonnée dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par les ouvrières saisonnières exploitées à désherber dans des conditions éprouvantes les rizières des plaines padane et vénète. Les paroles, elles, ont bien été écrites en 1944, mais afin de célébrer leur lutte victorieuse pour la réduction de leur temps de travail.

**Aujourd'hui, des femmes dévoilées ont le courage de la chanter en farsi sur les réseaux sociaux ou en pleine rue à Téhéran**

**L**e documentaire s'ouvre sur un scandale qui s'est produit le 20 mai 2020 à Izmir, en Turquie : le piratage des minarets d'une soixantaine de mosquées de la ville, fermées pour cause de Covid-19, dont les haut-parleurs ont tous résonné d'une même chanson, au même moment, dans les rues, en lieu et place du muezzin appelant à la prière en plein ramadan : « *Alla mattina, appena alzata/ O Bella ciao, bella ciao, bella ciao, ciao, ciao/ Alla mattina, appena alzata/ In risaia mi tocca andar* »... On imagine l'effet sur la population, stupéfaite, ravie ou horrifiée selon les cas.

Même s'il y est question de rizières, d'insectes et de moustiques, il s'agit bien d'un chant de révolte. Et l'antifascisme sous Mussolini ? De tous les anciens partisans que la réalisatrice a rencontrés au cours de son enquête, il n'en est pas un qui assure avoir entendu *Bella ciao* pendant la guerre... Ce qui est troublant, lorsqu'on sait que la chanson est passée à la postérité comme l'équivalent de notre *Chant des partisans*. En revanche, le film ne manque pas de témoins qui se souviennent l'avoir découverte après la guerre dans la version historique de la chanteuse Giovanna Daffini ou en 1963 dans celle, très « *partigiana* », et en italien d'Yves Montand aux paroles adaptées à la lutte antifasciste (dès la première strophe, la rizière y est remplacée par l'envahisseur), quand ce n'est grâce à la série Netflix espagnole à grand succès *La Casa de papel* !

Qu'importe au fond si *Bella ciao* fut ou non l'ode de la résistance italienne puisqu'elle est désormais le chant de tous ceux qui aspirent à défendre les libertés à travers le monde. Aujourd'hui, des femmes dévoilées ont le courage de la chanter en farsi sur les réseaux sociaux ou en pleine rue à Téhéran. ■

Pierre Assouline est membre du comité scientifique de L'Histoire, il a notamment publié *Le Nageur* (Gallimard, 2023)

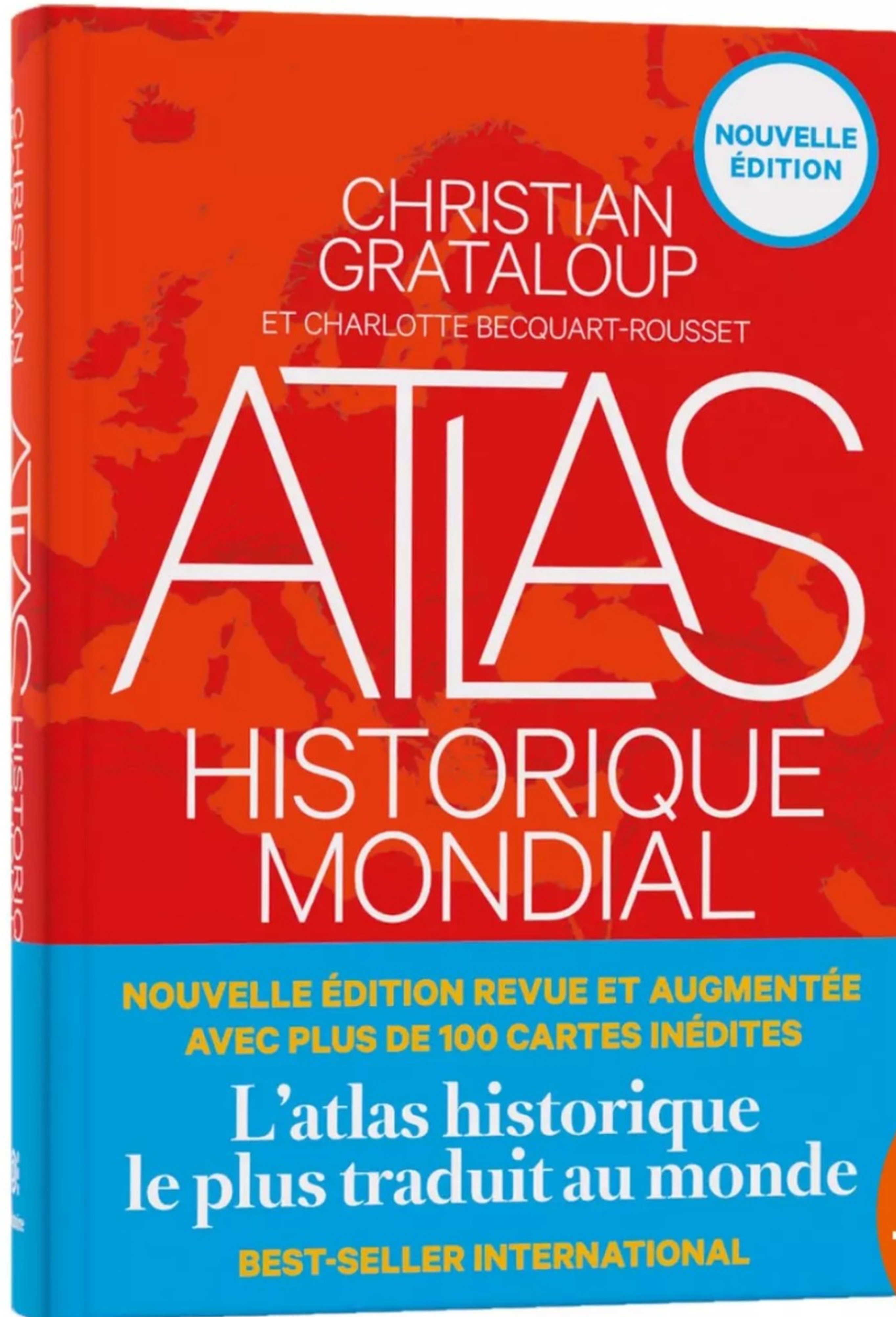


Retrouvez toutes les « Cartes blanches » sur [www.lhistoire.fr](http://www.lhistoire.fr)  
A suivre également sur [www.larepubliquedeslivres.com](http://www.larepubliquedeslivres.com)



«On ne peut pas comprendre  
le monde sans le voir.»

Erik Orsenna  
de l'Académie française



NOUVELLE  
ÉDITION  
**+ 100 CARTES  
INÉDITES**

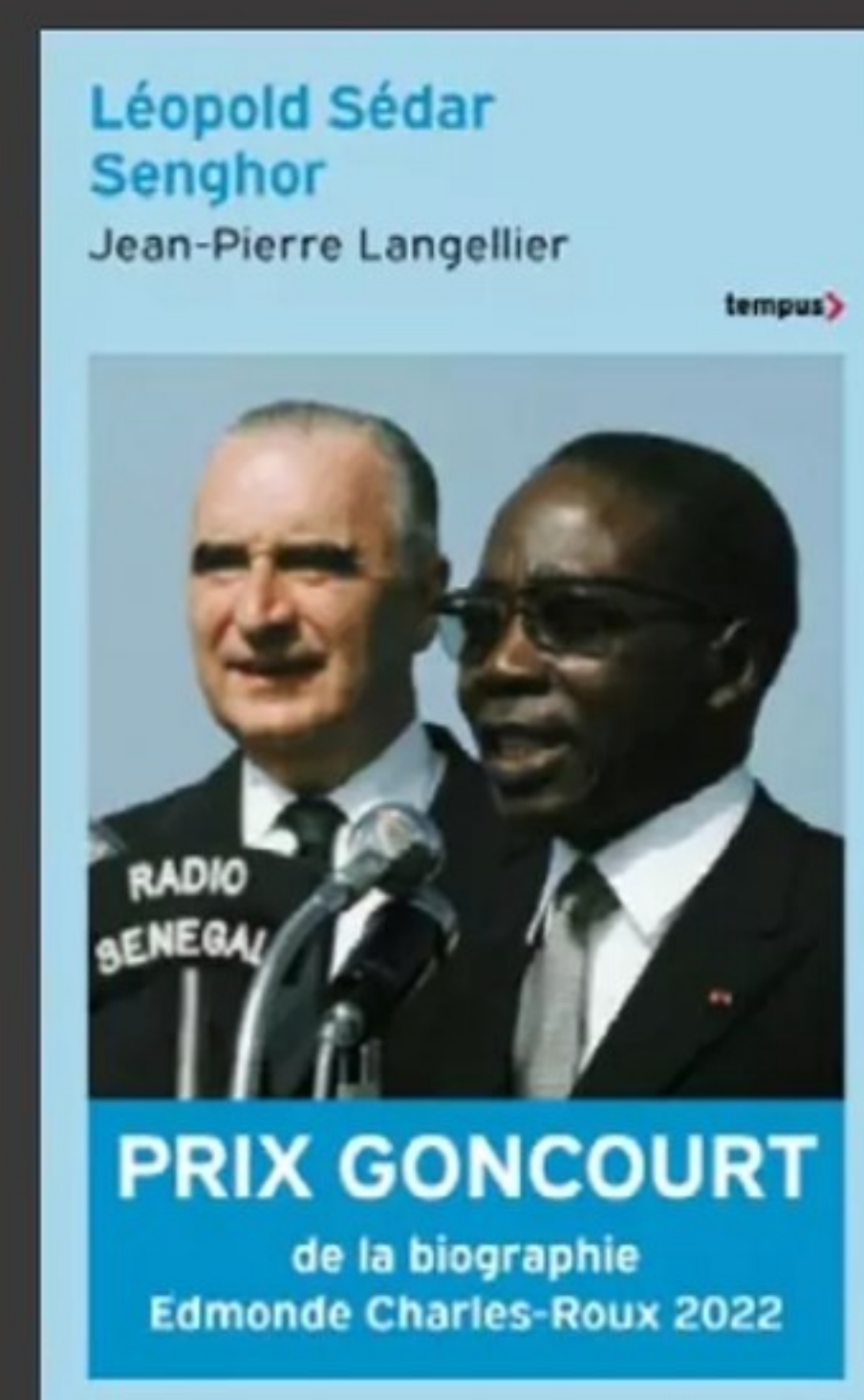
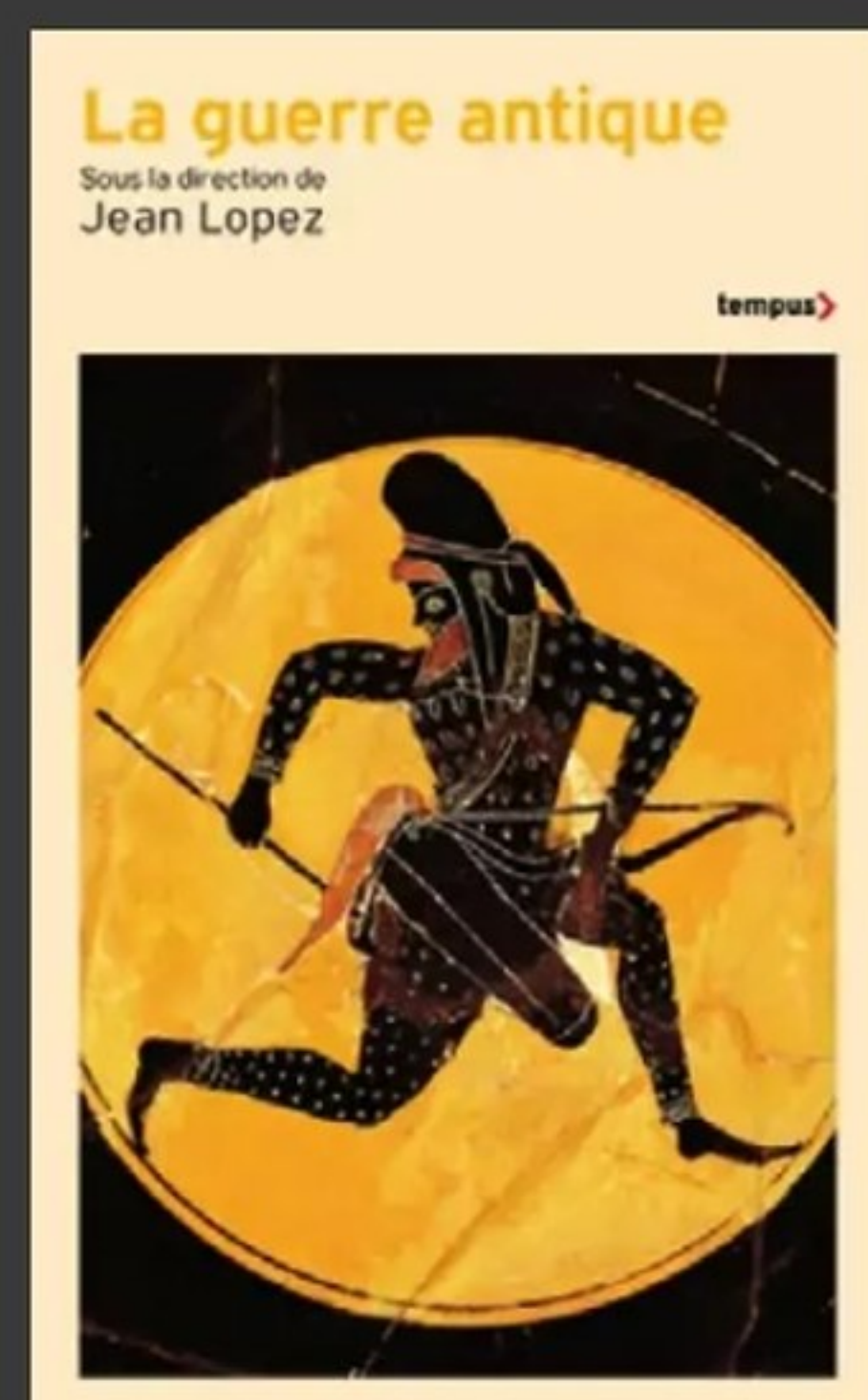
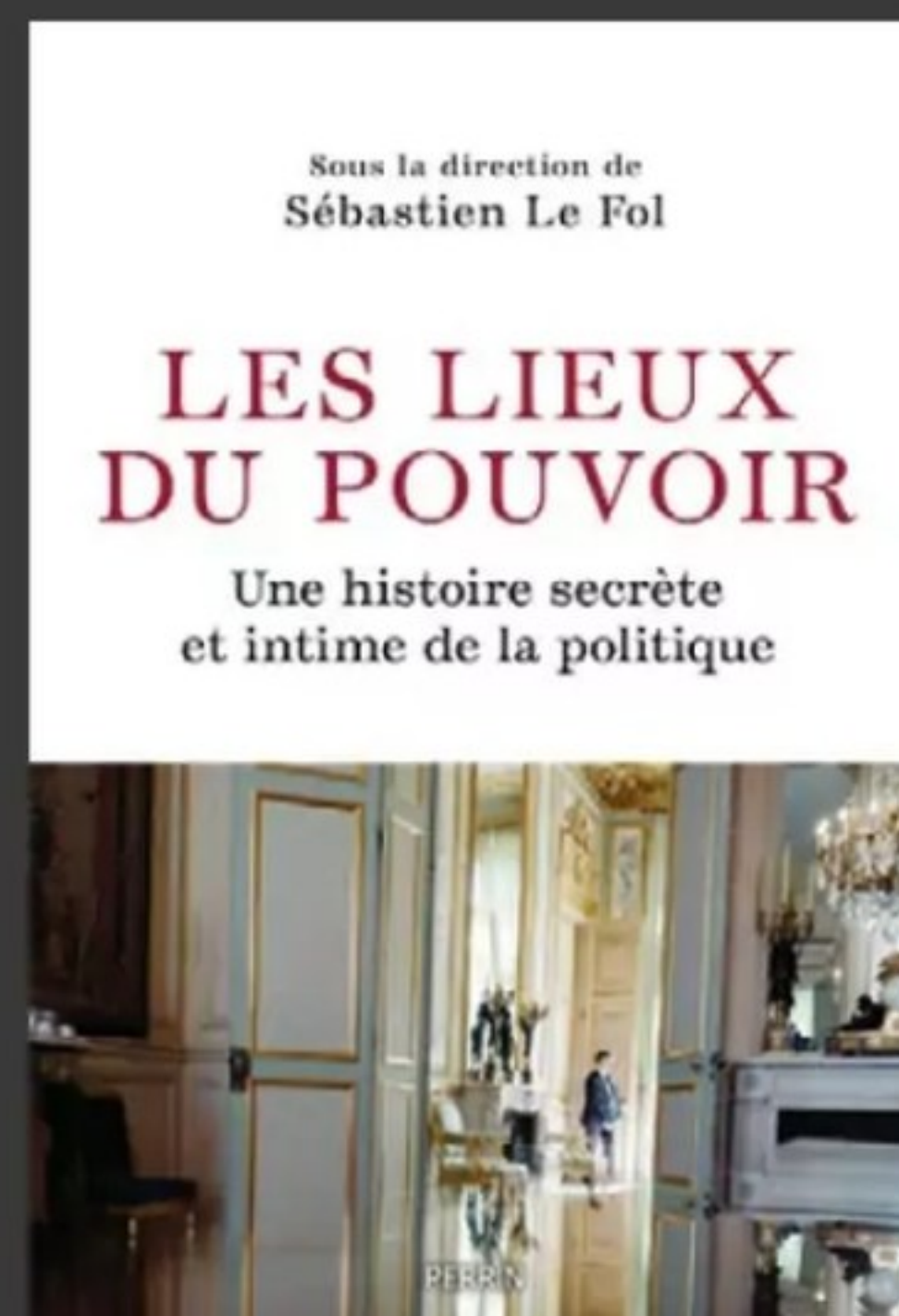
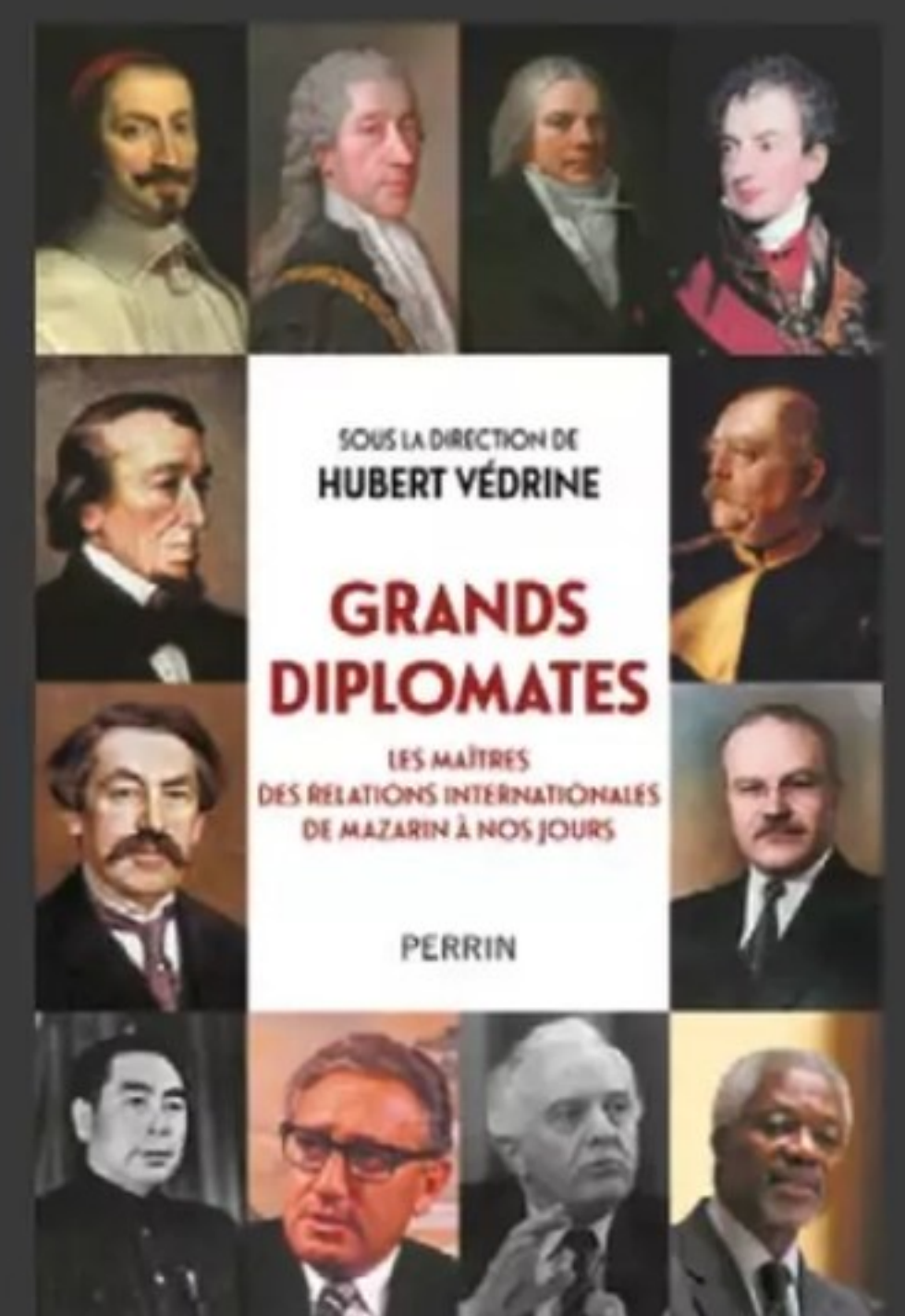
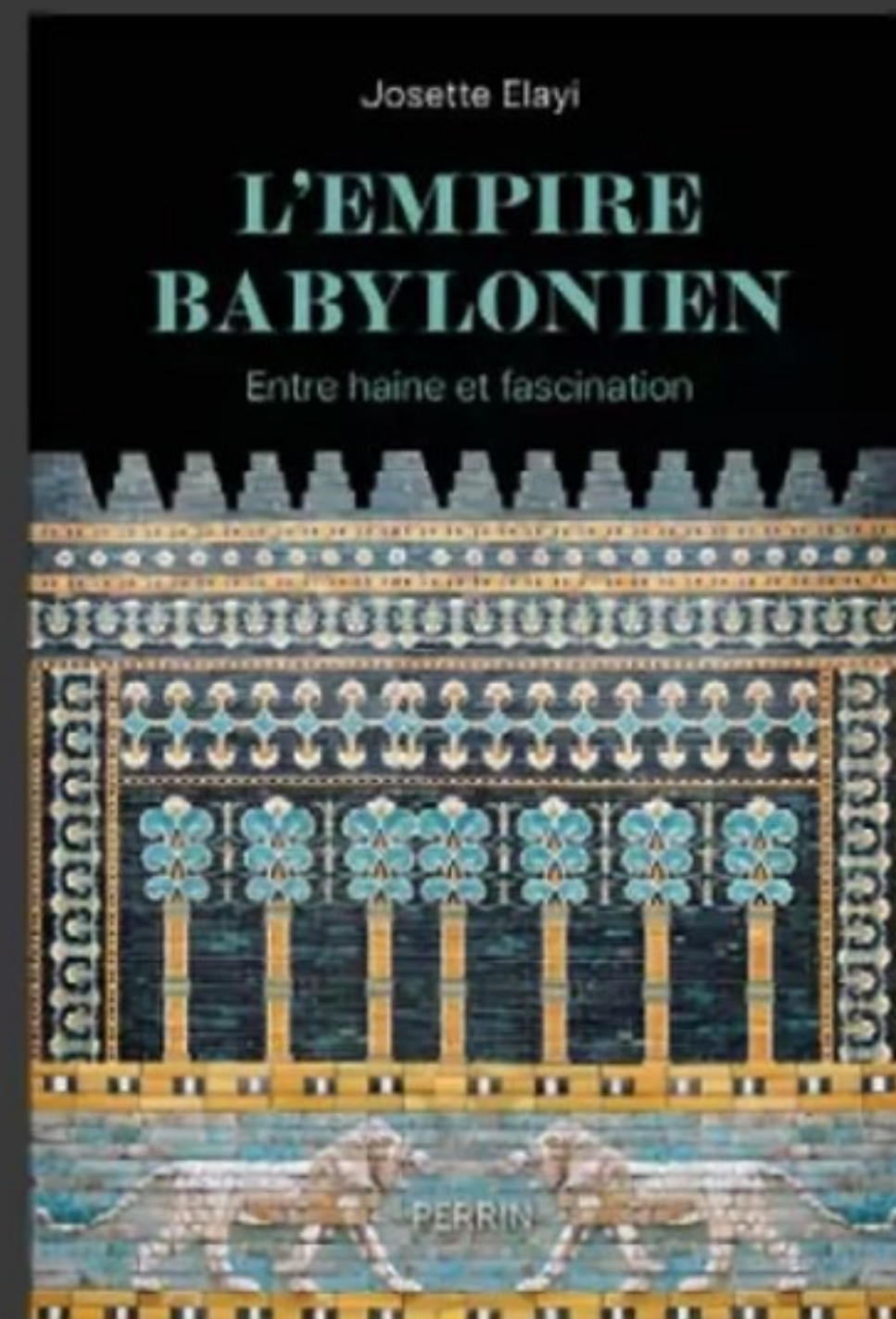
«Une indispensable synthèse  
cartographique de l'histoire du monde.»

*Le Monde*

Une création originale  L'Histoire © Les Arènes



# PERRIN



# LE MEILLEUR DE L'HISTOIRE